L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

VOLUME I

LE COLLOQUE DE GRAND'MERE

(19-21 MAI 1981)

Rapport préparé par:

Claude Panaccio
Robert Nadeau
Nicolas Kaufmann

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Rapport préparé par:

Claude Panaccio
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

Robert Nadeau
Département de philosophie
Université du Québec à Montréal

Nicolas Kaufmann
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

VOLUME I: LE COLLOQUE DE GRAND'MERE

(19-21 mai 1981)

Février 1982

Mis en distribution par
le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
255, rue Albert, C.P. 1610
Ottawa, Canada K1P 6G4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada
No de cat. CR22-10/1982-1
ISBN 0-662-51813-6
ISBN (2 volumes) 0-662-51812-8

Février 1982

Présentation

Le Conseil de recherches en sciences humaines a reçu le rapport du colloque tenu à Grand'Mère, Québec, en octobre 1981 sur l'évaluation de la recherche en sciences sociales. Il est heureux de le distribuer à tous ceux qui pourraient être intéressés à assurer un lendemain à ce colloque.

Ayant été un peu à l'origine de cette rencontre, y ayant participé avec quelques membres de mon personnel, et ayant accepté que le Conseil subventionne et la conférence elle-même et les services de traduction simultanée, je me sens une intime affinité avec cette démarche d'évaluation de la recherche en sciences sociales.

Il me semble important que des activités qui mobilisent des ressources humaines et financières imposantes prennent le temps de s'évaluer de temps à autre et de s'assurer qu'elles répondent aux attentes qu'elles ont suscitées. C'est la politique que le CRSH a adoptée dès sa création comme Conseil nouveau en 1978, et selon laquelle il soumet ses programmes à une évaluation cyclique régulière.

Dans la démarche du colloque de Grand'Mère, nous avons élargi la perspective. Il ne s'agit pas seulement d'évaluer les activités en elle-mêmes, mais de voir quelle est la mesure de recherche en sciences sociales dont la société, nationale et internationale, a besoin, pour assurer son plein développement humain et humaniste, dans le rythme effarant du développement de la science et de la technologie. Et la contrepartie est aussi nécessaire: il faut voir quelles sont les ressources dont les sciences sociales ont besoin pour jouer leur rôle dans la société. Est-ce un rêve que de vouloir prendre le pouls d'une nation, de plusieurs nations, et vérifier à quel point les valeurs et les réalités humaines sont ou doivent être imprégnées dans le tissu de l'activité fiévreuse et souvent déshumanisante d'un monde automatisé?

Si ce n'est pas un rêve, peut-être ce colloque aura-t-il été une éloquente introduction au premier chapitre d'une saine évaluation globale de la recherche en sciences sociales.

Je remercie les organisateurs et les participants de ce colloque, et plus particulièrement encore ceux qui nous présentent ce rapport.

Le président
André Fortier

Presentation

The Social Sciences and Humanities Research Council has received the report of the conference held at Grand'Mère, Quebec, in October 1981 on the evaluation of research in the social sciences. It is happy to distribute this report to all those interested in furthering discussion on the subject.

Having to some degree inspired the planning of this conference, at which I took part along with other members of my staff, and having agreed to Council support of both the conference itself and of the simultaneous translation service, I feel closely involved in this step of evaluating research in the social sciences.

I think it important that in the framework of the activities which mobilize substantial resources, both human and financial, time should be set aside for periodic reviews and assessments to determine whether or not these activities are fulfilling their designated purposes. This is the policy adopted by the SSHRC at its creation as a separate council in 1978, and a policy which it follows in submitting its programs to regular evaluations.

In the organization of the Grand'Mère conference, we have broadened our perspective. This conference was designed not simply to examine the activities themselves, but also to gauge the needs of society in Canada and the world for research in the social sciences, in order to assure its complete development in human and humanistic terms, in light of the bewildering pace of development in science and technology. On the other hand, we have seen that it is also necessary to determine what resources the social sciences require to fulfil their role in society. Is it fanciful to try to take the pulse of a nation, of several nations, and to verify at what point human values and realities are or should be woven into the fabric of an automated world, in all its feverish and often dehumanizing agitation?

If it is not fanciful, then perhaps this conference will serve as an eloquent preface to the first chapter of a global assessment of research in the social sciences.

I would like to thank the organizers and participants of this conference and in particular those who have presented this report.

André Fortier
President

SOMMAIRE

Avant-propos.....1
Liste des participants.....4
Horaire.....6
Rapport du responsable.....9
Introduction.....11
Problématique et préparation.....12
Naissance du projet.....12
L'arrière-plan.....14
La problématique.....18
La préparation.....21
Les dates.....21
Les participants.....21
Le questionnaire préparatoire.....22
La documentation d'appoint.....24
La traduction simultanée.....25
Bilan des discussions.....26
L'organisation des débats.....26
Pertinence et orientation générale de l'évaluation de la recherche en sciences sociales.....28
Les objectifs.....28
La pertinence.....29
Les dangers.....29
Qui devrait évaluer?.....30
Les voies à suivre.....31
Aspects cognitifs.....32
Diagnostic préliminaire.....32
Approches évaluatives.....33
Les utilisations sociales.....36
Diagnostic préliminaire.....36
Approches évaluatives.....37
La diffusion.....38
Diagnostic préliminaire.....38
Les voies à suivre.....40

L'organisation.....40
L'interdisciplinarité.....41
Les centres d'excellence.....43
L'évaluation par les pairs.....44
La séance de conclusion.....46
Conclusion générale.....47
Recommandations du comité d'organisation.....50
Introduction.....52
Recommandations.....53
Sur la pertinence d'opérations évaluatives.....53
Sur la recherche métascientifique.....54
Sur l'étude de disciplines particulières.....55
Sur un programme d'unification théorique.....57
Sur la perception publique des sciences sociales.....58
Sur la sensibilisation et la vulgarisation.....58
Sur l'accessibilité aux groupes populaires.....59
Sur un projet de colloque international.....60
Sur la diffusion du présent rapport.....62

Annexe I: Projets en sciences humaines.....65
Annexe II: Réactions des participants.....73

AVANT-PROPOS

Le présent rapport, soumis au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, comporte deux volumes: le premier est principalement consacré au compte rendu du colloque "L'Evaluation de la recherche en sciences sociales" tenu à l'Auberge Grand'Mère de Grand'Mère (Québec) du 19 au 21 mai 1981, ainsi qu'aux recommandations qui s'en dégagent; le deuxième, beaucoup plus long, comprend divers documents produits au cours de la préparation du colloque (questionnaire préparatoire et réponses des participants).

Le comité d'organisation tient à remercier en premier lieu le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada qui a subventionné le colloque, et notamment son président, M. André Fortier, le directeur du Service de la planification et de l'évaluation, M. Iain McKellar, et Mme Maureen Woodrow, du même service, qui ont tous trois suivi la préparation de l'activité depuis le tout début et qui nous ont assistés de leurs conseils et de leurs encouragements.

L'Université du Québec à Trois-Rivières nous a généreusement accordé l'appui institutionnel qui était indispensable au succès de l'entreprise. Le rectorat, le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche, le décanat des études avancées et de la recherche, le service des relations publiques, le service des finances, le service de l'imprimerie et le département de philosophie ont, chacun à leur façon, apporté leur concours efficace à l'organisation du colloque; je voudrais ici leur exprimer toute notre gratitude. Qu'il me soit permis en particulier de signaler le travail remarquable accompli par les deux secrétaires du département de philosophie, mesdames Jeannine Beaudoin et Colette Magnan, qui ont dactylographié une bonne partie des documents relatifs au colloque et qui, en outre, nous ont fourni de façon régulière une aide administrative précieuse.

Nous sommes redevables aussi envers la Fédération canadienne des sciences sociales, dont le directeur général, M. John Trent, nous a continuellement encouragés et conseillés et dont plusieurs autres officiers ont activement participé à la préparation et à la réalisation du colloque.

Mais c'est, bien sûr, envers les participants eux-mêmes - dont on trouvera la liste ci-dessous - que notre dette est la plus grande. Ayant imprudemment accepté, malgré leurs très nombreuses charges, de s'engager avec nous dans cet exercice complexe aux résultats si peu prévisibles, ils ont été amenés, notamment pour répondre au questionnaire préparatoire et pour prendre connaissance de la documentation d'appoint, à y consacrer au total une quantité de travail exceptionnelle. Nous souhaitons qu'ils y aient trouvé quelque enrichissement. Pour notre part en tout cas, nous nous estimons honorés d'avoir pu réunir un groupe de réflexion d'une telle qualité.

De nombreuses autres personnes encore ont, de diverses façons, collaboré à la préparation du colloque. Il est impossible de les nommer toutes, mais nous remercions tout particulièrement M. William Dray du département de philosophie de l'Université d'Ottawa, M. Pierre Laberge, alors président de la Fédération canadienne des humanités, M. Gilles Paquet, président de la Fédération canadienne des sciences sociales, et M. Sid Wise, directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université Carleton, dont les avis éclairés nous ont été utiles au plus haut point; ainsi que les professeurs Jacques Henripin (U. de Montréal), Bernard Shapiro (O.I.S.E.), Sharon Sutherland (Carleton), Jill Vickers (Carleton) et Jack Weldon (McGill) qui n'ont finalement pas pu être présents au colloque mais qui ont néanmoins répondu au questionnaire préparatoire (cf. volume II).

Des remerciements spéciaux sont également dus à M. Gilles Leboeuf, gérant de l'Auberge Grand'Mère, et à tout son personnel, à l'équipe d'interprètes dirigée par Mme Anita Mizne et à la compagnie "Les Services de traduction simultanée International" représentée à Grand'Mère par M. Philipp Beetz. Ces gens nous ont fourni un service impeccable à

tous égards et ils ont de la sorte grandement contribué au déroulement harmonieux de la rencontre.

Finalement, je voudrais à titre personnel exprimer ma reconnaissance la plus chaleureuse envers chacun des membres du comité organisateur, professeurs et étudiants (cf. liste ci-dessous). Il m'a rarement été donné de travailler avec une équipe de collaborateurs à la fois aussi enthousiastes, aussi créateurs et aussi minutieux.

Claude Panaccio
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

LISTE DES PARTICIPANTS

Responsables

- Claude Panaccio, Département de philosophie
  Université du Québec à Trois-Rivières
- Robert Nadeau, Département de philosophie
  Université du Québec à Montréal
- Nicolas Kaufmann, Département de philosophie
  Université du Québec à Trois-Rivières

Invités présents

- John Adair, Département de psychologie, Université du Manitoba
- Gérard Bouchard, Département des sciences humaines,
  Université du Québec à Chicoutimi
- David Braybrooke, Département de science politique et département
  de philosophie, Université Dalhousie
- Jean-Paul Brodeur, Département de criminologie, Université de Montréal
- Anthony Doob, Centre de criminologie, Université de Toronto
- Gérald Fortin, INRS-Urbanisation, Université du Québec
- Jean-Claude Guédon, Institut d'Histoire et de Sociopolitique des Sciences,
  Université de Montréal
- Roger Hall, Département d'administration, Université du Manitoba
- Louis-Edmond Hamelin, recteur, Université du Québec à Trois-Rivières
- Ian C. Jarvie, Département de philosophie, Université York
- Maurice Lagueux, Département de philosophie, Université de Montréal
- James MacAulay, Conseil des Sciences du Canada, Ottawa
- Patricia Marchak, Département d'anthropologie et de sociologie,
  Université de Colombie-Britannique
- John Mayne, Bureau du Contrôleur général du Canada, Ottawa
- Leslie McLean, Ontario Institute for Studies in Education, Toronto
- Alex Michalos, Programme de recherche sur les indicateurs sociaux,
  Université de Guelph
- Vid Nelles, Département d'histoire, Université York
- Françoise Pierre-Pierre, Ministère de la Santé et du Bien-être
  du Canada, Ottawa
- Gilles Proulx, Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée, Montréal

- David Sankoff, Centre de mathématiques appliquées, Université de Montréal
- Yvan Simonis, Département d'anthropologie, Université Laval
- John Trent, Fédération canadienne des sciences sociales, Ottawa
- Paul Villeneuve, Département de géographie, Université Laval

Observateurs du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

- André Fortier, président
- Gaston Bouliane, trésorier
- Iain McKellar, directeur du Service de la planification et de l'évaluation
- Maureen Woodrow, Service de la planification et de l'évaluation

Personnel de soutien

Régie :
- Claude Gagnon, Département de philosophie, Collège Edouard-Montpetit
- Claude-Elizabeth Perreault, étudiante de maîtrise, Département de philosophie, Université du Québec à Trois-Rivières

Rapporteurs :
- Suzanne Leblanc, étudiante de doctorat, Département de philosophie, Université du Québec à Trois-Rivières
- Kenneth MacQueen, étudiant de doctorat, Département de philosophie, Université du Québec à Trois-Rivières
- Jacques Perron, étudiant de doctorat, Département de philosophie, Université du Québec à Trois-Rivières

Centre de documentation:
- Louise Fortin, étudiante de doctorat, Département de science politique, Université de Montréal

Interprètes :
- Anita Mizne, Montréal
- Elizabeth Chatfield, Charlottenburg (Ont.)
- Lise DiVirgilio, Montréal

Technicien du son :
- Philipp Beetz, Les Services de traduction simultanée International, Montréal

H O R A I R E

LUNDI - 18 mai

20h30 - 23h00 : Accueil informel - Club Laurentide (en face de l'Auberge)

MARDI - 19 mai

9h30 : Ouverture du colloque - Assembly Hall
Séance d'introduction
Resp. : C. Panaccio

12h00 : Dîner

14h00 - 17h00 : Aspects cognitifs de la recherche (quest. prép. 1-5) - Assembly Hall
Resp. : N. Kaufmann

17h30 : *Cocktail offert par la mairie de Grand'Mère - 333, 5e avenue, Grand'Mère

19h00 : Souper à l'Auberge Grand'Mère

MERCREDI - 20 mai

9h00 : Utilisations de la recherche (quest. prép. 6-10) - Assembly Hall
Resp. : C. Panaccio

12h00 : Dîner

13h30 : Diffusion de la recherche - Assembly Hall
Resp. : R. Nadeau

15h00 : Temps libre
*Excursions possibles : 1) Trois-Rivières
2) Parc national de la Mauricie
3) Visite d'un moulin à papier

18h30 : *Départ de l'Auberge vers Trois-Rivières, en autobus

19h00 : *Cocktail et souper offerts par l'Un. du Québec à Trois-Rivières
Allocution de M. Louis-Edmond Hamelin, recteur

... 2

22h15 : Retour à l'Auberge en autobus - U.Q.T.R. - Pavillon Albert-Tessier (hall d'entrée)

JEUDI - 21 mai

9h00 : Organisation de la recherche (quest. prép. 11-16) - Assembly Hall

Resp. : R. Nadeau

12h00 : Dîner

13h30 : Conclusions et recommandations - Assembly Hall

Resp. : N. Kaufmann

16h30 : Clôture officielle du colloque.

-- Réunions informelles : pour obtenir un local de rencontre, s'adresser au secrétariat du colloque (suite 55)

* Activités sociales : Que chacun se sente tout à fait libre de participer ou non.

C O L L O Q U E

L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Grand'Mère, Québec
19-21 mai 1981

RAPPORT DU RESPONSABLE

Claude Panaccio
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

Introduction

Le 6 juin 1980, j'ai soumis au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada un projet de colloque sur "L'évaluation de la recherche en sciences sociales". Ce projet a été accepté et une subvention de $25,000.00 a été octroyée pour sa réalisation, à laquelle s'est par la suite ajoutée une somme additionnelle de $5,000.00 pour la traduction simultanée des échanges. Le colloque a eu lieu du 19 au 21 mai 1981 à l'Auberge Grand'Mère de Grand'Mère (Québec). Il réunissait une trentaine de participants oeuvrant, d'une façon ou d'une autre, dans le milieu des sciences sociales au Canada (voir supra : liste des participants).

Les objectifs initialement assignés à la rencontre étaient de deux ordres:

1) amorcer une discussion interdisciplinaire sur la valeur cognitive des sciences sociales, sur leur impact social, sur les modes de gestion de la recherche, ainsi que sur les critères et les procédures d'évaluation de la recherche en sciences sociales;

2) formuler des recommandations quant à la façon de poursuivre cette discussion, quant à la pertinence d'encourager la recherche sur les modes d'évaluation des sciences sociales et quant à l'éventuelle tenue d'un colloque international proposé par M. André Fortier, président du C.R.S.H.C., à la conférence internationale des conseils de sciences sociales tenue à Paris en novembre 1979.

Le présent rapport comportera deux parties. La première situera le contexte dans lequel le projet a pris naissance et retracera les principales phases de son développement : il s'agira surtout par là d'expliciter la problématique de base du colloque et de rendre compte des choix que les organisateurs ont été amenés à effectuer. Dans la deuxième partie, j'essaierai de dresser un bilan des discussions qui ont eu lieu

au cours du colloque et de montrer ainsi comment le premier objectif a été atteint.

En ce qui concerne le second objectif, on trouvera à la suite du présent rapport du responsable une série de recommandations adressées par le comité d'organisation du colloque au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et, le cas échéant, à la Fédération canadienne des sciences sociales. Ces recommandations s'appuient sur une analyse menée après coup par Nicolas Kaufmann, Robert Nadeau et moi-même des débats poursuivis à Grand'Mère. Elles n'ont pas pour la plupart fait l'objet d'un consensus explicite au moment du colloque -- où de toute façon aucun vote n'a été pris -- mais on indiquera pour chacune d'entre elles de quelle façon elle est liée à certaines prises de position exprimées dans les discussions.

En outre, avant d'être officiellement déposés au Conseil, le présent rapport et la liste des recommandations auront été communiqués à tous les participants et ceux-ci auront été invités à y réagir par écrit. Les textes ainsi produits seront remis au Conseil en même temps que le rapport (cf. infra : "Réactions des participants") et feront l'objet d'un bilan qui sera également déposé (cf. infra : "Bilan des réactions").

1. Problématique et préparation

1.1 Naissance du projet

Lors de la Conférence des Conseils nationaux de sciences sociales et organismes similaires, tenue à Paris du 19 au 22 novembre 1979, le président du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (C.R.S.H.C.), M. André Fortier, a soumis une proposition qui a été incorporée aux recommandations de la Conférence pour les années 1980 :

> "Que le C.R.S.H.C. organise un colloque d'experts, devant être tenu au Canada en 1981, qui puisse étudier la possibilité d'établir des conditions, des formules et des critères selon lesquels les gouvernements pourraient affecter les ressources consacrées à la recherche en sciences humaines."
> (Cf. Quoi de neuf au Conseil?, no 1, janvier 1980, p. 1)

Selon M. Fortier, les conclusions de ce colloque pourraient par la suite être soumises à l'Unesco ou à l'OCDE et fournir ainsi "une alternative au barême de 2.5 pour cent du PNB choisi dans les années soixante pour la recherche et le développement".

La responsabilité de l'exploration préliminaire fut confiée à M. Frank Milligan, qui fit rapport en avril 1980. Les lectures, réflexions et consultations auxquelles M. Milligan s'était livré l'amenaient à recommander la tenue d'un colloque préliminaire réunissant un petit nombre de chercheurs canadiens en sciences sociales pour d'une part jeter les bases d'une discussion académique plus large sur la nature, la valeur et l'utilité des sciences sociales, et d'autre part formuler des recommandations au Conseil concernant le colloque international proposé par M. Fortier.

Vers le même moment, je fus moi-même amené, à la suite d'une rencontre entre les officiers du C.R.S.H.C. et certains représentants de l'Université du Québec (tenue à Québec le 6 mars 1980), à écrire à M. Fortier pour suggérer au Conseil, entre autres choses, l'organisation d'un colloque national sur l'épistémologie des sciences humaines. Les gens du Conseil, apparemment, furent frappés par la similitude entre les questions que je soulevais et celles que formulait M. Milligan dans son rapport. Au cours d'une rencontre tenue à Ottawa le 2 mai 1980, je fus invité par M. Iain McKellar, directeur du Service de planification et d'évaluation du C.R.S.H.C., à préparer un projet de colloque canadien qui tiendrait compte, dans la mesure du possible, des recommandations de M. Milligan.

J'ai donc, à mon tour, consulté plusieurs personnes (chercheurs en sciences sociales, philosophes, administrateurs ...) et j'ai demandé à Robert Nadeau et à Nicolas Kaufmann de m'aider à préparer ce projet, que nous avons soumis au Conseil au début de juin et qui a été accepté.

1.2 L'arrière plan

Le thème central que nous proposions pour le colloque était : l'évaluation de la recherche en sciences sociales [1]. Cette problématique nous paraissait au coeur d'une série de préoccupations interreliées qui s'imposent aujourd'hui avec insistance à tous ceux qu'intéresse, à un titre ou à un autre, l'élaboration des politiques de recherche en sciences sociales. Ces préoccupations constituent en quelque sorte l'arrière-plan du colloque et c'est pourquoi il convient de rappeler d'abord les principales d'entre elles.

Il y avait, en premier lieu, la question soulevée par le projet de colloque international mis de l'avant par le président du C.R.S.H.C. Elle peut au départ être formulée comme suit : quelle est la proportion des dépenses totales de R et D dans un pays donné qui, idéalement, devrait être consacrée à la recherche en sciences humaines? Au canada par exemple, on constate, selon des chiffres établis par Statistiques Canada, qu'entre 1971 et 1978 cette proportion demeure à peu près constante et se situe autour de 12% : cela est-il satisfaisant? [2]

---

(1) Dans les pages qui suivent, il sera question tantôt des "sciences sociales" et tantôt des "sciences humaines". Je ne traiterai pas pour autant ces deux expressions comme synonymes. Convenons pour l'instant de considérer que les sciences sociales forment un sous-ensemble des sciences humaines. J'essaierai plus loin d'être plus précis sur ce point (cf. infra parg. 1.3).

(2) Voir à ce propos le texte de M. André Fortier intitulé "Commentaires sur le rapport du Conseil des sciences : La recherche universitaire en péril, à l'occasion d'un colloque tenu à Ottawa, le 2 avril 1980", p. 4. Ce texte est disponible au C.R.S.H.C.; des copies en ont été distribuées à l'avance aux participants du colloque de Grand'Mère.

La question est d'autant plus pertinente que, selon des informations fournies par M. Iain McKellar au colloque de Grand'Mère, il existe actuellement dans divers pays occidentaux une forte tendance à couper, parfois de façon très sévère, les budgets gouvernementaux consacrés à la recherche en sciences humaines. On peut sans doute prévoir que cette tendance affectera aussi le Canada d'ici fort peu de temps et qu'elle y sera encouragée par la diminution du nombre d'étudiants universitaires (3).

Seulement, il n'est pas facile de voir de quelle manière on peut rationnellement fixer la "juste part" des sciences humaines dans le budget de R et D et encore moins dans le budget global d'un Etat. La répartition des budgets gouvernementaux apparaît comme la résultante d'un ensemble complexe de pressions politiques de toutes sortes où le lobbying et l'opinion publique jouent un rôle de premier plan. Or il semblerait -- mais cela sans doute resterait à vérifier systématiquement -- que ni le personnel politique de nos sociétés ni le grand public ne se fassent une image très flatteuse de la recherche en sciences humaines. Selon John Trent et Robert Davidson par exemple:

> "The social sciences are obtaining a progressively decreasing share of research funding. Unless turned about, this trend will not only continue but increase because most persons in authority perceive the social sciences (a) to be non-productive and therefore irrelevant and (b) to be untrustworthy because they often contest established social patterns". (souligné par les auteurs) (4)

---

(3) Voir à ce propos le rapport du Conseil des sciences du Canada : La recherche universitaire en péril, Ottawa, 1979.

(4) Trent, J.E. et R. Davidson. "Science Policy in Canada in the '80's : a Social Science Perspective", Fédération canadienne des sciences sociales, 1980, p. 26. N.B.: Ce texte a été distribué à l'avance aux participants du colloque de Grand'Mère.

On est ainsi reconduit d'une question budgétaire apparemment technique à un problème d'image publique. C'est sans doute ce genre de considérations qui poussaient le président du C.R.S.H.C., M. André Fortier, à affirmer, lors de la rencontre de Grand'Mère, que l'origine de ce colloque tenait à "la nécessité d'établir des mythes susceptibles d'obtenir la reconnaissance du public et des gouvernements pour le financement de la recherche en sciences sociales". En d'autres termes, le C.R.S.H.C. paraît en quête d'un discours justificateur, de ce qu'on pourrait appeler -- sans connotation péjorative -- une idéologie de la recherche en sciences humaines.

Pour suspecte qu'elle soit aux yeux d'intellectuels à l'esprit critique, cette préoccupation est bien sûr parfaitement légitime. Mais, pour éviter un malentendu dont il a beaucoup été question à Grand'Mère, il faut préciser tout de suite qu'elle n'a joué dans l'élaboration de la problématique du colloque que le rôle d'un élément d'arrière-plan parmi d'autres. Elle fut sans doute pour quelque chose dans l'intérêt très vif que le Conseil a porté à la réalisation de cette activité, mais elle n'en a jamais constitué le thème principal.

Au moment de concevoir le projet, d'autres facteurs retenaient aussi notre attention. Pour ma part, j'étais frappé par le fait que, dans son projet de plan quinquennal soumis en 1979 au gouvernement canadien, le C.R.S.H.C., dressant la liste des principaux problèmes auxquels se heurte aujourd'hui la recherche en sciences humaines au Canada, évoquait en tout premier lieu "la nécessité d'établir des fondements théoriques plus solides" [(5)]; et je m'étonnais de ne retrouver dans le plan proposé aucune mesure vraiment spécifique pour répondre à cette "nécessité". Certes le Conseil affirmait vouloir continuer à privilégier la recherche "libre" mais le problème tient moins à la quantité brute de recherche libre effectuée dans un territoire donné qu'à un éparpillement théorique extrême et à des divergences considérables, souvent de nature essentiellement idéologique,

---

(5) C.R.S.H.C., Projet de plan quinquennal, Ottawa, 1979, p. 8.

entre diverses façons de concevoir le caractère scientifique des disciplines en cause. On est en droit de se demander dans ces conditions si les procédures traditionnelles de contrôle de la qualité intellectuelle par la communauté scientifique elle-même sont encore adéquates ou s'il ne serait pas approprié de recourir à certaines politiques incitatives.

Evidemment, de telles interrogations font aussitôt surgir le spectre du contrôle politique. Elles nous renvoyaient de la sorte vers une autre question, inévitable de toute façon, que la mise sur pied récente de "programmes thématiques" au C.R.S.H.C. ("strategic grants") rendait particulièrement insistante : jusqu'à quel point l'Etat peut-il légitimement orienter l'activité scientifique? Le rôle de plus en plus actif que jouent un peu partout dans le monde les diverses politiques gouvernementales qui tendent à enrégimenter la recherche au service d'objectifs dits "nationaux" invite aujourd'hui à une réflexion approfondie sur les conditions d'un équilibre optimal entre "recherche libre" et "recherche orientée". Et pour cela, nous avons besoin, particulièrement dans le domaine des sciences humaines, d'une intelligence plus précise de la dynamique même de la recherche.

En outre, l'importance croissante de la politique de recherche requiert également l'élaboration de procédures plus adéquates pour évaluer l'impact et le succès des programmes mis sur pied par les agences concernées. Cette préoccupation était présente, elle aussi, dans le contexte qui a donné naissance au colloque de Grand'Mère puisque le C.R.S.H.C. a récemment fait préparer un certain nombre de rapports préliminaires sur cette question. J'ai, par exemple, au début du colloque, rappelé ce passage particulièrement révélateur tiré d'un de ces rapports:

> "It has been said that output of the research grants program most frequently takes the form of the scholarly paper, published or unpublished, or the scholarly book. Establishing (at the individual level or in aggregate terms) both the quantity and quality of such output

would seem central to an evaluation of the research grants program." (souligné par moi) (6)

L'évaluation des programmes de subvention suppose, nous dit-on, l'évaluation quantitative et qualitative des publications que ces programmes ont favorisées. La mise sur pied des politiques de recherche requiert de scruter le contenu même de la production théorique.

Au départ donc, toutes ces préoccupations énormes s'imposaient à nous, un peu en vrac : comment fixer la quote-part de la recherche en sciences humaines? comment justifier qu'une société y investisse des ressources importantes? comment contrôler la qualité de la recherche et comment l'orienter en fonction du mieux-être collectif sans l'étouffer du même coup? comment, enfin, évaluer le succès des politiques établies?

Ensemble, ces questions forment un treillis serré qui fut la toile de fond du colloque de Grand'Mère. C'est sur cet arrière-plan qu'il s'agissait d'abord de structurer une problématique cohérente.

1.3 La problématique

Nous avons résolu en premier lieu de restreindre le colloque aux sciences sociales, c'est-à-dire essentiellement aux disciplines ou domaines suivants : anthropologie, criminologie, démographie, économie, géographie, histoire, psychologie sociale, sciences de l'administration, sciences de l'éducation, sciences politiques, sociolinguistique et sociologie. Cela excluait en particulier les humanités et une grande partie des sciences psychologiques et des sciences du langage. Certes ces trois domaines font aussi l'objet des préoccupations que je viens d'évoquer

---

(6) Extrait de l'appendice D.1. d'un rapport préparé pour le C.R.S.H.C. par les professeurs Gilles Paquet et John Taylor de l'Université Carleton (p. D.1.1). N.B.: Le texte de cet appendice a été communiqué aux participants avant le colloque.

mais il aurait été beaucoup trop ambitieux de vouloir tout aborder à la fois. Les disciplines retenues ont en commun de s'intéresser toutes de façon prioritaire aux aspects proprement sociaux de la vie humaine. Elles constituent déjà un champ très vaste mais elles présentent entre elles suffisamment d'affinités pour se prêter à une réflexion relativement unifiée. Certains participants nous ont tout de même fait remarquer -- à juste titre, convenons-en -- que nous aurions dû retenir aussi les sciences juridiques.

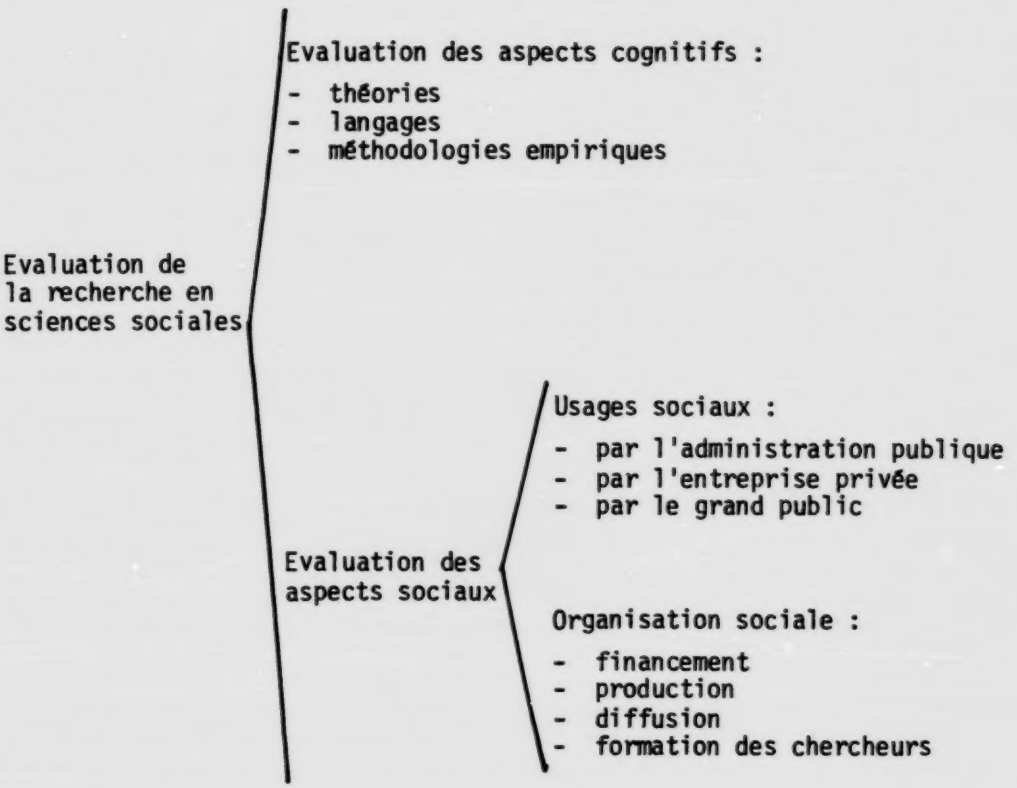
Pour le reste, il nous est apparu qu'au coeur de toutes les préoccupations rappelées plus haut, on retrouvait toujours des questions d'évaluation : évaluation de la qualité intellectuelle de la recherche, évaluation de l'utilité des sciences sociales, évaluation de programmes, de projets, de publications, de disciplines même. Et c'est ce qui nous a conduit à une question quelque peu osée : est-il possible d'évaluer rigoureusement et globalement la recherche en sciences sociales aujourd'hui? La réponse sans doute est "non", mais nous avons trouvé un intérêt heuristique très grand à partir de cette question plutôt grossière pour essayer de la fractionner en sous-questions étroitement interreliées.

Il s'agissait dès lors de consacrer le colloque à une exploration préliminaire et informelle -- selon la formule dite du "think tank" -- des possibilités de mener des opérations d'évaluation relatives aux différents aspects de la recherche en sciences sociales. Nous espérions de cette façon contribuer à clarifier quelques-unes au moins des interrogations originales et déboucher sur des recommandations quant à la façon de poursuivre cette réflexion ou d'y donner suite, notamment quant à la pertinence et à l'orientation du colloque international proposé par M. Fortier.

Il fallait donc découper le domaine global de la recherche en sciences sociales de la façon la plus fructueuse possible dans les circonstances sans trop présumer à l'avance des positions de nos invités.

Pour ce faire, nous sommes partis de la distinction proposée par certains sociologues des sciences (par exemple Robert K. Merton) entre les aspects cognitifs d'une discipline (l'ensemble de ses contributions au savoir en général et l'ensemble des instruments et des méthodes utilisés pour y parvenir) et ses aspects sociaux (les utilisations sociales de la discipoine et son organisation institutionnelle). Cette distinction n'est pas coupée au rasoir puisqu'on ne peut à vrai dire isoler complètement les aspects cognitifs des aspects sociaux et vice-versa, mais elle nous a semblé utile pour préciser et articuler les interrogations très diffuses dont nous étions partis.

Nous avons de la sorte élaboré le canevas suivant, qui résume la problématique de base du colloque de Grand'Mère :



Sur chaque point, nous avons cherché à obtenir des participants une éva-

luation intuitive de la situation actuelle dans les sciences sociales en général ou dans une discipline en particulier, ainsi que des suggestions quant à la façon de concevoir et de mener des opérations d'évaluation plus systématiques. Comme on le voit, nous avons voulu aborder le colloque dans une optique plus académique que politique.

1.4 La préparation

1.4.1 Les dates

Nous avions originalement prévu tenir le colloque du 18 au 22 mai 1981. Cette période ayant été jugée trop longue par plusieurs invités, nous l'avons réduite à trois jours pleins, soit du 19 au 21 mai (voir supra : programme).

1.4.2 Les participants

Les participants ont été choisis par un processus progressif de consultation. Nous cherchions à rassembler des personnes éminentes dans le milieu canadien des sciences sociales et qui soient en même temps intéressées à une réflexion aussi globale et aussi délicate. La répartition par sexes et la répartition par régions du Canada n'ont joué dans notre choix qu'un rôle accessoire. Nous voulions surtout assurer une représentation adéquate des diverses disciplines concernées et des diverses traditions de pensée, ainsi qu'un équilibre approximatif entre francophones et anglophones. Certains désistements de dernière heure nous ont empêchés d'y parvenir tout à fait : la démographie n'a finalement pas été représentée sur place, nous avons eu moins d'économistes que nous ne l'aurions souhaité et la pensée marxiste n'a pas vraiment eu de porte-parole au cours du colloque. Malgré tout, nous estimons satisfaisante dans les circonstances la composition finale qui a été atteinte (voir supra : liste des participants).

Dans la lettre qui accompagnait l'avis de subvention (14 juil-

let 1980), le président du C.R.S.H.C., M. André Fortier, nous signalait que les membres de la Commission consultative des affaires universitaires du Conseil s'étaient interrogés quant au nombre élevé de philosophes parmi les participants. Il nous faut donc nous expliquer sur ce point. Outre les trois organisateurs principaux (Nicolas Kaufmann, Robert Nadeau et moi-même), cinq des invités présents avaient une formation en philosophie. Individuellement, ces personnes nous étaient apparues particulièrement bien préparées pour aborder le genre de questions que nous soulevions. Non seulement elles sont spécialisées en philosophie des sciences sociales -- ce qui était tout à fait pertinent -- mais en outre la plupart d'entre elles oeuvrent professionnellement dans l'une ou l'autre des disciplines concernées (anthropologie, criminologie, économie, politologie, sociologie).

Signalons enfin que le groupe comptait certains représentants des milieux non-universitaires en sciences sociales (gouvernement et entreprise privée), quatre observateurs délégués par le C.R.S.H.C. -- dont son président --, ainsi que le directeur général de la Fédération canadienne des sciences sociales, M. John Trent.

Quel que soit l'intérêt d'une telle composition -- et nous pensons qu'il est grand -- l'ensemble de ces personnes, dont la plupart étaient présentes à titre individuel, ne saurait évidemment être considéré comme institutionnellement représentatif du milieu canadien des sciences sociales. Il s'agit, au mieux, d'un comité de "sages".

1.4.3 Le questionnaire préparatoire

Nous concevions le colloque comme une activité de discussion ("working conference") et c'est pourquoi nous n'avions prévu aucune conférence ni aucune communication. Pour préparer les débats, un questionnaire fut envoyé aux invités le 18 novembre 1980. Nous en avions d'abord produit une version préliminaire que nous avons fait circuler au cours du

mois de septembre 1980 pour fins de consultation (7). La version définitive, considérablement remaniée, a été terminée en octobre. Nous en avons alors préparé une traduction anglaise.

Le questionnaire comportait dix-sept questions organisées à partir du canevas qui a été présenté plus haut (parg. 1.3). La problématique globale en était résumée dans l'interrogation suivante : "comment est-il possible de construire rigoureusement une description et une évaluation de l'état actuel de la recherche en sciences sociales?" Les cinq premières questions concernaient l'évaluation de la portée cognitive des sciences sociales, les questions 6 à 10 portaient sur l'évaluation des utilisations sociales de la recherche en sciences sociales et les questions 11 à 16 sur l'évaluation de l'organisation de la recherche; la question 17 invitait les répondants à formuler tout autre commentaire pertinent qui n'aurait pas trouvé place dans les réponses précédentes. Dans chaque groupe, la première question portait sur les objectifs à partir desquels il serait possible d'évaluer, les trois ou quatre suivantes sollicitaient du répondant un diagnostic personnel, la dernière enfin invitait à des suggestions quant à la façon de mener des études évaluatives systématiques.

Chaque question était formulée de manière très générale et accompagnée d'explications supplémentaires susceptibles d'en clarifier le sens ou de la décomposer en sous-questions à portée plus limitée. Les participants étaient laissés libres de restreindre chaque question de la façon qu'ils jugeraient la plus appropriée (par exemple en se limitant à une discipline particulière ou en ne répondant qu'à certaines sous-questions). Ils étaient invités à rédiger une ou deux pages par question en se contentant de prendre position, quitte à paraître dogmatiques. Nous avions alors proposé la convention suivante : nul ne pourrait être blâmé d'avoir avancé, dans ses réponses, des affirmations qu'il n'était pas en mesure de prouver rigoureusement. Nous espérions de la sorte susciter un brassage d'idées plus audacieuses.

---

(7) Voir l'introduction au questionnaire dans le volume II.

Il était difficile dans la formulation des questions de ne manifester aucune espèce de parti-pris et de fait cinq ou six répondants déclarent y avoir vu des traces de fonctionnalisme, de rationalisme, de positivisme ou de pragmatisme. Nous croyons néanmoins que la grande latitude laissée aux participants dans l'orientation de leurs réponses -- ils étaient en fait invités à contester la formulation même des questions s'ils le jugeaient à propos -- permettait l'expression des positions les plus divergentes.

Trente-neuf questionnaires ont été envoyés à des personnes prévenues à l'avance (vingt-quatre en version anglaise et quinze en version française) et nous avons reçu vingt-neuf jeux de réponses (dix-sept en anglais et douze en français) (8), au total plus de quatre cents pages de texte. Toutes les réponses ont été redistribuées à chaque participant, la très grande majorité d'entre elles avant le colloque (9). On en trouvera le texte complet, ainsi que les versions française et anglaise du questionnaire, dans le deuxième volume de ce rapport.

1.4.4 La documentation d'appoint

En même temps que le questionnaire, nous avons également fait parvenir aux participants une documentation d'appoint qui comprenait les textes suivants :

---

(8) J'inclus dans ce compte les réponses que Nicolas Kaufmann, Robert Nadeau et moi avons nous-mêmes fournies. Nous avions en effet tenu à répondre à notre propre questionnaire de façon à ne faire aucun mystère de nos positions de départ.

(9) Les réponses de John Adair et de Jack Weldon n'ont pu être distribuées qu'au moment du colloque, en même temps que la deuxième tranche de celles de John Trent.

- une bibliographie préparée par le comité d'organisation (35 p.);
- le texte du rapport déposé en avril 1980 au C.R.S.H.C. par M. Frank Milligan (cf. supra parg. 1.1);
- les appendices B.1 et D.1 d'un rapport remis au C.R.S.H.C. par les professeurs Gilles Paquet et John Taylor de l'Université Carleton sur les possibilités d'évaluer les programmes de subvention à la recherche libre en sciences sociales;
- le texte d'un exposé de M. André Fortier, intitulé "Commentaires sur le rapport du Conseil des sciences : La recherche universitaire en péril, à l'occasion d'un colloque tenu à Ottawa, le 2 avril 1980";
- un texte de messieurs John Trent et Robert Davidson, "Science Policy in Canada in the '80's : A Social Science Perspective", préparé à l'occasion d'un colloque sur les politiques sociales dans les années '80 tenu à St John's, Terre-Neuve, en juin 1980;
- un exemplaire du projet de plan quinquennal du C.R.S.H.C.

Nous avons par ailleurs rassemblé à l'Université du Québec à Trois-Rivières quelques autres documents pertinents qui nous ont servi dans la préparation du questionnaire et des discussions. Ces documents, de même que certains autres ouvrages empruntés à la bibliothèque de l'Université, ont été mis à la disposition des participants pour consultation pendant la durée du colloque.

1.4.5 La traduction simultanée

Pour assurer que les participants se comprennent le mieux possible, nous avons voulu assurer la présence pendant le colloque d'un service de traduction simultanée anglais-français et français-anglais. Une demande de subvention a été adressée en ce sens à la Direction des Programmes de langues du Secrétariat d'Etat le 8 janvier 1981 mais elle fut refusée (malgré un appel de cette décision logé auprès du ministre, l'Honorable Francis Fox, le 13 février 1981). Notre demande en effet ne répondait pas aux critères du Programme d'aide aux associations sans but

lucratif, d'une part parce que nous ne formions pas une association accréditée et d'autre part à cause du nombre trop restreint de participants. Finalement, le C.R.S.H.C. a accepté de verser lui-même la subvention requise (lettre de M. André Fortier, 3 avril 1981).

Au bout du compte, nous n'avons qu'à nous réjouir d'avoir pu fournir ce service. Il a permis d'atténuer très considérablement les tensions habituelles que génèrent les rencontres académiques bilingues. Le coût en était relativement élevé mais c'était, nous semble-t-il, le prix à payer pour assurer une saine interaction entre les chercheurs des deux langues.

2. Bilan des discussions

2.1 L'organisation des débats

Les discussions poursuivies au cours du colloque étaient réparties, à raison de deux par jour, en six séances d'environ trois heures chacune (sauf la quatrième qui ne durait qu'une heure et demie).

La première fut d'abord occupée par une présentation des participants et par un exposé d'ouverture dans lequel je rappelais les origines et les objectifs de la rencontre et proposais un plan d'ensemble pour les débats à venir. L'exposé fut suivi d'une première discussion générale sur la pertinence d'opérations évaluatives dans le domaine de la recherche en sciences sociales.

Les sessions II, III et V correspondaient dans l'ordre aux trois parties du questionnaire préparatoire : l'évaluation des aspects cognitifs de la recherche en sciences sociales, l'évaluation des utilisations, l'évaluation de l'organisation. Chacune était amorcée par une brève présentation d'un des trois responsables, qui essayait alors d'identifier les principaux consensus et les principaux désaccords qui se déga-

geaient des réponses au questionnaire. Un bref document-synthèse était en même temps distribué aux participants. Par la suite, la discussion était divisée en deux blocs. Pour le premier, nous avions retenu des réponses aux quatre ou cinq premières questions de la section concernée deux ou trois points qui nous étaient apparus particulièrement significatifs. Les seconds blocs de chacune des trois séances étaient respectivement consacrés aux questions 5, 10 et 16 du questionnaire, celles qui sollicitaient des suggestions quant à la façon d'établir des diagnostics aussi rigoureux que possible.

La quatrième session, plus courte que les autres, était réservée à la question de la diffusion de la recherche en sciences sociales auprès des non-spécialistes, question qui apparaissait, à la lecture des réponses au questionnaire, comme une préoccupation majeure de plusieurs participants.

Lors de la sixième séance enfin, nous avons essayé de voir si des conclusions ou des recommandations se dégageaient de nos débats. Elle fut pour une bonne part occupée par une discussion sur l'idée du colloque international proposé par M. Fortier.

Chaque séance a été enregistrée sur bandes sonores (10) et a fait en outre l'objet d'un rapport détaillé préparé par l'un des trois étudiants rapporteurs. Les rapports en question, de même que les bandes enregistrées, les documents-synthèses distribués par les responsables et mes notes personnelles constituent la documentation de base sur laquelle s'appuie le bilan qui va suivre. J'essaierai d'identifier pour chacun des points abordés, les principales conclusions qui, à mes yeux du moins, se dégagent des discussions.

---

(10) Ces bandes seront déposées au service de l'audio-visuel de l'Université du Québec à Trois-Rivières, où elles seront disponibles pour consultation.

Quant aux recommandations finales, elles sont rassemblées et expliquées dans le texte "Recommandations du comité d'organisation", qui suit le présent rapport du responsable.

2.2 Pertinence et orientation générale de l'évaluation de la recherche en sciences sociales.

2.2.1 Les objectifs

Dans le contexte du colloque, l'expression "évaluation de la recherche" ne se rapportait essentiellement ni à l'évaluation individuelle de projets ou de résultats particuliers (par exemple pour fins de subvention ou de publication), ni à la critique purement théorique quotidiennement pratiquée dans les milieux intellectuels, mais à des opérations concertées spécifiquement destinées à l'amélioration des politiques de recherche.

Certains, les représentants du C.R.S.H.C. notamment, disaient souhaiter que de telles entreprises fournissent les arguments nécessaires pour convaincre le personnel politique et le grand public de l'intérêt qu'il y a pour une société à subventionner les sciences sociales. A quoi d'autres rétorquaient avec insistance que c'était là confondre l'évaluation avec la publicité. Il ressortait finalement de cette discussion que des opérations systématiques d'évaluation qui mettraient honnêtement à contribution les méthodes mêmes des sciences sociales ne sauraient en elles-mêmes avoir d'autre objectif légitime que la rationalisation de la gestion et de l'organisation de la recherche en sciences sociales. Cela n'empêche évidemment pas que, le cas échéant, des résultats positifs puissent aussi, par voie de retombées, servir à justifier le financement et contribuer à l'amélioration de l'image publique des sciences sociales, mais il importe au plus haut point d'éviter que ces attentes publicitaires ne faussent les évaluations elles-mêmes.

2.2.2 La pertinence

Ce genre d'entreprise est-il aujourd'hui pertinent? Certains participants manifestaient à cet égard quelque réticence. La recherche scientifique, disait-on, est un processus auto-évaluatif et auto-correctif qu'il faut laisser se développer à son rythme propre. D'autres répondaient à cela que, de toute façon, la recherche est toujours l'objet d'une gestion politique qui l'oriente jusqu'à un certain point et qu'il n'y a par conséquent aucune raison de ne pas éclairer cette gestion par les évaluations les plus intelligentes qu'il nous soit possible de produire. En outre, ajoutaient-ils, dans la mesure où elle est subventionnée, la recherche doit inévitablement rendre des comptes : mieux vaut en dresser le bilan d'une manière réfléchie plutôt qu'impressionniste. Cela devrait d'ailleurs servir la cause même de la recherche, en permettant par exemple d'en apprécier les potentialités et d'en identifier les principales lacunes.

Finalement, la majorité des participants paraissait favorable à l'implantation de procédures d'évaluation plus systématiques et elles-mêmes plus scientifiques. D'aucuns insistaient sur l'urgence à la fois politique et scientifique de telles entreprises et même les plus méfiants concédaient que les politiques de recherche sont souvent fondées sur des perceptions erronées que certaines opérations évaluatives pourraient en effet contribuer à rectifier (cf. Recommandation 1).

2.2.3 Les dangers

On s'entendait néanmoins pour reconnaître que toute opération d'évaluation comporte des dangers qui doivent être clairement identifiés. On a souligné en particulier les suivants :

- la soumission à des impératifs politiques étrangers à l'activité scientifique (par exemple par une insistance trop marquée sur la question de l'utilité de la recherche);
- la bureaucratisation de la recherche via la complexification des proces-

sus d'évaluation (ce qui pourrait favorsier les experts de la demande de subvention plus que les chercheurs créatifs);
- le contrôle de l'évaluation par certaines écoles de pensée au détriment des autres;
- l'inadéquation des critères et des méthodes employés dans l'évaluation.

De façon générale, il faut en être conscient, toute opération d'évaluation transforme ipso facto les conditions mêmes dans lesquelles s'effectue la recherche.

Ces dangers, très réels, ne doivent pas être sous-estimés mais on a aussi fait remarquer qu'ils ne sont pas en principe insurmontables. Une évaluation rigoureusement conçue devrait en fait les atténuer considérablement. Elle pourrait, pour ne donner qu'un exemple, servir à alléger la bureaucratie plutôt qu'à l'alourdir. Il importe en tout cas que les règles du jeu soient publiquement discutées et que, notamment, les chercheurs sachent clairement à quoi s'en tenir.

2.2.4 Qui devrait évaluer?

Cette question est continuellement revenue à la surface dans les discussions. Les uns craignaient qu'une évaluation menée par une agence gouvernementale ou paragouvernementale (comme le C.R.S.H.C.) ne soit d'emblée trop politiquement orientée et souhaitaient qu'elle soit plutôt confiée aux chercheurs eux-mêmes, notamment aux sociétés savantes. Les autres soutenaient que les sociétés savantes seraient alors en plein conflit d'intérêts et qu'une telle procédure favoriserait indûment les écoles dominantes.

Tous s'entendaient cependant pour dire qu'une évaluation rigoureuse ne peut être atteinte qu'à l'aide des méthodes des sciences sociales elles-mêmes. L'enquête évaluative par conséquent requiert certainement la collaboration de spécialistes en sciences sociales. Le désaccord porte en fait sur l'identité de l'organisme responsable. Or

rien n'empêche qu'une concertation entre agences gouvernementales, sociétés savantes et autres organismes concernés n'aboutisse à la formation de groupes interdisciplinaires d'évaluateurs indépendants. Ce qu'il faut à tout prix éviter, c'est que ces équipes ne soient monolithiques.

Au demeurant, puisque l'on s'accordait aussi pour rejeter l'idée d'une évaluation globale des sciences sociales, il faudra de toute façon diviser le travail en fonction des aspects plus particuliers que l'on voudrait couvrir et recourir par conséquent à une pluralité d'évaluations diversifiées.

2.2.5 Les voies à suivre

Un consensus s'est établi sur le point suivant: nous avons besoin particulièrement au Canada, d'analyses descriptives beaucoup plus poussées sur l'état actuel de la recherche en sciences sociales, le rythme de son développement scientifique, les façons dont elle est utilisée par l'Etat ou par l'entreprise privée, la structure de son organisation, l'impact de sa diffusion et la perception dont elle est l'objet de la part du grand public (cf. Recommandation 2).

Mais selon plusieurs participants, nous sommes déjà en mesure d'aller plus loin et d'entreprendre des évaluations -- qualitatives et quantitatives -- qui seraient relativement adéquates. Elles ne devraient pas être trop générales, mais porter plutôt sur certains aspects particuliers ou sur certaines disciplines. Les objectifs devraient à chaque fois être clairement formulés et toute opération évaluative devrait même être précédée d'une étude préalable pour en fixer la portée et la méthode.

Selon une suggestion particulièrement intéressante, il y aurait lieu par exemple d'entreprendre dès maintenant l'évaluation d'une discipline en particulier de A jusqu'à Z ("from top to bottom"). Cela devrait prendre deux ou trois ans et, si les résultats sont satisfaisants,

on pourrait ensuite passer à une autre discipline et ainsi de suite (Cf. Recommandation 3).

Il faudrait également s'attaquer à certains problèmes organisationnels complexes. D'après un diagnostic fréquent, les organisations sociales actuelles sont inadéquates pour une exploitation optimale de la recherche. Par exemple, la répartition institutionnelle des disciplines, et donc la division du travail en sciences sociales, a maintes fois été dénoncée au cours des discussions et dans les réponses au questionnaire : il y aurait lieu d'essayer d'en apprécier les effets d'une manière plus réfléchie.

Les programmes de subvention doivent aussi être systématiquement évalués. C'est là une opération déjà amorcée par le C.R.S.H.C. qui doit absolument être poursuivie à l'aide des instruments méthodologiques sophistiqués dont nous disposons déjà.

Finalement, certaines études de cas pourraient s'avérer fort utiles pour mieux apprécier les retombées politiques ou sociales de la recherche. On a par exemple suggéré de consacrer une étude à l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'élaboration des politiques canadiennes de bilinguisme au cours des dernières décennies.

D'autres suggestions encore seront rapportées dans les paragraphes qui vont suivre.

2.3 Aspects cognitifs

2.3.1 Diagnostic préliminaire

Je me limite ici à un bilan des discussions et ne saurais donc entreprendre de synthétiser les réponses au questionnaire préparatoire. Rappelons seulement qu'un consensus au moins s'en dégageait : les sciences sociales, reconnaissait-on, sont actuellement marquées par la

dispersion et la fragmentation tant au plan de la théorie et de la méthodologie qu'à celui des langages utilisés : le cloisonnement disciplinaire est souvent stérilisant, les scissions idéologiques sont particulièrement vives, les banques de données sont en général insatisfaisantes et peu adaptées au cumul, à la ré-utilisation et à la comparaison,et surtout théories et données empiriques sont fréquemment coupées les unes des autres.

C'est ce dernier problème que Nicolas Kaufmann, responsable de la session II, avait choisi de soumettre d'abord à la discussion en formulant une question quelque peu provocatrice : la politique de la recherche en sciences sociales devrait-elle, à l'heure actuelle, favoriser plutôt la construction de théories ou la collecte de données empiriques? La plupart des intervenants ont fait observer qu'il s'agissait là d'un faux dilemme : le problème tient moins à un déséquilibre quantitatif entre recherche théorique et collecte de données qu'au hiatus qui sépare l'une et l'autre : les théories sont souvent trop spéculatives et la collecte trop terre à terre. Puisque de toute façon l'observation suppose toujours une théorie implicite et puisque la théorie devrait en principe viser à rendre compte des phénomènes empiriques, ce qu'il faut rechercher c'est une interaction plus féconde entre les deux.

On a proposé sur ce sujet -- et cette suggestion est intégrée aux recommandations du comité d'organisation -- la mise sur pied par le C.R.S.H.C. d'un programme spécial destiné à encourager l'élaboration de théories plus unifiées capables de couvrir un éventail plus large de phénomènes empiriques et d'assurer ainsi un cumul plus adéquat des données (cf. Recommandation 4). Il conviendrait aussi d'encourager la formation d'équipes de recherche mixtes composées de théoriciens et d'experts de la collecte ("data-collectors").

2.3.2 Approches évaluatives

On en vint ensuite à la question vraiment délicate : comment

évaluer la qualité scientifique de la recherche en sciences sociales dans un secteur ou un lieu donné. En gros, deux sortes d'approches ont été identifiées.

La première voie est celle qui passe par l'analyse des indicateurs. Elle suppose au départ l'existence d'une corrélation, au moins statistique, entre la qualité scientifique et certaines propriétés objectives, généralement quantifiables (par exemple le nombre de citations dont un travail fait l'objet dans un certain ensemble de revues spécialisées). Une fois cette hypothèse admise, le degré de qualité d'un ensemble de produits intellectuels peut être indirectement évalué.

A l'heure actuelle, ce type d'approche est illustré surtout par les méthodes dites bibliométriques, qui ont, ces dernières années, fait l'objet de nombreuses études. Elles reposent sur l'analyse mathématisée de certains facteurs relatifs à la publication scientifique. Selon James D. MacAulay du Conseil des sciences du Canada, elles sont déjà suffisamment théorisées pour permettre une évaluation très adéquate de la recherche dans un territoire donné. Dans le domaine des sciences sociales, ajoute-t-il, les principaux obstacles tiennent à la disponibilité des banques de données pertinentes.

Certains autres participants émettaient des doutes quant au principe même de la méthode : comment s'assure-t-on de la fidélité des indicateurs choisis? Comment justifie-t-on le passage du relevé quantitatif au jugement qualitatif? La plus grande circonspection s'impose pour éviter les interprétations simplistes des indicateurs bibliométriques (le meilleur chercheur est celui qui publie le plus ou celui qui est le plus cité). Il faudrait par exemple étudier de plus près les fonctions diverses que joue dans un texte scientifique la mention de travaux antérieurs (argument d'autorité, repoussoir, etc.) et surtout il faut discuter explicitement la portée et la validité des hypothèses de corrélation. Dans la plupart des cas, le jugement évaluatif porté sur un ensemble de travaux à partir de l'analyse bibliométrique reposera en dernière analyse sur la

reconnaissance dont ces travaux font l'objet dans la communauté scientifique, ce qui risque fort de favoriser indûment les écoles dominantes.

Ces réserves, bien sûr, sont pertinentes et elles invitent à des précautions parfaitement justifiées. Mais elles ne mettent pas radicalement en cause la possibilité d'utiliser dès maintenant les méthodes bibliométriques à des fins évaluatives. Après tout, quels qu'en soient les aléas, la reconnaissance par les pairs demeure -- heureusement -- la meilleure garantie de la qualité scientifique et une mesure adéquate de cette reconnaissance devrait en principe constituer un élément essentiel de toute évaluation de la recherche, à condition certes de développer une conscience claire des limites d'une telle mesure.

La deuxième voie est plus directe, mais plus onéreuse : c'est celle de l'analyse de contenu. Des experts par exemple peuvent soumettre un échantillon de travaux à une revue critique systématique : les canons méthodologiques ont-ils été respectés? l'argumentation est-elle conforme aux règles admises? etc. Le professeur Leslie McLean soutenait même qu'il est possible d'apprécier les progrès globaux accomplis dans l'étude d'un problème scientifique donné par le recours à la méthode dite de méta-analyse qui permet une analyse quantitative unifiée des résultats d'un ensemble hétérogène de travaux interreliés. D'autres suggéraient qu'il serait particulièrement fécond, d'un point de vue évaluatif, de scruter en détail les consensus et les divergences qui ont cours dans un domaine donné.

De toute cette discussion, on peut, me semble-t-il, dégager les conclusions suivantes:

1) nous avons, ici comme ailleurs, besoin d'analyses descriptives plus poussées et notamment de banques de données -- par exemple bibliométriques -- plus adéquates et plus facilement utilisables;

2) certaines méthodes proprement évaluatives sont d'ores et déjà dispo-

nibles : il y aurait lieu de commencer à les exploiter, mais avec la plus grande prudence;

3) ces méthodes évaluatives, déjà prometteuses, requièrent encore d'être approfondies et perfectionnées : la recherche en ce sens devrait être encouragée.

2.4 Les utilisations sociales

2.4.1 Diagnostic préliminaire

Il ressortait des réponses aux questions 6 à 8 du questionnaire préparatoire que les sciences sociales font l'objet dans l'administration publique et dans l'entreprise privée d'un usage beaucoup plus abondant qu'on ne le croit généralement. Ces utilisations cependant sont souvent inadéquates soit parce que la recherche n'est pas suffisamment concluante ou que ses résultats ne sont pas présentés dans un format approprié, soit encore parce que le contexte d'utilisation est trop étroit, trop axé sur le court terme, trop soumis aux fluctuations politiques et aux pressions idéologiques et que les administrateurs ne manifestent pas en général une compréhension satisfaisante de ce qu'ils peuvent attendre des sciences sociales. De nouveau, nous faisons face à un problème de hiatus : les organisations de recherche et les organisations politiques et économiques paraissent mal ajustées les unes aux autres. Bien qu'elle soit abondante, l'utilisation de la recherche en sciences sociales est encore loin d'être optimale.

Pour s'y retrouver, on y a beaucoup insisté au colloque, il faut distinguer ce que j'appellerais l'usage direct et l'usage indirect. Le premier tient au rôle immédiat joué par la recherche dans le processus décisionnel : elle lui fournit continuellement une information riche et féconde (enquêtes, sondages, statistiques ...), elle permet en principe de clarifier les problèmes, d'identifier les solutions possibles et d'en

évaluer les conséquences; dans beaucoup de cas, elle assure une amélioration sensible de la gestion administrative. L'usage indirect, quant à lui, concerne l'impact (souvent à long terme) de la recherche sur la perception, par les administrateurs et par le grand public, de la réalité sociale, sur la façon de la conceptualiser et de la comprendre, bref sur la formation des attitudes et des croyances de base. Ce second rôle paraît à l'heure actuelle plus important que le premier et toute évaluation des sciences sociales devrait en tenir compte de façon essentielle. Il convient néanmoins d'essayer à court terme de maximaliser la qualité des usages directs.

Une partie de la troisième séance du colloque fut consacrée à une discussion de la fonction critique des sciences sociales. On s'entendait pour reconnaître qu'elle est souvent chez les utilisateurs éventuels une source de méfiance profonde, et cela sans doute est normal puisqu'elle provoque une remise en question radicale de conceptions fortement intériorisées et fait apparaître les intérêts particuliers, quelquefois inavouables, que favorisent les structures sociales et les politiques établies. Mais on s'accordait aussi pour proclamer le caractère essentiel de cette fonction critique : si on devait la limiter, disait-on, le développement des sciences sociales en serait compromis et la démocratie même serait en péril. Politiciens et administrateurs doivent apprendre à apprécier l'utilité (directe ou indirecte) des sciences sociales et à s'accommoder de leur fonction critique.

2.4.2 Approches évaluatives

Si l'on a eu raison de diagnostiquer un malaise profond dans l'interaction entre chercheurs et utilisateurs, c'est sur ce point d'abord que devraient porter les entreprises d'évaluation. On a suggéré à ce propos une enquête sur la perception des sciences sociales par les utilisateurs éventuels au Canada. (Cf. Recommandation 5). Cela devrait permettre d'identifier de façon plus précise certains obstacles importants à une utilisation sociale adéquate de ces savoirs (et d'ailleurs de vérifier

du même coup l'hypothèse selon laquelle la fameuse fonction critique est perçue de manière péjorative).

Plus radicalement, il faudrait, proposait-on, mettre à contribution l'analyse des réseaux d'information et l'analyse institutionnelle pour évaluer, dans un territoire comme le Canada, l'organisation du système de communication entre chercheurs et utilisateurs ("linkage institutions"). Il serait intéressant à ce propos de disposer de données précises quant à la circulation des personnes elles-mêmes entre les milieux universitaires et les milieux gouvernementaux ou les milieux d'affaires.

L'évaluation des utilisations directes pourrait surtout procéder par études de cas. Il serait ainsi possible de retracer l'histoire précise de l'utilisation des sciences sociales dans l'établissement de certaines politiques (par exemple les politiques de bilinguisme au Canada) ou encore d'utiliser les méthodes familières d'évaluation de programmes pour apprécier de façon comparative le succès de ces programmes qui doivent le plus à la recherche (si on peut les identifier).

Quant aux usages indirects, on a proposé de recourir à des enquêtes d'attitudes -- limitées d'abord à des domaines étroitement circonscrits -- pour déterminer les changements de perception survenus, au cours d'une période qui pourrait être assez longue, chez des non-spécialistes qui auraient été en contact d'une manière ou d'une autre avec des résultats de recherche en sciences sociales. Peut-être cela permettrait-il de se faire une idée plus juste de cette fonction dite "émancipatoire" dans laquelle certains voient l'intérêt principal des sciences humaines.

2.5 La diffusion

2.5.1 Diagnostic préliminaire

L'état général de la diffusion de la recherche en sciences sociales auprès des non-spécialistes paraît assez déplorable. Peu de

chercheurs ont les aptitudes requises pour la vulgarisation et très peu parmi eux sont intéressés à les exercer. Les universitaires en tout cas en seraient plutôt dissuadés par le système en vigueur de reconnaissance professionnelle qui tend à dévaloriser ce genre de travail. Il existe peut-être un problème de débouchés, mais la lacune principale est l'absence de communicateurs scientifiques compétents en sciences sociales.

A cela s'ajoute un problème de juridiction : à quels organismes incombe la responsabilité de stimuler la vulgarisation? Le C.R.S.H.C. par exemple considère que ce n'est pas là sa mission prioritaire. Les universités et les media ne semblent pas beaucoup plus chauds. Heureusement, la Fédération canadienne des sciences sociales a récemment entrepris un programme de sensibilisation publique.

Elle distingue deux tâches générales : la communication des résultats scientifiques dans une forme accessible aux non-spécialistes d'une part, et l'explication publique de la nature des sciences sociales d'autre part. Elle compte s'attaquer à l'une et à l'autre, notamment par une exploitation plus systématique des media (lesquels cependant manifestent quelque réticence) et par certaines publications appropriées (par exemple une revue de vulgarisation ou un bulletin destiné aux utilisateurs potentiels).

Cette initiative a suscité l'approbation des participants mais elle est aussi apparue à certains comme insuffisante. La "sensibilisation", remarquait-on, n'est qu'un aspect de la vulgarisation. Elle vise principalement l'obtention d'un support public pour la recherche et cela est parfaitement légitime, mais elle risque fort, comme le montrent des études récentes, d'être ainsi amenée à vouloir épater, à jeter de la poudre aux yeux, bref à mystifier plus qu'à éclairer. Or s'il est vrai que l'utilité publique de la recherche en sciences sociales passe surtout par la modification des attitudes et des croyances de base, il est essentiel à ces disciplines qu'elles s'accompagnent de mécanismes de diffusion orientés en tout premier lieu vers la formation d'un public éclairé.

Finalement, on a soulevé aussi, à l'occasion de la même discussion, le problème de la divulgation et de la confidentialité. Beaucoup de résultats de recherche apparemment ne sont jamais rendus publics ni sous une forme ni sous une autre. Cela nuit à la recherche elle-même et à son utilisation démocratique. Certains faisaient valoir en particulier que les groupes sociaux qui font l'objet d'une étude quelconque ont un droit strict à prendre connaissance de ses résultats.

2.5.2 Les voies à suivre

Il y avait consensus, me semble-t-il, pour dire qu'il faudrait appuyer la Fédération canadienne des sciences sociales dans ses entreprises de sensibilisation et l'inciter, comme elle y semble disposée d'ailleurs, à diversifier ses interventions selon les media et selon les publics cibles (Cf. Recommandation 6).

Deuxièmement, il faudrait trouver des moyens d'encourager le petit nombre de chercheurs qui sont particulièrement doués pour la communication publique. On a évoqué à ce propos la possibilité de subventions spéciales ou de prix. Peut-être la Fédération canadienne serait-elle bien placée pour proposer des mesures appropriées.

Mais il faudrait, pour rencontrer les objectifs intrinsèques de la vulgarisation, aller encore plus loin, envisager par exemple la mise sur pied de programmes de formation de communicateurs scientifiques spécialisés en sciences sociales et améliorer le réseau de circulation de l'information de façon à ce que les résultats de recherche soient accessibles aux groupes populaires (syndicats, comités de citoyen, etc.) (Cf. Recommandation 7).

2.6 L'organisation

Trois points avaient été retenus pour la cinquième séance, consacrée à l'organisation de la recherche :

- l'interdisciplinarité
- les centres d'excellence
- l'évaluation par les pairs.

La discussion fut concentrée sur l'analyse de la situation actuelle et sur les voies à suivre pour l'améliorer. On n'y a pas explicitement abordé l'examen des méthodes d'évaluation des structures organisationnelles mais il est clair que plusieurs des suggestions exposées plus haut aux paragraphes 2.2.5, 2.3.2 et 2.4.2 pourraient ici aussi s'avérer pertinentes.

2.6.1 L'interdisciplinarité

Un consensus paraissait se dégager des réponses au questionnaire : la division du travail en sciences sociales est inadéquate, l'organisation disciplinaire est à maints égards dirimante, la recherche interdisciplinaire devrait être encouragée. La discussion orale a permis de préciser et de nuancer considérablement ces jugements.

D'abord, il serait prématuré de remettre radicalement en cause la répartition actuelle des disciplines de base en sciences sociales (sociologie, économie, anthropologie, histoire...). Ces divisions correspondent à de vigoureuses traditions conceptuelles et méthodologiques qui ont fait la force des sciences sociales et nous ne possédons pas encore de données suffisantes pour en justifier une réorganisation de fond en comble. L'interdisciplinarité ne tient parfois qu'à une vogue non motivée sur le plan intellectuel : elle aboutit alors à la dilution théorique et au relâchement méthodologique. De toute façon, le travail interdisciplinaire organisé autour d'un objet commun -- la criminalité par exemple -- tend, lorsqu'il s'avère fécond, vers la formation d'une nouvelle discipline (cf. la criminologie).

Ceci dit, la réalité sociale est complexe et chaque discipline renvoie obligatoirement aux autres : l'anthropologue ne peut prétendre à la compréhension de la culture d'un peuple s'il n'en connaît pas par exemple l'histoire et l'économie. On constate que la recherche de pointe s'effectue très souvent à la frontière entre plusieurs disciplines : c'est là

que naissent les idées radicalement nouvelles. En outre, la division départementale par disciplines réunit fréquemment des gens qui ne partagent pas les mêmes intérêts intellectuels et idéologiques et sépare ceux qui auraient des affinités fécondes pour la recherche. Autant d'arguments puissants pour favoriser la collaboration interdisciplinaire.

La conclusion est qu'il convient à l'heure actuelle de respecter dans l'ensemble l'organisation disciplinaire de base et de la compléter par des mécanismes de connexion entre les disciplines et par la formation d'unités de recherche interdisciplinaires intellectuellement motivées. Il ne faut pas, disait un participant, viser la destruction de la disciplinarité mais il faut lui trouver un contrepoids structural.

On a beaucoup insisté en particulier sur le point suivant : la recherche interdisciplinaire féconde est celle qui vise des objectifs précis et qui s'attaque à l'étude d'un objet commun circonscrit de manière extradisciplinaire (l'aménagement urbain, la criminalité, etc.). Elle est spécialement efficace lorsqu'elle réunit des chercheurs pour une durée relativement courte dans le but d'aborder un problème commun bien identifié. Dans certains cas, elle peut cependant s'inscrire dans un contexte plus vaste lorsqu'il s'agit de chercheurs qui partagent des intérêts théoriques et idéologiques larges et qui peuvent ensemble explorer à fond un paradigme transdisciplinaire (le matérialisme historique par exemple).

Il importe donc de favoriser, à côté des départements traditionnels, certains regroupements de chercheurs, soit à court terme pour l'étude d'un problème particulier soit à plus long terme pour l'étude d'une problématique commune plus vaste ou pour l'approfondissement de certains courants théoriques transdisciplinaires. Il convient en outre d'encourager les échanges occasionnels (congrès ou colloques interdisciplinaires par exemple) et la formation de chercheurs qui soient, à tout le moins, ouverts sur d'autres disciplines que la leur.

2.6.2 Les centres d'excellence

L'idée de base de la formation des "centres d'excellence" est de permettre le regroupement, provisoire ou permanent, de chercheurs dynamiques et créateurs susceptibles de collaborer les uns avec les autres. De tels centres peuvent être disciplinaires ou interdisciplinaires. Ils peuvent coïncider avec des départements universitaires ou prendre la forme d'instituts de recherche. Leur développement contribue à favoriser l'interaction et la concertation productives et à éviter l'isolement de nos meilleurs chercheurs.

La discussion sur ce sujet a surtout porté sur les instituts interdisciplinaires. Ils ne sont utiles, disait-on, que s'ils sont voués à des tâches spécifiques bien identifiées : il faut à tout prix éviter les rassemblements artificiels. Leur grand avantage, en plus d'assurer une collaboration structurée, est de permettre aux chercheurs les plus productifs de se consacrer à plein temps à la recherche, au moins pendant une période limitée.

Le principal problème d'organisation qu'ils soulèvent est le suivant : faut-il les rattacher à une université ou les concevoir comme des instituts indépendants? A l'heure actuelle, c'est principalement la première formule qui semble devoir être exploitée. Elle permet d'éviter de nombreuses complications administratives, de réduire les coûts d'opération (mais l'université concernée doit tout de même être en mesure d'y consacrer des sommes importantes) et surtout elle devrait assurer une exploitation optimale de la recherche universitaire. Dans ce cas cependant, il importe de prévoir des structures suffisamment souples pour rendre possible une adaptation périodique aux conditions changeantes de la recherche de même qu'un certain roulement des chercheurs (faciliter par exemple le passage d'une institution d'attache à une autre pour des périodes limitées).

En regard du thème principal du colloque, je me permets de rappeler ici une suggestion que j'ai avancée à titre personnel : celle de

la création d'un institut national de recherche en épistémologie, sociologie et politique des sciences sociales, qui serait consacré à l'étude de l'organisation, de l'utilisation et de l'avancement théorique des sciences sociales au Canada. J'ignore qui devrait en prendre l'initiative mais il m'apparaît qu'un tel centre pourrait contribuer grandement à la réflexion nationale sur les sciences sociales qui, de toute évidence, s'impose aujourd'hui.

2.6.3 L'évaluation par les pairs

Considérée dans son ensemble, l'évaluation de la recherche par les pairs est un phénomène très large. Elle intervient dans les programmes de subvention, dans le fonctionnement des revues savantes et des maisons d'édition, mais aussi dans la vie quotidienne des unités de recherche (embauche, reconnaissance institutionnelle, évaluations périodiques, etc.) et dans l'interaction critique entre les chercheurs. Une étude d'ensemble du phénomène reste encore à faire. Au colloque, la discussion a porté surtout sur l'évaluation pour fins de subvention ou, à un degré moindre, pour fins de publication.

De façon générale, les participants étaient sympathiques aux systèmes en vigueur d'évaluation par les pairs. Plusieurs lacunes cependant ont été signalées :

1) L'évaluation par les pairs est à son mieux lorsque les projets ou les articles soumis s'inscrivent dans des voies de recherche déjà bien identifiées mais elle est beaucoup moins efficace quant il s'agit de problèmes nouveaux et moins bien délimités; elle tend souvent à étouffer la recherche innovatrice et à favoriser le contrôle de la répartition des fonds par une élite restreinte. Certains mécanismes pourraient être envisagés pour remédier à cette situation, par exemple une évaluation en plusieurs étapes qui accorderait le bénéfice du doute aux projets ou aux articles dont les évaluateurs sont partagés.

2) Le concept de "pair" fait lui-même problème au fur et à mesure que la recherche se spécialise ou devient multidisciplinaire. Nous avons, disait un participant, besoin de repenser complètement l'idée de pair.

3) Plusieurs intervenants souhaitaient que l'on fit appel, pour les recherches qui ne concernent pas seulement les spécialistes, à d'autres évaluateurs que les pairs, notamment des utilisateurs potentiels ou des représentants des groupes étudiés (comme cela se fait déjà pour les études portant sur les Indiens et les Inuits).

4) Un problème particulièrement délicat concerne la divulgation de l'identité des évaluateurs. La communauté scientifique canadienne est actuellement profondément partagée sur ce sujet face au projet de loi C-43 du gouvernement fédéral qui, apparemment, rendrait cette divulgation obligatoire. L'examen de ce point au colloque est demeuré très sommaire et il ne s'en dégage aucun consensus.

Au bout du compte, il ressortait de toute cette discussion que des évaluations systématiques des procédures en vigueur d'évaluation par les pairs sont aujourd'hui requises. Certaines études à ce propos ont déjà été entreprises ailleurs [11], le Canada devrait s'y mettre aussi. Il fut en particulier suggéré d'examiner les cas d'échecs de l'évaluation par les pairs (acceptation de projets qui ont finalement avorté ou surtout rejet de projets qui se sont par la suite révélé féconds) : cela permettrait peut-être de repérer des constantes sur lesquelles on pourrait ensuite travailler pour corriger les lacunes.

---

(11) Voir notamment : Cole, S., L. Rubin et J.R. Cole, Peer Review in the National Science Foundation, Phase One of a Study, Washington, D.C. : National Academy of Sciences, 1978.

2.7 La séance de conclusion

La dernière séance du colloque fut consacrée à la formulation de recommandations éventuelles. Comme l'activité dans son ensemble avait été conçue sous le mode du "brain storming" et que de toute façon le groupe n'était pas institutionnellement représentatif du milieu canadien des sciences sociales, il n'a pas paru approprié de se transformer en assemblée délibérante et de procéder à des votes en bonne et due forme.

Le comité organisateur a tout de même soumis deux suggestions qui ont été discutées:

1) La première concernait le colloque international proposé par M. Fortier. Nous proposions de recommander que ce colloque soit en effet pris en charge par le C.R.S.H.C. et qu'il soit consacré à un examen académique des méthodes actuellement disponibles pour l'évaluation de la recherche en sciences sociales. La grande majorité des intervenants paraissait souscrire à la première partie de la suggestion (que le colloque ait lieu) et quelques objections précises ont été formulées quant à l'orientation que nous proposions, mais la discussion ayant finalement déviée, le débat a davantage porté sur la pertinence générale d'opérations évaluatives (j'ai déjà rendu compte de cette partie de la discussion dans le cadre du paragraphe 2.2 ci-dessus) et un consensus clair n'a pas pu être atteint sur la question du colloque international. Le comité organisateur est revenu sur ce point après la rencontre de Grand'Mère et, tenant compte des objections, nous avons légèrement réorienté notre suggestion originale et surtout nous l'avons précisée. Notre recommandation finale est exposée plus loin dans la partie "Recommandations du comité d'organisation". (Cf. Recommandation 8).

2) Nous avons ensuite mis de l'avant une suggestion qui nous paraissait minimale, celle de recommander au C.R.S.H.C. et à la Fédération canadienne des sciences sociales d'encourager, par les moyens qu'ils jugeraient appropriés, la recherche académique sur la situation cognitive,

les utilisations et l'organisation de la recherche en sciences sociales au Canada et d'encourager aussi la collecte des données pertinentes. Cette recommandation a fait l'objet d'un consensus auprès des participants, mais certains faisaient valoir qu'il faudrait aller plus loin et entreprendre dès maintenant certaines opérations proprement évaluatives, ce avec quoi nous étions pour notre part parfaitement d'accord, de même, nous a-t-il semblé, qu'une nette majorité des participants. (Cf. Recommandations 1 et 2).

Par la suite, certaines autres recommandations ont été formulées par l'un ou l'autre intervenant. Elles n'ont partiquement pas été débattues à ce moment, mais elles découlaient pour la plupart des discussions antérieures. Nous les avons presque toutes intégrées aux recommandations du comité organisateur (Cf. Recommandations 3 à 7).

Finalement, certaines suggestions nous ont été faites quant à la préparation d'éventuelles publications issues du colloque. Nous n'avons pas encore pris de décision sur ce point.

Conclusion générale

La question de départ était : est-il possible d'entreprendre aujourd'hui des évaluations plus systématiques de la recherche en sciences sociales? Si ma compréhension de ce qui s'est passé à Grand'Mère est juste, la réponse est affirmative. Certes on ne peut pas encore viser une évaluation globale, mais plusieurs aspects particuliers peuvent dès maintenant être abordés. Nous disposons de plusieurs méthodes d'approche relativement éprouvées qui pourraient être mises à contribution, à condition toutefois de ne les utiliser qu'avec une très grande prudence et de reconnaître qu'elles dépendent toujours de certains <u>choix</u> évaluatifs préalables.

Est-ce approprié? Ici encore, la réponse me semble affirma-

tive. L'organisation générale de la recherche est devenue très complexe et des lacunes se font cruellement sentir en plusieurs points cruciaux, notamment dans les interconnexions (entre théories et données, entre chercheurs et utilisateurs, entre spécialistes de différentes disciplines, entre le monde de la recherche et le grand public). Il faudrait identifier ces sources de malaise de façon plus précise. Une bonne proportion des problèmes les plus préoccupants pour le monde contemporain est d'ordre social et sans doute l'on peut encore attendre beaucoup de ces disciplines dont l'idéal a toujours été de contribuer à une harmonisation des rapports humains. Mais il faut, pour que ces attentes se concrétisent, vérifier minutieusement les rouages du système de la recherche. On ne peut plus aller au hasard.

Ce faisant cependant, il convient de garder continuellement à l'esprit les dangers du contrôle politique aussi bien que ceux de la complaisance. La mise sur pied d'opérations évaluatives devrait faire l'objet d'une concertation entre les divers organismes en cause.

Ces opérations devraient avoir pour but d'améliorer la gestion -- au sens large -- de la recherche, c'est-à-dire sa structure organisationnelle et les règles -- officielles ou non -- qui la régissent. Elles pourraient porter sur la qualité intellectuelle comparée de la recherche produite selon tel ou tel mode, sur la qualité des utilisations et de la communication entre chercheurs et utilisateurs potentiels, et sur le succès des politiques et des procédures actuellement en vigueur.

Les diagnostics préliminaires résumés dans le présent rapport et développés beaucoup plus en détail dans les réponses au questionnaire fournissent à de telles entreprises de précieuses hypothèses heuristiques qu'il faudrait exploiter.

La mise en branle de ces études devrait en même temps s'accompagner d'une poussée plus vigoureuse de la recherche philosophique, socio-

logique et politologique sur l'état actuel des sciences sociales, particulièrement au Canada, d'une mise à jour des banques de données et d'une réflexion théorique plus approfondie sur les méthodes évaluatives en usage ou en gestation.

Nous avons absolument besoin d'une compréhension beaucoup plus fine de ce que sont les sciences sociales et d'une estimation plus clairvoyante des trésors qu'elles recèlent.

Août 1981

CP/JB

C O L L O Q U E

L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Grand'Mère, Québec
19-21 mai 1981

RECOMMANDATIONS DU COMITE D'ORGANISATION

Claude Panaccio
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

Robert Nadeau
Département de philosophie
Université du Québec à Montréal

Nicolas Kaufmann
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

Introduction

L'un des objectifs du colloque de Grand'Mère était d'aboutir à des recommandations adressées au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada ou à tout autre organisme concerné quant aux façons de donner suite aux discussions qui y auraient été amorcées.

Le colloque ayant été consacré à un brassage informel d'idées et de suggestions ("brain storming"), il n'a pas semblé approprié de procéder sur place à la mise en forme définitive des recommandations, à leur discussion détaillée ou à des votes officiels. C'est pourquoi les recommandations formulées ici sont celles du comité d'organisation.

Elles correspondent aux conclusions que, pour notre part du moins, nous tirons des débats poursuivis à Grand'Mère. A quelques détails près, elles ont toutes été explicitement mises de l'avant par l'un ou l'autre participant en cours de discussion et la plupart d'entre elles, nous semble-t-il, ont suscité un certain assentiment de la part du groupe.

Rappelons de toute façon qu'avant d'être officiellement déposé, le présent document aura été distribué à tous les participants. Ceux-ci auront été invités à y réagir par écrit et toutes ces réactions auront été intégrées au rapport final (voir "Réactions des participants" et "Bilan des réactions"). On pourra de la sorte se faire une idée plus précise des consensus qui ont été atteints et des divergences qui subsistent.

Nous soumettons ainsi neuf recommandations. Les deux premières sont très générales et concernent directement le thème principal du colloque. Les recommandations 3 à 7 portent sur des opérations plus spécifiques qui pourraient être entreprises à court terme. La huitième, un peu plus détaillée, se rapporte au projet de colloque international initialement suggéré par le président du C.R.S.H.C.. La dernière, enfin, a trait à la diffusion du présent rapport.

Chacune est accompagnée de quelques explications supplémentaires et mise en relation avec les discussions tenues lors du colloque. L'argumentation cependant est réduite au minimum; on se reportera pour plus de précisions au rapport du responsable. Par ailleurs, on n'entrera que très peu dans les détails organisationnels de la mise en application, ce travail revenant plutôt aux organismes concernés.

C.P.

*
* *

Recommandation 1

Nous recommandons au C.R.S.H.C. de prendre des mesures pour favoriser l'évaluation systématique de la recherche en sciences sociales au Canada dans le but d'éclairer la politique canadienne de recherche en ce domaine.

Si la politique de recherche ne doit pas être conçue à l'aveuglette, il faut chercher à l'appuyer sur des évaluations menées à l'aide des méthodes les plus rigoureuses possibles. Pour ce faire, le C.R.S.H.C. pourrait:

1) prendre lui-même l'initiative de certaines opérations évaluatives, par exemple poursuivre de façon systématique l'évaluation de ses propres programmes et commanditer directement certaines études connexes;

2) encourager la recherche académique indépendante consacrée soit à l'évaluation de tel ou tel aspect particulier du fonctionnement de

la recherche en sciences sociales au Canada soit à l'approfondissement et à la mise au point des méthodes évaluatives elles-mêmes; cela pourrait être explicitement intégré aux programmes dits "thématiques", peut-être plus particulièrement à celui qui concerne le contexte humain de la science et de la technologie.

Il conviendra cependant de garder à l'esprit les importantes réserves manifestées par certains participants lors du colloque (cf. "Rapport du responsable", parg. 2.2.3, 2.3.2 et passim) et de ne s'avancer dans cette voie qu'avec la plus grande prudence intellectuelle et en interrelation étroite avec les milieux scientifiques eux-mêmes.

*

* *

Recommandation 2

Nous recommandons au C.R.S.H.C. et à la Fédération canadienne des sciences sociales d'encourager, par les moyens qu'ils jugeront appropriés, la recherche académique sur la situation cognitive, les utilisations et l'organisation de la recherche en sciences sociales au Canada, et d'encourager également la collecte des données pertinentes et la mise sur pied de banques accessibles.

Cette recommandation, explicitement soumise aux participants lors de la dernière séance du colloque, a paru faire l'objet d'un consensus.

La recherche académique dont il est ici question est celle qui pourrait contribuer à un tableau d'ensemble détaillé de l'état des sciences sociales au Canada tant au plan cognitif qu'au plan sociologique, par exemple l'analyse des traditions de recherche et des courants théoriques, des réseaux d'interaction et d'information, des organisations institutionnelles, des profils de carrière, etc. Elle requiert le recours aux banques de données les plus complètes possibles (répertoires des chercheurs et des institutions, recherches en cours, bibliographies, données bibliométriques, etc.).

En plus de son intérêt intrinsèque, ce genre de recherche est indispensable à l'évaluation systématique évoquée plus haut et à l'élaboration de politiques de recherche éclairées.

On a fait remarquer que ce domaine était en fait déjà intégré au programme thématique du C.R.S.H.C. consacré au "contexte humain de la science et de la technologie". Si tel est bien le cas, c'est tant mieux. Il faudrait cependant veiller à ce qu'il n'y soit pas submergé par d'autres préoccupations liées davantage à la technologie ou aux sciences naturelles. De toute évidence, le C.R.S.H.C. et la F.C.S.S. ont une responsabilité toute spéciale envers l'étude de la situation canadienne des sciences sociales.

*

* *

Recommandation 3

Nous recommandons à la Fédération canadienne des sciences sociales de considérer la possibilité d'initier à court terme une série

d'études multidisciplinaires sur certaines disciplines particulières des sciences sociales.

Nous endossons ici une suggestion mise de l'avant par le professeur Michalos. En quelque sorte, elle concrétise nos deux premières recommandations.

Il s'agirait au départ de choisir une discipline et de mettre sur pied une équipe interdisciplinaire chargée d'examiner de fond en comble la situation canadienne de la discipline en question et, le cas échéant, d'en fournir une évaluation. L'étude pourrait durer deux ou trois ans; après quoi, si les résultats sont satisfaisants, on passerait à une autre discipline et ainsi de suite.

L'équipe, dont la taille resterait à fixer, devrait absolument être multidisciplinaire et comprendre des représentants de la discipline étudiée aussi bien que divers spécialistes de la recherche métascientifique et de la recherche évaluative (sociologues des sciences, philosophes des sciences sociales, statisticiens, etc.).

Il serait heureux, nous semble-t-il, que l'initiative de telles entreprises vienne des milieux de sciences sociales eux-mêmes et c'est pourquoi nous adressons cette recommandation à la F.C.S.S., qui est particulièrement bien placée pour s'assurer la collaboration des sociétés savantes.

*

* *

Recommandation 4

Nous recommandons au C.R.S.H.C. de considérer la possibilité de mettre sur pied un programme spécial de subventions visant à favoriser l'unification théorique en sciences sociales.

La création d'un tel programme a été prônée tout au long du colloque par le professeur Braybrooke. Elle répondrait à la nécessité, affirmée dans le projet de plan quinquennal du C.R.S.H.C., d'assurer des fondements théoriques plus solides pour la pratique des sciences sociales au Canada.

Il ne saurait évidemment être question de viser l'unification totale des disciplines concernées: ce serait aussi irréaliste que dangereux. Plus modestement, le programme chercherait à susciter et à encourager diverses entreprises de synthèse théorique partielle, disciplinaires ou interdisciplinaires, pour faire contrepoids à la forte tendance vers la dispersion théorique qui caractérise actuellement les sciences sociales. Il devrait être conçu de manière à favoriser l'intégration au plan théorique de données empiriques de plus en plus larges, la réduction des duplications stériles là où il s'en trouve, et le comblement de certaines omissions dans la recherche.

L'administration du programme pourrait être confiée à un comité interdisciplinaire de chercheurs éminents disposant d'un mandat suffisamment long pour assurer la continuité requise (le professeur Braybrooke suggérait un mandat de six ans).

*

* *

Recommandation 5

Nous recommandons au C.R.S.H.C. de faire effectuer un sondage sur la perception des sciences sociales par le public canadien, notamment par le personnel politique et administratif.

Cette suggestion est plusieurs fois revenue au cours du colloque dans la bouche de participants différents.

Une telle enquête fournirait une information indispensable pour identifier les attentes du public à l'endroit des sciences sociales, les préjugés dont elles sont l'objet et les lacunes de leur diffusion. Elle permettrait de fonder les opérations de sensibilisation publique sur autre chose que des impressions vagues.

Le Conseil pourrait s'assurer dans cette entreprise de la collaboration étroite de la F.C.S.S.

*
* *

Recommandation 6

Nous recommandons au C.R.S.H.C. d'appuyer financièrement la Fédération canadienne des sciences sociales dans ses opérations de sensibilisation publique et de vulgarisation.

Il ressort des discussions du colloque que la F.C.S.S. est actuellement l'organisme canadien le mieux placé et le plus motivé pour

assumer un mandat de sensibilisation publique à l'endroit des sciences sociales. Il paraît hautement souhaitable qu'elle poursuive les entreprises déjà amorcées en ce sens et qu'elle mette l'accent sur la diffusion des résultats de recherche.

Si la sensibilisation et la vulgarisation sont importantes pour la science en général, elles le sont a fortiori pour les sciences sociales dont l'impact tient davantage aux modifications qu'elles entraînent dans les façons de percevoir la réalité sociale qu'à des utilisations technologiques. Le Conseil pourrait à bon droit consacrer une partie de ses fonds à encourager de telles entreprises, dans la mesure évidemment où elles ne versent pas dans une auto-complaisance mystificatrice.

*
* *

Recommandation 7

Nous recommandons à la F.C.S.S. d'étudier tout particulièrement les moyens à prendre pour favoriser l'accessibilité des résultats de recherche en sciences sociales aux groupes et associations populaires.

Cette recommandation répond à une préoccupation exprimée avec insistance dans les réponses au questionnaire préparatoire et dans les discussions: les groupes et associations populaires (syndicats, comités de citoyens, regroupements de petits entrepreneurs, etc.) sont largement défavorisés par rapport aux gouvernements ou aux grandes entreprises quant à l'utilisation de la recherche en sciences sociales,

qui pourtant leur fournirait un secours précieux. Il importe que les milieux académiques prennent à ce propos certaines initiatives.

Cela paraît en continuité avec la mission de diffusion que la F.C.S.S. s'est donnée. Elle pourrait à court terme former un comité "ad hoc" chargé d'étudier cette question.

*
* *

Recommandation 8

Nous recommandons au C.R.S.H.C. de prendre en charge l'organisation d'un colloque international destiné à faire le point sur la question suivante: dans quelle mesure et de quelles manières l'évaluation de la recherche en sciences sociales dans ses différents aspects peut-elle aujourd'hui contribuer à l'élaboration des politiques de recherche en sciences sociales?

C'est là l'orientation que nous proposons pour le colloque international suggéré par le président du C.R.S.H.C. à la conférence des conseils nationaux de sciences sociales en novembre 1979.

Il s'agirait de faire le point, tant au plan méthodologique qu'à celui des principaux résultats déjà obtenus, sur l'état actuel de la recherche évaluative sur les sciences sociales, dans le but spécifique de déterminer comment les diverses méthodes d'évaluation en usage ou en gestation peuvent être mises à contribution dans une conduite rationnelle des politiques de recherche.

De nombreux travaux ont été effectués depuis quelques années dans le domaine de l'évaluation de la recherche. Il y a lieu maintenant d'en dresser le bilan et, particulièrement pour un organisme qui regroupe des conseils de recherche en sciences sociales, de voir comment ils peuvent éclairer la politique de recherche et la répartition des ressources.

Le colloque devrait couvrir un éventail diversifié de méthodes d'approche aussi bien épistémologiques que sociologiques ou politologiques, aussi bien quantitatives que qualitatives, depuis l'évaluation de programme jusqu'à l'enquête bibliométrique en passant par l'analyse des réseaux d'information, la métaanalyse, l'étude des traditions de recherche, les divers types d'études de cas, etc. Il devrait porter sur l'évaluation des divers aspects de la recherche en sciences sociales: évaluation des programmes de subvention et de leur mode de fonctionnement, évaluation des publications, évaluation des organisations institutionnelles (par exemple: disciplinarité vs interdisciplinarité), évaluation des utilisations sociales et politiques, de l'allocation des ressources, des réseaux de communication, etc.; mais toujours en fonction d'une contribution à la politique de recherche, cette dernière réserve étant nécessaire pour éviter à la fois la dilution du thème et les malentendus habituels relatifs à la notion d'évaluation.

L'activité devrait réunir, pendant environ quatre jours, des spécialistes et des penseurs internationalement réputés, invités pour prononcer des conférences synthétiques sur l'état des domaines concernés ou pour participer à des tables-rondes. On pourrait également envisager de lancer un appel pour des communications libres.

Il faudrait éviter le bric-à-brac coutumier des grands congrès internationaux sans pour autant limiter le colloque à deux ou trois dizaines d'invités. Il convient d'assurer une représentation

internationale diversifiée et d'accueillir - au moins à titre d'observateurs - certains délégués des conseils concernés; il importe en même temps de trouver une formule qui permette à la communauté canadienne des sciences sociales de profiter directement de l'événement (invitations personnelles, présence de délégués des sociétés savantes, etc.). Optimalement, on peut songer à réunir un groupe d'environ deux cents personnes.

La responsabilité devrait être entièrement canadienne, mais il conviendrait de s'assurer la coopération active d'organismes internationaux concernés, d'associations savantes internationales et de centres de recherche réputés. La préparation, nous semble-t-il, devrait justement commencer par une période intense de consultations auprès de ces organismes et auprès d'experts éminents.

Le colloque pourrait avoir lieu au Canada au plus tôt à l'été 1983. Pour y arriver, l'opération devrait être mise en branle le plus rapidement possible.

*
* *

Recommandation 9

Nous recommandons au C.R.S.H.C. d'assurer la diffusion du présent rapport auprès des organismes concernés et des individus intéressés.

Nous parlons ici du rapport dans sa totalité (les deux volumes). Il semblerait approprié, pour profiter au maximum du riche brassage d'idées suscité par le colloque de Grand'Mère, de le rendre disponible à des organismes comme les sociétés savantes ou les universités

de même qu'aux individus qui en feraient la demande. Il pourrait notamment être utilisé dans la préparation du colloque international.

Les participants n'ont pas semblé hostiles à une publication restreinte de leurs contributions et il vaut mieux de toute façon que les choses se passent au grand jour.

Août 1981

CP/CM

ANNEXE I

PROJETS EN SCIENCES HUMAINES

Extrait de l'allocution prononcée le 20 mai 1981 par M. Louis-Edmond Hamelin, recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières, à l'occasion du colloque "L'Evaluation de la recherche en sciences sociales"

PROJETS EN SCIENCES HUMAINES

Extrait de l'allocution du recteur Louis-Edmond Hamelin lors du colloque L'évaluation de la recherche en sciences sociales, Université du Québec à Trois-Rivières, 18-21 mai 1981.

Messieurs les participants,

. . .

1. L'espace, facteur sous-étudié

Ma première déviance concerne l'un des éléments fondamentaux de la recherche sociale à savoir les lieux où se passent les évènements. En général, cet aspect me semble fort insuffisamment présent dans les sciences humaines. Ici, je ne suggère pas de remonter génétiquement à l'explication géologique des terrains; il s'agit plutôt des espaces humains, c'est-à-dire de toute aire signifiante pour l'homme. Je me rappelle la dispute aveugle qu'a connue la Vallée du Mackenzie, dispute opposant d'une part la pétrolerie aux yeux de laquelle la terre est une chose inanimée, donc terre exploitable sinon "massacrable" et, d'autre part, l'Indien pour qui la même terre "avait une âme", donc terre respectable. De nombreuses manifestations humaines ont leur racine profonde dans l'espace, c'est-à-dire dans ce qui est en amont des agitations propres de l'homme. Avec raison, le professeur Paul Villeneuve de l'Université Laval écrit: "Un espace non touché par l'homme est un produit social à partir du moment où l'on considère comme imprégné de signification le fait de le laisser volontairement vierge"; un tel cas pourrait être celui des Outland du Nord canadien.

Plusieurs avantages sembleraient liés à une meilleure attention accordée à l'espace. D'une part, cet intrant rendrait caducs les modèles importés d'Europe ou des Etats-Unis; d'autre part ce facteur éloignerait aussi du mono-disciplinarisme car l'intégration des choses dans un espace bien compris conduirait naturellement à pratiquer ce que Patricia Marchak de la Colombie-Britannique appelle le "cross-disciplinary interaction". Dans le champ de l'objet matériel des

sciences humaines, l'espace constitue probablement le principal retard à rattraper. Pour ce faire, les géographes pourraient s'avérer fort utiles.

2. Grand projet: l'habitabilité du Nord proximal

J'aborde maintenant le thème contesté de l'utilité des sciences humaines et j'ose suggérer un sujet de recherches à mes yeux nécessaire. Malgré la valeur des arguments qu'il est dégradant et déplacé de parler de rentabilité des choses de l'esprit, malgré la nécessité de poursuivre des recherches fondamentales qui, elles, ne sont pas immédiatement pratiques par définition, malgré la liberté sacrée du chercheur universitaire de choisir son propre domaine de travail, je crois sincèrement que la société actuelle est entraînée pour des questions de structure et d'argent vers un certain pragmatisme. La noblesse de la cause de la recherche devra céder quelque chose à la faiblesse utilitaire des hommes. L'on ne peut trouver anormal que la société qui finance la recherche demande directement ou indirectement des comptes aux chercheurs. Il m'apparaît que les recherches sociales auront tôt à gagner une bataille, celle d'une meilleure reconnaissance de leur utilité par le public; dans certains domaines comme la médecine du cancer, la recherche est reconnue; tel n'est pas le cas dans l'ensemble des sciences humaines; beaucoup d'histoires ont ridiculisé le rôle des anthropologues dans le Nord. La présente situation critique a des répercussions aux plans de la réputation, du prestige, du financement et des services des sciences humaines.

Afin de fournir une preuve éclatante de l'utilité des sciences humaines, je suggère qu'ensemble elles entreprennent un grand projet de recherche comportant un volet d'application.

- Un projet multidisciplinaire nécessitant l'apport de chercheurs de diverses provenances et formation; je ne pense pas à une pluridisciplinarité par proximité de chercheurs seulement paraposés; une vraie unité ne peut venir que d'une convergence enracinée à de mêmes objectifs et à des idéologies compatibles.
- Une mégarecherche orientée, sinon principalement appliquée.

- Un effort dont la durée minimale serait d'une décennie.
- Un sujet qui déborderait les frontières provinciales et territoriales.
- Une série de thèmes "assemblables" sinon intégrés.
- Un projet ayant des résonnances profondes au coeur d'une grande masse de citoyens (présentement, le thème de l'énergie offre cette capacité d'intérêt).
- Un domaine dont il existe des points historiques de référence, donc un domaine de connaissances documenté.
- Un sujet central qu'on devrait aborder sans dogmatisme, sans trop de biais idéologique.
- Un thème englobant dont la partie réalisatrice serait vue suivant des alternatives d'actions à offrir aux décideurs; ainsi pourraient s'exercer à la fois les fonctions critiques et utiles de ce type de recherche d'ensemble.

Si l'on acceptait le principe d'une telle démarche globale, trouverait-on un sujet de recherche correspondant à cette intention? Je réponds par l'affirmative en pensant aux grands exemples que sont déjà Le Dictionnaire biographique du Canada par les universités de Toronto et Laval et l'Atlas historique du Canada établi en collaboration par plusieurs groupes. Me permettez-vous d'avoir la témérité de vous suggérer un projet encore plus grand et intéressant cette fois les vivants?

Partant du principe que l'absence de vision est une faiblesse encore plus regrettable que peut l'être une proposition discutable, je risque une suggestion. En ayant en mémoire les grandes études historiques et économiques sur la zone pionnière du Canada, il y a 40 à 50 ans, (série d'ouvrages de Mackintosh, A.R.M. Lower, G. Taylor, H.A. Innis...), je suggère qu'un organisme subventionné par les gouvernements, quelques puissantes corporations et les habitants, s'attelle à l'étude de l'habitabilité de la région sise à la limite septentrionale du Canada méridional; cette aire pourrait être désignée: Nord proximal (ou Near North en anglais). Ici, l'habitabilité fait référence à la fois à l'habitation, à l'exploitation (et gestion des ressources) et aux liaisons avec le Sud du pays. Déjà, environ deux millions de Canadiens habitent ces franges immédiatement septentrionales du Canada de base; cette région est de toute première importance, notamment pour les questions énergétiques; sable bitumineux de l'Alberta,

uranium du Saskatchewan, hydro-électricité de la Baie de James, pétrole au large de Terre-Neuve...

Cette zone présentement habitée et apte à une densification de l'habitat touche directement les sept provinces nordiques du Canada; Terre-Neuve--Labrador, Québec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique et, par analogie, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse, deux autres provinces qui subissent aussi des discontinuités dans l'habitat proche. Seule, l'Ile-du-Prince-Edouard n'aurait que des intérêts lointains à un tel sujet. D'une façon plus précise, il s'agit d'une bande de territoire généralement de quelques dizaines de kilomètres de large (parfois 100 à 200 kilomètres), desservie par des routes de pénétration longitudinales et qui se trouvent à la limite des services de téléphone sur fil. Des aires caractéristiques de cet écoumène sont l'île de Terre-Neuve, la Côte-Nord du Saint-Laurent, les Laurentides, La Lac-Saint-Jean, l'Abitibi (Québec et Ontario), l'aire du rail Cochrane-Moosonee, la région du Lac Supérieur, l'Interlac manitobain, le Saskatchewan du Nord (cours d'eau), la Rivière-de-la-Paix et Lesser Slave Lake en Alberta, le triangle Prince George--Prince Rupert--Finlay Forks en Colombie. Ce ne sont là que des exemples. Dans un certain sens, il s'agit d'une aire tout aussi transcontinentale dans le sens des latitudes que pouvait l'être le ruban du Pacifique Canadien, il y a un siècle. Par comparaison avec le projet Middle North ou Mid-Canada d'il y a 15 ans, le Nord proximal occupe un territoire beaucoup moins large; se situant à la frontière sud du Moyen Nord, il est donc moins éloigné, moins rigoureux mais plus organisé que ce dernier; en outre, il s'agit moins de territoires d'exploitation de richesses naturelles à découvrir que surtout de territoires d'habitation à consolider. Les types actuels de vie et d'économie sont très variés, par exemple, exploitation forestière en Colombie, gaz en Alberta, agriculture et minorités ethniques au Manitoba, mines métalliques et forêt en Ontario, hydro-électricité au Québec continental, chasse et pêche touristiques à Anticosti et genre de vie indien dans chaque province...

Dans mon esprit, il ne s'agirait pas de se contenter de monographies, même parfaites. L'étude en vue aurait trois volets fondamentaux.

1. Dresser un bilan de cette vaste expérience d'habitation qui dure depuis environ un siècle, expérience pour une grande part improvisée. Ces études réanimeraient en la précisant la théorie développementale de la "frontier".

2. En deuxième lieu, établir les moyens de réparer les caractéristiques actuelles de l'écoumène, à tous les plans, par exemple, la forêt, le squatting, l'agriculture de subsistance, les mines, le tourisme... Ces efforts seraient une lutte à la dégradation de l'habitat et au gaspillage de l'espace et de la nature.

3. Enfin, planifier le développement futur; préparer l'un des futurs territoires naturels d'habitat des Canadiens. Tous les aspects d'une société et de l'économie sont à considérer. Une planification convenable du développement à venir fera économiser les énormes sommes de réparation que va nécessiter le deuxième objectif; de même elle fera diminuer les coûts sociaux et la pénibilité à supporter par les futurs pionniers.

Toute solution applicable à cette zone pourrait être ajustée aux nombreuses autres ruptures d'écoumène, au Nord comme au Sud de la zone de ce Nord proximal. De plus, le Canada fournirait des modèles généraux de développement qui pourraient être applicables à l'extérieur du pays; ainsi serait exercé un certain leadership dans les questions mondiales d'aménagement et de planification.

Un tel mégasujet attirerait immensément les regards sur les sciences humaines; la notion de développement échapperait des mains presque exclusives des ingénieurs et des développeurs d'affaires. Tout cela changerait la conjoncture de l'appréciation des sciences humaines dans la société. Un tel projet donnerait cet esprit de corps qui fait tant défaut à l'ensemble des sciences humaines. Un tel bloc de recherches favoriserait l'acte principal à faire qui est toujours celui de créer. Un certain rapprochement souhaitable depuis longtemps se ferait entre les sciences humaines et les autres sciences car toutes les

disciplines seraient naturellement appelées à participer à cette grande oeuvre traitant de l'écoumène du pays.

Parce qu'une telle proposition ferait naître de profondes résonnances géo-politiques (réclamations amérindiennes, marche vers le Pré Nord, éloignement des Etats-Unis et des métropoles, disparités régionales, échanges interprovinciaux...), les habitants et les gouvernements ne pourraient pas ne pas s'y intéresser intensément. Les recherches ne seraient pas là pour créer des problèmes de ce genre mais pourraient les résoudre.

Sans aucun doute, l'étude pratique de l'habitabilité du Nord proximal constituerait l'un des plus authentiques travaux en "études canadiennes". J'aimerais que le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et d'autres organismes appropriés prennent en considération ce projet dont dépend peut-être la vie de ce ou de ces pays.

Notes bibliographiques très sommaires sur le Nord proximal du Canada

W.A. Mackintosh, 1934; H.A. Innis, A.R.M. Lower, 1936; Pierre Biays, 1964; J.L. Robinson, 1969; J. Rogge, 1973; Atlas national 1973; L.-E. Hamelin, 1975; Conseil canadien d'aménagement rural, 1976 et plusieurs rapports d'organismes ou conférences de développement ou de sciences humaines dans diverses provinces.

Une carte des "noms de lieux aux limites méridionales du Nord Canadien" situe la région désignée ici: Nord proximal, cette région peu éloignée du Canada méridional. Voir Nordicité canadienne, Montréal, HMH, 1980, 2e éd., p. 74.

ANNEXE II

REACTIONS DES PARTICIPANTS

- Lettre aux participants (15 août 1981)
- Letter to the participants (August 15, 1981)
- Réponse du professeur David Braybrooke
- Réponse du professeur I.C. Jarvie
- Bilan des réactions

Université du Québec à Trois-Rivières
Case postale 500, Trois-Rivières, Québec / G9A 5H7
Téléphone: (819) 376-5011

Département de philosophie

Le 15 août 1981

Aux participants du colloque "L'Evaluation
de la recherche en sciences sociales".

Cher(e) collègue,

Le comité d'organisation du colloque de Grand'Mère travaille actuellement à la préparation du rapport final.

Vous trouverez ci-joint la table des matières du document complet (dont plusieurs parties sont déjà en votre possession) ainsi que trois nouveaux textes:

- mon rapport personnel sur le colloque
- les recommandations émises par le comité d'organisation
- "Projets en sciences humaines" (extraits de l'allocution prononcée le 20 mai par M. le recteur Louis-Edmond Hamelin).

Comme convenu lors du colloque, nous vous faisons parvenir ces documents avant le dépôt officiel du rapport auprès du C.R.S.H.C. et nous vous invitons à nous communiquer vos réactions écrites.

Ces réactions peuvent, à votre gré, porter sur le colloque lui-même, sur mon rapport, sur le projet mis de l'avant par M. le recteur Hamelin ou sur les recommandations.

Tous les commentaires écrits qui nous seront parvenus avant le 30 septembre 1981 (cette limite étant absolument stricte) seront joints au rapport final et ils feront l'objet d'une brève synthèse qui leur sera annexée. Ils seront par la suite redistribués à chacun d'entre vous.

De nouveau, je vous remercie chaleureusement de votre collaboration si étroite.

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Claude Panaccio

CP/JB

P.J.

Université du Québec à Trois-Rivières
Case postale 500, Trois-Rivières, Québec / G9A 5H7
Telephone: (819) 376-5011
Department of Philosophy

August 15, 1981

To the participants of the Conference "The Evaluation of Research in the Social Sciences"

Dear Colleague,

The organizing committee is now preparing the final report on the Grand'Mere Conference.

You will find enclosed a general plan of the whole report (many parts of which you already have) as well as three new papers:

- my personal report on the Conference
- a list of recommendations submitted by the organizing committee
- "Projets en sciences humaines" (the main parts of the speech delivered by rector Louis-Edmond Hamelin on May 20th).

As agreed on at the Conference, we communicate this material to you before the official submission of the report to S.S.H.R.C. and we invite you to send us your written comments.

You can choose to comment on the Conference itself, on my own report, on the project suggested by rector Hamelin or on the recommendations.

All the written comments received before September 30th, 1981 (this being an absolute deadline) will be inserted into the official report along with a short synthesis. They will also be redistributed to each of you.

We are sincerely sorry that it was not possible to have the enclosed material translated in English, but we are confident that this will not be a very serious problem.

Once again, I thank you heartily for your close cooperation.

Yours sincerely,

Claude Panaccio

Claude Panaccio.

CP/JB

Encl.

Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia, Canada
B3H 3J5

Department of
Philosophy

21 September 1981

M. le professeur Claude Panaccio
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières
C.P. 500, Trois-Rivières, Québec
G9A 5H7

Dear Claude,

Too many other things, including having to serve on a university grievance committee, have descended upon me for one to be sure of writing, within your deadline, the letter that I had planned. I write these comments in haste, though I did take some time earlier to read the "Rapport" and the "Recommendations" quite closely.

I think the deliberations are accurately and comprehensively reported and the recommendations represent the practical tendency of the deliberations as well as any recommendations could. I thought the importance of providing against established schools for innovations in topics, methods, and theories, one of the things that concerned me most, was brought out very well.

Perhaps I reveal by saying so the invincible empiricism of the Anglo-Saxon mind, but I did find the report and recommendations very abstract. I don't think they'll have as much impact as they could if you recurred continually to two or three specific examples of inquiry. The embarassment of economists in having to acknowledge that inflation is primarily caused by factors that they chose not to study - political and sociological factors - is one that might be used; the rounds of research, continually reopening the question and never settling it, that social psychologists have given to the effects of television on children would be another. Further examples, cited once only, might be added to the middle of "Rapport" p. 25, and the middle of p. 27, and the second full paragraph p. 28. The paragraph that follows on p. 28 seems to me too generalized. Examples are needed again top p. 32. On the question p. 32 of interdisciplinary research, I might comment that one university at which I have served had very firm departmental boundaries but lots of interdisciplinary collaboration; another, which had tried to do without traditional departments, had very little, perhaps because, concerned to advance themselves in their fields, individual professors had to make more pointed their affiliation with recognized fields in spite of not at the moment having departmental identifications.

Apropos of Recommendation 4, I would wish to stress (since my name has been used) that I did not have in mind any single, comprehensive project of unification, but a number of local attempts to give unified theoretical backgrounds linking results and current inquiries, though such local attempts might extend to such lengths as trying to arrive at unified theories of inflation, say, or of party competition.

I haven't had a chance to reflect at length upon Louis-Edmond Hamelin's proposal of a multi-faceted study of the settlement of the Near North of Canada. I am impressed by the many advantages for demonstrating the value of social science that he enumerates for the proposal pp. 3-4. It might well be worthwhile to see whether a number of theoretical activities in Canadian social science could be lured into fruitful convergence on such a study. It might not be decisive, as a test of the capacity of the study to demonstrate the value of social science to the public, if they could not. While it waits for better theories, social science has a good deal of demonstrable usefulness in simply assembling significant information in perspicuous ways; and the imagination of the public might be captured in this connection by doing that with enthusiasm.

Best regards,

David

David Braybrooke
Professor of Philosophy and Politics

DB/mo

Department of Philosophy

YORK UNIVERSITY

FACULTY OF ARTS

4700 KEELE STREET, DOWNSVIEW, ONTARIO M3J 1P3

September 29, 1981

Professor Claude Panaccio
Department of Philosophy
University of Quebec, Trois-Rivieres
Quebec G9A 5H7.

Dear Professor Panaccio,

This letter is in response to yours of August 16th enclosing the final report with recommendations of the conference "The Evaluation of Research in the Social Sciences" held last May at Grandmere.

It is a pity the report was circulated only in French since, scandalous though it may seem, the French of some of the participants is rusty and reading the report required a certain amount of dictionary work.

However, given these difficulties, I think I can be fairly brief in my reactions to the report. Those parts describing the origins and events of the conference and summarizing the drift of opinion seem to me unexceptionably accurate in conveying what was said. The recommendations also seem to be such as were emerging from the proceedings. On the matter of evaluation the doubts I raised in my original response to the questionnaire remain valid. I continue to think that there are in place methods in the wider scholarly community that undertake evaluation at the necessary level. Implicit in this position is the idea that the scholarly community inhabited by social scientists is not in any way bounded by the national borders of Canada or the provincial borders within Canada. Indeed, the attempt to evaluate solely within Canada, like the attempt to create a theoretical synthesis when in Canada, strike me as quite philosophically indefensible.

Hence I am particularly in favour of the recommendation that these issues be taken further at an international conference convened in Canada. This, it seems to me, would give us an opportunity to try out some of the ideas in the report on the broader community of scholars and to see whether the reaction that I, for example, have expressed is echoed there.

Let me congratulate you on your diligence in compiling this report from the many hours of tape that must have been screened and let me also say that I found it one of the best organized conferences I have ever attended and that this is especially remarkable given the intricacy of what it was desired to do. I enjoyed greatly the chance to meet Francophone colleagues, even if it was humiliating that there was the necessity of them speaking to me in my language rather than the possibility of a reversal. I hope to continue to participate in some way in further work of this sort.

Yours sincerely,

I. C. Jarvie

I. C. Jarvie
Professor

ICJ/eb

BILAN DES REACTIONS

Les deux lettres de commentaires reçues après l'envoi aux participants du "Rapport du responsable", des "Recommandations du comité d'organisation" et du texte du recteur Hamelin sont au total suffisamment courtes et claires pour nous dispenser d'entreprendre ici le bilan que nous avions annoncé.

Nous avons par ailleurs eu l'occasion de recueillir les réactions orales de messieurs Brodeur, Lagueux, Proulx et Simonis. Tous quatre s'accordent avec les professeurs Braybrooke et Jarvie pour estimer que le rapport est généralement fidèle aux délibérations et que les recommandations retenues se dégageaient bel et bien des discussions.

M. Simonis insiste en particulier sur la nécessité de maintenir la multiplicité des approches théoriques en sciences sociales. Il souligne à cet égard que la mise sur pied d'un programme visant à favoriser l'unification théorique (recommandation 4) ne devrait pas devenir l'occasion d'une homogénéisation autoritaire et artificielle mais plutôt une façon de s'assurer que la diversité soit continuellement contrebalancée par des tentatives particulières de rapprochement. Il nous paraît en cela rejoindre l'esprit des remarques de M. Braybrooke sur le même sujet.

Claude Panaccio
Octobre 1981

Number/
Numéro
2

L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

VOLUME II

QUESTIONNAIRE PREPARATOIRE

ET REPONSES DES PARTICIPANTS

Rapport préparé par:

Claude Panaccio
Robert Nadeau
Nicolas Kaufmann

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Rapport préparé par:

Claude Panaccio
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

Robert Nadeau
Département de philosophie
Université du Québec à Montréal

Nicolas Kaufmann
Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières

VOLUME II: QUESTIONNAIRE PREPARATOIRE

ET REPONSES DES PARTICIPANTS

Février 1982

Mis en distribution par
le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
255, rue Albert, C.P. 1610
Ottawa, Canada K1P 6G4

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada
No de cat. CR22-10/1982-2
ISBN 0-662-51814-4
ISBN (2 volumes) 0-662-51812-8

Février 1982

SOMMAIRE

Questionnaire préparatoire.....1

Preparatory questionnaire (version anglaise du précédent).....31

Bibliographie d'appoint.....60

- Présentation.....60
- Philosophie contemporaine des sciences: quelques points de repère.....63
- Sociologie et politique des sciences: quelques points de repère.....68
- Aspects cognitifs des sciences sociales en général.....73
- Utilisations des sciences sociales.....78
- Organisation de la recherche en sciences sociales.....84
- De quelques disciplines en particulier.....89
  - Anthropologie.....89
  - Economie.....89
  - Géographie.....90
  - Histoire.....91
  - Science politique.....93
  - Sociologie.....93

Réponses de:

- John G. Adair.....95
- Gérard Bouchard.....107
- David Braybrooke.....117
- Jean-Paul Brodeur.....133
- Anthony Doob.....143
- Gérald Fortin.....159
- Jean-Claude Guédon.....183
- Roger Hall.....201
- Jacques Henripin.....211
- I.C. Jarvie.....217
- Nicolas Kaufmann.....227
- Maurice Lagueux.....261
- James MacAulay.....293
- Patricia Marchak.....305

John Mayne.....321
Alex Michalos.....335
Robert Nadeau.....341
Vid Nelles.....359
Claude Panaccio.....373
Françoise Pierre-Pierre.....393
Gilles Proulx.....405
David Sankoff.....421
Bernard Shapiro.....433
Yvan Simonis.....461
Sharon Sutherland.....467
John Trent.....475
Jill Vickers.....501
Paul Villeneuve.....537
Jack Weldon.....565

COLLOQUE

L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

(Grand-Mère, Québec, 18-22 mai 1981)

QUESTIONNAIRE PREPARATOIRE

Octobre 1980

Ce questionnaire a été préparée par Claude Panaccio en étroite collaboration avec Nicolas Kaufmann et Robert Nadeau

Introduction

Cher(e) collègue,

Vous constaterez rapidement que le questionnaire qui suit constitue une espèce de défi. Les questions y sont à la fois très générales et très difficiles. La plupart ont déjà fait l'objet, dans l'un ou l'autre de leurs aspects, d'une abondante littérature, et il n'est pas clair que des consensus se soient établis.

Le pari que nous faisons ici est qu'il est fructueux, pour les objectifs du colloque "L'Evaluation de la recherche en sciences sociales" (voir document de présentation générale, p. 2), de soulever toutes ces questions ensemble et dans toute leur généralité, dans le but de commencer à développer une perception évaluative globale de l'état de la recherche en sciences sociales, et d'aboutir au moment du colloque à des recommandations, qui seront acheminées au C.R.S.H.C. ou à d'autres organismes, quant à la façon de poursuivre cette entreprise.

La problématique globale de l'ensemble du questionnaire est ainsi la suivante: comment est-il possible de construire rigoureusement une description et une évaluation de l'état actuel de la recherche en sciences sociales (ou dans certaines disciplines en particulier)?

On vous demande de répondre, au meilleur de votre connaissance, à chaque question, en une ou deux pages, c'est-à-dire

simplement en prenant position (quitte à paraître dogmatique) et en réservant l'argumentation pour plus tard.

Les questions étant vraiment très générales et leurs formulations passablement délicates, il vous est loisible de décider, pour chacune d'entre elles, d'en restreindre la portée à votre gré (par exemple en ne traitant qu'un ou deux aspects de la question).

Chacune des questions porte sur les sciences sociales en général, mais vous pouvez, si vous le désirez, ne traiter que d'un petit nombre de disciplines, voire d'une seule. Rappelons seulement que, pour les fins du colloque, l'expression "sciences sociales" s'applique essentiellement aux disciplines suivantes: anthropologie, criminologie, démographie, économie, géographie, histoire, psychologie sociale (mais non pas la psychologie dans son ensemble), sciences de l'administration, sciences politiques, sociolinguistique (mais non pas la linguistique dans son ensemble) et sociologie.

Vous pouvez également aborder chaque question du point de vue de la situation internationale des sciences sociales ou du point de vue de leur situation dans les pays que vous connaissez le mieux (notamment, bien sûr, le Canada).

Si certaines questions vous paraissent mal formulées ou non-pertinentes, vous êtes invité(e) à le dire et à expliquer pourquoi.

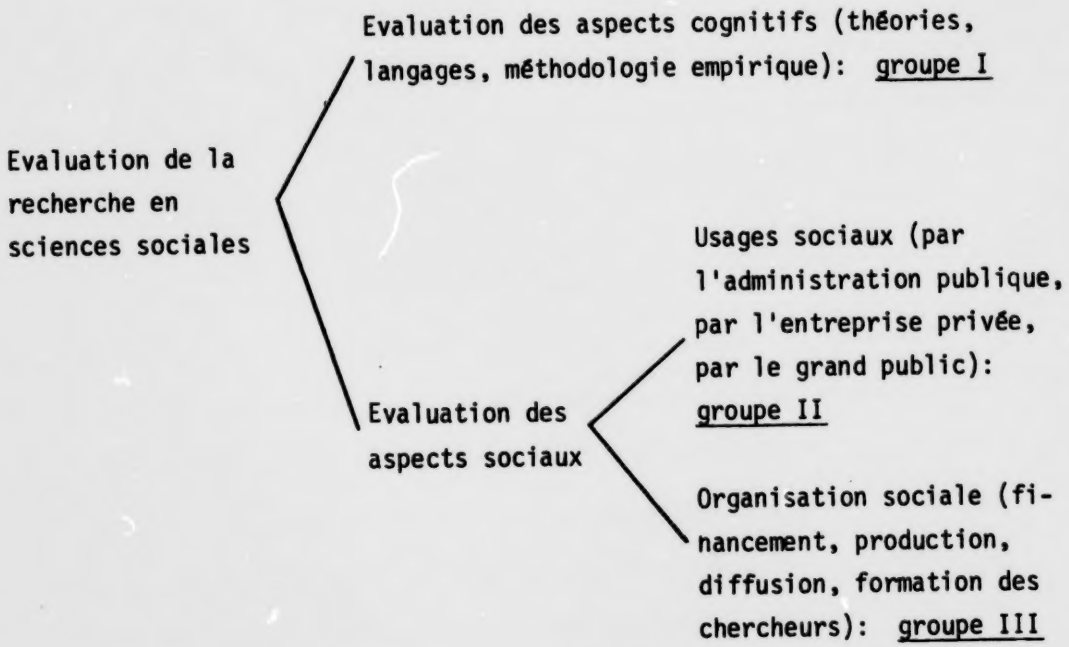
On ne s'attend pas, de toute façon, à ce que les réponses soient dans chaque cas appuyées sur des études systématiques. A ce stade-ci, nous cherchons plutôt à recueillir les jugements personnels que votre expérience dans les milieux de la recherche en sciences sociales peut vous avoir amené(e) à former. Nous sommes persuadés que de tels jugements, venant de chercheurs aguerris, peuvent présenter une valeur heuristique inestimable et fournir, le cas échéant, des hypothèses fécondes pour une recherche ultérieure. C'est pourquoi nous proposons tout de suite la convention suivante: nul ne pourra être blâmé d'avoir avancé, dans ses réponses à ce questionnaire, des affirmations qu'il n'est pas en mesure de prouver rigoureusement.

Le questionnaire comporte dix-sept questions réparties en quatre groupes. Les groupes I (quest. 1-5), II (quest. 6-10) et III (quest. 11-16) concernent chacun l'un des trois thèmes retenus pour le colloque (voir document de présentation générale, pp. 5-6). Le groupe IV ne comporte qu'une seule question (quest. 17) par laquelle vous êtes invité(e) à formuler tout commentaire pertinent qui n'aurait pas trouvé place dans vos autres réponses.

La division des trois premiers groupes de questions est basée sur la distinction établie par certains sociologues des sciences (par exemple Robert K. Merton) entre l'aspect cognitif d'une discipline (l'ensemble des contributions de cette discipline au savoir en général, ainsi que l'ensemble des instruments et des méthodes utilisés pour y parvenir) et l'aspect social de la discipline, ce dernier aspect étant

à son tour subdivisé en deux problématiques: celle de l'utilisation sociale de la recherche, et celle de son organisation sociale et institutionnelle.

Le plan général du questionnaire peut ainsi être résumé dans le tableau suivant:



Dans chacun des trois groupes, la première question concerne les objectifs, les trois ou quatre questions suivantes portent sur votre évaluation personnelle de la situation actuelle, et la dernière question sollicite de votre part des recommandations quant à la façon de mener des études systématiques sur les sujets abordés ici.

Chaque question (sauf la quest. 17) est accompagnée d'explications supplémentaires susceptibles d'en clarifier le sens ou de la décomposer en sous-questions à portée plus limitée.

Vous êtes prié(e) de renvoyer vos réponses dactylographiées avant le 31 janvier 1981 à l'adresse ci-dessous. Toutes les réponses seront redistribuées à chaque participant avant le colloque. Elles seront également analysées par le Comité d'organisation, et, prises collectivement, elles détermineront les sujets qui seront prioritairement discutés au moment du colloque.

Nous sommes conscients de l'ampleur et de la difficulté des problèmes que nous soulevons ici. Au nom du Comité d'organisation du colloque "L'Evaluation de la recherche en sciences sociales", je tiens à vous remercier vivement du travail que vous consacrerez à répondre à ce questionnaire ambitieux. Nous sommes, quant à nous, persuadés que, dans la situation actuelle, il importe d'essayer, malgré toutes les embûches, de développer une perception évaluative globale de l'état de la recherche en sciences sociales. Soyez assuré(e) que votre collaboration à cet égard sera extrêmement précieuse.

Je voudrais, en terminant, remercier chaleureusement Nicolas Kaufmann de l'U.Q.T.R., et Robert Nadeau de l'U.Q.A.M., ainsi que Suzanne Leblanc, étudiante de doctorat à l'U.Q.T.R., et Claude-Elizabeth Perreault, étudiante de maîtrise à l'U.Q.T.R., de l'aide précieuse et constante qu'ils m'ont apportée dans la préparation du

présent questionnaire. Des remerciements sont également dûs à diverses personnes qui ont accepté d'être consultées à propos d'une version préliminaire de ce questionnaire, et dont les remarques ont été, il va sans dire, extrêmement utiles: il s'agit de MM. David Braybrooke, William H. Dray, Jean-Claude Guédon, Maurice Lagueux, John Mayne, Gilles Pâquet, John Trent et Sid Wise. Bien sûr, aucune de ces personnes ne saurait pour autant être tenue responsable des faiblesses et des maladresses du questionnaire. Finalement, je remercie madame Martha Hutchinson, étudiante en traduction à l'U.Q.T.R., et M. Jeoffrey Vitale, directeur du département de langues modernes, de leur collaboration à la mise au point de la version anglaise du questionnaire, ainsi que mesdames Colette Magnan et Jeannine Beaudoin, secrétaires au département de philosophie de l'U.Q.T.R., qui ont assuré avec compétence et célérité la dactylographie de plusieurs versions du questionnaire.

Claude Panaccio

Département de philosophie
Université du Québec à Trois-Rivières
C.P. 500
Trois-Rivières, Qué.
G9A 5H7

Tel: bur.: (819) 376-5342
rés.: (819) 532-2321

I. La valeur cognitive des sciences sociales

Question 1. Quelle sorte de résultats scientifiques les sciences sociales devraient-elles, à l'heure actuelle, chercher prioritairement à atteindre?

Explications: Il ne s'agit pas ici d'identifier les thèmes sur lesquels devrait porter la recherche, mais plutôt de caractériser de façon générale le genre d'objectifs de connaissance que selon vous, la recherche en sciences sociales devrait aujourd'hui considérer comme prioritaires.

Dans quelle mesure les sciences sociales devraient-elles viser la construction de théories? Et de quelle sorte de théories s'agirait-il (par exemple: théorie unifiée des phénomènes sociaux ou théories à portée moyenne ("middle-range theories")? théories axiomatisées ou non? etc.).

Devraient-elles plutôt mettre l'accent sur la description des phénomènes (relevés statistiques descriptifs, sondages d'opinion, etc.)?

Devraient-elles viser l'explication des phénomènes? Et de quelle sorte d'explication

s'agirait-il? (par des lois générales? par des causes? par des buts? par des motifs?).

Devraient-elles plutôt viser l'interprétation ou la compréhension des phénomènes? Si oui, en quel sens?

Devraient-elles chercher à formuler des prédictions?

Question 2. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du développement théorique des sciences sociales?

Explications: Le projet de plan quinquennal du C.R.S.H.C. note un certain nombre de problèmes de tous ordres concernant l'état actuel de la recherche en sciences humaines (au Canada). Le premier d'entre eux tient, selon le Conseil, à la "nécessité d'établir des fondements théoriques plus solides" (Projet de plan quinquennal, 1980, p. 7). Comment réagissez-vous à ce diagnostic?

Y a-t-il, à l'heure actuelle en sciences sociales, trop de recherches théoriques? ou pas assez?

La recherche théorique, dans les domaines dont vous êtes familier, vous paraît-elle engagée dans les voies que vous estimez être les plus fécondes? Par exemple: les théories auxquelles on travaille le plus sont-elles trop générales? ou pas assez? trop formalisées? ou pas assez? trop pénétrées par les idéologies environnantes? ou trop "objectivistes"?

Les critères de précision et de rigueur invoqués

dans la construction de théories en sciences sociales sont-ils adéquats? sont-ils adéquatement utilisés?

Les sciences sociales sont-elles trop dispersées sur le plan théorique?

L'état actuel de la recherche épistémologique sur les sciences sociales vous paraît-il satisfaisant?

Question 3. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du langage utilisé dans les sciences sociales?

Explications: Existe-t-il, entre les chercheurs, un consensus suffisant quant à l'interprétation des termes-clés en sciences sociales? Dans quelle mesure les sciences sociales devraient-elles, par-delà les divisions disciplinaires nationales, idéologiques ou théoriques, chercher à unifier davantage le(s) langage(s) qu'elles utilisent? (par exemple: une entreprise internationale de normalisation du vocabulaire vous paraît-elle pertinente?)

Les procédures de définition habituellement employées sont-elles adéquates?

La formalisation (ou la mathématisation) est-elle suffisamment développée? Ou occupe-t-elle trop de place? A quelle sorte de mathématiques ou de modèles formels les sciences sociales devraient-elles prioritairement recourir (calcul des probabilités, théorie des ensembles, théorie des systèmes, etc.)? Les langues naturelles constituent-elles des instruments satisfaisants?

Le langage des sciences sociales accorde-t-il, à l'heure actuelle, trop de place, ou pas assez, à des termes intentionnels renvoyant, par exemple, à des actions, des intentions ou des croyances, plutôt qu'à des événements, des causes, ou des comportements observables?

Les sciences sociales utilisent-elles en général un langage trop évaluatif? ou pas assez?

Le langage des sciences sociales est-il trop spécialisé? ou pas assez? Les chercheurs devraient-ils se soucier de rendre leurs discours plus accessibles aux non-spécialistes?

Comme les autres, cette question est polymorphe et très générale, mais n'oublions-pas la règle du jeu: chaque participant peut, s'il le désire, mettre l'accent sur l'un ou l'autre aspect.

Question 4. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de la méthodologie empirique dans la recherche en sciences sociales?

Explications: Les méthodes de cueillette des données en sciences sociales sont-elles suffisamment bien étudiées? et, en général, suffisamment bien utilisées? Par exemple: les méthodes d'observation, les méthodes d'enquête et les méthodes d'expérimentation ont-elles été adéquatement adaptées aux besoins spécifiques des sciences sociales?

Faut-il établir une distinction entre les méthodes heuristiques de découverte et les méthodes empiriques utilisées pour tester les hypothèses théoriques? Si oui, de quelle façon?

Les méthodes de traitement des données (mise en forme, classification, stockage, etc.) sont-elles adéquates? Permettent-elles, en particulier, des comparaisons systématiques satisfaisantes entre les résultats obtenus par divers chercheurs? Permettent-elles la réutilisation ultérieure des données pour des fins théoriques nouvelles?

De façon générale, le discours des sciences sociales est-il fondé sur des études empiriques satisfaisantes?

Question 5. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global de l'état de la recherche en sciences sociales sur le plan cognitif?

Explications: Le diagnostic que vous avez vous-même porté à l'occasion des questions précédentes était probablement plutôt intuitif. Voyez-vous de quelle façon pourraient être conduites des études systématiques susceptibles de compléter, de préciser, de confirmer (ou d'infirmer) ce diagnostic?

En d'autres termes: comment est-il possible de fournir, de la façon la plus scientifique possible, une description, une analyse et une évaluation de l'état théorique et méthodologique de la recherche en sciences sociales?

Pouvez-vous suggérer quelques-uns des indicateurs susceptibles d'être utilisés dans de telles études systématiques?

De telles études vous paraissent-elles pertinentes dans la situation actuelle?

II. L'utilité sociale des sciences sociales

Question 6. Quelle sorte de bénéfices sociaux nos sociétés devraient-elles, à l'heure actuelle, pouvoir attendre de la recherche en sciences sociales?

Explications: Quels avantages une société donnée (ou même la société internationale) peut-elle attendre d'un investissement économique (financier ou autre) dans la recherche en sciences sociales?

En particulier: les sciences sociales peuvent-elles, et, si oui, de quelle manière, contribuer à la formulation des objectifs sociaux?

Dans quelle mesure peuvent-elles contribuer au choix des moyens à prendre?

Quel rôle la recherche en sciences sociales peut-elle jouer dans les prises de décision des organismes publics ou privés (gouvernements, entreprises privées, syndicats, etc.)? Quelles sortes de recherches seraient à cet égard les plus efficaces (analyse de politiques, évaluation de programmes, sondage de l'opinion publique, prédictions économiques ou sociales, etc.)?

Quel intérêt peut représenter pour une société (ou pour certains groupes sociaux) la diffusion auprès du public en général des résultats de la recherche en sciences sociales?

La recherche en sciences sociales peut-elle (et devrait-elle) déboucher sur (ou contribuer à) des applications technologiques?

Quels sont, de façon générale, les principaux obstacles qui s'opposent à une utilisation sociale adéquate de la recherche en sciences sociales (coût élevé, fonctionnement du système politique ou administratif, caractère non-concluant de la recherche, existence de divergences entre les chercheurs, diffusion inadéquate, etc.?).

Question 7. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'administration publique et para-publique?

Explications: Comment, dans les domaines dont vous êtes familier, peut-on actuellement caractériser les principaux types de recours à la recherche en sciences sociales (ou à ses résultats) dans l'administration publique et para-publique?

La recherche en sciences sociales y est-elle sous-utilisée? ou, au contraire, trop influente? Est-elle employée de façon optimale? Si non, pourquoi?

Les utilisations actuelles de la recherche en sciences sociales dans l'administration publique et para-publique vous paraissent-elles servir certains intérêts sociaux particuliers (par exemple l'intérêt de certains groupes au détriment de certains autres)? Comment évaluez-vous cette situation?

Y a-t-il, selon vous, une opposition de principe entre la démocratie et l'utilisation politique de savoirs spécialisés?

Question 8. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'entreprise privée?

Explications: Comment, dans les domaines dont vous êtes familier, peut-on actuellement caractériser les principaux types de recours à la recherche en sciences sociales (ou à ses résultats) dans l'entreprise privée (incluant les compagnies privées, les associations privées à but non-lucratif, les corporations, les syndicats, etc.)?

La recherche en sciences sociales y est-elle sous-utilisée? ou, au contraire, trop influente? Est-elle employée de façon optimale? Si non, pourquoi?

Y a-t-il, selon vous, une opposition de principe entre les intérêts de l'entreprise privée et ceux de la recherche en sciences sociales?

Question 9. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans le grand public?

Explications: Comment, dans les domaines dont vous êtes familier, peut-on actuellement caractériser les principaux types de recours à la recherche en sciences sociales (ou à ses résultats) dans le grand public? Y joue-t-elle par exemple un rôle de formation intellectuelle? un rôle de mystification idéologique? un rôle dans l'élaboration des visions du monde? ou même un rôle de divertissement? etc.

Cette utilisation vous paraît-elle optimale? Si non, pourquoi?

Y a-t-il, selon vous, une opposition de principe entre le caractère spécialisé des sciences sociales et leur utilisation adéquate par le grand public?

Question 10. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant les usages sociaux de la recherche en sciences sociales?

Explications: De nouveau, on peut présumer que l'analyse que vous avez menée à l'occasion des questions précédentes demeurait plutôt intuitive. Voyez-vous de quelle façon pourrait être conduites des études systématiques susceptibles de compléter, de préciser, de confirmer (ou d'infirmer) cette analyse?

En d'autres termes: comment est-il possible de fournir, de la façon la plus scientifique possible, une description, une analyse et une évaluation de l'utilisation sociale (ou politique ou économique) de la recherche en sciences sociales?

Pouvez-vous suggérer quelques-uns des indicateurs susceptibles d'être utilisés dans de telles études systématiques?

De telles études vous paraissent-elles pertinentes dans la situation actuelle?

III. L'organisation de la recherche en sciences sociales

Question 11. Quels devraient être, à l'heure actuelle, les objectifs prioritaires du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales?

Explications: La recherche en sciences sociales est, pour une bonne part, administrée, financée, produite et diffusée dans le cadre d'un réseau organisationnel complexe (organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux, institutions universitaires, entreprises privées, sociétés savantes, réseaux officieux d'interrelations, etc.). C'est le fonctionnement de ce réseau dans son ensemble que nous appelons ici le processus d'organisation de la recherche en sciences sociales.

La présente question vous invite à identifier certains au moins des objectifs prioritaires qui devraient être assignés à ce processus, dans son ensemble ou dans certaines de ses parties les plus importantes.

Par exemple, on peut se demander s'il faut, à ce niveau, viser en priorité l'accélération de

la production des connaissances nouvelles quelles qu'elles soient; ou s'il faut plutôt chercher à orienter la recherche vers des questions socialement urgentes.

Faut-il viser l'unification théorique et méthodologique des sciences sociales? Ou encore: la démocratisation de ces savoirs? l'internationalisation de leur organisation? ou la rationalisation des institutions nationales?

Question 12. Quelle est votre évaluation personnelle du système de financement de la recherche en sciences sociales?

Explications: L'équilibre actuel (par exemple, au Canada) entre les diverses sources de financement de la recherche en sciences sociales (gouvernements, entreprises privées, universités ou collèges) vous paraît-il satisfaisant?

Le système actuel de financement de la recherche est-il trop centralisé? ou pas assez? trop dirigiste? ou pas assez?

Nos sociétés consacrent-elles au total suffisamment d'argent et de ressources à la recherche en sciences sociales?

Les ressources consacrées à la recherche en sciences sociales sont-elles adéquatement réparties? Notamment: les systèmes actuels d'évaluation des projets de recherche (ou de leurs résultats) sont-ils satisfaisants?

Question 13. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de production de la recherche en sciences sociales?

Explications: L'organisation et la répartition actuelles (par exemple, au Canada) des unités institutionnelles de production de la recherche en sciences sociales (départements universitaires, services gouvernementaux ou privés, instituts de recherche, groupes organisés, etc.) vous paraissent-elles satisfaisantes?

L'organisation actuelle de l'échange et de l'interaction entre les chercheurs en sciences sociales au plan national et international (systèmes des sociétés savantes, des revues spécialisées, des organisations internationales, etc.) vous paraît-elle satisfaisante?

Le contrôle interne de la qualité de la recherche par la communauté scientifique elle-même est-il adéquat?

Question 14. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de diffusion des résultats de la recherche en sciences sociales auprès des milieux non-spécialisés?

Explications: Les résultats de la recherche sont-ils adéquatement diffusés:

- auprès des spécialistes des autres disciplines en sciences sociales?
- auprès des autres scientifiques?
- auprès des administrateurs publics?
- auprès de l'entreprise privée?
- auprès du grand public en général?

Comment évaluez-vous l'état actuel de la vulgarisation de la recherche en sciences sociales?

Question 15. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de formation des chercheurs en sciences sociales?

Explications: L'organisation et la répartition actuelles (par exemple, au Canada) des institutions de formation des chercheurs en sciences sociales vous paraissent-elles satisfaisantes?

De façon générale, la formation actuellement dispensée aux chercheurs en sciences sociales est-elle adéquate par rapport aux besoins?

Les systèmes de bourses d'études sont-ils satisfaisants?

Forme-t-on trop de chercheurs en sciences sociales? ou pas assez? Le marché du travail est-il structuré de façon à profiter adéquatement de la compétence des chercheurs actuellement en phase de formation?

Question 16. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant l'organisation de la recherche en sciences sociales?

Explications: Encore une fois, on présume du caractère plutôt intuitif du diagnostic que vous avez porté à l'occasion des questions précédentes. Voyez-vous de quelle façon pourrait être conduites des études systématiques susceptibles de compléter, de préciser, de confirmer (ou d'infirmer) ce diagnostic?

En d'autres termes: comment est-il possible de fournir, de la façon la plus scientifique possible, une description, une analyse et une évaluation du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales?

Pouvez-vous suggérer quelques-uns des indicateurs susceptibles d'être utilisés dans de telles études systématiques?

De telles études vous paraissent-elles pertinentes dans la situation actuelle?

IV. Divers

Question 17. Y a-t-il d'autres remarques que vous aimeriez faire concernant le thème du colloque et qui n'auraient pas trouvé place dans vos réponses précédentes? Si oui, lesquelles?

CONFERENCE

THE EVALUATION OF RESEARCH IN THE SOCIAL SCIENCES

(Grand-Mère, Québec, 18-22 May 1981)

PREPARATORY QUESTIONNAIRE

OCTOBER, 1980

This questionnaire was prepared by Claude Panaccio in close collaboration with Nicolas Kaufmann and Robert Nadeau.

Introduction

Dear Colleague,

You willquickly realize that the following questionnaire offers quite a challenge. The questions are both very general and very complex. Much has been written on one or more aspects of most of these questions, and a consensus regarding them does not seem to have been established.

We nevertheless feel it profitable, for the purposes of the conference "The Evaluation of Research in Social Sciences" (see "présentation générale", p. 2) to raise this whole set of questions in all their generality, in order to take some steps towards creating an overall evaluative portrait of the state of research in the social sciences, and to be able, at the conference, to formulate recommendations (to be addressed to the S.S.H.R.C.C. or to some other relevant organization) concerning the lines along which this undertaking could be pursued.

The general concern running through the whole questionnaire is thus the following one: how is it possible to put forward a rigorous description and evaluation of the existing state of research in the social sciences (or in some particular discipline)?

We would like you to answer each question to the best of your knowledge in no more than one or two pages. In other words, simply

indicate your position (even dogmatically), and save the arguments for the discussions that will take place during the conference.

Since the questions are, in fact, very general and somewhat complicated, you are free to decide to what extent you wish to examine each of them (for example you might wish to deal with only one or two aspects of the question).

Each question relates to the social sciences in general, but you may wish to deal with only a few areas, or one only. Let us simply recall that, in the context of this conference, the phrase "social sciences" refers mainly to the following disciplines: anthropology, the business sciences, criminology, demography, economics, geography, history, the political sciences, social psychology (but not psychology in general), sociolinguistic (but not linguistics in general), and sociology.

You may also deal with each question from the international point of view or from some national point of view (an obvious example, being the Canadian point of view).

If you feel that certain questions are poorly formulated or simply irrelevant, please say so and explain why.

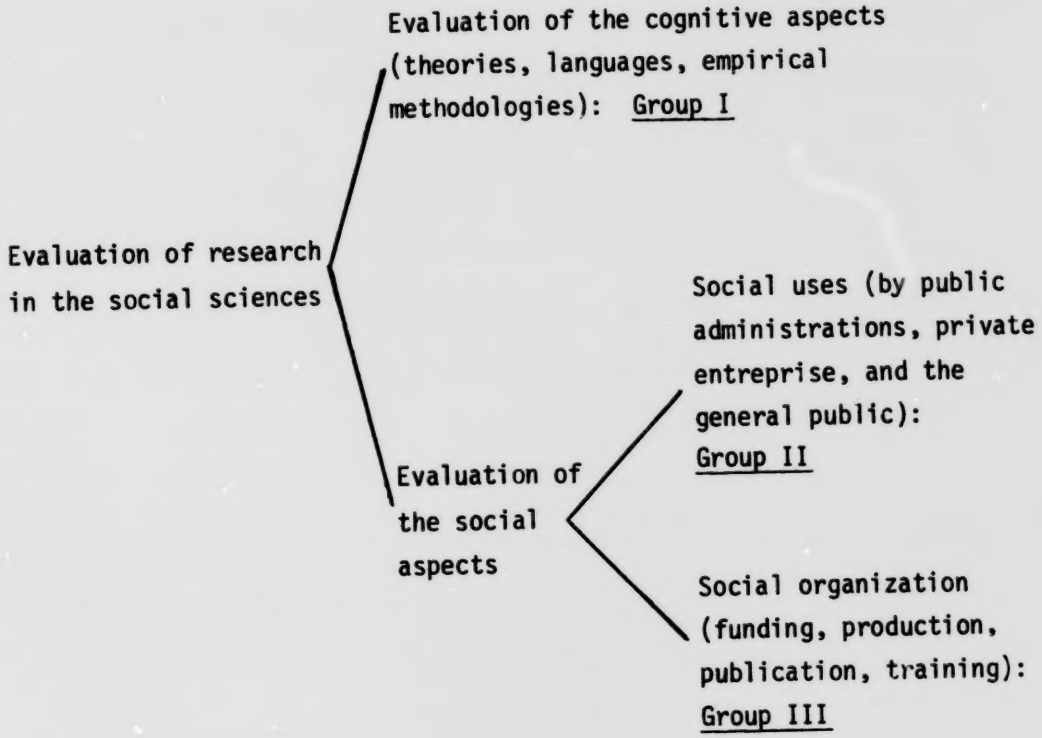
It should be understood that we do not expect you to be able to support each answer by a systematic study. At this stage, we

are mainly interested in the personal judgements that your own experience in the area of research in the social sciences may have led you to form. We are convinced that such judgements, coming from experienced researchers, could be of inestimable heuristic value, and could yield fruitful hypothesis for further research. For this reason, we suggest the following convention: no one will be open to criticism simply because he or she is not in a position to provide rigorous proof of assertions made in answering this questionnaire.

The questionnaire is made up of seventeen questions divided into four groups. Groups I (questions 1-5), II (questions 6-10), and III (questions 11-16), concern respectively one of the three themes to be discussed at the conference (see "Présentation générale", p. 5-6). Group IV includes only one question (question 17), which invites you to make any further comment that you might consider relevant.

The division of the first three groups of questions is based upon the distinction suggested by some sociologists of science (for example Robert K. Merton) between the cognitive aspects of a scientific field (its contributions to the overall growth of knowledge, and the methods it uses to achieve them) and the social aspects of that field, this last aspect being here in turn subdivided into two further aspects: the social uses of research, and its social and institutional organization.

Thus the general schema of the questionnaire can be summarized in the following way:



In each of the three groups, the first question deals with goals, the next three or four ask for your personal evaluation of the existing state of affairs, and the last one seeks your recommendations as to how systematic studies should be carried out on the topics covered.

Each question (except question 17) is accompanied by supplementary explanations which may help to clarify its meaning or to divide it into more restricted subquestions.

You are asked to send your typed replies to the address below before January 31, 1981. All replies will be returned to each participant before the conference. They will also be examined by the organizing committee, and, taken together, they will determine which topics will be discussed at the conference.

We are aware of the magnitude and difficulty of the problems we have raised here. On behalf of the organizing committee for the conference "The Evaluation of Research in the Social Sciences", I should like to express my sincere gratitude for the time and effort that you will be putting into this exacting questionnaire. We are convinced that, at this point in time, it is important to try to develop, whatever the difficulties, an overall concept for evaluating the state of research in the social sciences. You may rest assured that your collaboration in this regard will be of inestimable value.

I also wish to gratefully acknowledge the help of a number of people who contributed to the production of this questionnaire. Very special thanks go to my colleague Nicolas Kaufmann, to professor Robert Nadeau (from U.Q.A.M.), and to Suzanne Leblanc and Claude-Elizabeth Perreault, graduate students at U.Q.T.R., for their constant help in the preparation of the questionnaire. The enlightened advice of some of the future participants concerning a preliminary version of the questionnaire were, needless to say, extremely useful. In this regard, particular thanks are due to David Braybrooke, William H. Dray, Jean-Claude Guédon, Maurice Lagueux, John Mayne, Gilles Pâquet, John Trent

and Sid Wise. Of course, none of these people can be held responsible for the weaknesses of the present questionnaire. Finally, I wish to express my gratitude to Martha Hutchinson, student in translation here at U.Q.T.R., and to professor Jeoffrey Vitale, director of the "Modern Languages Department", for their assistance in the writing and revision of the English version of the questionnaire, as well as to Colette Magnan and Jeannine Beaudoin for their able and patient typing and retyping of different versions of the manuscript.

Claude Panaccio

Department of Philosophy
Université du Québec à Trois-Rivières
C.P. 500
Trois-Rivières, Qué.
G9A 5H7

Tel.: office: (819) 376-5342
res. : (819) 532-2321

I. The Cognitive Value of the Social Sciences

Question 1. What kinds of scientific results should social sciences preferably seek to produce?

Explanations: It is not here a matter of identifying the themes with which research should deal, but rather, of characterizing in a general way the kind of knowledge the production of which should, in your opinion, be considered a priority for the social sciences today.

To what extent should the social sciences aim at formulating theories? And what kind of theories? (a unified theory of social phenomena, or middle-range theories? axiomatized theories or not, etc.)?

Should the social sciences emphasize rather the description of phenomena (descriptive statistical statements, public opinion polls, etc.)?

Should they aim at explaining phenomena? What type of explanation would this involve? (explanations in terms of general laws? causes? goals? motives?).

Should they aim rather at interpretation or comprehension of social phenomena? If so, in what sense?

Should they attempt to make predictions?

Question 2. What is your personal evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level?

Explanations: The Five-Year Plan of the S.S.H.R.C.C. notes a certain number of problems of all types concerning the current state of research in the social sciences (in Canada). The first of these, according to the Council, involves the "need for stronger theoretical bases" (A proposed five-year plan, p. 8).

What is your reaction to this diagnosis?

Do you feel that there is today too much theoretical research in social sciences? Or not enough?

In the areas with which you are familiar, is theoretical research working along the lines which you would judge to be the most fruitful? For example: is it too general? Or not general enough? Too formalized? Or not sufficiently? Too much subject to current ideological pressures? Or too "objectivistic"?

Are the criteria for exactness and rigor

currently invoked in theory construction adequate? Are they adequately used?

Are the social sciences too scattered at the theoretical level?

Is the current state of epistemological research regarding the social sciences satisfactory?

Question 3. What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?

Explanations: Is there sufficient agreement among the social scientists as to the interpretation of the key-terms?

To what extent should the social sciences go beyond divisions of disciplines, nations, ideologies or theories and seek to unify the language (or languages) that they use? (for example: Do you feel that an international project for the standardization of terminology would be relevant?)

Are the techniques of definition currently used adequate?

Is there enough formalization (or mathematics) in the current languages of social sciences? Or too much? What kinds of mathematics would be the most useful in the social sciences today (probabilities, set theory, system theory, etc.)? Are natural languages satisfactory tools for the social sciences?

Do the social sciences today give too much

importance, or not enough, to intentional terms, denoting for instance actions, intentions or beliefs, rather than events, causes or observable behaviors?

Do the social sciences today give too much importance, or not enough, to evaluative language?

Is the language of the social sciences too specialized? or not specialized enough? Should social scientists try to be more easily understood by non-specialists?

This question, like the others, is very general, but let us not forget the rules of the game: each participant may, if he or she wishes, emphasize one or another of its aspects.

Question 4. What is your personal evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences?

Explanations: Are the methods for data collection in the social sciences adequately studied, and, in general, adequately used? For example: have the methods for observation, surveying, or experimentation, been adequately adapted to the specific needs of the social sciences?

Should there be a distinction between the heuristic methods of discovery and the empirical methods for testing theoretical hypotheses? If so, how can this distinction be formulated?

Are the methods for data-processing (shaping, classifying, stocking, etc.) adequate? Do they allow for satisfactory systematic comparisons between the results obtained by different researchers? And do they allow for re-utilization of the data in new theoretical contexts?

Generally, is the knowledge generated by the social sciences based firmly enough on empirical studies?

Question 5. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the state of research in the social sciences on the cognitive level?

Explanations: Your diagnosis of the preceding questions was probably more or less intuitive. Do you see any way of conducting systematic studies that might allow one to complete, refine and confirm (or refute) this diagnosis?

In other words: What is the best scientific way of providing a description, an analysis, and an evaluation of the theoretical and methodological state of research in the social sciences?

Can you suggest some of the indicators that might be used in such systematic studies?

Do you feel that such studies are in order at this point in time?

II. The Social Utility of the Social Sciences

Question 6. What kinds of social benefits should our societies expect from research in the social sciences?

Explanations: What advantages can a given society (or even society on an international level) expect from an economic investment (financial or other) in research in the social sciences?

In particular: Can the social sciences contribute to the definition of social goals? And, if so, how?

To what extent can the social sciences contribute to the choice of measures to be taken?

What role can research in the social sciences play in the decision-making processes of public or private organizations (governments, private enterprise, trade unions, etc.)?

What kind of research would, in this regard, be the most useful (policy analysis, program evaluation, public opinion polls, social or economic predictions, etc.)?

What advantages are there for a society (or for certain social groups) in publishing the results of research among the general public?

Can (and should) research in the social sciences lead to (or contribute to) technological applications?

What are the main hindrances to an adequate social utilization of research in the social sciences (high costs, particularities of the political or administrative system, the non-conclusiveness of research, disagreements between social scientists themselves, inadequate communication with the public, etc.)?

Question 7. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by public administrations?

Explanations: In the areas with which you are familiar, how would you characterize the main types of current utilizations of research in the social sciences (or of its results) by public administrations?

Are you of the opinion that research in the social sciences is under-utilized by public administrations? Or, on the contrary, do you think it too pervasive? Is it used in an optimal way? And, if not, why?

Do you feel that research in the social sciences is presently used by public administrations to serve certain social interests in particular (for example, the interests of certain groups at the expense of others)? What is your evaluation of this situation?

Is there, in principle, a contradiction between democracy and the political use of specialized knowledge such as that produced by the social sciences?

Question 8. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by private enterprise?

Explanations: In the areas with which you are familiar, how would you characterize the main types of current utilizations of research in the social sciences (or of its results) by private enterprise (including private companies, non-profit making organizations, corporations, trade unions, etc.).

Is research in the social sciences under-utilized by private enterprise? Or, on the contrary, is it too pervasive? Is it used in an optimal way? And, if not, why?

Is there, in principle, a contradiction between the interests of private enterprise and those of research in the social sciences?

Question 9. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences among the general public?

Explanations: In the areas with which you are familiar, how would you characterize the main types of current utilizations of research in the social sciences (or of its results) among the general public? For example, does it play a role in the intellectual formation of the public? in the ideological mystification of the public? in the elaboration of world-views? or even in the entertainment of the public? etc.

Is research in the social sciences used in an optimal way by the general public? And, if not, why?

Is there, in principle, a contradiction between the specialized character of the social sciences and their adequate utilization by the general public?

Question 10. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences?

Explanations: It can once again be assumed that your analysis, when replying to the preceding questions, was more or less intuitive. Do you see any way of conducting systematic studies that might allow one to complete, refine, and confirm (or refute) this analysis?

In other words: What is the best scientific way of providing a description, an analysis and an evaluation of the social (or political or economic) utilizations of research in the social sciences?

Can you suggest some of the indicators which might be used in such systematic studies?

Do you feel that such studies are in order at this point in time?

III. The Organization of Research in the Social Sciences

Question 11. What should be, in the existing state of affairs, the main objectives assigned to the organizational process of research in the social sciences?

Explanations: A great part of the research carried out in the social sciences is administered, funded, produced and published within the framework of a complex organizational system (governmental or government-related organizations, university institutions, private industry, learned societies, informal exchange networks, etc.). The working of the whole system is what we call here "the organizational process of research in the social sciences".

In this question, you are asked to identify at least some of the primary objectives that should be assigned to this process as a whole, or to some of its more important componants.

For example, we may ask ourselves if it is more important at this stage to accelerate the production of new information of all kinds, or rather to orient research towards socially pressing issues.

Should we aim for a unification of the theories and methodology of the social sciences? Or again, for the democratization of this knowledge? For its organization on an international level? Or for the rationalization of national institutions?

Question 12. What is your personal evaluation of the current system of funding in the social sciences?

Explanations: Is the current equilibrium (for example, in Canada) between the different sources of funding for the social sciences (governments, private enterprise, academic institutions) satisfactory?

Is the current system of funding too centralized? Or not centralized enough? Too directive? or not sufficiently so?

Do our societies contribute overall enough money and resources to research in the social sciences?

Are the resources adequately distributed? In particular: are the current systems for evaluating projects (or their results) satisfactory?

Question 13. What is your personal evaluation of the current system of production of research in the social sciences?

Explanations: Is the current organization and distribution (for example, in Canada) of the institutional units within which research is produced (university departments, governmental or private research services, research institutes, organized groups, etc.) satisfactory?

Is the current organization of exchanges and interactions between social scientists at the national and international levels (learned societies, specialized periodicals, international organizations, etc.) satisfactory?

Is the internal control of the quality of research by the scientific community itself adequate?

Question 14. What is your personal evaluation of the current system of transmission of the results of research in the social sciences among non-specialists?

Explanations: Are the results of research adequately transmitted to:

- specialists in other areas of the social sciences?
- other scientists?
- public administrators?
- private administrators?
- the general public?

How do you evaluate the current state of vulgarization of research in the social sciences?

Question 15. What is your personal evaluation of the current system for the training of researchers in the social sciences?

Explanations: Is the current organization and distribution (for example, in Canada) of training institutions for researchers in social sciences satisfactory?

Generally, do the training programs for researchers in the social sciences adequately answer current needs?

Is the awards system satisfactory?

Are we preparing too many researchers in social sciences? Or not enough? Is the current state of employment in the field such that it makes possible a future optimal use of those students who are now preparing themselves to become researchers?

Question 16. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the current organizational process of research in the social sciences?

Explanations: You have probably once again supplied a more or less intuitive diagnosis for the preceding questions. Do you see any way of conducting systematic studies that might allow one to complete, refine, and confirm (or refute) this diagnosis?

In other words: How might one provide, as scientifically as possible, a description, an analysis and an evaluation of the organization of research in the social sciences?

Can you suggest some of the indicators that might be used in such systematic studies?

Do you feel that such studies are in order at this point in time?

IV. Miscellanea

Question 17. Do you have any further relevant remarks (i.e., which have not already been included among your previous answers) concerning the themes of the conference? If so, please feel free to make them.

BIBLIOGRAPHIE D'APPOINT

Présentation

Ce n'est pas sans appréhension que nous soumettons la présente bibliographie. L'ampleur des sujets couverts combinée à la limitation de nos propres compétences, les pièges habituels de l'entreprise bibliographique combinés aux restrictions de temps que nous nous étions imposées, tout cela rend inévitablement le choix des ouvrages retenus quelque peu arbitraire et hausse considérablement la probabilité que des erreurs de description se soient glissées ici et là.

Malgré tout, malgré ses déficiences et ses lacunes, cette bibliographie nous a semblé pouvoir constituer un instrument de travail non-négligeable pour la préparation du colloque "L'évaluation de la recherche en sciences sociales", ou pour toute autre entreprise, individuelle ou collective, de réflexion globale sur la recherche en sciences sociales.

Nous n'avons évidemment pas visé l'exhaustivité. Notre objectif était surtout de fournir des points de repère, des indications bibliographiques révélatrices de l'état actuel des préoccupations philosophiques, sociologiques et politiques relatives aux sciences sociales, révélatrices aussi de la diversité des disciplines concernées, de même que des principales problématiques

et des principaux courants de pensée qui s'y croisent ou s'y affrontent. Indépendamment même du colloque de Grand'Mère, peut-être cela favorisera-t-il - modestement - quelques excursions extradisciplinaires et quelques rencontres interdisciplinaires, aujourd'hui devenues indispensables.

La bibliographie est répartie en six sections. Les deux premières concernent respectivement la philosophie et la sociologie des sciences en général. Les trois suivantes portent chacune sur l'un des trois thèmes du colloque: les aspects cognitifs des sciences sociales (section 3), les usages sociaux des sciences sociales (section 4), l'organisation de la recherche en sciences sociales (section 5). La dernière section enfin est consacrée à six disciplines particulières: l'anthropologie, l'économie, la géographie, l'histoire, la science politique et la sociologie.

Dans chaque section, nous n'avons retenu que des livres, individuels ou collectifs, laissant systématiquement de côté tous les articles de revue, même importants, qui n'ont pas encore été repris dans des recueils. Nous avons en outre mis résolument l'accent sur la production bibliographique des dix ou quinze dernières années, ne conservant de la période précédente que quelques classiques spécialement significatifs.

Ce n'est encore là qu'un instrument quelque peu artisanal. Notre espoir est qu'il serve tout de même à quelque chose, et nous invitons du reste chacun d'entre vous à nous communiquer toute autre information ou toute correction bibliographique pertinente. Peut-être pourrait-on songer le cas échéant à mettre au point une nouvelle version plus adéquate.

Je voudrais en terminant signaler avec reconnaissance le travail fastidieux et ingrat qu'ont dû accomplir dans la préparation de cette bibliographie nos deux documentalistes Suzanne Leblanc et Claude-Elizabeth Perreault.

Claude Panaccio,
Professeur.

Section 1. Philosophie contemporaine des sciences:

quelques points de repère.

- ACHINSTEIN, P. Law and Explanation, London: Oxford University Press, 1971.

- AGASSI, J. Science in Flux, Boston: Reidel, 1975.

- AMSTERDAMSKI, S. Between Experience and Metaphysics, Boston: Reidel, 1975.

- ASQUITH, P.D., and H.E. KYBURG (eds.). Current Research in Philosophy of Science, East Lansing, Mich.: Philosophy of Science Association, 1979.

- BRAND, M. (ed.). The Nature of Causation, Urbana, Ill.: University of Illinois Press, 1976.

- BUNGE, M. Scientific Research, 2 vols., Berlin: Springer, 1967.

- CARNAP, R. Logical Foundations of Probability, Chicago: University of Chicago Press, 1950.

- CARNAP, R. Philosophical Foundations of Physics, New-York: Basic Books, 1966; (repris sous le titre An Introduction to the Philosophy of Science, 1974).

- COHEN, R.S., and M.W. WARTOFSKY (eds.). Methodological and Historical Essays in the Natural and Social Sciences, Boston: Reidel, 1974. (lere éd.: 1969).

- COLODNY, R. (ed.). The Nature and Function of Scientific Theories, Pittsburg, Pa.: University of Pittsburg Press, 1970.

- COLODNY, R. (ed.). Paradigms and Paradoxes, Pittsburg, Pa.: University of Pittsburg Press, 1972.

- FEIGL, H., and M. BRODBECK (eds.). Readings in the Philosophy of Science, New York: Appleton-Century-Crofts, 1953.

- FEIGL, H., et al. (eds.). Minnesota Studies in the Philosophy of Science, 3 vols., Minneapolis: University of Minnesota Press, 1956-62.

- FEYERABEND, P. Aganist Method, London: New Left Books, 1975.

- FEYERABEND, P.K., and G. MAXWELL (eds.). Mind, Matter and Method - Essays in Philosophy of Science in Honor of Herbert Feigl, Minneapolis: University of Minnesota Press, 1966.

- GIERE, R. Understanding Scientific Reasoning, New York: Holt, Rinehart and Winston, 1979.

- HACKING, I. The Emergence of Probability, Cambridge: Cambridge University Press, 1975.

- HANSON, N.R. Patterns of Discovery, Cambridge: Cambridge University Press, 1958.

- HANSON, N.R. Observation and Explanation: A guide to Philosophy of Science, New York: Harper and Row, 1971.

- HARDING, S. (ed.). Can Theories Be Refuted? Boston: Reidel, 1976.

- HARPER, W.L., and C.A. HOOKER (eds.). Foundations of Probability Theory, Statistical Inference, and Statistical Theories in Science, 3 vols., Boston: Reidel, 1976.

- HARRE, R. The Principles of Scientific Thinking,(2d. ed.), London: MacMillan, 1972.

- HEMPEL, C. Fundamentals of Concept Formation in Empirical Science, Chicago: The University of Chicago Press, 1952.

- HEMPEL, C. Aspects of Scientific Explanation and Other Essays in the Philosophy of Science, New York: Free Press, 1965.

- HESSE, M. The Structure of Scientific Inference, Berkeley: University of California Press, 1974.

- HOWSON, C. (ed.). Method and Appraisal in the Physical Sciences, London: Cambridge University Press, 1976.

- KLEMKE, E.D., R. HOLLINGER, and A.D. KLINE (eds.) Introductory Readings in the Philosophy of Science, Buffalo: Prometheus Books, 1980.

- KUHN, T.S. The Structure of Scientific Revolutions, Chicago: University of Chicago Press, 1962. (enlarged ed., 1970).

- KUHN, T.S. The Essential Tension. Selected Studies in Scientific Tradition and Change, Chicago: University of Chicago Press, 1977.

- KYBURG, H.E. Philosophy of Science: a Formal Approach, New York: Macmillan, 1968.

- KYBURG, H.E. The Logical Foundations of Statistical Inference, Boston: Reidel, 1974.

- LADRIERE, J. Les enjeux de la rationalité. Le défi de la science et de la technologie aux cultures, Paris: Aubier - Montaigne, 1977.

- LAKATOS, I. Proofs and Refutations. London: Cambridge University Press, 1976.

- LAKATOS, I., and A. MUSGRAVE (eds.). Criticism and the Growth of Knowledge, Cambridge: Cambridge University Press, 1970.

- LAUDAN, L. Progress and Its Problems, Berkeley: University of California Press, 1977.

- LEVI, I. Gambling with Truth, New York: Knopf, 1967.

- MORGENBESSER, S., P. SUPPES, and M. WHITE (eds.). Essays in Honor of Ernest Nagel: Philosophy, Science, and Method, New York: St. Martin's, 1969.

- NAGEL, E. The Structure of Science, New York: Harcourt Brace 1961. (2nd ed.: Indianapolis: Hackett, 1979).

- NEURATH, O., R. CARNAP, and C. MORRIS (eds.). International Encyclopedia of Unified Science, 2 vols. (10 parts each), Chicago: University of Chicago Press, 1938-69.

- PIAGET, J. (éd.). Logique et connaissance scientifique, Paris: Gallimard, 1967.

- PEARCE, G., and P. MAYNARD (eds.). Conceptual Change, Boston: Reidel, 1973.

- POPPER, K. The Logic of Scientific Discovery, London: Hutchinson, 1959.

- POPPER, K. Conjectures and Refutations: The Growth of Scientific Knowledge, New York: Harper and Row (2e ed.), 1965.

- POPPER, K. Objective Knowledge: An Evolutionary Approach, Oxford: Clarendon Press, 1972.

- PRZELECKI, M., K. SZANIAWSKI, and R. WOJCICKI (eds.). Formal Methods of the Methodology of Science, Wroclaw: Ossolineum, 1976.

- PUTNAM, H. Mathematics, Matter and Method, Philosophical Papers, vol. I, Cambridge: Cambridge University Press, 1975 (2e éd. revue: 1979).

- RADNITZKY, G. Contemporary Schools of Metascience, Chicago: Henry Regnery, 1973. (1st ed.: 1968).

- RESCHER, N. Scientific Explanation, New York: Free Press, 1970.

- SALMON, W. The Foundations of Scientific Inference, Pittsburg: University of Pittsburg Press, 1966.

- SALMON, W. Statistical Explanation and Statistical Relevance, Pittsburg: University of Pittsburg Press, 1970.

- SCHEFFLER, I. The Anatomy of Inquiry: Philosophical Studies in the Theory of Science, New York: Knopf, 1963.

- SCHEFFLER, I. Science and Subjectivity, New York: Bobbs - Merrill, 1967.

- SELLARS, N. Science, Perception and Reality, London: Routledge and Kegan Paul, 1963.

- SIMON, H.A. Models of Discovery, Boston: Reidel, 1977.

- SOSA, E. (ed.). Causation and Conditionals, Oxford: Oxford University Press, 1975.

- STEGMULLER, W. The Structure and Dynamics of Theories, New York: Springer, 1976.

- STEGMULLER, W. Collected Papers on Epistemology, Philosophy of Science and History of Philosophy, Boston: Reidel, 1977.

- SUPPE, F. (ed.). The Structure of Scientific Theories, (2nd ed.) Urbana, Ill.: University of Illinois Press, 1977.

- SUPPES, P. Studies in the Methodology and Foundations of Science, Boston: Reidel, 1969.

- TOULMIN, S. Foresight and Understanding, London: Harper and Row, 1963.

- VAN FRASSEN, B. The Scientific Image, Oxford: Oxford University Press, 1980.

Section 2. Sociologie et politique des sciences:

quelques points de repère.

- BAHRDT, H.P. Wissenschaftssoziologie - ad hoc Beiträge zur Wissenschaftssoziologie und Wissenschaftspolitik aus den letzten zehn Jahren (Sociology of Science - ad hoc Conbributions to the Sociology of Science and Science Policy - making During the Last Ten Years), Düsseldorf: Bertelsmann Universitätsverlag, 1971.

- BARBER, B. Science and the Social Order, Glencoe, Ill.: Free Press, 1952.

- BARBER, B., and W. HIRSCH (eds.). The Sociology of Science, Glencoe, Ill.: Free Press, 1962.

- BARNES, B. (ed.). Sociology of Science: Selected Readings, Hammondsworth, Eng.: Penguin Books, 1972.

- BERNAL, J.D. The Social Funtion of Science, London: Routledge, 1939.

- BLISSETT, M. Politics in Science, Boston: Little Brown, 1972.

- BLUME, S.S. Toward a Political Sociology of Science, New York: Free Press, 1974.

- BOALT, G. The Sociology of Research, Carbondale: Southern Illinois University Press, 1969.

- BOFFEY, P.M. The Brain Bank of America, New York: McGraw-Hill, 1975.

- BROOKS, H. The Government of Science, Cambridge, Mass.: M.I.T. Press, 1968.

- CALDWELL, L.K. Science, Technology and Public Policy: A Selected and Annotated Bibliography, 2 vols., Bloomington: Indiana University Press, 1968-69.

- COLE, J., and S. COLE, Social Stratification in Science, Chicago: University of Chicago Press, 1973.

- CRANE, D. Invisible Colleges. Diffusion of Knowledge in Scientific Communities, Chicago: University of Chicago Press, 1972.

- ELKANA, Y., et al. (eds.). Toward a Metric of Science. The Advent of Science Indicators, New York: Wiley, 1977.

- FREEMAN, C. The Measurement of Scientific and Technological Activities. Proposals for the Collection of Statistics on Science and Technology on an Internationally Uniform Basis, Paris: UNESCO, 1969.

- FRIEDMAN, R.S. Professionalism. Expertise and Policy-Making, New York: General Learning Press, 1971.

- FRIEDRICH, H. Staatliche Verwaltung und Wissenschaft (Public Administration and Science) Frankfurt: Deutsche Verlags-Anstalt, 1970.

- GASTON, J. Originality and Competition in Science, Chicago: University of Chicago Press, 1971.

- GILPIN, R., and C. WRIGHT (eds.). Scientists and National Policy-Making, New York: Columbia University Press, 1964.

- GOLDSMITH, M., and A. MACKAY (eds.). The Science of Science: Society in the Technological Age, London: Souvenir Press, 1964.

- GREENBERG, D. The Politics of American Science, London: Pelican Books, 1969.

- HABERER, J. Politics and the Community of Science, New York: Van Nostrand Reinhold, 1969.

- HAGERSTRAND, T. Innovation Diffusion as a Spatial Process, Chicago: University of Chicago Press, 1967.

- HAGSTROM, W. The Scientific Community, New York: Basic Books, 1965.

- HIRSCH, J. Wissenschaftlich-technischer Fortschritt und politisches System. Organisation und Grundlagen administrativer Wissenschaftsförderung (Scientific-Technological Progress and the Political System: the Organization and Basis of Administrative Encouragement of Science), Frankfurt: Suhrkamp, 1971.

- HOLTON, G., and W. BLANPIED (eds.). Science and Its Public: The Changing Relationship, Boston: Reidel, 1976.

- KATZ, J.E. Presidential Politics and Science Policy, New York: Praeger, 1978.

- KNORR, K., R. KROHN, and R. WHITLEY (eds.). The Social Process of Scientific Investigation, Boston: Reidel, 1980.

- KNORR, K.D., H. STRASSER, and H.G. ZILIAN (eds.). Determinants and Controls of Scientific Development, Boston: Reidel, 1975.

- KROHN, W., E.T. LAYTON, and P. WEINGARTEN (eds.). The Dynamics of Science and Technology, Boston: Reidel, 1978.

- MENDELSOHN, E., P. WEINGART, and R. WHITLEY (eds.). The Social Production of Scientific Knowledge, Boston: Reidel, 1977.

- MERTON, R.K. The Sociology of Science, Chicago: University of Chicago Press, 1973.

- MERTON, R.K., and J. GASTON (eds.). The Sociology of Science in Europe, Carbondale, Ill.: Southern Illinois University Press, 1977.

- MORAVCSIK, M.J. How to Grow Science, New York: Universe Books, 1980.

- MULKAY, M.J. The Social Process of Innovation, London: Macmillan, 1972.

- NARIN, F. Evaluative Bibliometrics. The Use of Publication and Citation Analysis in the Evaluation of Scientific Activity, Cherry Hill, N.J.: Computer Horizon, 1976.

- NATIONAL SCIENCE BOARD, Science Indicators 1972, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1973.

- NATIONAL SCIENCE BOARD, Science Indicators 1974, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1975.

- NATIONAL SCIENCE BOARD, Science Indicators 1976, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1977.

- NOWOTNY, H., and H. ROSE (eds.). Countermovements in the Sciences. The Sociology of the Alternatives to Big Science, Boston: Reidel, 1979.

- O.C.D.E. (O.E.C.D.), The Measurement of Scientific and Technical Activities. Proposed Standards for Surveys of Research and Development ("Frascati Manual"), Paris: O.C.D.E., 1963.

- O.C.D.E. (O.E.C.D.), Science, Growth and Society, Paris: O.C.D.E., 1971.

- O.C.D.E. (O.E.C.D.) The Research System, vols. 1, 2, 3, Paris: O.C.D.E., 1972-74-75.

- POLANYI, M. Personal Knowledge, Chicago: University of Chicago Press, 1958.

- POOLE, J.B., and K. ANDREWS (eds.). The Government of Science in Britain, London: Weidenfeld and Nicolson, 1972.

- PRICE, D.J. Little Science, Big Science, New York: Columbia University Press, 1963.

- RAVETZ, J.R. Scientific Knowledge and Its Social Problems, Oxford: Clarendon Press, 1971.

- ROSE, H., and S. ROSE, Science and Society, London: Allen Lane, Penguin Books, 1969.

- SALOMON, J.J. Science et politique, Paris: Seuil, 1970.

- SHANNON, J.A. (ed.). Science and the Evolution of Public Policy, New York: Rockefeller University Press, 1973.

- SCHOOLER, D. Science, Scientists, and Public Policy, New York: Free Press, 1971.

- SCHUON, K.T. Wissenschaft, Politik und Wissenschaftliche Politik (Science, Policy, and Scientific Policy), Köln: Pahl-Rugenstein Verlag, 1972.

- SHILS, E. (ed.). Criteria for Scientific Development: Public Policy and National Goals, Cambridge, Mass.: M.I.T. Press, 1966.

- SPIEGEL-RÖSING, I., and D.J. PRICE (eds.). Science, Technology and Society, Beverly Hills: Sage, 1977.

- STORER, N.W. The Social System of Science, New York: Holt, Rinehart and Winston, 1966.

- TERLECKYJ, N.E. State of Science and Research: Some New Indicators, A Chart Book Survey, Washington, D.C.: National Planning Association, 1976.

- TULLOCK, G. The Organization of Inquiry, Turham, N.C.: Duke University Press, 1966.

- WEINGART, P. Die amerikanische Wissenschaftslobby. Zum sozialen und politische Wandel des Wissenschaftssystems im Prozess der Forschunsplanung (The American Science Lobby: Social and Political Change in the Science System through the Process of Research Planning), Düsseldorf: Bertelsmann Universitätsverlag, 1970.

- WHITLEY, D. (ed.). Social Processes of Scientific Development, London: Routledge and Kegan Paul, 1974.

- ZUCKERMAN, H. Scientific Elite: Nobel Laureates in the United States, New York: Free Press, 1977.

Section 3. Aspects cognitifs des sciences sociales en général

- ADORNO, T.W., et al. The Positivist Dispute in German Sociology, New York: Harper and Row, 1976.

- APEL, K.O. Analytic Philosophy of Language and Geisteswissenschaften, Boston: Reidel, 1967.

- APTER, D.E., and C.F. ANDRAIN (eds.). Contemporary Analytical Theory, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1972.

- ARMER, M., and A.D. GRIMSHAW (eds.). Comparative Social Research Methodological Problems and Strategies, New York: Wiley, 1973.

- ATKIN, R. Mathematical Structure in Human Affairs, London: Allen and Unwin, 1974.

- BALDAMUS, W. The Structure of Sociological Inference, London: Martin Robertson, 1976.

- BARNES, B. Scientific Knowledge and Sociological Theory, London: Routledge and Kegan Paul, 1974.

- BENN, S.I., and J.W. MORTIMORE (eds.). Rationality and the Social Sciences. Contributions to the Philosophy and Methodology of the Social Sciences, London: Routledge and Kegan Paul, 1976.

- BERNSTEIN, R.J. The Restructuring of Social and Political Theory, New York: Harcourt Brace and Jovanovich, 1976.

- BETZ, H.K. (ed.). Recent Approaches to the Social Sciences, Calgary: Faculty of Social Sciences, 1979.

- BLACKBURN, R. (ed.). Ideology in Social Science. Readings in Critical Social Theory, New York: Random House, 1972.

- BLALOCK, H.M. (eds.) Causal Models in the Social Sciences, Chicago: Aldine Atherton, 1971.

- BLOOR, D. Knowledge and Social Imagery, London: Routledge and Kegan Paul, 1976.

- BOGDAN, R., and S.I. TAYLOR, Introduction to Qualitative Research Methods. A Phenomenological Approach to the Social Sciences, London: Wiley, 1975.

- BOUDON, R. L'analyse mathématique des faits sociaux, Paris: Plon, 1967. (2e éd. revue: 1970).

- BRAYBROOKE, D. (ed.). Philosophical Problems in the Social Sciences, New York: Macmillan, 1965.

- BRODBECK, M. (ed.). Readings in the Philosophy of the Social Sciences, New York: Macmillan, 1968.

- BROWN, R. Explanation in Social Science, Chicago: Aldine, 1963.

- BROWN, S.C. (ed.). Philosophical Disputes in the Social Sciences, Sussex: Harvester Press, 1979.

- BUCKLEY, W. Sociology and Modern Systems Theory, Englewood Cliffs, N. Jersey: Prentice-Hall, 1967.

- CLAVAL, P. Les mythes fondateurs des sciences sociales, Paris: P.U.F., 1980.

- CUNNINGHAM, F. Objectivity in Social Science, Toronto: University of Toronto Press, 1973.

- DALLMAYR, F.R., and T.A. Mc CARTHY, Understanding and Social Inquiry, Notre Dame: University of Notre Dame Press, 1977.

- DIESING, P. Patterns of Discovery in the Social Sciences, Chicago: Aldine-Atherton, 1971.

- GELLNER, E. Cause and Meaning in the Social Sciences, London: Routledge and Kegan Paul, 1973.

- GIDDENS, A. (ed.). Positivism and Sociology, London: Heinemann, 1974. (2e éd. revue: 1975).

- GIDDENS, A. New Rules of Sociological Method, London: Hutchinsen, 1976.

- GIDDENS, A. Central Problems in Social Theory: Action, Structure and Contradiction in Social Analysis, California: University of California Press, 1979.

- GIEPE, R.N., S. TOULMIN, and P.G. MORRISON, The Future of Philosophy of Science: Theory in the Social Sciences, Boston: Reidel, 1970.

- GRANGER, G.G. Pensée formelle et sciences de l'homme, Paris: Aubier-Montaigne, 1967.

- HABERMAS, J. Zur Logik der Sozialwissenschaften, Tübingen: Mohr, 1967.

- HABERMAS, J. Erkenntnis und Interesse, Frankfurt: Suhrkamp, 1968.

- HARRE, R., and P.F. SECORD, The Explanation of Social Behaviour, Oxford: Basil Blackwell, 1972.

- HARSANYI, J. Essays on Ethics, Social Behavior and Scientific Explanation, Boston: Reidel, 1976.

- HILGARD, E.R., et al. The Behavioral and Social Sciences: Outlook and Needs. A report by the Behavioral and Social Science Survey Committee, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1969.

- HINDESS, B. Philosophy and Methodology in the Social Sciences, New Jersey: Humanities Press, 1977.

- JARVIE, I.C. Concepts and Society, London: Routledge and Kegan Paul, 1972.

- LAZARSFELD, P., and M. ROSENBERG (eds.). The Language of Social Research. A Reader in the Methodology of Social Research, New York: Free Press, 1966.

- LAZARSFELD, P.F., A.K. PASANELLA, and M. ROSENBERG (eds.). Continuities in the Language of Social Research, New York: Free Press, London: Collier-Macmillan, 1972.

- LEINFELLNER, W., and E. KÖHLER (eds.). Developments in the Methodology of Social Sciences, Boston: Reidel, 1974.

- LESSNOFF, M. The Structure of Social Science: Philosophical Introduction, London: Unwin, 1974.

- MACHLUP, F. Methodology of Economics and Other Social Sciences, New York: Academic Press, 1978.

- MADGE, J. The Tools of Social Science, Garden City, N.Y.: Anchor Books, 1965.

- MANNINEN, J., and R. TUOMELA (eds.). Essays on Explanation and Understanding Studies in the Foundations of Humanities and Social Sciences, Boston: Reidel, 1976.

- MARKOVIC, M., and G. PETROVIC (eds.). Praxis. Yugoslav Essays in the Philosophy and Methodology of the Social Sciences, Boston: Reidel, 1979.

- MATTESSICH, R. Instrumental Reasoning and Systems Methodology, Boston: Reidel, 1978.

- MC CLELLAND, P.D. Causal Explanation and Model Building in History, Economics, and the New Economic History, Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1975.

- MERTON, R.K. On Theoretical Sociology. Five Essays, Old and New, New York: Free Press, 1967.

- MITROFF, I.I., and R.H. KILMANN, Methodological Approaches to Social Sciences, San Francisco: Jossey-Bass, 1978.

- NATANSON, M. (ed.). Phenomenology of the Social Sciences: A Reader, New York: Random House, 1963.

- NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES, The Behavioral and Social Sciences: Outlook and Needs, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1969.

- NOSSITER, T.J. (ed.). Imagination and Precision in the Social Sciences, London: Faber, 1972.

- NOWAK, S. Understanding and Prediction. Essays in the Methodology of Social and Behavioral Theories, Boston: Reidel, 1976.

- NOWAK, S. Methodology of Sociological Research. General Problems, 2 vols., Boston: Reidel, 1977.

- PAWLOWSKI, T. Concept Formation in the Humanities and the Social Sciences, Boston: Reidel, 1980.

- PHILLIPS, D.C. Holistic Thought in Social Sciences, London: Macmillan, 1976.

- PÖRN, I. Action Theory and Social Sciences. Some Formal Models, Boston: Reidel, 1977.

- RABINOW, P. and W.M. SULLIVAN (eds.). Interpretive Social Science. A Reader, Berkeley: University of California Press, 1979.

- RUDNER, R. Philosophy of Social Science, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1966.

- RYAN, A. The Philosophy of the Social Sciences, London: Macmillan, 1970.

- SCHUTZ, A. Collected Papers, 3 vols, The Hague: Nijhoff, 1964-66.

- SHILLS, E. The Calling of Sociology and Other Essays on the Pursuit of Learning, Chicago: University of Chicago Press, 1980.

- SHYE, S. Theory Construction and Data Analysis in the Behavioral Sciences, San Francisco: Jossey-Bass, 1978.

- SNIZEK, W.E., E.R. FUHRMAN, and M.K. MILLER (eds.). Contemporary Issues in Theory and Research: A Metasociological Perspective, Westport, Conn.: Greenwood Press, 1979.

- SZTOMPKA, P. Sociological Dilemmas. Toward a Dialectic Paradigm, New York: Academic Press, 1979.

- TAYLOR, C. The Explanation of Behavior, London: Routledge and Kegan Paul, 1964.

- THOMAS, D. Naturalism and Social Science, Cambridge: Cambridge University Press, 1979.

- TUOMELA, R. Theoretical Concepts, New York: Springer-Verlag, 1973.

- UNESCO. Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines, Partie I: Sciences sociales, Paris: UNESCO-MOUTON, 1970.

- VON WRIGHT, G.H. Explanation and Understanding, London: Routledge and Kegan Paul, 1971.

- WEBER, M. Methodology of the Social Sciences, New York: Free Press, 1949.

- WIATR, J.J. (ed.). Polish Essays in the Methodology of the Social Sciences, Boston: Reidel, 1979.

- WINCH, P. The Idea of a Social Science and Its Relation to Philosophy, London: Routledge and Kegan Paul, 1958.

Section 4. Utilisations des sciences sociales.

- ABT, C. (ed.). The Evaluation of Social Programs, Beverly Hills, California: Sage, 1977.

- AMERICAN ASSOCIATION FOR THE ADVANCEMENT OF SCIENCE Science for Society: A Bibliography, 6th ed. Washington, D.C.: AAAS, 1976.

- ARCHIBALD, K.A. The Utilization of Social Research and Policy Analysis, Washington: Washington University, 1968. (Ann Arbor, Mich.: University Microfilms).

- BAILEY, J. Social Theory for Planning, London: Routledge and Kegan Paul, 1975.

- BAILEY, J. Ideas and Intervention. Social Theory for Practice, London: Routledge and Kegan Paul, 1980.

- BANNER, D., S. DOCTORS, and A. GORDON. The Politics of Social Program Evaluation, Cambridge; Ballinger Press, 1975.

- BARRINGTON, M. Political Power and Social Theory, New York: Harper, 1962.

- BOULDING, K. The Impact of the Social Sciences, New Brunswick, N.J.: Rutgers University Press, 1966.

- BRAYBROOKE, D., and C.E. LINDBLOM. A Strategy of Decision: Policy Evaluation as a Social Process, New York: Free Press, 1963.

- BULMER, M. (ed.). Social Policy Research, London: Macmillan, 1978.

- BURGESS, R.M., and R.W. LAWTON. Indicators of International Behavior. An Assessment of Events Data Research. Los Angeles: Sage, 1972.

- CAPLAN, N., A. MORRISON, and R.J. STAMBAUGH. The Use of Social Science Knowledge in Policy Decisions at the National Level, Ann Arbor, Mich.: University of Michigan, 1975.

- CARO, F.G. (ed.). Readings in Evaluation Research, New York: Russell Sage, 1971.

- CHERNS, A. Using the Social Sciences, London: Routledge and Kegan Paul, 1979.

- CHOUCRI, N., and T. ROBINSON (eds.). Forecasting in International Relations. Theory, Methods, Problems, Prospects, San Franscisco: W.H. Freeman, 1978.

- COLEMAN, J.S. Policy Research in the Social Sciences, Morristown, N.J.: General Learning Press, 1972.

- COOK, T.D., and C.S. REICHARDT (eds.). Quantitative and Qualitative Methods in Evaluation Research, Beverly Hills: Sage, 1979.

- CRAWFORD, E,, and N. PERRY (eds.). Demands for Social Knowledge, London: Sage, 1976.

- DOERN, G.B., and A.M. MASLOVE. The Public Evaluation of Government Spending, Toronto: Institute for Research on Public Policy, 1979.

- DOWNEY, L.D., and F. ENNS (eds.). The Social Sciences and Educational Administration, Edmonton, Alberta: University of Alberta, 1963.

- DROR, Y. Design for Policy Sciences, New York: American Elsevier, 1971.

- DYE, T. Understanding Public Policy, (2nd ed.). Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1975.

- FRANKEL, C. (ed.). Controversies and Decisions: The Social Sciences and Public Policy, New York: Russell Sage, 1976.

- FREEMAN, H.E., and C.C. Sherwood (eds.). Social Research and Social Policy, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1970.

- GOODWIN, L. Can Social Science Help Solve National Problems? Welfare: A Case in Point, New York: Free Press, 1975.

- GOULDNER, A.W., and S.M. MILLER. Applied Sociology: Opportunities and Problems, New York: Free Press, 1965.

- GREENBERGER, M., M CRENSON, and B.L. CRISSEY. Models in Policy Process, New York: Russell Sage, 1976.

- GREGG, P.M. (ed.). Problems and Theory in Policy Analysis, Lexington, Mass.: D.C. Heath, 1976.

- GROSS, B.M. (ed.). Social Intelligence for America's Future, Boston: Allyn and Bacon, 1969.

- HAVELOCK, R.J. et al. Planning for Innovation: Through Dissemination and Utilization of Knowledge, Ann Arbor: University of Michigan Press, 1977.

- HERRING, P. et al. Research for Public Policy, Washington, D.C.: Brookings Institution, 1966.

- HOROWITZ, I.L. The Use and Abuse of Social Science, (Rev. ed.), New Brunswick, N.J.: Transaction Books, 1975.

- HOROWITZ, I.L., and I.E. KATZ. Social Science and Public Policy in the United States, New York: Praeger, 1975.

- JANOWITZ, M. Political Conflict, Chicago: University of Chicago Press, 1970.

- KAHN, A.J. Theory and Practice of Social Planning, New York: Russell Sage, 1969.

- KAHN, A.J. Studies in Social Policy and Planning, New York: Russell Sage, 1969.

- KOMAROVSKY, M. (ed.). Sociology and Public Policy: The Case of Presidential Commissions, New York: Elsevier, 1975.

- LASSWELL, H.A. A Preview of the Policy Sciences, New York: Elsevier, 1971.

- LAZARSFELD, P. An Introduction to Applied Sociology, New York: Elsevier, 1975.

- LAZARSFELD, P.F., W.H. SEWELL, and H.L. WILENSKY (eds.). The Uses of Sociology, New York: Basic Books, 1967.

- LINDBLOM, C.E. The Policy - Making Process, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1968.

- LINDBLOM, C.E., and D. COHEN, Usable Knowledge, New Haven: Yale University Press, 1979.

- LIPSET, S.M. (ed.). Politics and the Social Sciences, New York: Oxford University Press, 1969.

- LYNN, L.J. (ed.). Knowledge and Policy: The Uncertain Connection, Washington, D.C.: National Academy of Sciences, 1978.

- LYONS, G.M. (ed.). Social Research and Public Policies. The Darmouth O.E.C.D. Conference, Hanover, N.H.: Public Affairs Center, 1975.

- MACRAE, D. The Social Function of Social Sciences, New Haven: Yale University Press, 1976.

- NACHMIAS, D. Public Policy Evaluation: Approaches and Methods, New York: St. Martin's Press, 1979.

- NAGEL, S.S. (ed.) Policy Studies and the Social Sciences, Lexington: Mass.: Lexington Books, 1975.

- NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES, Basic Research and National Goals, Washington, D.C.: Government Printing Office, 1965.

- NATIONAL SCIENCE BOARD, Knowledge into Action: Improving the Nation's Use of the Social Sciences, Washington, D.C.: National Science Foundation, 1969.

- NEJELSKI, P. (ed.). Social Research in Conflict with Law and Ethics, Cambridge, Mass.: Ballinger, 1976.

- NELSON, J.G., and C.A. GRAY (eds.). Evaluating Change, Edmonton, Al.: University of Alberta, 1978.

- O.C.D.E. (O.E.C.D.), The Social Sciences and the Policies of Governments, Paris: O.C.D.E., 1966.

- ORLANS, H. Contracting for Knowledge, San Francisco: Jossey-Bass, 1973.

- RASPORICH, A.W. (ed.). The Social Sciences and Public Policy in Canada, Calgary: Faculty of Social Sciences, 1979.

- REIN, M. Social Sciences and Public Policy, New York: Penguin, 1973.

- RIECKEN, H.W., and R.F. BORUCH, Social Experimentation: A Method for Planning and Evaluating Social Intervention, New York: Academic Press, 1974.

- ROSSI, P.H., H.E. FREEMAN, and S.R. WRIGHT, Evaluation: A Systematic Approach, London: Sage, 1979.

- ROSSI, P., and W. WILLIAMS (eds.). Evaluating Social Programs, New York: Seminar Press, 1972.

- ROTHENBERG, J. The Measurement of Social Welfare, Englewood Cliffs: Prentice-Hall, 1961.

- ROTHMAN, J. Planning and Organizing for Social Change, New York: Columbia University Press, 1974.

- ROTHSTEIN, R. Planning, Prediction and Policy making in Foreign Affairs, Boston: Little Brown, 1972.

- RUTMAN, L. (ed.). Evaluation Research Methods, Beverly Hills: Sage, 1977.

- SIMEY, T.S. Social Science and Social Purpose, London: Constable, 1968.

- STOKEY, E., and R. ZECKHAUSER, A Primer for Policy Analysis, New York: Norton, 1978.

- STRUENING, E., and M. GUTTENTAG (eds.). Handbook of Evaluation Research, Beverly Hills: Sage, 1975.

- THORSON, S. The Utilization of the Behavioral Sciences in Long Range Forecasting and Policy Planning, vol I, Columbus, Ohio: The Ohio State University Research Foundation, 1976.

- U.S., COMPTROLLER GENERAL, REPORT TO THE CONGRESS, Social Research and Development of Limited Use to National Policymakers, Washington, D.C.: U.S. General Accounting Office, 1977.

- U.S., CONGRESS HOUSE, COMMITTEE ON GOVERNMENT OPERATIONS, The Use of Social Research in Federal Domestic Programs, Washington, D.C.: Government Printing Office, 1967.

- WEISS, C.H. Evaluation Research, Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1972.

- WEISS, C.H. Using Social Research in Public Policy Making, Lexington, Mass.: D.C. Heath, 1977.

- WILDAVSKY, A. Speaking Truth to Power: The Art and Craft of Policy Analysis, Boston: Little, Brown, Winter, 1979.

- WILKINS, L.T. Social Policy, Action, and Research, London: Associated Book Publishers, 1967.

- WILKINS, L.T. Evaluation of Penal Measures, New York: Random House, 1969.

- WILLIAMS, W. Social Policy Research and Analysis, New York: Elsevier, 1971.

- YEHEZKEL, D. Public Policymaking Reexamined, San Francisco: Chandler, 1968.

- ZETTERBERG, H.L. Social Theory and Social Practice, New York: Bedminster, 1962.

- ZIRCHER, L.A., and C.A. BONJEAN (eds.). Planned Social Intervention, New York: Chandler, 1970

Section 5. Organisation de la recherche en sciences sociales.

- BATH UNIVERSITY, Investigation into Information Requirements of the Social Sciences, Bath University Library, 1971.

- BATH UNIVERSITY, Characteristics of Social Science Serials, Bath University, 1975.

- BATH UNIVERSITY, Size, Growth and Structure of Social Science Literature, Bath University, 1975.

- BATH UNIVERSITY, The Relationship between Primary and Secondary Literature in the Social Sciences, Bath University, 1976.

- BATH UNIVERSITY, The Collection and Construction of a File of Citation Data, Bath University, 1976.

- BATH UNIVERSITY, Towards the Improvement of Social Science Information Systems. Overview of Research Carried Out 1970-75, Bath University, 1978.

- BERNTEIN, I.N., and H.E. FREEMAN, Academic and Entrepreneurial Research, New York: Russell Sage, 1975.

- BEALS, R.L. Politics of Social Research, Chicago: Alding, 1969.

- BIDERMAN, A., and L. SHARP, The Competitive Evaluation Research Industry, Washington, D.C.: Bureau of Social Science Research, 1972.

- BONNEAU, L.P., et J.A. CORRY, Poursuivre l'optimum: politique de la recherche dans les universités au Canada, Rapport de la commission d'études sur la rationalisation de la recherche universitaire, Ottawa: A.U.C.C., 1972

- BRETON, R. Une orientation de la recherche politique dans le contexte canadien, Montréal; Institut de recherches politiques, 1977.

- BRITTAIN, J.M. Information and Its Users. A review with special reference to the social sciences, New York: Wiley, 1970.

- CHERNS, A.B., R. SINCLAIR, and W.I. JENKINS (eds.). Social Science and Government: Policies and Problems, London: Tavistock, 1972.

- CLARK, T.N. Prophets and Patrons: The French University and the Emergence of the Social Sciences, Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1973.

- COLE, S., L. RUBIN, and J.R. COLE, Peer Review in the National Science Foundation. Phase One of a Study, Washington, D.C.: National Academy of Sciences, 1978.

- CONSEIL CANADIEN DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES, Brief Submitted to the AUCC Commission to Study the Rationalization of University Research, Ottawa: C.C.R.S.S., 1972.

- CONSEIL DE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES DU CANADA, Projet de plan quinquennal. A Proposed Five-Year Plan, Ottawa: C.R.S.H.C., 1979.

- CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA, La recherche universitaire en péril. University Research in Jeopardy, Ottawa: C.S.C., 1979.

- CRAWFORD, E.T., and A.D. BIDERMAN (eds.). Social Scientists and International Affairs, New York: Wiley, 1969.

- DE REUCK, A., M. GOLDSMITH, and J. KNIGHT (eds.). Decision Making in National Science Policy, London: Churchill, 1968.

- DOERN, G.B. Science and Politics in Canada, Montréal: McGill-Queen's Press, 1971.

- DOERN, G.B., and P. AUCOIN (eds.). The Structures of Policy-Making in Canada, Toronto: Macmillan, 1971.

- EIDELL, T.L., and J.W. KITCHEL (eds.). Knowledge Production and Utilization in Educational Administration, Eugene, Ore. University of Oregon, 1968.

- FALARDEAU, J.C. L'essor des sciences sociales au Canada français, Québec: Minsitère des affaires culturelles, 1964.

- FEDERATION CANADIENNE DES ETUDES HUMAINES ET FEDERATION CANADIENNE DES SCIENCES SOCIALES, Guide de l'édition savante au Canada. A Guide to Scholarly Publishing in Canada, 3e éd., Ottawa: F.C.E.H. et F.C.S.S., 1979.

- FEDERATION CANADIENNE DES SCIENCES SOCIALES, Proceedings of the National Social Science Conference (Ottawa, 20-22 nov. 1975), Ottawa: F.C.S.S., 1977.

- FEDERATION CANADIENNE DES SCIENCES SOCIALES, Compilation of the Proceedings of the National Conference on the Policy of Strategic (Thematic) Research Grants (Ottawa, Jan.31-Feb. 1), Ottawa: F.C.S.S., 1980.

- FRIEDRICHS, R.W. A Sociology of Sociology, New York: Free Press, 1970.

- GOUVERNEMENT DU QUEBEC, Pour une politique québécoise de la recherche scientifique, Québec: Editeur officiel, 1979.

- GUINSBURG, T.N., and G.L. REUBER (eds.). Perspectives on the Social Sciences in Canada, Toronto: University of Toronto Press, 1974.

- HABERER, J. Politics and the Community of Science, New York: Van Nostrand Reinhold, 1969.

- HALMOS, P. (ed.). The Sociology of Sociology, The Sociology Review: Monograph No. 16, 1970.

- HEYWORTH, Lord, et al. Report of the Committee on Social Studies. Department of Education and Science, London: Her Majesty's Stationery Office, 1965.

- INSTITUTE FOR SCIENTIFIC INFORMATION, Social Sciences Citation Index, Philadelphia: Institute for Scientific Information (3 fois par an depuis 1970; index cumulatif annuel).

- LINDSEY, D. The Scientific Publications Systems in Social Science, London: Jossey-Bass, 1978.

- LITHWICK, N.H. Canada's Science Policy and the Economy, Toronto: Methuen, 1969.

- LOUBSER, J.J. Canadian International Links in the Social Sciences and Humanities, Ottawa: C.C.R.S.S., 1976.

- MACDONALD, J.B. et al. Le gouvernement fédéral et l'aide à la recherche dans les université canadiennes, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1969.

- MELTSNER, A.J. Policy Analysts in the Bureaucracy, Berkeley: University of California Press, 1976.

- NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES, The Behavioral Sciences and the Federal Government, Washington, D.C.: National Research Council, 1968.

- NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES, Evaluating Federal Support for Policy Research, Washington, D.C.: The National Academy of Sciences, 1979.

- OBERSCHALL, A. (ed.). The Establishment of Empirical Sociology: Studies in Continuity, Discontinuity and Institutionalization, New York: Harper and Row, 1972.

- O.C.D.E. (O.E.C.D.), Social Science Policy: France, Paris: O.C.D.E., 1975.

- OVERGAARD, H. (ed.). Problems of Social Science Research at Smaller Canadian Universities, Ottawa: C.C.R.S.S., 1975.

- RADOM, M. The Social Scientist in American Industry, New Brunswick, N.J.: Rutgers University Press, 1970.

- REYNOLDS, L.T., and J.M. REYNOLDS (eds.). Sociology of Sociology, New York: McKay, 1970.

- REYNOLDS, P.D. Ethical Dilemmas and Social Science Research, San Francisco: Jossey-Bass, 1979.

- SHILS, E.A. (ed.). Criteria for Scientific Development: Public Policy and National Goals, Cambridge, Mass.: M.I.T. Press, 1968.

- SYMONS, T.H.B. Se connaître. Le rapport de la commission sur les études canadiennes, Ottawa: A.U.C.C., 1975.

- TIMLIN, M.F., and A. FAUCHER, The Social Science in Canada/Les sciences sociales au Canada, deux études, Ottawa: C.C.R.S.S., 1968.

- TRENT, J.E., and R. DAVIDSON, Science Policy in Canada in the 80's: a Social Science Perspective, Ottawa: F.C.S.S., 1980.

- VERNEY, D., and D. VERNEY, The Future of the Social Science Research Council of Canada: An Academy of the Social Sciences? Ottawa: C.C.R.S.S., 1973.

- VERNEY, D., and D. VERNEY Social Science Research Organization in Canada and Selected European Countries, Ottawa: C.C.R.S.S., 1974.

Section 6. De quelques disciplines en particulier.

6.1 Anthropologie

- EDDY, E.M., and W.L. PARTRIDGE (eds.) Applied Anthropology in America, New York: Columbia Press, 1978.

- GLAZER, M. The Research Adventure. Promise and Problems of Field Work, New York: Random House, 1972.

- HYMES, D. (ed.) Reinventing Anthropology, New York: Random House, 1972.

- JARVIE, J.C. The Revolution in Anthropology, Chicago: Regnery, 1969.

- JOHNSON, A. Quantification in Cultural Anthropology. An Introduction to Research Design, Stanford, California: Stanford University Press, 1978.

- LEVI-STRAUSS, C. Anthropologie structurale, Paris: Plon, 1958.

- MANNERS, R.A., and D. KAPLAN (eds.). Theory in Anthropology, London, 1968.

- PELTO, P.J., and G.H. PELTO, Anthropological Research. The Structure of Inquiry, 2nd ed., Cambridge: Cambridge University Press, 1978.

- SMITH, R.J. (ed.). Social Organization and the Applications of Anthropology, Ithaca: Cornell University Press, 1974.

- TURNER, D.H., and G.A. SMITH (eds.). Challenging Anthropology. A Critical Introduction to Social and Cultural Anthropology, Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 1979.

- VON MERING, O., and L. KASDAN (eds.). Anthropology and the Behavioral and Health Sciences, Pittsburg: University of Pittsburg Press, 1970.

6.2 Economie

- GRUNBERG, E. The Structure of Economic Science: Essays on Methodology, Englewood - Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1966.

- HICKS, J. Causality in Economics, Oxford: Basil Blackwell, 1979.

- HOLLIS, M., and E. NELL, Rational Economic Man, Cambridge: Cambridge University Press, 1975.

- HUTCHISON, T.W. Positive Economics and Policy Objectives, London: George Allen and Unwin, 1964.

- HUTCHISON, T.W. Knowledge and Ignorance in Economics, Chicago: Univeristy of Chicago Press, 1977.

- HUTCHISON, T.W. On Revolution and Progress in Economic Knowledge, Cambridge: Cambridge University Press, 1979.

- KRUPP, S.R. (ed.). The Structure of Economic Science, Englewood-Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1966.

- LATSIS, S.J. (ed.). Method and Appraisal in Economics, Cambridge: Cambridge University Press, 1976.

- MISES, L. von, Human Action: A Treatise in Economics, New Haven, Conn., 1962.

- NORTON, H.S. The Role of the Economist in Government Policy Making, Berkeley, California: MacCutcham, 1968.

- ROSENBERG, A. Microeconomic Laws: A Philosophical Analysis, Pittsburg: University of Pittsburg Press, 1976.

- SHACKLE, G.L.S. Epistemics and Economics: A Critique of Economic Doctrines, Cambridge: Cambridge University Press, 1973.

6.3 Géographie

- ABLER, R., J.S. ADAMS, and P. Gould, Spatial Organization. The Geographer's View of the World, Englewood-Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1971.

- AMADEO, D., and R.G. GOLLEDGE, An Introduction to Scientific Reasoning in Geography, New York: Wiley, 1975.

- ANUCHIN, V.A. Theoretical Problems of Geography, Columbus: Ohio State University Press, 1977.

- BELANGER, M. (éd.). Le séminaire épistémologique, Québec: Université Laval, Département de géographie, 1975.

- CHORLEY, R. Directions in Geography, London: Methuen, 1973.

- COLE, J.P., and C.A.M. KING, Quantitative Geography. Technique and Theories in Geography, London: Wiley and Sons, 1968.

- DAVIES, W.K.D. (ed.). The Conceptual Revolution in Geography, Totowa, N.J.: Rowman and Littlefield, 1972.

- FIELDING, G.J. Geography as Social Science, New York: Harper and Row, 1974.

- FRENCH, H.M., and J.B. RACINE (eds.). Quantitative and Qualitative Geography. La nécessité d'un dialogue, Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 1971.

- GALE, S., and G. OLSSON, Philosophy in Geography, A Collection of Essays, Boston: Reidel, 1979.

- GREGORY, D. Ideology, Science and Human Geography, London: Hutchinsen, 1978.

- HALL, P., and S.W.E. VINCE, The Role of Applied Geography, London: Nelson, 1967.

- HARVEY, D. Explanation in Geography, London: Edward Arnold, 1969.

- LEY, D., and M.S. SAMUELS (eds.). Humanistic Geography: Prospects and Problems, London: Croom Helm, 1978.

- RACINE, J.B., et H. REYMOND, L'analyse quantitative en géographie, Paris: P.U.F., 1973.

- UNIVERSITE DE HAUTE BRETAGNE, La pensée géographique française contemporaine, Saint-Brieux: Presses universitaires de Bretagne, 1972.

6.4 Histoire

- AYDELOTTE, W.O., A.G. BOGUE, and R.W. FOGEL (eds.). The dimensions of Quantitative Research in History, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1971.

- ATKINSON, R.F. Knowledge and Explanation in History An Introduction to Philosophy of History, Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1978.

- BERGER, C. The Writing of Canadian History. Aspects of English-Canadian Historical Writing, 1900-1970, Toronto: Oxford University Press, 1976.

- CERTEAU, M., de. L'écriture de l'histoire, Paris: Gallimard, 1975.

- CHAUNU, P. Histoire, science sociale. La durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne, Paris: SEDES , 1974.

- DANTO, A.C. Analytical Philosophy of History, Cambridge: Cambridge University Press, 1965.

- DRAY, W. Laws and Explanation in History, Oxford: Oxford University Press, 1957.

- DRAY, W. (ed.). Philosophical Analysis and History, New York: Harper and Row, 1966.

- GARDINER, P.L. The Nature of Historical Explanation, New York: Oxford University Press, 1968.

- GARDINER, P. (ed.). Theories of History, Glencoe, Illinois: Free Press, 1959.

- GOLDSTEIN, L. Historical Knowing, Austin, Texas: University of Texas Press, 1976.

- KURGAN, G., et P. MOUREAUX (éds.). La quantification en histoire, Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles, 1973.

- LE GOFF, J., et P. NORA (éds.). Faire de l'histoire, 3 vols., Paris: Gallimard, 1974.

- LE ROY LADURIE, E. Le territoire de l'historien, Paris: Gallimard, 1973.

- MANDELBAUM, M. The Anatomy of Historical Knowledge, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1977.

- MUNZ, P. The Shapes of Time. A New Look at the Philosophy of History, Middletown, Conn.: Wesleyan University Press, 1977.

- MURPHEY, M.G. Our Knowledge of the Historical Past, Indianapolis: Bobbs-Merrill, 1973.

- STINCHCOMBE, A.L. Theoretical Methods in Social History, New York: Academic Press, 1978.

- TOPOLSKI, J. The Methodology of History, Boston: Reidel, 1977.

- VEYNE, P. Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie, Paris: Seuil, 1971.

6.5 Science politique

- FAY, B Social Theory and Political Science, London: Allen and Unwin, 1975.

- Mc LELLAND, C. Theory and the International System, New York: Macmillan, 1966.

- Mc LELLAND, C.A., et al. The Management and Analysis of International Event Data, Los Angeles: University of Southern California, 1971.

- MELANSON, P. Political Science and Political Knowledge, Washington, D.C.: Public Affairs Press, 1975.

- POOL, I. de S. Contemporary Political Science: Toward Empirical Theory, New York: McGraw-Hill, 1967.

- RANNEY, A. Political Science and Public Policy, Chicago: Markham, 1968.

- SHARKANSKY, I. (ed.). Policy Analysis in Political Science, Chicago: Markham, 1970.

6.6 Sociologie

- ABEL, T. The Foundation of Sociological Theory, New York: Random House, 1970.

- BENTON, T. Philosophical Foundations of the Three Sociologies, London: Routledge and Kegan Paul, 1977.

- BIRNBAUM, N. Toward a Critical Sociology, London: Oxford University Press, 1971.

- BOUDON, R. La crise de la sociologie, Genève: Droz, 1971.

- BOUDON, R. Les méthodes en sociologie, Paris: P.U.F., 1969.

- BOTTOMORE, T., and R. NISBET (eds.). A History of Sociological Analysis, New York: Baisc Books, 1978.

- CONNERTON, P. (ed.). Critical Sociology, London: Penguin, 1976.

- EISENSTADT, S.N., and M. CURELARU, The Forms of Sociology Paradigms and Crisis, New York: Wiley, 1976.

- EMMET, D., and A. MACINTYRE (eds.). Sociological Theory and Philosophical Analysis, London: Macmillan, 1970.

- GOULDNER, A. The Coming Crisis of Western Sociology, New York: Basic Books, 1970.

- HAGE, J. Techniques and Problems of Theory Constructions in Sociology, New York: Wiley, 1972.

- LACHENMEYER, C.W. The Language of Sociology, New York: Columbia University Press, 1971.

- MC KINNEY, J.C., and E.A. TIRYAKIAN (eds.). Theoretical Sociology, New York: Appleton-Century-Crofts, 1970.

- MULLINS, N.C. Theories and Theory Groups in Contemporary American Sociology, New York: Harper and Row, 1973.

- PSATHAS, G. (ed.). Phenomenological Sociology, New York: Wiley, 1973.

- SMITH, C.W. A Critique of Sociological Reasoning, London: Basil Blackwell, 1979.

- TURNER, J.H. The Structure of Sociological Theory, Homewood, Ill.: The Dorsey Press, 1974. (ed.revue: 1978).

ANSWERS FROM:

JOHN G. ADAIR

Department of Psychology

University of Manitoba

I. Cognitive Aspects of Research in the Social Sciences

1. The social sciences should focus on the accumulation of data which may be utilized in the explanation of behavior. The emphasis should be placed upon the acquisition of facts which underlie phenomena, not to their mere description. Prediction and explanation, which I would use almost interchangeably, should be our goals.

It is my personal view that the perceived need for greater theoretical work is fundamentally attributable to an insufficient accumulation of empirical facts for adequate theory building. Hence, the scientific results we should seek to produce should aim at identifying and articulating relevant variables which may be used to explain behavior and at the accumulation of factual knowledge of their interrelationships.

Within psychology, the collection of mere descriptive data without attention to underlying causes and predictions, could be likened to the focus of our discipline at the time of its origins, viz the search for the elements of consciousness with little attention to their functions or interrelationships. Predicting and understanding (in the sense of explaining) is at a greater depth of analysis and of more practical utility.

2. As I indicated in the preceding answer, our current difficulty is not fundamentally due to inadequate theory development. Theory development in my discipline typically goes hand in hand with factual knowledge acquisition. As our knowledge of relevant variables and their interrelationship accumulates there is increasing need to move progressively toward more encompassing explanations. Theories are required to link together otherwise inconsistent, fragmented or inexplicable facts. On the other hand, if there is poor identification of relevant variables and insufficient accumulation of factual knowledge of the interrelationship of these variables, then the correction of these deficiencies is necessarily prior to any theory development.

The kind of theorizing which is most common in my discipline is what one might call first level (some might call it middle range) theorizing, i.e., in which one attempts to account for the interrelationship of a number of personal, situational, and interpersonal variables to explain (i.e., to predict) the phenomenon of interest. It is theory which is phenomenon-specific, i.e., which does not generalize beyond the boundaries of the phenomenon it is designed to explain.

For example, one might attempt to bring together our factual knowledge regarding altruistic behavior, thereby trying to identify and utilize relevant situational, personal and interpersonal variables to account for behavior defined as altruistic. By such theories factual knowledge which might otherwise appear inconsistent is made intelligible. Similar theoretical explanations have been sought for compliance, aggression, interpersonal expectancy effects, or the behavior of research subjects in psychological experiments. In each of these contexts the boundary conditions and relevant variables are defined and the theory attempts to provide the interpretative glue to promote understanding and to give direction to future research.

A difficulty which is quite related to our poor accumulation of factual knowledge and inadequate theory development is that much social science research, certainly in social psychology, is fadish. It may be in vogue for the next year or so to study a particular phenomenon; this leads to a flurry of empirical data collection and fact gathering. Some mini-theories may even be developed

to account for some of the data. The excitement of breaking new grounds eventually gives way to the need for really tight research designs and less grandiose studies of variable interrelationships. As research on a phenomenon moves into this phase, the work becomes less attractive to the average investigator. Fact gathering declines dramatically, expecially if there are accompanying perceived limitations in the paradigm, research methods or theory. At this point most investigators willingly shift to other topics, where the cycle begins again. In short there is insufficient follow-through to promote adequate theory development.

Theory development beyond the level I have described is also lacking, but I do not think that it can or should be encouraged. To reach the next level of theoretical development would require much greater knowledge base than at present. In short, I do not perceive a lack of theory development at fault so much as a lack of dedication to underlying empirical research.

3. The commoness of language is not as much of a problem as is the reluctance to ever initiate communication between disciplines. It may be, of course, that a more common language would encourage greater communication, but that is not where the problem lies. There is clearly a rigid departmentalization of the disciplines, which is fostered by narrowing of specializations and by the departmentalization and competition for declining resources within universities. Language is merely an accompanying manifestation or an outgrowth of these other developments.

In a sense I have greater difficulty talking to a certain few of my own social psychological colleagues than I do with those in other disciplines. For example, it's relatively easy within my own interests to converse with sociologists about situated identities and the like than to converse with or understand proponents of ethogeny who are working directly in my area of research. In my view the difficulty lies with the latter group's reluctance to use more generally accepted terminology, with their proclivity to coining new terms and with an inability to define them satisfactorily. I think that this is a difficulty which they, and others like them, have created for themselves and which will lead to greatly diminished impact of their viewpoint. I do feel the need for incentives for cross discipline communication and cross-fertilization of ideas. I don't know where to find the answer to this problem.

4. My evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences is both positive and negative. On the plus side I feel that we have already developed an exceptional array of methods which have been well adapted to the specific needs of the social sciences. Moreover I am impressed with the strides which are being made in improving current methods and of adding to our empircal data collection techniques and in the processing and analysis of data. There have been significant developments in field experimentation, in quasi-experimental designs and in refining their application. Statistical developments, such as multivariate methods, have both increased our analysis capabilities and altered our research approaches. Meta-analysis and data aggregation has opened new perspectives on previously heavily studied and stagnated research topics and opened new directions into these areas. In brief, our current methods are reasonably adequate and it is in our increasing methodological sophistication that I place great faith in the ultimate contribution of the social sciences.

However, at the same time I feel that there is cause for concern, especially with regards to the application of our empirical methodology. In general I think that the level of methodological sophistication of the average social scientist is not as high as it might be. In part this is due to the rapid development of new techniques, to the narrowness of methodological training which often accompanies the narrowness of our specialty interests, and to the training emphasis on content rather than on method. This latter point is manifest in the greater

value placed upon the discovery of new findings and the lesser attention paid to the adequacy of research design and to the reliability of findings. I'm also concerned by fads or the bandwagon effect in methodology as with research topics. For example, in psychology, there has been an excessive investment in the laboratory experiment for a number of years. There has been a trend toward a more multi-method approach in recent years, but I'm concerned that this is only transitional, merely awaiting the next methodological fad to emerge following inevitable dissatisfactions with some methods. Some solutions to these dilemmas are possible. One which I feel merits attention is to take the practitioners' approach to skill development and upgrading. For practitioners in psychology in many provinces there is a continuing education requirement of as many as 100 hours annually. Attendance at professional association meetings and other organizational activities serve to meet the requirement, but the most typical method is attendance at workshops and institutes. In no way am I suggesting continuing education requirements for academics, however, there is value in workshops (possibly traveling workshops) on various new methodologies and their application to specific research topics. Summer institutes or short-courses could have special appeal, especially if participants are fully grant funded, i.e., if the SSHRC were to recognize that methodologically strengthening Canadian social scientists would do more toward enhancing our contribution to the solution of national problems than attempting to raise the level of a finite number of targeted wells of concern and mediocrity.

5. I do not know of anything special that might be done to evaluate the state of research in the social sciences. I presume that your search for a "highly accurate" method means a search for an objective and reliable method. Typical methods for evaluating the state of disciplines tend to be highly subjective. Indeed to paraphrase your question, you seem to be asking if there is an objective method to confirm (or refute) our intuitive assessments. That implies that there is a correct assessment, to which I might ask, "How will we know it when we find it?"

   Having said all of that there is no doubt in my mind of the value of periodic state of the discipline reviews. What it will yield is not all that clear. A decade review should indicate shifts in topic emphasis, changes in methodology, etc. Indicators of these variables are frequency counts of journal article titles, methods, etc. Probably the best way to proceed is to systematically sample the opinions of an appropriate representation from the discipline. Although subjective, a content analysis of reply frequency should yield relatively stable and meaningful data.

II. The Social Utility of the Social Sciences

6. The benefits of public investment in the social sciences are considerable. In the span of a few decades social science research has spawned technologies and industries which apply basic social science principles to solve human problems: psychological testing, behavior modification, public opinion polling, consumer research, program evaluation, and programmed instruction, to name a few. The needs of governments for descriptive data on human populations has led to their increasing utilization of social science data such as obtained through the Census, from economic indicators, indices of the quality of life, and so on. In less tangible ways, society benefits from the challenges to past ways of thinking and new perspectives which critical basic and theoretical social science research provides. In short, the benefits are far ranging and extensive; yet social science research is generally given little recognition for its accomplishments and contributions.

   In part this lack of recognition occurs because the social scientists' special ways of looking at problems and their technical vocabulary are quickly and subtly absorbed by society and become the general populace's way of thinking and of talking about the world and its problems. The source of the contributions are forgotten, as if society had always talked about and perceived issues in this fashion. Within my discipline, behavior modification provides a classic example. This specialty has evolved out of extensive research on basic principles of learning and reinforcement. Much of this work was developed with animals and through basic human research. Increasingly, learning principles were applied to the understanding, control and modification of human behavior, and systematically, through the work of B.F. Skinner, refined into a sophisticated technology. The application of behavior modification techniques now ranges across the spectrum of society --- improving self care of retardates, removing the fears of phobics, self management of stress, programmed instruction and classroom management, improving industrial productivity, problems of obesity and weight control, and so on. As the application of learning principles and behavior modification spreads the terminology and techniques become an integral part of society. Weight loss clinics, businesses, teachers, and parents begin to apply the techniques, no longer cognizant of their origins.

   This tendency also occurs among social scientists. Over time we also lose sight of our special contributions and overlook the significant work which went into the formulation of what we now take for granted. This results in an ill-founded despair at our lack of achievement and acceptance of the relegation of our disciplines and the social sciences generally to a back seat in the science game, well behind medicine and the natural sciences. We make a far greater contribution to the economic state of the country and to the public welfare than even we are prepared to acknowledge. We must convince governments and the public of the importance of these contributions. For our own sake as well as for others we need to repeat these statements often.

7. As I've indicated above, the utilization of research in the social sciences by public administrations is substantial. To a large extent this occurs through numerous social scientists in the civil service and in contract relationships to government, rather than from a direct consumption of basic research findings. Government social scientists serve two functions: they generate much practical social science knowledge which governments consume and utilize; and they select and apply current basic social science research findings. These government-based

social scientists are a significant community which academics in most disciplines have tended to ignore. It is extremely important to the social sciences that we bridge these two solitudes, that we become actively concerned with the standard of social science research in government and of the quality and continued education of government social scientists.

The views of social science researchers in public administration contrast sharply with the views of politicians and elected officials. These individuals are decision makers who may appear to ignore social science research or seem to find it critical and an annoying threat. What we tend to overlook is that these individuals make political decisions, not always rational decisions on the basis of social science evidence. In such cases the views of social scientists may be seen as antagonistic thorns in their side, especially annoying when their decisions are challenged on research grounds. Also problematic are occasions when they have used data for their decision and then find contrary evidence presented by other social scientists who disagree. In short, public administrators are not of a single mind in their views of and utilization of social science research.

8. I don't really have much more to say about the private sector and their utilization of social science research. Beyond the development of private companies for marketing social science research technology, this is an area in which I have little expertise and understanding.

9. Public utilization of the research in the social sciences is more limited. They are typically exposed to this research through intermediaries. The typical intermediary is the journalist or news analyst. A fair bit of social science research from economics, sociology, psychology, etc. gets transmitted daily in newspapers and weekly in newsmagazines, and monthly in other general science or special publications such as Psychology Today. It isn't clear what segment of the population is reached by these methods. Daily television news and special news feature programs make a significant contribution. As has been stated already, the basic concepts and theories of the social sciences are digested and placed into laymen's language by news personnel. Recognizing the conceptual utility of social science theories and the need for new terminology, they incorporate and explain some of the technical terms which social scientists employ. Discussed on the nightly news on a regular basis these terms and concepts work their way into general usage and the distinctive contribution of the social scientist is less apparent. In defense of the contribution of the social sciences, I think it is as important to review how much of our disciplines have been incorporated into the everyday language and thinking of society as it is to invest efforts in generating new press coverage for the social sciences. The latter activity is of considerable importance, but is is difficult to know how much social science data and concepts can be "forced" upon the public.

10. Once again I do not feel there are currently available methods for evaluating the social functions of research that are not based upon the subjective views of a selected group of respondents. For example, one relatively recent study by Carol Weiss of "Social Science Research and Decision Making" sought to examine the characteristics of research which made social science research more useful. She utilized standardized interviews and subjective judgments of standard sets of selected research reports to provide some systematic data regarding the views of mental health agency officials. By the same token, each of the preceding questions could be analyzed by a similar method: For example, attitude measures

could be obtained of the public's view of social scientists and of their recall of concepts and applications they have contributed. Another question might be to describe the work of physicists, physiologists and economists and have the layman indicate their relative importance, need for support, potential contribution and so on. Similar studies of politicians, government social scientists, civil servants, and persons in the private sector would yield interesting and systematic perceptions of social science research contributions.

III. The Organization of Research in the Social Sciences

11. The ideal objectives of the organizational process of research should be to create conditions which are optimal for research productivity. These conditions are clear and simple: (1) ample resources, i.e., grant money to enable the work to be done; (2) adequate research support systems, e.g., strong libraries, ample computer facilities and other support services; (3) reasonable, yet not stiffling, accountability -- the investigator should not spend more time accounting for his/her time, money and research activities than he spends doing research; and (4) freedom to pursue the research where it takes the investigator.

    On the issue of oriented or targeted research vs. free research, it is obvious where I stand. In my view there is ample justification for free research; most significant contributions have come from free research and, on balance, I think that the record of contributions will clearly favor it to targeted research. In my view strategic research is a luxury to be pursued when research funding is adequate to provide ample support for basic research. The appeal of targeted research is found in its illusions of accountability and social utility. Society knows what it is paying for if it decides apriori what will be funded. Presumably it is also of greater social utility if the research addresses a pressing social concern. How can one challenge such noble principles? Unfortunately, both notions are based upon unsubstantiated assumptions. First, it is assumed that increased funding equals increased significant research results without regard to whether there is a sufficient base of research knowledge and research manpower to yield targeted results. It is also assumed that free research is both less desirable and less defensible in the minds of the public and government. My views are quite the contrary. In short, I feel that all research should be accelerated within limits, and that research organizations should not have as their objective to force unification of theories, interdisciplinary studies, etc. Forcing the structure of the research process often distorts the process and the benefits we derive from research.

12. With a few minor exceptions the current system of funding research in the social sciences is satisfactory. The current SSHRC system of evaluating projects and of granting awards works reasonably well, however there seems to be movement toward a more NSERC type of system with peer-review committees. I expect to see further movement, especially as the agency encounters the more rigid accounting of government bureaucracy than they experienced as the Canada Council. The agency's emphasis on evaluating the proposed project is good yet there is a tendency toward a rigid approach that artificially locks the investigator into plans that may not entirely evolve as once projected. Consistent with this attitude is a conservative awarding practice that necessitates the investigator returning to the trough more frequently and with less continuity of support. Although the SSHRC has moved to three year grants as a possibility, there has been no great rush to award them. For further views about the granting policy and practices of the SSHRC, I enclose a reprint of an article on this topic which reports the results of two surveys of the opinions of psychologists.

I don't really know, nor do I think anyone else knows, the exact participation rates of social scientists in research activity and of the relative distribution of their sources of funding. To some extent it may be too centrally vested with the SSHRC, but that is sheer speculation. I do think that we need to identify and utilize more diverse sources than at present. In part, there is insufficient knowledge of alternatives and certainly the lines of communication are poor. This would seem to be an appropriate project for the Federation or Learned Societies.

Funding levels in the social sciences are not adequate, but there clearly exists the opposite view among some politicians who hold the purse strings. As I indicated in a previous answer, more evidence indicating the contributions and needs of the social sciences must be marshalled and transmitted to assure that we get our share of support.

13. In general I have a very positive view of the current system of production of research in the social sciences. It is a self-corrective system under the internal control of investigators within each section of the scientific community. There are anomolies and isolated difficulties, but on balance I think that the disciplines continue to preserve the necessary standards and quality controls.

Nonetheless, there are three problems which should be addressed. On standards, there is one segment of the social sciences which seem to be a bit removed from the same level of scrutiny as the rest of the discipline, and that is in government contract and in-house scientific activity. Without the same open system of referees and reviews, often no public competitions, and much of this research not publicly available, the standards and quality of research in this sector could and should be improved.

The second problem is the inadequate exchanges of social scientists at the national level. With the physical nature of the country and its distribution of population and with the massive social science community south of the border, there is a peculiar need to support exchanges between researchers at the national level. There is real difficulty in developing a Canadian social science research community. Scholarly exchanges are far easier to accomodate in the West with Minnesota, Iowa, Kansas and Washington, than they are with Waterloo, Western, Montreal or New Brunswick. The national associations or learned societies are poorly funded and weak. They provide an annual exchange, but this is insufficient to meet the needs for continuous communication. In many disciplines Canadian journals provide outlets for only second class research or research on uniquely Canadian topics. The identity with the Canadian social science community is weak to non-existent. Yet if you wish to develop a social science research capability for addressing problems of national concerns, it would seem that developing a national social science research community should be a top priority; not only deserving but a priority for targeted funding.

The final problem concerns the departmentalization of the social sciences. I've already addressed this problem briefly in question 3. Departmentalization is fostered by artificial university subdivisions, by narrowing specializations, and by the competition for declining enrollments and resources within universities. I think that it is a serious problem, yet I don't know the resolution. In one of my own recent studies, we analyzed the manner in which the discipline is defined to undergraduate students in Introductory Psychology texts. We predicted that with increasing departmentalization in recent times that there would be an increased

tendency for psychology to be presented as an independent discipline with declining reference to its context as a social/behavioral science and to its role as just one of several routes to an understanding of man. Without going into details, the figure below graphically illustrates what we found. Clearly the definition of psychology by its context as a social, behavioral or biological science has declined over time, both in the multiple editions of two widely used texts and in sets of texts published nearly twenty years apart. There was also greater homogeneity of viewpoint in the more recent texts.

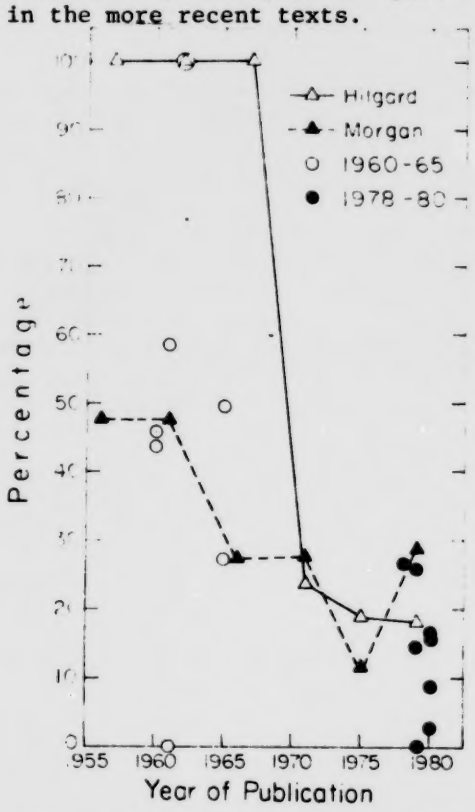


Figure 1. Definition of psychology in introductory texts by reference to other disciplines.

Besides missing the intellectual simulation, theoretical enrichment and methodological insights other disciplines provide, we may each lose a bit of perspective on our strengths and limitations, on our progress and our failures. Yet I think that one must realistically appreciate that the best we may hope for in times of narrowing specialization and expanding information availability, is that some cross-disciplinary stimulation will occur in common topics of investigation, especially where journal outlets provide a common meeting ground.

14. I do not have much to say about the current system of transmission of results of research in the social sciences among non-specialists. I know of no special vehicle for that purpose nor do I see such an enterprise as particularly viable. The persons you wish to address the information to must be interested and sufficiently homogeneous to support any such efforts. I see neither of these conditions present among the list you provide.

15. In general I feel that the training programs in the social sciences adequately answer current needs, that the awards system is satisfactory, and that the current organization and distribution of training institutions in Canada is satisfactory. I do not believe that we are training too many nor too few researchers. Indeed the current state of employment in the field, with relatively fewer academic positions, has had the desirable effect of forcing many top quality investigators into non-academic positions, thereby raising the standard of research activity in these areas. To a certain extent this has also provided some bridges between academics and non-academic professionals I alluded to earlier.

    If anything I think that there is a risk of cutting back the number of social science researchers in training to accommodate a tighter job market. Whether we like it or not there will be some decline in graduate enrollments for the next several years as student enrollments match employment prospects. The danger in these trends is illustrated by the plight of physics. Once a popular subject, its enrollments declined in response to a deplorable employment market. They have now reached a twenty-year low at the same time that employment prospects, both academic and applied, are once again plentiful. Something must be done to counter such pendulum swings and excessive dependence on imports to match market demands. The SSHRC post-doctoral fellowhip program is a step in the right direction.

    Another difficulty that may emerge in a tight employment market is the distortion of training programs to meet new, although limited, job opportunities. In part I am referring to tendencies to tailor basic social science programs to newer applied orientations. In some instances the shifts are justified; in others they represent clear rejections of past training models as if what the social sciences have been doing in the past are no longer applicable. Such reactions are impulsive decisions we may ultimately regret.

16. The organizational process of research in the social sciences may be evaluated by the same methods I have indicated for the two preceding questions of this type. I would only add further that I think there would be merit in a closer examination of the departmentalization of universities and how that difficulty might be addressed in the teaching-research context. Similarly, I feel that there is need for a critical examination of the national social science infrastructure, i.e., how the SSHRC, SSFC, and Learned societies interrelate to foster optimal conditions for research productivity in Canada.

17. I can't think of any furhter relevant remarks to include. I am certain that the stimulus of others answers will prompt discussion in new directions in spite of the thoroughness of this questionnaire.

REPONSES DE:

GERARD BOUCHARD

Département des Sciences humaines

Université du Québec à Chicoutimi

QUESTION 1

a) Je ne crois pas que les sciences sociales doivent encore investir beaucoup dans ces tentatives de théorie générale, auxquelles l'objet social semble rebelle. Les théories existantes fournissent déjà amplement de matière à questionnement. Dans la perspective d'applications à court ou à moyen terme, ou de projets de changement social à mettre en oeuvre, la portée des "middle-range theories" semble plus appropriée, quelles que soient les difficultés (assez abstraites au demeurant) que posent leurs fondements épistémologiques. Leur solidité empirique semble compenser ces déficiences.

b) Dans ces limites, il y a place cependant pour une réflexion critique approfondie sur les capacités "interventionnistes" des sciences sociales. Chacun connaît les misères passées - et présentes - de ce qu'on a pu appeler l'engeneering social, toujours menacé de sombrer dans l'improvisation pompeuse dissimulant une méconnaissance de l'objet social, de créer des illusions dans la population-cible, et de pousser les chercheurs à substituer leurs propres choix à ceux des acteurs.

c) A un deuxième plan, je crois pouvoir identifier deux priorités, en rapport avec ce qui précède:

- mener une réflexion, des recherches de type fondamental sur les structures ou l'objet social, dans la perspective du changement social, donc à l'échelle macroscopique et impliquant rétrospective;
- ces recherches devraient prendre la forme de programme ou de projets d'envergure, être appuyées sur de larges équipes, lier le passé à l'actuel et aboutir à des aperçus approfondis, à des connaissances à caractère fondamental sur des sujets spécialisés comme la mobilité sociale, la désacralisation, la transition démographique, les luttes de pouvoir, etc.

QUESTION 2

a) A mon sens, il ne se fait pas assez de recherches théoriques et méthodologiques qui auraient pour but d'établir les aptitudes des sciences sociales à édifier un savoir utile, propre à supporter des actions scientifiques viables sur le milieu.

Il y aurait place ici pour une sorte d'épistémologie appliquée dont le but serait de montrer les limites, établir des normes, suggérer les réformes.

b) Exemple d'un problème à soumettre à cette épistémologie appliquée: les risques et la part d'irréductibilité entre les deux formes de connaissance ou les deux modes de construction de l'objet social: théorique et empirique. Chacun peut, et est souvent tenté de se constituer en démarche autonome, de produire sa vérité spécifique assujettie à des critères exclusifs de validation.

c) Je crois en outre opportun de favoriser des réflexions théoriques ou épistémologiques adaptées au style, aux problèmes et aux priorités des contextes québécois et canadien.

QUESTION 3

a) Peut-être y a-t-il trop de concepts non scientifiques c'est-à-dire n'ayant pas fait l'objet d'une formalisation qui les met en rupture avec le sens commun. Ceci est manifeste dans la science historique surtout, continuellement partagée entre un discours formel ("scientificité") et le langage familier. Mais la sociologie n'en est évidemment pas exempte non plus.

Tout ceci paraît inévitable, dès lors qu'on refuse de pratiquer des découpages ou prélèvements dans l'objet social, lesquels ont pour effet la plupart du temps d'en évacuer la substance.

c) Ce trait est néanmoins gênant puisque le spécialiste ne s'en autorise pas moins de sa "science" pour faire prévaloir ses vues et imposer parfois des réformes, des politiques, des programmes porteurs de choix et de valeurs qui ne sont souvent pas autrement accréditées.

QUESTION 4

La situation varie sensiblement en fonction des disciplines et des lieux. S'agissant de la science historique et, pour une large part, de la sociologie, je relèverais les traits suivants:

a) Mode artisanal, souvent intuitif de la collecte, de l'élaboration et du traitement des données.

b) Absence d'un souci d'uniformisation sur le plan des concepts, des techniques et des procédés qui empêche souvent les comparaisons approfondies et fructueuses.

c) Gaspillage ou, tout au moins, difficile récupération des données d'une enquête à l'autre, par défaut d'infrastructures scientifiques qui permettraient les recoupements, validations, réutilisations, critiques méthodologiques et accumulation sur le plan, non pas du savoir, mais des moyens du savoir (données, programmes, etc).

d) Pauvreté, insuffisance de la formation méthodologique.

e) Nécessité d'une critique méthodologique plus agressive dans l'appréciation des travaux.

QUESTION 5

Il faudrait procéder à des études de cas, portant de préférence sur des classiques, des valeurs sûres données en modèles: et démonter les démarches, re-parcourir tout le circuit de la recherche; dégager, critiquer les choix méthodologiques ou théoriques; valider l'armature méthodologique, incluant confrontation avec les données primaires; faire ressortir les lacunes, les silences, omissions, arbitraires, etc.

QUESTION 6

a) Sur le chapitre des avantages directs, économiques ou autres de la recherche, il faut éviter de susciter des attentes, des espoirs démesurés et se garder de donner des cautions aux entreprises de rentabilisation. Les retombées des sciences sociales sont très souvent indirectes, à long terme et à caractère culturel.

b) Ceci dit, je crois qu'une coordination est nécessaire, que des choix doivent être démocratiquement fixés par les gros bailleurs de fonds, désignant des aires de recherche considérées comme prioritaires, parmi d'autres auxquelles on a aussi bien sûr le devoir d'assurer des moyens suffisants à un développement normal.

c) Pour ce qui est de la formulation des objectifs sociaux, les résultats des recherches peuvent éclairer les moyens à prendre. Dans certaines situations où des valeurs, des orientations sont en jeu, le problème ne relève plus des sciences sociales comme telles, mais des individus. Les spécialistes, s'autorisant de leur science, ont souvent tendance à substituer leurs choix à ceux de la population.

d) La diffusion la plus large possible des résultats de recherches est importante, obligatoire par éthique profesionnelle et utile dans la mesure où la connaissance de ces résultats peut éclairer l'action des citoyens eux-mêmes. Mais on ne doit pas en attendre trop. La raison des acteurs n'est pas toujours celle du spécialiste et du savant.

e) Je crois que les effets limités des applications scientifiques ou de l'utilisation du savoir dans nos sciences tiennent d'abord aux incertitudes de ce savoir lui-même, et ensuite à la méfiance des pouvoirs qui, dans la mesure du possible, en canalisent soigneusement les retombées.

QUESTION 7

a) Tout naturellement, on conçoit que les administrations favorisent et utilisent les recherches dont les résultats sont de nature à consolider leurs actions et leurs orientations, et très accessoirement à fixer ces orientations elles-mêmes.

En conséquence, ces administrations encouragent, de préférence, la recherche appliquée, "utile", descriptive, "objective", au détriment de la recherche fondamentale qui accède, elle, au niveau des explications, interprétations et remises en question majeures.

b) D'où l'extrême importance d'une recherche libre, subventionnée par des institutions publiques, para-publiques ou privées, qui disposent de l'autonomie et du détachement qui les rendent davantage capables de considérer les intérêts majeurs de la société.

QUESTION 8

Je ne dispose pas de connaissances particulières sur ce sujet.

QUESTION 9

1) Cette utilisation est marginale, soit parce qu'elle est trop coûteuse, soit parce que les sciences sociales tiennent un langage trop technique, inaccessible au grand public.

2) Il est donc largement privé de ce moyen de connaissance qu'il ne contrôle et ne comprend pas.

QUESTION 10

Je suis incapable de répondre à cette question qui me paraît trop englobante.

QUESTION 11

Je considère les objectifs suivants comme prioritaires:

a) Construction d'infrastructures scientifiques (bases de données) pour appuyer la recherche fondamentale dans les sciences sociales.

b) Assurer la mise sur pied et la survie (stabilité), en plus grand nombre, de véritables programmes et équipes de recherche.

c) Favoriser une plus grande concertation entre chercheurs non pas au stade de la diffusion des résultats mais à toutes les étapes antérieures de la collecte, de l'élaboration du traitement et de l'analyse des données.

QUESTION 12

1) Les universités ne disposent pas de ressources suffisantes pour la recherche, ce qui est une incitation à l'émiettement, dont elles ne se privent pas comme de juste.

2) Tous les bailleurs de fonds devraient annoncer des priorités de recherche concentrant une partie de leurs ressources.

QUESTION 13

1) Nécessité d'une critique, d'un esprit méthodologique plus éveillé.

2) Nécessité d'une plus grande interaction dans de petites unités de travail avant que la recherche n'accède à la communication des résultats (colloques, publications...).

QUESTION 14

a) La vulgarisation n'est certainement pas très avancée, à l'heure actuelle.

b) Je crois qu'il s'agit d'un objectif très important, mais pas forcément prioritaire. C'est un problème difficile. L'histoire des rapports entre le savant et son public n'est pas exempte d'avatars et de déconvenues.

QUESTION 15

Encore trop individualiste, cette formation, à l'échelon supérieur. Il faudrait réformer le système de la thèse actuelle, la remplacer par une formule qui ménagerait à l'étudiant l'occasion d'une participation étroite aux travaux d'une équipe, dans le cadre d'un programme. L'étudiant bénéficierait ainsi du meilleur encadrement possible, serait assuré de disposer de bons outils de recherche, d'utiliser des procédés fiables, dont il pourrait avoir contribué lui-même à la mise au point, etc. Il suffirait de faire en sorte que cette participation puisse lui être identifiée, corresponde à une tâche, un apport bien découpé, en vue de son évaluation.

Le système actuel encourage encore trop le mauvais artisanat.

QUESTION 16

L'organisation présente de la recherche comporte une part d'inefficacité, et parfois de gaspillage, qui ne pourrait être mise en relief que par une enquête approfondie sur un échantillon d'expériences de recherche, de préférence subventionnées, s'étant déroulées depuis dix ou quinze ans. Mais on se heurterait ici à d'énormes difficultés d'appréciation ("productivité" des équipes, retombées de leur action, etc). On éclairerait cependant à coup sûr les conditions difficiles qui sont faites aux équipes dans les universités: instabilité du personnel, difficultés de croissance (davantage que d'émergence), surcharge de travail des chercheurs principaux...

Mais les vices inhérents à l'organisation actuelle sont peut-être le prix à payer pour le maintien d'une recherche vraiment libre et d'un système de financement qui respecte ce caractère. Il est seulement regrettable que ce dernier vocable abrite parfois beaucoup d'incohérence dans les efforts, le double emploi souvent, enfin l'émiettement des travaux et des énergies.

S'agissant de la recherche subventionnée, tout ceci milite finalement en faveur, non pas d'une police scientifique, mais d'une évaluation extrêmement serrée des projets par des pairs, à leur point d'émergence d'abord, et à l'étape de leur croissance surtout.

ANSWERS FROM:

DAVID BRAYBROOKE

Department of Political Science

Department of Philosophy

Dalhousie University, Halifax

Group I

Q. 1

The social sciences are sufficiently justified as specialized studies by the need that they meet for the description of phenomena: The rate of inflation, variations in real income, variations in productivity, for example, are all matters for which careful definition, systematic collection of data, and sophisticated statistical analysis are required simply to discover what is going on. Inevitably, such descriptions raise demands for explanation. What are the current causes of inflation, for example, and why does the rate vary? Moreover, the explanations are required in order to know what if anything is to be done about the phenomena. How is inflation to be checked? The answers to such questions must rest on predictions unless they are consequences of an explanation. The explanation may be theoretically primitive in some cases, involving (say) a general hypothesis about one apparent cause. But almost always there will be multiple apparent causes, and a more ambitious theory will be required to weigh and relate these causes.

Hence, though the social sciences are vindicated already by their capacity to provide descriptions, and though the explanations that they provide may be primitive (inevitably hedged about by sweeping ceteris paribus clauses, or expressed in statements of tendency), they are inevitably embarked on a search for ever more ambitious theories. Sooner or later, these would

be axiomatized theories (though only in economics is it widely understood just what an axiomatized theory is): perhaps better sooner rather than later, as an aid to understanding the bearing of new findings on present knowledge.

Some social sciences (anthropology, especially; but also political science and sociology) are heavily involved in interpretative inquiries, that is to say, in explaining the meaning of various social actions to the people who do them or respond to them. Once the meaning is established, however, causal and quantitative inquiries are in place: For example, one may ask how the frequency of marriages varies with the business cycle. Causal and quantitative inquiries in the social sciences always in fact presuppose such interpretations.

Group I

Q. 2

Whether there is too much or too little theoretical research overall in the social sciences it is inefficiently distributed. Much too much energy in economics goes into perfecting a formal analysis (neo-classical general equilibrium theory) that is so far of disappointingly little use in guiding empirical research.

On the other hand, there is everywhere too little theoretical work designed to demonstrate and encourage the cumulation of results from empirical studies. Here both generality and formalization might well be helpful. What is crucial is keeping a close connection between theoretical

elaborations and empirical questions that are concurrently the subjects of inquiry.

The exactness and rigor of theories can hardly be objectionable as such. It is unhelpful to have exactness and rigor in theories on points where empirical research must settle for much cruder information. Consider, for example, the assumption, common in economic theory, that consumers have completely defined preference-maps.

There is too little provision for cumulation within the several social sciences; and, yes, they are too scattered at the theoretical level to be comprehensively cumulative (though maybe they are not yet ready for this).

As for epistemological research - the philosophy of the social sciences - too few philosophers, and maybe too few social scientists, appreciate the fact that the variety of inquiries in the social sciences is such as to afford examples of all <u>three</u> of the main methods distinguished: natural-scientific; interpretative; critical. We have, moreover, yet to reach a clear picture of how these methods are related, for example, how far the <u>rules</u> which the interpretative method seeks to discover are founded upon <u>regularities</u> discoverable on the approach of natural science.

Group I

Q. 3

Disagreement about key-terms is not so much of a problem in the social sciences as casual treatment of concepts that could usefully be given a precise foundation: e.g., in economics, the concept of needs, too readily dismissed as either ambiguous or trivial; in political science, the concepts of policy and issue. The techniques of definition might make more use of formal logic than they currently do. Neither natural languages nor technical ones seem by themselves to pose much of a problem for international communication in the social sciences. That natural languages are suitable for expressing hypotheses and constructing theories in the social sciences is strongly denied by some philosophers. I myself think that the necessity of a coupure has not been proven; I am inclined to think that in both the natural sciences and the social ones the transition from natural languages to technical ones is continuous, with confirmable causal hypotheses available all along.

What is the comparative marginal success of efforts in interpretative inquiry and in causal inquiry? My impression is that currently more marginal success in political science at least is being obtained, as heretofore, especially in Canadian political science, in interpretative inquiries, if we include here case-studies more carefully done than newspaper articles, and other efforts not much more formal or systematic than good journalism or history. Relatively little effort is going into quantitative empirical work (theory-with-observation) and this effort is not coordinated or cumulative. One might infer that in spite of the alarm created by certain philosophers of social science, a shift of effort away from interpretative inquiry may be

called for.

Whether or not the social sciences give too much or too little importance to evaluative language, economists and others seem to me to make too little allowance for the fact that personal preferences, far from being beyond question, are subject to rational criticism.

Group I

Q. 4

The methods developed for collecting and processing data seem to me to constitute a solid and impressive achievement, all the more so because the methods are continually being further perfected. For example, just what is involved in survey research has been very thoroughly thought out. Obviously, there will be difficulties in inferring the bearing of the responses collected in a given study on questions not asked (sometimes questions only a little different in formulation). But there is nothing mysterious - or in principle unmanageable - about these difficulties.

The most useful heuristic is to have a systematic,theory in hand, preferably a theory that has already had some confirmation.

Would we have knowledge if what we knew was not based as much as it needs to be on empirical studies? Not all knowledge in the social sciences is so based: e.g., Arrow's Impossibility Theorem. Elsewhere there is some embarrassment to be found in the fact that in many connections the knowledge that we have before engaging in specialized social sciences is firmer than anything added by those sciences. This is the case for a lot of negative knowledge about what it is not in practice possible to get people and groups of people to do: e.g., that we could not convert the population of Toronto to a new religion within one week is something that we know as firmly as we do that the rotation of the earth will bring daylight tomorrow.

Group I

Q. 5

A rough indirect measure of the state of research - for example, of the comparative marginal success of different sorts of inquiry - might be derived from the degree to which people who might use it in applications found it helpful. I take it that this would not only show something about applicability, but simultaneously something about the soundness of the results to be applied.

Whether new results are cumulatively useful or not might be measured by the degree to which they made a difference to a current theory. If the theory were firmly axiomatized, one could tell whether (a) the results were already implied (b) whether they could be added as outlying theorems, with only a little content added to the axioms (c) whether they required thoroughly revising one or more axioms. So one could measure the impact of the results. If the theory was a central one, hitherto successful in important ways, the impact would be relatively useful. One would, however, get no more than a rough measure on this line either.

I suspect at best the measures would be rough on any line. Hence the best way of assessing the state of research would be basically informal - comparing, for example, the scope of current statistics and current theories with the scope of information available earlier.

Group II

Q. 6

Certainly the social sciences can contribute to the definition of social goals, e.g. by explaining how an advanced economy can be coordinated without excessive reliance either on the market or on a monolithic (centralized, unfragmented) bureaucracy. With goals like these specified, one would be in a position to assess particular measures as advancing toward them or not, and hence guide choices. The social sciences can also give advice about the prospects of success for various marginal remedies that do not aim at all at large-scale goals or far-reaching changes: e.g., they can predict how much pollution of a sort will be reduced if a licensing fee of a certain size is imposed. Even when reliable predictions cannot be furnished, the social sciences are useful in identifying alternative measures and in comparing the possibilities that these severally open up. One great difficulty in communicating with the public is to convince people that there are alternatives to accepted practices (e.g., capital punishment or long prison terms as deterrents) at least as effective as these; another is to do this while keeping alive a certain skepticism about the scientific results to date, which typically require further rounds of criticism before approaching being conclusive. The language of social scientists is often deservedly mocked, but mocked by journalists who have not put themselves to the test of offering simpler formulations for the same ideas. Journalists, moreover, vary greatly in their capacity to sort out important things from trivial ones in what social scientists tell them. However, there is enough adequate communication going on (e.g., by Lester Thurow, both a journalist and an economist of consequence,

in The Zero-Sum Society and Generating Inequality; in Society and New Society) to show that is feasible; and even to suffice for public information, if attention could be focused on it. Unfortunately, it is difficult to keep public attention long enough to put over even so simple a concept as marginal cost-pricing(as in the full road pricing considered by the Ministry of Transport in Britain).

Group II

Q. 7.

I have had too little chance to observe how public administrators use the social sciences for me to say much about this question. In the one connection in which I did make observations, I found the civil servants in the British Ministry of Transport well abreast of the analyses and recommendations of sophisticated transport economists in the Ministry and outside; and quite ready to support sophisticated proposals.

As a thorough-going opponent of the War in Viet Nam, I would say that the social sciences in the United States were to some extent abused and perverted in the service of the war-effort. Some studies of domestic policy neglect considerations that would throw the status quo into question, to the embarrassment of one entrenched interest or another. Furthermore, the confidence of economists in market solutions is in part ideological, as is their abdication (with the Pareto welfare-criterion) from any concern with changing the distribution of income and wealth.

I do not think that there is any contradiction in principle between democracy and the political use of specialized knowledge. The firmest findings and theories are not in general too subtle to make accessible to the public while an issue is being debated. Moreover, the public does not need to grasp findings or theories in detail to check results and bring the politicians responsible to account for disappointments. It doesn't need to have mastered civil engineering to notice that a bridge collapses. Does the fact that the knowledge produced in the social sciences (always, whether causal, interpretative, or critical) assists in motivating and controlling

people make it anti-democratic? It could have anti-democratic uses (even in a democracy, if it is used to mislead people) but there is nothing anti-democratic in people voting to control themselves in the use of roads by full road pricing; or voting to support public campaigns, drawing on social psychology, to incite people to stop smoking or to use seat belts.

Group II

Q. 8

I have even less experience to draw on in answering this question than in answering the previous one. My impression is that private firms in North America are remarkably ready to use the social sciences when they can. No doubt their main consideration, even when they draw on the social sciences to promote morale, is to be profitable. But being profitable does not preclude unobjectionable uses of social science: workers may be both more productive and happier if they work in teams rather than along assembly lines. On the other hand, social scientists continually involved in research and consultation limited to questions about what it is in the interests of firms to do are not going to be very alert to the prospects or means of transformations that would do away with the firms and other currently respectable institutions. They may not even give due weight to the interests of the public - of people and institutions apart from the firms that they serve. There are other social scientists, however, in government, in the universities, in voluntary organizations, who are in a position to take broader views.

Group II

Q. 9

I don't have anything useful to say in answer here that I have not tried to say already, in particular in answer to Q. 7.

Q. 10

Survey research could be used to discover how widespread in the public is the capacity to identify and explain various ideas developed in the social sciences: e.g., cost of living index; regressive taxation; counter-cyclical fiscal policy. The research could extend to discovering how far, understood or misunderstood, these ideas had (by the testimony of the respondents, critically analyzed) influenced respondents' voting and other political activities. Similar research could be conducted with civil servants and other people with leading parts in policy-making. In both connections, one needs a reasonable list of ideas capable of influencing policy-making significantly; but such a list could be built up by repeated recourse to policy-conscious social scientists in different fields.

It would be useful simultaneously to build up a list of topics on which civil servants, politicians, and others want ideas from the social scientists; and to compare the two lists.

Group III

Q. 11

It could be helpful to have some proportion (a small proportion) of funds specifically assigned to promoting unification(cumulation) of results under ever-more-comprehensive theories. I don't think there are pressing problems about the democratization of the social sciences or about their international organization. (Indeed, I think large-scale international meetings are not very useful; they are already more than amply supported.) There will automatically, in the study of parliament and the constitution and of organizational behavior in the private sector, be some implications for the rationalization of national institutions steadily coming forward. Some funds might be assigned to promote research on alternative small-scale social forms, e.g., community development corporations.

Group III

Q. 12

It is useful to have centralized funding to maintain standards of research between the different regions. The centralized system hitherto seems to me to have been in intention (certainly) and in practice (substantially) fair between regions; and not too directive. There has perhaps been more money than could really be usefully applied by the available population of researchers to making significant advances in the social sciences. (On the other hand, all of the funds spent have produced some substantial benefits in encouraging academics to be intellectually active. As a contribution to the vitality of the universities, the expenditures must not be judged solely on their direct results in scientific progress.)

There is a strong tendency in the present system (alarmingly reinforced by explicit criteria for promotion, tenure, and merit pay in university collective bargaining contracts) to favor safe research of middling interest but sure of publication over risk-taking with bold hypotheses; and even to favor frequent publication of short works (articles) over the preparation and perfection of longer and more ambitious works (books).

Some proportion (a small proportion) of funds should be available for unconventional research, where useful results cannot be guaranteed. The funds might be administered by a committee to which researchers could appeal after a negative decision by the normal system.

Group III

Q. 13

I don't have anything to add here to points that I've tried to make in answer to earlier questions, e.g., to the two preceding ones, Q. 11 and Q. 12.

Q. 14

Again, I have already said what I have to say on this issue: On the whole I think the difficulties lie rather in generating useful results than in communicating them.

Q. 15

I doubt whether professors are commonly allowed enough relief from other duties to work freely enough and closely enough with doctoral candidates on dissertation projects. Unless the projects are aspects of a professor's own research program, they are not given enough input from the supervisors.

Useful ways could be thought of to employ more researchers than the number being turned out, but that does not mean the current number is too small.

Q. 16

We should at least keep statistical track of changes in employment of social scientists and changes in topics of research. It would also be useful to have information relating significant results to sources and types of funding.

REPONSES DE:

JEAN-PAUL BRODEUR

Ecole de Criminologie de

l'Université de Montréal

Note introductoire.

Les réponses apportées aux questions doivent s'interpréter au regard de la compétence restreinte de celui qui les formule. Pour l'essentiel, cette compétence a été acquise par des études et une pratique de la philosophie (enseignement et recherche), ainsi que par des études et une pratique (enseignement et recherche) de la criminologie. Après avoir enseigné pendant plus de sept ans au département de philosophie de l'Université du Québec à Montréal, je poursuis actuellement mon enseignement à l'Ecole de criminologie de l'Université de Montréal.

Je ne sais dans quelle mesure les positions que j'adopterai peuvent être étendues à l'ensemble des sciences sociales.J'ai préféré répondre aux questions en fonction de ce qui m'était le plus proche et le plus connu.

Cette réserve faite, il ne me semblera pas nécessaire de la réitérer à chacune des réponses que j'apporterai aux questions.

Une dernière remarque : j'ai apprécié la pertinence des documents que le comité organisateur du colloque a joint au questionnaire qu'il a fait parvenir aux participants.

Question 1

Je pense que les sciences sociales souffrent actuellement de "stagflation", pour reprendre une expression du vocabulaire des sciences économiques. L'inflation se manifeste du côté de la prolifération des programmmes théoriques, où sont débattus à vide les prolégomènes à toute explication future. La stagnation m'apparaît visible dans l'accès à des données qui ne soient pas relativement artificielles (par ex., produites par le dépouillement de questionnaires fabriqués par le chercheur).

Je pense qu'un privilège devrait être accordée à des recherches qui puissent faire état de données à la fois incontestables, signifiantes et quantifiables. Une donnée est incontestable lorsqu'entre autres critères sa provenance est relativement indépendante de l'intervention du chercheur (par ex.,des pièces d'archives et des documents officiels , pour les sociétés où il s'en trouve). Elle est signifiante lorsqu'elle fait l'objet d'une évaluation critique par le chercheur (par ex., des statistiques officielles). Je ne dirai rien de la quantifiabilité, sinon qu'une recherche inquantifiable m'apparaît au départ disqualifiée auprès des preneurs de décision. J'ai eu plusieurs fois l'occasion de débattre ce dernier point avec de hauts fonctionnaires (sous-ministres).

Je terminerai en déclarant que l'opposition description/ explication m'apparaît plus propre à engendrer des malentendus que des aperçus valides. La simple présentation d'un fait insoupçonné peut en elle-même engager toute une explication.

Question 2

Je suis, de façon maintenant prévisible, critique par rapport à la "nécessité d'établir des fondements théoriques plus solides" pour les sciences sociales. Au lieu d'élaborer une critique abstraite de cette proposition, je tenterai d'illustrer ma pensée par un exemple, où je me référerai à la liste des sciences sociales qui apparaît à la page deux du questionnaire. Les questions juridiques sont souvent absolument déterminantes pour la compréhension des phénomènes constituant les champs respectifs de la criminologie, de l'économie , de l'histoire, des sciences de l'administration, des sciences politiques et de la sociologie. Les études qui se poursuivent dans ces disciplines sont la plupart du temps complètement dissociées des études juridiques, qui sont laissées aux techniciens du droit. L'établissement d'une base théorique pour une discipline est, comme la pratique de la philosophie, une activité crépusculaire; il est en conséquence prévisible que cet établissement ne serait qu'un exercice de rationalisation effectué à partir des paramètres traditionnels de la recherche en sciences sociales (comme par ex., la méconnaissance du droit).

Pour le dire autrement : on se trompe à méconnaître que l'établissement des fondements d'une discipline présuppose l'accumulation d'un grand nombre de résultats valides produits par cette discipline; il ne la précède pas. A témoin la mathématique, qui s'est cherché des fondements après plus de vingt cinq siècles d'existence heureuse. L'état actuel des sciences sociales est loin de se comparer à celui de la mathématique à la fin du dix-neuvième siècle. Je crois donc que ces sciences devraient encore bénéficier d'un long sursis de tâtonnements empiriques, avant qu'on ne projette de les couronner de leur base théorique.

Question 3

Une entreprise internationale de normalisation du vocabulaire des sciences sociales m'apparaît pertinente en théorie et absolument irréalisable en pratique. Je n'imagine même pas comme des chercheurs qui travaillent à partir de présupposés idéologiques antagonistes pourraient s'entendre pour produire cette normalisation.

Je crois que la mathématisation des sciences sociales est, du côté des calculs statistiques , très développée . Ces développements sont si considérables et si rapides que très peu de chercheurs en possèdent la maîtrise. Acquérir cette maîtrise m'apparaît plus pertinent que d'hypothétiques tentatives pour substituer aux langues naturelles quelqu'autre symbolisation, sans doute plus arbitraire encore qu'elles.

L'effort de normalisation me semblerait devoir porter sur l'établissement de canaux de communication entre des disciplines en apparence différentes, mais qui répètent dans leur propre vocabulaire des choses très analogues (par ex., la sociologie des institutions, la criminologie critique, la science politique et,à certains égards, l'économie). Les études qui se poursuivent sur le contrôle social sont à cet égard particulièrement redondantes.

Question 4

Je me suis exprimé là-dessus dans ma réponse à la question 1. A cette réponse, je n'ajouterai qu'une seule remarque : je pense que les chercheurs en sciences sociales ne sont pas assez préoccupés par les problèmes d'accès à l'information produite par les institutions sociales, politiques et par l'entreprise privée (combien de chercheurs ont même lu le projet de loi C-43 sur l'accès à l'information possédée par les services du gouvernement fédéral ?). C'est pourquoi une partie des résultats de la recherche est très éloignée du fonctionnement réel des institutions qui font souvent son objet. Il est relativement aisée de "tester" des populations soumises (par ex. une population incarcérée) ; on se heurte cependant à un mur lorsqu'on fait porter le poids de ses recherches sur les activités de ceux qui ont le pouvoir de résister à l'investigation (par ex., l'administration des pénitenciers.).

Question 5

Je pense que les chercheurs eux-mêmes procèdent de façon assez régulière à l'établissement de tels diagnostics, que ce soit dans leurs publications ou lors de congrès, colloques etc. J'estime qu'il est impossible de les produire hors de la controverse et sans y introduire une part importante d'arbitraire. C'est pourquoi je conclus qu'il serait ruineux qu'une institution investie de pouvoirs plus amples que ceux du discours soit habilitéeà produire sur le mode systématique de tels diagnostics.

Autre remarque : je suis soupçonneux à l'égard des disciplines qui consacrent trop de temps à se réfléchir et pas assez à s'éprouver dans la connaissance d'objets qui lui sont extérieurs. Une évaluation systématique de l'état de la recherche en sciences sociales sur le plan cognitif m'apparaît devoir requérir des énergies qui, à mon sens, serait mieux employées ailleurs.

Question 6

Je crois que les avantages sociaux de la recherche en sciences humaines peuvent être considérables. Un type de recherche, entre autres, m'apparaît revêtir une importance déterminante : l'établissement d'une mesure de correspondance entre les objectifs que s'assigne une institution (gouvernementale ou autre) et les résultats que produit l'application de ses politiques.

A cette première remarque j'en gouterai trois autres .

(i) J'ai déjà fait allusion à ma première remarque : pour véritablement influencer la prise de décision, la recherche devra accepter de présenter ses résultats de manière quantitative.

(ii) Sous peine de subir de grandes frustrations, le chercheur devra reconnaître qu'un très grand nombre de facteurs extrinsèques au savoir influent sur la prise de décision à l'intérieur des agences gouvernementales (au premier chef, des facteurs économiques et politiques).

(iii) Les programmmes d'enseignement universitaire devraient former, à tout le moins partiellement , les chercheurs à traduire leurs résultats sous une forme qui en facilite l'appropriation par les preneurs de décision. Les carences des chercheurs formés par l'université m'apparaissent à cet égard considérables : telle qu'elle se pratique à l'intérieur de l'université la recherche académique me semble profondément différente de ce qui est requis par les preneurs de décision lorsqu'ils subventionnent une recherche.

Question 7

Mon évaluation est la suivante . La raison politique - la stratégie électorale - est déterminante dans les administrations publique et para-publiques (surtout depuis le raffinement des techniques de sondage). L'établissement des politiques et la confection des projets de loi me semble beaucoup plus sensible aux représentations des groupes de pression qu'aux travaux des chercheurs. A témoin,les recherches très considérables de la Commission de Réforme du Droit du Canada: ces travaux n'ont jusqu'ici donné lieu à aucun projet de loi (à l'exception du projet C-53, qui n'a pas encore été voté).

Je pense que la recherche peut influencer les administrations de deux façons:

(i) la recherche commanditée peut, dans une mesure restreinte (mais dans certains cas appéciable), informer directement la prise de décision administrative ou politique.

(ii) la recherche indépendante , dans la mesure où elle est relativement accessible à la masse des gens , peut générer des pressions sur sur l'autorité politique en créant des courants favorables au changement dans l'opinion publique.

Ces deux stratégies doivent être poursuivies concurremment et impliquent des modes de coordination entre la recherche commanditée (commande précise d'un ministère à un chercheur ou un groupe de chercheur), la recherche subventionnée (bien qu'il reçoive des fonds, le chercheur conserve l'initiative de définir lui-même le sujet de sa recherche) et la recherche indépendante. Il me semble qu'une recherche dont les résultats sont à contre-courant de l'opinion publique et qui ne s'embarrasse pas de la faire évoluer se condamne à n'avoir aucune retombée sociale.

Question 8

Mes connaissances en cette matière sont trop lacunaires pour que je me hasarde à tenter de répondre à cette question.

Question 9

J'ai abordé partiellement ce sujet dans ma réponse à la question 7. Je pense toutefois que la formulation de cette question dans le questionnaire est très insatisfaisante. L'utilisation (la consommation) de la recherche en sciences sociales dans le grand public est essentiellement médiatisée par la presse (écrite et électronique) et par les interprétations qu'en propose la presse. Le problème de la relation entre la recherche et ses réseaux d'interprétation comme les média d'information est très complexe et sort des limites du questionnaire, tel que formulé. C'est pourquoi je ne l'aborderai pas. Qu'il me soit toutefois permis de dire que pour atteindre le grand public le chercheur doit se faire le vulgarisateur de ses résultats auprès des médias d'information, avec les servitudes souvent très déplaisantes que cette entreprise implique .

Question 10

Contrairement à la question parallèle concernant l'évaluation de l'aspect cognitif des sciences sociales, celle-ci m'apparaît de grande importance. Je n'ai malheureusement rien à proposer pour ce qui est de l'évaluation systématique des usages sociaux de la recherche en sciences sociales. J'estime toutefois qu'entre l'intuition et le système, il y a place pour un grand nombre d'initiatives modestes. Comme celle-ci : créer un "newsletter", où les chercheurs ne feraient état que des usages auxquels leurs recherches ont donné lieu et discuteraient de façon générale des problèmes soulevés par l'application ou le défaut d'application des résultats de leurs travaux. Je suis en effet frappé par le fait que la recherche subventionnée donne lieu à de nombreux articles académiques dans les périodiques scientifiques alors que les applications concrètes de la recherche font moins l'attemtion explicite du chercheur.

Il va de soi que les paramètres de l'application véritable d'une recherche devraient être soigneusement définis, pour éviter que ne paraissent dans le "newsletter" des textes complaisants (du genre : "le ministre m'a assuré que d'ici dix ans mon programme de réforme serait appliqué").

Question 11

J'aimerais faire précéder les réponses aux questions 11-16 de quelques remarques qu'il m'importe de faire, en dépit de leur simplicité. Ces remarques déterminent les réponses que j'apporterai subséquemment aux questions.

(i) Ma première remarque est la suivante : l'organisation d'une pratique (par ex. , la recherche) n'est pas quelque chose qui s'identifie sans distance avec cette pratique; l'organisation se réalise à travers la création d'appareils organisateurs, qui jouissent d'une existence autonome par rapport à la pratique qu'ils régissent et à laquelle ils se superposent, dans une certaine mesure. Le chercheur qui poursuit ses travaux au sein d'une conjoncture de "recherche organisée" est contraint de résoudre deux types de problèmes : ceux qui concernent spécifiquement sa recherche et les servitudes produites par les apparte-

nances organisationnelles de sa recherche (la multiplicité des formulaires, les rapports intérimaires, les réunions de concertation, la justification des frais, la supervision des assistants etc. etc.).

(ii) Je tiens expressément à souligner que ma première remarque ne doit pas s'interpréter comme une critique fondée sur la nostalgie de la recherche indépendante. Elle doit d'entendre à la lumière de ma seconde remarque : au Canada, à tout le moins, la recherche en sciences sociales est en grande partie faite par des individus rattachés à titre de professeur à des institutions universitaires. Or les charges de travail d'un professeur d'université sont multiples : enseignement, recherche, encadrement, rayonnement extérieur et services à la collectivité, administration.

(iii) Plus une pratique est organisée et normée, et plus elle tend à coïncider avec ce que j'appellerai une pratique professionnelle. Le caractère propre d'une pratique professionnelle est qu'elle requiert toute l'activité de celui qui s'y livre. D'où, me semble-t-il, l'inconfort profond de l'universitaire : il se trouve que l'une des composantes de sa charge professionnelle prend progressivement l'aspect d'une profession seconde (la recherche), dont les contraintes s'ajoutent à celles de ses charges professionnelles initiales. Je crois qu'il est de plus en plus difficile pour un individu de concilier de façon satisfaisante et gratifiante les exigences de sa profession initiale (professeur) et celles de sa profession seconde (chercheur). Je sais qu'il existe des façons de procéder à cette conciliation (par ex., faire coïncider le contenu de son enseignement et de sa recherche). Je pense que ces expédients se révéleront de progressivement dérisoires.

Dans le fil de ces remarques, je répondrai à la question II de la façon suivante. L'une des préoccupations constantes du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales devrait être d'avoir une conscience toujours exacte de sa propre pesanteur. Un objectif prioritaire de ce même processus serait de normaliser les critères d'évaluation de la recherche, qui m'apparaissent actuellement divergents selon leur origine. Trois types de critères sont appliqués :

(i) Les critères académiques de l'université, qui prévalent à l'attribution des diplômes de second et de troisième cycle.

(ii) Les critères des organismes subventionnaires.

(iii) Les critères des utilisateurs éventuels de la recherche (organismes publics, para-publics et privés).

L'espace me manque de faire la démonstration que ces critères ne convergent pas. Je ne donnerai qu'un exemple. Un moment privilégié de la recherche universitaire consiste dans la production d'une thèse de doctorat. Il est cependant notoire que l'une des exigences posée par principe au candidat qui désire obtenir une subvention pour la publication de sa thèse est qu'il la "déthèsifie" (lui donne une allure apparemment moins scolaire). J'estime qu'il est littéralement absurde que les critères académiques qui prévalent à l'obtention du plus haut des diplômes et qui prévalent à l'attribution d'une subvention de publication soient divergents : un temps extrêmement précieux serait gagné si la même recherche ne devait pas faire l'objet d'une double rédaction. Je ne sais lequel des critères de diplomation ou de subvention doivent prévaloir : je crois toutefois qu'ils devraient être accordés les uns aux autres. Les exemples de divergence entre les critères de type (i) et de type (iii) pourraient quant à eux être multipliés, la répugnance des fonctionnaires pour les "brumes académiques" étant, elle aussi, no-

toire.

Question 12

Cette question du financement est, on le sait , très complexe. Je me contenterai de faire deux suggestions.

(i) En conformité avec les remarques précédemment faites, je suggèrerais que les budgets de subvention prévoient des fonds de remplacement provisoire d'un professeur qui occupe des charges d'enseignement dans une institution. Des montants permettant à l'institution d'engager un substitut au professeur qui désire se consacrer pour une année à la recherche pourraient être intégrés au budget de la subvention de recherche. Je ne sais si de telles possibilités sont offertes par les subventions qui sont actuellement attribuées; le petite enquête à laquelle je me suis livré me donne à conclure qu'elles ne sont pas offertes ou, à tout le moins, mal connues.

(ii) J'estime qu'il faudrait éviter, autant qu'il est possible, que l'attribution des subventions se fasse à partir d'un évaluation d'un projet de recherche qui est faite par un ou des compétiteurs de celui qui présente une demande de subvention.

Question 13

La seule suggestion que je ferai à cet égard s'inscrit, comme les précédentes, dans le profil de mes remarques initiales. Je souhaite que l'on crée au Canada l'équivalent du C.N.R.S. français et qu'y soient représentées les diverses sciences sociales. De tous mes souhaits, c'est celui auquel j'attache le plus d'importance.Sa réalisation permettrait que des individus se consacrent exclusivement à la recherche.

Question 14

Trois brèves remarques à cet égard :

(i) Je dirige une collection de criminologie dans une maison d'édition.Le problème principal que je rencontre est celui d'une pénurie presqu'absolue de manuscrits de qualité.

(ii) Un facteur d'explication de cet état de chose pourrait être le suivant. Beaucoup de chercheurs préfèrent éditer eux-mêmes leurs écrits en puisant dans les fonds qui leur sont attribués par mode de subvention (il s'agit de "quasi-publications" : textes photoconiés, ronéotypés ou reproduits d'une autre façon). L'avantage du procédé est double : la publication est plus rapide et elle n'est soumise à aucun autre contrôle que celui qu'exerce le chercheur sur sa propre production. Ces contrôles étant souvent complaisants, une partie notable de ces quasi-publications m'apparaît de qualité très médiocre et peut se réduire à un titre dans un curriculum vitae.

(iii) Le problème des délais dans le processus d'attribution d'une subvention à la publication est réel et il s'accroît de ce que les éditeurs canadiens sont de moins en moins désireux de prendre la chance de publier un livre en sciences sociales sans disposer d'une subvention réduisant l'éventuel déficit.

Question 15

J'aimerais soulever deux problèmes.

(i) Je ne crois pas que la formation actuellement dispensée en sciences sociales soit adéquate par rapport aux besoins de la recherche appliquée. Le divorce entre le type de recherche qui est valorisée par l'université et entre le type de recherche qui est requis pour informer un processus de prise de décision m'apparaît complet. Je me souviens avoir lu des rapports de recherche commanditée par le Ministère du Solliciteur général, dans lesquels les chercheurs s'étendaient longuement sur les fondements théoriques de la criminologie. Ce sujet est sans doute d'un grand intérêt académique; il n'est d'aucun intérêt pour des fonctionnaires qui tentent de gérer le système de la justice pénale.

(ii) Les lacunes de la formation dispensée dans les enseignements engendrent un problème dont les proportions seront bientôt alarmantes, si elles ne le sont déjà. De façon croissante, les étudiants de second et de troisième cycle sont sollicités de participer à titre d'assistants dans des projets de recherche; ils acceptent ces offres d'autant plus volontiers qu'ils estiment que les les apprentissages qu'ils font dans ces équipes de recherche sont incomparablement supérieurs à ceux qu'ils font dans les classes. Les contraintes du travail dans les équipes de recherche les amènent toutefois à repousser indéfiniment les travaux qu'ils ont à produire pour obtenir leur diplomation (thèses de maîtrise et de doctorat). La solution à ce problème n'est pas facile. On ne peut, en première part, leur interdire de participer à ces projets de recherche : (a) où recrutera-t-on les assistants de recherche ? et (b) pourquoi les boucler dans des classes qu'ils désertent parce qu'ils n'y sont pas stimulés ? Je propose que l'université se résolve à reconnaître que des travaux produits dans le cadre d'une participation à une équipe de recherche peuvent conduire, à tout le moins partiellement, à l'obtention d'une diplomation. Je ne vois aucune autre issue.

Question 16

Je propose que l'on commence par analyser de façon très serrée les réponses fournies par les divers répondants au questionnaire auquel j'achève de répondre. Le document qui recueille ces réponses est très étendu et mérite autre chose qu'une discussion verbale, aussi approfondie soit-elle. Cette proposition vaut également pour les questions 5 et 10.

Question 17

Reprise d'un thème qui m'est cher. Etant donnée l'importance de la loi comme facteur d'organisation de la vie sociale , je ne peux que réitérer à quel point m'étonne et, à certains égards, me scandalise la place excentrique qu'occupe l'étude du droit par rapport à la recherche en sciences sociales.

Une dernière suggestion, qui touche pusieurs des problèmes que j'ai soulevés dans mes réponses. Je crois qu'un mécanisme de consultation continue devrait être établi entre un organisme comme Statistique Canada et un Conseil de chercheurs en sciences sociales. Ce conseil pourrait établir , de concert avec les chercheurs qu'il représente , un inventaire de données dont la cueillette et la quantification paraît, selon un ordre de priorités, souhaitable. Dans la mesure de ses possibilités, Statistique Canada ou un organisme analogue pourrait tenter de donner une suite aux suggestions des chercheurs. Il a été récem-

ment question d'établir une concertation entre d'une part Statistique Canada et d'autre part un comité d'usagers constitué par des fonctionnaires du Ministère du Solliciteur général du Canada et des chercheurs dans le domaine de la justice pénale. Cette mesure mériterait d'être étendue.

ANSWERS FROM:

ANTHONY N. DOOB

Director, Centre of Criminology

University of Toronto

144

CENTRE OF CRIMINOLOGY
UNIVERSITY OF TORONTO
JOHN P. ROBARTS RESEARCH LIBRARY
ROOM 8001, 130 ST. GEORGE ST.
TORONTO M5S 1A1

THE DIRECTOR (416) 978-3720

First of all, I would like to apologize for the fact that my responses are going to have to be rather short. In order to meet the quite reasonable deadline that was set for the responses, I had a choice: either give rather short responses to each question or not finish the questionnaire. I chose the former. Obviously, each of the questions could require a very long and detailed answer which I haven't had the time to write.

1) The social sciences I am most familiar with --social psychology and criminology -- are more in need of basic descriptive data than they are in need of "grand theories." To some extent, of course, any data collection involves some sort of underlying theory. The "theory" if nothing else ends up being a guide in our search for interesting phenomena and data.

On the other hand, I am not at all sure that we are really developed enough in social psychology or in criminology to separate theory, descriptive data, and explanations (causes). By this I mean that often we start research with what I would call a "notion." The nature of the "notion", along with some very general approaches to understanding the social world, determine the way in which we research the "notion."

I personally am not unhappy with this rather descriptively oriented approach. It means that the very worst we would arrive at would be descriptions of how institutions or individuals behave in certain specified situations. Clearly this would be the first step; later as knowledge increases, there are (almost natural) tendencies to try to put some of these observations together and to resolve apparent inconsistencies. This stage again helps to inform what could be called "theory" and to guide future (empirical) investigations.

In other words, I am reasonably happy with a rather descriptively oriented social science. I expect that as we accumulate more descriptive knowledge, we will be able to make better approximations at what might be called theories. But I think that we shouldn't despair at "theories" that do little more than describe the particular approach that is to be taken.

I think that this point of view derives from my view of social science as being the slow accumulation of disparate "facts." The times that I have felt that we really knew something in social sciences were when I have had the chance to do an enormous amount of general reading in a broadly defined area (e.g., criminology). During my sabbatical leave two years ago, I read criminological journal articles that looked interesting, whether or not they were at all relevant to any work that I was doing. By the end of a year of this activity, I was reasonably convinced that there was some real "knowledge" in this field and the different areas within criminology did not seem to be so unconnected.

2) I am not terribly worried that our theories are not very sophisticated in the social sciences. Although it is popular to decry the lack of theory, I am more concerned with the lack of knowledge. Part of the problem is that I am not at all convinced that there would be much consensus about what a theory would look like in many of the social sciences. As I pointed out in my answer to question 1, I feel that we all, in some way, are working toward a theory of one sort or another in our empirically oriented work. If one's view of theory is that it is something that "grows out of" knowledge, then it is not clear to me that there really is such a thing as "theoretical research" in the social sciences. I am not, however, saying that there really is such a thing as an atheoretical enquiry in the social sciences; clearly one has some kind of theory/notion about what is important in understanding some phenomenon in order to do any kind of research.

I see the most fruitful "theoretical research" to be closely aligned with empirical investigations: the theory is what serves to integrate the findings and to relate the findings to previous work. What I find disturbing, however, is a criticism of some work that it is not theoretical enough when in that area what is really needed is more descriptive work. I hate to sound to pessimistic, but it seems to me that the best we can expect a theory to do in the areas of social science that I am aware of is to give a reasonable overall description of the "knowledge" in an area. I realize that the view that some take is that things are really too scattered in the social sciences to allow real theories to be built. I think that this view reflects two things: (1) a view of knowledge that requires each piece to be clearly connected with each other piece, and (2) a view that "theory construction" is an enterprise separate from other activities in the social sciences. I don't hold either of these views.

As long as we accept the idea that theory construction is an iterative process and that we acquire knowledge and/or theories by a series of successive approximations, we shouldn't be too discouraged.

3) In the areas of my knowledge -- social psychology and criminology -- I am not personally very concerned about the language that is used. I try my best to look beyond the words that are used to see what is really being said. Thus rather than accept someone's statement that something affects "aggressive behaviour" or that some "treatment" is "effective", I look to see what was actually done and what was measured. In this way, presumably, I make my own decision as to whether something was "aggressive behaviour" or if there was a "treatment" that was "effective."

My concern about mathematical models in some of these areas is that they tend to give a false sense of exactness to the notions and data that go into the models. In addition, I fear that they sometimes lead the reader to avoid questioning certain assumptions and even sometimes to encourage the reader not to look carefully at the nature of the data that went into the model. Again, such problems are not necessary; it is just that sometimes this kind of approach leads to a false sense of security.

My personal bias is in the direction of trying to use as few as possible "specialized" terms in my writing. I understand the purposes in using special language, but, like many, I think that we sometimes are unnecessarily obscure. I am not sure that it is really our language that is important in whether we are understood or not; more important, often, is that the general public doesn't have the skills necessary to evaluate the conclusions that social scientists communicate to them. If a social scientist were to accept uncritically the conclusions of a research paper, he wouldn't be much of a social scientist. However, I think that the general public doesn't really know that the conclusions of a piece of social science research have to be interpreted in the context of the actual piece of research and that for the most part the "conclusions" can better be described as "inferences" or "hypotheses." That, it seems to me, is a more serious problem.

4) Probably one of the clearest strengths and at the same time one of the most important weaknesses of the social sciences that I know (social psychology and criminology) is that there are no specific methodologies that are seen by all researchers as being the most appropriate ones for studying social phenomena. Whether this is a strength or a weakness in the social sciences depends, I think, on one's view of the whole social science enterprise. If one views social science as being close to a natural science and one is looking for a single "ideal" measure/approach, then the diversity of approaches taken in social science is itself a weakness or is a symptom of a weakness. The alternative view is that many (most?) social phenomena are such that a single approach is extremely unlikely to give us a complete "accurate" picture; hence the multiplicity of methods is a strength.

A concern that I have in this context is that there are a fair number of social scientists who feel quite strongly that their own approach to a question is the only one that is correct and that the other approaches are inferior. There may well be methods that are better than others for looking at particular questions; however, my own view is that it is unlikely that there is any single method within a discipline is best for answering all questions. Unfortunately, for reasons that I do not completely understand, social psychology and criminology seem to encourage belief in some people that theirs is the only reasonable approach to the questions of interest.

My own view is that by approaching the same question from a variety of different perspectives using different methods we end up with a better idea of what is really happening. Hence I see strength in the diversity.

5) Although in a certain way this is the central question of the conference, I cannot be at all optimistic about being able to answer it. Perhaps the only thing that we can do at this point is to attempt to figure out what we think we know about certain issues and contrast this with what people thought they knew about these same issues at some point in the past. I suppose that one way that I have been convinced that we know something (or that we have learned something from research in the social sciences) comes from a recent experience I had in reading systematically the research that has been published in social psychology on a very specific topic (attitudes) from 1920 until the present. Although I think that social psychologists began ignoring (relatively speaking) some of the important issues in the area of attitudes somewhere around 1950, I think that we know more about attitudes now, as a result of research, than we did in the past. In particular, I suppose that we seem to have a more sophisticated (i.e., less simplistic) view than we did some time ago. At the same time that I say this, however, I should repeat what I have already said: I think that social psychologists got off the track about thirty years ago in this area.

To get back to the question, then, it seems to me that one way to approach the question of "evaluating the state of research in the social sciences would be to look at the way in which questions were being asked and answered at some point in the past and to see if we have progressed since then. Unfortunately, however, this assumes that we can differentiate "progress" from mere "change." Some might argue that we cannot.

I am not at all convinced at this time that it would be worth putting too much effort into studies of the progress or lack of it in the social sciences. Given that we cannot (I think) define our criterion of success/progress such that there will be real consensus, I'm not sure where such studies would lead us.

6) Again, obviously, I am thinking only of social psychology and criminology in my answer to this question. Perhaps part of the problem in the area of "social benefits" from social science research is that society often seems to expect the wrong kind of knowledge to come from social science research. Thus, for example, in criminology we are often expected to come up with suggestions on "what to do to reduce crime in our society" whereas many social scientists I know working in criminology would see their jobs as more in the area of "trying to understand the nature of crime and the system designed to control it." These are really two completely different questions; the problem often is that activities which are good examples of research fitting the second "purpose" are sometimes evaluated as if they are designed to meet the first need.

What I think is often not realized is that only if the basic phenomena are understood (e.g., purpose number two above), can we even conceive of doing something sensible about what may be seen as a problem. Thus I think that often we evaluate social science using rather narrow criteria of "social benefits." We ask ourselves whether a particular piece of research has led to an improvement in some social area rather than asking whether the research has helped us understand the problem.

The social sciences may help us understand the breadth and complexity of a problem; hence they may alert us to issues that otherwise we would not be aware of . In general, then, research can help in the (public) decision-making process by making the decision maker aware of the considerations that need to be taken into account.

I personally do not think that there is any particular kind of research that is likely to be most useful overall in this regard: it not only depends on the question, but, as I have pointed out elsewhere, usually multiple approaches to a question/problem have been most useful.

7, 8, and 9) In the areas that I work in (social psychology and criminology) I do not see much difference in the use of research in social science in government (public administrations), the private sector, and the general public. Hence I have collapsed my answers to these questions. Where there are differences that I see, I will refer to them.

It seems to me, as I have said before, that there are two separate kinds of uses that can be made of social science data: in the first place, there is research which helps us understand social interactions or institutions. Perhaps a better way of describing this research would be research which affects the way in which we approach a problem. At another extreme would be research which deals with a very specific question: what are the effects of a particular program or what do people think of some program/phenomenon, etc. My concern is that government often can see or can be persuaded to see the use of the second kind of research; yet it is sometimes difficult or perhaps even impossible to persuade government that the first kind of research should be done/considered.

Thus, in relation to these questions, I think that the latter kind of research is probably used reasonably often by all sorts of organizations; the former kind of research , however, gets "used", or is taken account of, only after it gets into the everyday thinking of those relevant professionals. I think, therefore, that if one were to look at the kinds of approaches that were being used to understand some phenomenon among researchers and among "policy" people, one would find that there is a rather long delay between the research and the "use" that that research is being put to. The delay is a measure of how long it takes for ideas to make their way into the everyday speech/thoughts of the non-research community.

Perhaps because of the nature of the questions that social scientists are likely to ask, it is probably very important that social science research results be available to anyone who wants them. There is no doubt that in areas such as criminology, there is extensive use of specific results of research for political purposes. It isn't clear to me that these results are being used to determine policy; instead, I think that the results are often used only as "justifications" of policy positions that are being advocated. As an example, it is possible that research results on the question of the deterrent effect of capital punishment had an effect on members of parliament; however, I think it more likely that the research results supporting each position were simply selected by those who advocated positions for other (personal) reasons.

I think that the problem we have to face in understanding "the current state of the utilization of research in the social sciences" is that we tend to think only of direct uses rather than indirect uses to which research has been put. Perhaps it is the indirect uses that have been most evident.

10) The simple answer to the question is that I do not think that there is a "highly accurate mentod for evaluating the social functions of research in the social sciences." As I have stated elsewhere, the problem is that in many cases the "effects" in terms of "social functions" of research are often indirect. To the extent that research in the social sciences affects the way in which we approach or think about a problem, the "effects" are so diffuse that I am not confident that they can be assessed in any straightforward way.

One example that may be a good illustration of this problem in the area of social psychology comes from the research carried out by Stanley Milgram in the early 1960's in the area of "obedience." His experiments, which are controversial on a number of different dimensions, can be interpreted as showing that certain kinds of anti-social behaviour are a result of the situation in which a person finds him/herself rather than being the result of some sort of unusual personality "defect." It would be hard for me to do a study of how these studies have affected the way in which we interpret anti-social behaviour; however, I would suggest that Milgram's study has received an enormous amount of publicity in the popular (and professional) press and does have an effect on how we think about problems of this sort.

Perhaps the only way in which we could suggest that such research has had an effect on our society would be to do some sort of series of case studies where an analysis is done of "public" approaches to understanding of a phenomenon. The presumption, I would think, is that the public views certain issues differently as a result of (and, therefore, presumably following) certain kinds of research in the social sciences.

Another illustration of the difficulty of this problem in criminology would be the masses of research into the "causes" of crime which has been carried out over the past century. As our knowledge of what "crime" is, and who "does" it, increases, our approach to it changes. One might be able to illustrate this by looking at the changes which have been proposed in the past ten years in the legislation dealing with juvenile offenders in Canada. I don't think that the change in philosophy directly follows from the research, but I do think that the "new" philosophy was in part a reflection of the kinds of findings that were becoming part of the way people looked at questions in the area.

11) I realize that it is something of a cliché to say that the "primary objective that should be assigned" to the "organizational process of research in the social sciences" should be the production of knowledge. However, I think that this view, which I endorse, should be contrasted with another politically more attractive view, namely that the primary objective should be to "attack" important social problems. As I have pointed out elsewhere, the view that we should drop our goal of "knowledge production" and move to "problem solutions" assumes that we have the basic knowledge to guide us in finding solutions to particular questions. I question this assumption.

The problem, perhaps particularly in times such as these, is that the "production of understanding" is seen as having little or no "social value" and, therefore, there is pressure to orient researchers toward what are seen at any given time as 'socially pressing issues." One could draw any number of analogies from other fields to point up the fallacy of this kind of thinking. In many instances, it is the basic understanding of a phenomenon that allows us to do things that have social or other relevance. Presumably it is the understanding of human physiology which has allowed us to move from a hit-and-miss approach to health to an approach where research can be focused according to what is known about underlying processes. In agriculture, the selection/development of new plants to meet particular needs is based not on pure chance but on knowledge of a variety of fields including genetics.

I have attached a short statement that I wrote for another purpose which contrasts these two views of research in criminology.

CENTRE OF CRIMINOLOGY
UNIVERSITY OF TORONTO

JOHN P. ROBARTS RESEARCH LIBRARY
ROOM 8001, 130 ST. GEORGE ST.
TORONTO M5S 1A1

THE DIRECTOR

(416) 978-3720

Criminology is a field where it might be easy to imagine that people could produce research results in rather short periods of time looking at questions which are obviously socially relevant and important. This simplistic view of the field -- that the problems, and therefore the research questions, are evident to any intelligent observer -- is both attractive and wrong. Criminology, like other fields in the social sciences, is a discipline where there are innumerable questions that can be approached on a short term, narrowly defined, basis. However, in order to understand fully whether these questions are really important questions, or more importantly in order to understand how to approach a practical question , criminology, like the other social sciences is an area where basic research -- aimed at understanding a phenomenon or institution -- is not only desirable; it is necessary.

I would like to support this view by briefly describing a few studies done at the University of Toronto's Centre of Criminology in the last ten years. The first of these examples has resulted in a book published by John Hogarth in 1971 entitled Sentencing as a human process. It is a study of the process by which provincial court judges in Ontario make decisions about sentences for criminal offenders. Previously, and without the knowledge gained by this "academic" study of sentencing, the approach used to "understand" sentencing involved a rather simplistic view: it was assumed that judges simply took the information before them, weighed it, and arrived at a sentence. Variation in sentencing from judge to judge was seen as reflecting simple harshness-leniency variation across judges. Hogarth showed that this model was simply inadequate, and that the process was more complicated (more "human" -- hence the title) but still understandable. In the past three or four years there has been great interest in the problem of sentencing by the lower courts in Canada.. Fortunately, because the basic research has been done, we have some idea about how to approach the question and, even, what might be done about problems as they are discovered. The issue of sentencing was not seen as a social issue when the research was carried out, and, indeed, the research was not carried out nor was the book written to "solve" some perceived problem. As a result, we now know something substantial about the basic process.

My second example is a program of research carried out by a group of researchers at the Centre of Criminology on private security and private justice. When this research was first funded by the Ministry of the

Solicitor General of Canada in 1973, it was only because a very small number of people in that Ministry were open enough to consider carefully the potential importance of the private security industry. Certainly, it was not a public or political issue; indeed it is likely that few at that time could have seen the possible importance of knowing about private security. Indeed, the importance of private security is only just recently being appreciated by policy makers. Fortunately, we have the research carried out at the Centre of Criminology to inform us about what is now agreed by many observers to be an important growing industry. As the number of privately controlled "police" in Canada continues to increase at a rate greater than that for public police and as we begin to realize that there are more privately controlled "police" in Canada than there are public police, we should not be surprised to see the importance of private security becoming a more public issue. Mr. Justice Horace Kreever, in his recently released report for the Royal Commission on the Confidentiality of Health Records expresses the view that "Despite the existence of the registration branch and its considerable powers, the private investigation industry in Ontario was out of control." It turns out that this is no surprise to those who have kept up with the research in the area. If the province now does want to understand the issues related to what is now seen as a problem, we have, as a result of a significant program of basic research into a phenomenon, the fundamental knowledge necessary.

My third example arises from a program of research presently in its final stages funded by a variety of sources over the past five years. This research was funded by the University (directly and through its Connaught Research fund), the Social Sciences and Humanities Research Council, the Donner Foundation, and the Ministry of the Solicitor General of Canada. It was a relatively long term in-depth investigation into the workings of the criminal justice system using as its focus a group of cases which were followed from first police contact with an accused person to final disposition by the court. In this way, a more full description of what actually happens in a criminal case can be given. The research was not designed to answer any immediate policy needs. However, from my reading of drafts of books and articles which will appear in the next few years, it is clear to me that the research has implications for many issues including the following: (a) the allocation of resources to police departments generally and to different parts of police departments in particular; (b) the "rights" of accused people in the criminal justice system and whether certain changes in law will change anything in practice; (c) the training of lawyers to do criminal work in the lower courts; (d) the role that the victim of a criminal offence plays in the criminal justice process and the sources of dissatisfaction that the victim may feel. The research was not specifically "designed" to look at questions such as these. However, because the program was designed to understand the basic system as it operates, we have a more complete picture than we possibly could if short term research were commissioned on any of these particular questions. Indeed, one of the most important problems with the research that would likely be produced from short term contracts or grants on issues such as those I have just listed is that it could not possibly even approach the question in what we now know to be an appropriate manner.

The argument has been made that we can rely on long term research in other countries; that Canada can, in basic research, save money by depending on research from other countires that give it high priority. In the social sciences the folly of this approach should be obvious to most people, and in criminology I am sure it is clear to all that this view cannot be sustained. Unless we have a basic understanding of our own institutions and culture, we risk basing our approach to Canadian issues on knowledge that may have little relevance to our own lives.

Anthony N. Doob
28 January 1981

12) As is clear (I hope) from my answers to other questions, the concern that I have for research in the social sciences is that the "system of funding" of the social sciences can easily be pushed into short term "applied" research areas. There are obvious moves in that direction in the federal government and, as far as I can tell, the provinces have generally felt that the short term questions are the only ones that they should have any involvement in. Thus for me the critical question is how "directive" the funding sources are. We have to remember that when there is any centralized "direction" the implication is that those who created this direction presume that they have specialized knowledge and expertise not in existence outside of their group.

The general public is to be excused, I think, for its view that centralized decisions on "direction" can effectively be made. But the experience of social scientists in predicting or designating areas for the future that should be funded is, I think, not particularly defensible.

I am not terribly worried about the decision making for "basic" social science being centralized (especially if the alternative is that the decision making be left to regions or provinces). The conern that I have is that whoever it is who makes the decisions must, I think, be open to new ideas and must be tolerant of approaches and ideas that do not fit in with today's or yesterday's thinking.

Put somewhat differently, we should worry about the conservatism that can easily invade decision making about research funding/priorities. It is easy to understand how decision makers can go for easily assessed projects or programs of research rather than taking chances on interesting projects/programs. In terms of University research, with an ageing population of researchers, we can begin to put more weight on the actual record of the researcher to produce important research rather than on the specifics of the research project. Obviously, for younger researchers, projects themselves have to be assessed (rather than assessing researchers). But we can begin to move toward the support of researchers who have a record for creative approaches or for the production of important knowledge.

13) I have very little, if anything at all, to say about the way in which research is organized institutionally. I would be very concerned, however, if there were some sort of movement toward uniformity of organization. I have a hard time believing that there is any "ideal" organization for research. I would think that the "ideal" would be a joint function of many things including the particular person involved, the question being asked, and the nature of the approach being taken to the question.

Thus if I were to favour any particular position, it would be to favour diversity. This does not mean that all forms of organization will necessarily be good; instead it means that we should look to the particulars rather than pronounce a particular form of organization to be good or bad simply because of its relationship to what seems to "work" in another context on another question.

14) I have difficulty dealing with the problem of the "transmission of results of research in the social sciences among other non-specialists" because it isn't often clear to me exactly what it is we should be transmitting. The problem with the social sciences, it seems to me, is that it is easy to overinterpret or to misinterpret the findings of research. In other sciences, it is possible that the situation is a little better because, at least, the exact form of the question is usually somewhat clearer. If the question is "Is this chemical bad for humans?" at least the question can generally be understood and transmitted clearly. (Of course, even in other areas, the question itself is often more complicated. The proper question in this example may not be "Is this chemical bad for humans?" It may be, "Given the costs of eliminating this chemical, is the harm or potential harm that it creates worthy of general concern or would it be better to focus concern elsewhere?") In the social sciences, part of the problem often is that the correct question is not asked, and that the results are not simple. For example, it may be that the "variables" involved interact with other social variables; hence the answer cannot be a simple one (X is better than Y) but rather must, by its very nature be more complicated (X is better than Y when Z; but X is the same as Y when not-Z).

Thus for a non-specialist, what may be difficult to communicate is that there are limits on the interpretation of social science findings and apparently contradictory findings may simply be a function of misunderstanding of these limits. This would suggest, then, that in order to transmit social science findings adequately, the "receiver" of the information must understand the nature and limits of the research. There are a variety of ways that this could be accomplished; the important things is that it is a question that must be addressed.

REPONSES DE:

GERALD FORTIN

Professeur, INRS-Urbanisation

Institut national de la recherche scientifique

Université du Québec, Montréal

COLLOQUE SUR L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

En général, il se dégage des questions préparatoires au colloque de même que de la problématique de sa présentation un postulat de rentabilité. Comme les sciences de la nature, les sciences sociales ou humaines doivent non seulement rembourser les sommes qui leur sont consacrées, mais aussi engendrer des profits. De plus, ce profit ne doit pas être un profit lointain mais un profit relativement immédiat.

Ce postulat, qui s'applique très mal à la réalité des sciences humaines, s'applique aussi relativement mal même aux sciences de la nature.

Même si je ne suis pas contre une planification de la recherche et de son organisation, il me semble que cette planification devrait être basée sur d'autres objectifs que celui de la rentabilité et surtout de la rentabilité immédiate. Comment, en effet, évaluer le profit d'une société qui fonctionnerait un peu mieux parce qu'elle aurait réussi à objectiser ses problèmes ou son mauvais fonctionnement. Peut-être cette société deviendra-t-elle plus productive, mais peut-être aussi deviendra-t-elle tout simplement plus harmonieuse. Il est, sans doute, aussi difficile d'évaluer la rentabilité des sciences humaines que d'évaluer la rentabilité de la musique ou de la peinture.

Avant de répondre spécifiquement aux questions préparatoires, j'aimerais établir quelques propositions qui me semblent essentielles si l'on veut comprendre le sens des réponses que je pourrai donner plus tard. Ces propositions tentent de signaler quelques écueils que les sciences sociales n'ont pas réussi à éviter jusqu'à

ce jour. On peut même se demander si, de par la nature même des sciences sociales, ces écueils pourront jamais être évités.

Le premier de ces écueils est que les sciences sociales sont demeurées très proches de la philosophie, et même sont encore de la philosophie. Les sciences sociales sont d'abord de la métaphysique. Elles ne se contentent jamais d'expliquer ou de prédire, elles veulent connaître l'ontologie, la nature même des phénomènes et des choses. Si l'on reprend l'analogie classique de la boîte noire, alors que les sciences de la nature se contentent de construire des hypothèses sur le contenu de la boîte de façon à reproduire les phénomènes, les sciences sociales voudraient savoir ce qu'il y a dans la boîte, faire des théories sur le contenu plutôt que sur les effets. Un physicien qui aurait la mentalité d'un spécialiste des sciences sociales voudrait savoir si <u>réellement</u> la lumière est une onde ou un corpuscule.

Les sciences sociales sont aussi de la philosophie morale, en ce sens qu'elles ne veulent pas se contenter de décrire les phénomènes, mais qu'elles veulent améliorer le système. Cette intention n'est peut-être pas comme telle présente dans les sciences elles-mêmes. On la retrouve cependant chez tous ceux qui pratiquent ces sciences. Tous les scientifiques sociaux ont leur idée de ce qui va bien et de ce qui va mal dans la société, ont leur idée de ce qu'il faudrait améliorer, ont leur idée même du sens dans lequel il faudrait réorienter la société. Ils sont parfois réactionnaires, parce qu'en gros la société leur semble fonctionner relativement bien. Ou ils sont révolutionnaires parce qu'en gros cette même société leur paraît vouée à un échec. Le résultat de cette intentionnalité chez les chercheurs fait que les théories et les pratiques de recherche sont elles-mêmes biaisées. L'intentionnalité, en effet, se retrouvera non seulement dans les postulats de base élaborés

pour construire la théorie, mais aussi dans les objets de recherche, dans les définitions opératoires de ces objets, etc. Les sciences sociales sont donc subjectives, moins par le manque de rigueur des techniques que par l'intention plus fondamentale et souvent même tacite de ceux qui les font.

Enfin les sciences sociales ont beaucoup de difficultés à ne travailler qu'au niveau des ensembles. Ce qu'on veut implicitement ou explicitement, c'est comprendre et prédire le comportement des individus. La physique a depuis longtemps renoncé à cette façon de procéder. Le physicien ne cherche plus à prédire le comportement exact d'un atome de gaz. Il peut prédire que la pression de l'ensemble des atomes va augmenter ou diminuer sur les parois, que ces atomes vont aller dans leur ensemble plus vite ou moins vite. Tout au plus, s'il y a plusieurs sortes d'atomes dans une même chambre, le physicien va-t-il chercher à prédire le comportement différent des divers atomes. Au contraire, en sciences sociales, même lorsqu'on a constaté des récurrences dans les comportements de certains groupes, on veut aller jusqu'à la prédiction du comportement de chaque individu à l'intérieur de ces groupes. La science sociale par excellence serait donc une sorte de super-psychologie qui, à partir des récurrences globales, finirait par comprendre chaque individu, prédire ses réactions, et enfin corriger ses conduites si on les juge déviantes.

Les sciences sociales peuvent peut-être échapper à la métaphysique et à la super-psychologie, il est moins sûr qu'elles puissent se débarrasser complètement de leur intentionnalité, ou des intentions de ceux qui les pratiquent. Pour encore longtemps les sciences sociales seront des objectivations d'intention soit idéologique, soit nationale, soit tout simplement humanitaire. Tant qu'il n'y aura pas qu'une seule culture à l'échelle du globe,

une seule société, il n'y aura pas de théorie unique soit à l'intérieur de chacune des sciences sociales, soit pour l'ensemble des sciences sociales. On peut formaliser la théorie de Durkaine, mais on ne peut en extraire sa conception de la société idéale.

Question 1

Tous ces objectifs devraient être poursuivis. Tous cependant ne peuvent pas être réalisés en même temps. Si l'on considère la situation canadienne, le plus urgent est sans doute la description des phénomènes et de la société elle-même. La société canadienne, et ses différentes sous-sociétés, est une des moins connues au monde. La très grande majorité des chercheurs canadiens ont été formés à l'étranger. Pour autant, ils apportent parfois une bonne connaissance des pays où ils ont étudié mais ont peu tendance à étudier la société dans laquelle ils vivent. Par ailleurs, cette description de la société canadienne ne doit pas seulement se faire à coups de relevés statistiques ou de sondages d'opinion, elle doit se faire aussi par de très nombreuses monographies des divers sous-groupes qu'on y trouve et des divers phénomènes ou problèmes qu'on y rencontre.

L'explication des phénomènes est sans doute l'objectif final que doit poursuivre toute science. Cette explication, d'ailleurs, prend ordinairement la forme d'une théorie plus ou moins générale et plus ou moins axiomatisée. Cependant, l'histoire des sciences nous montre que l'explication est toujours précédée par un temps de tâtonnements qui relève beaucoup plus de la compréhension que de l'explication. La compréhension peut souvent prendre des allures ontologiques. C'est un écueil que nous avons déjà signalé en introduction. Elle n'est pas, cependant, obligatoirement ontologique et, si elle concentre ses efforts sur une société concrète et sur les interactions entre les diverses composantes de cette société, elle peut devenir la pierre d'assise d'une théorie explicative et prédictive.

En général, et au Canada en particulier, les sciences sociales sont loin d'une théorie unifiée. Tout au plus peut-on penser que des théories à portée moyenne peuvent être élaborées. Ces théories ou ces explications deviendront de plus en plus faciles à mesure que l'étude monographique de sociétés concrètes sera entreprise et complétée.

Les meilleurs prédictions se font à partir de théories. Faute de théories les sciences sociales peuvent quand même faire des prédictions, et doivent en faire si elles veulent être utiles. On peut construire des modèles, même si ceux-ci en général sont encore très simplifiés sinon simplistes. On peut aussi construire des scénarios en tentant, dans une société donnée, d'isoler une ou plusieurs variables lourdes. On peut enfin faire des projections à partir de séries temporelles ou à partir de récurrences relativement stables entre phénomènes. Dans l'état actuel des sciences sociales, ce sont souvent ces projections qui s'avèrent les prédictions les plus utiles à l'action des gouvernements ou des groupes.

Question 2

Je n'ai rien contre le fait qu'il faille établir des fondements théoriques plus solides. Je me demande seulement si c'est possible dans l'état actuel des sciences sociales au Canada. J'ai déjà signalé à la question précédente que le manque de connaissances concrètes sur la société canadienne est un frein très considérable à la construction théorique par des chercheurs canadiens.

Par ailleurs, il me semble que la construction de théories est un acte individuel et non pas collectif. Je crois qu'il serait illusoire de vouloir subventionner un groupe dont le projet serait de faire de la recherche théorique. La théorie se construit par les "scholars" qui, après avoir consacré une grande partie de leur vie à la recherche empirique individuelle ou collective, peuvent prendre le temps de revenir sur leurs expériences et de se laisser hanter par leurs résultats.

La tendance récente dans les sciences sociales est de favoriser le travail d'équipe et le travail collectif. Cette tendance me semble très justifiable lorsqu'il s'agit de la recherche empirique; elle l'est moins lorsqu'il s'agit de recherche théorique. Il ne faut pas obliger les chercheurs les plus vieux à continuer à faire de la recherche. Il faut plutôt leur permettre de s'éloigner de la recherche empirique et de redevenir des "scholars". Ceci ne veut pas dire que tous les chercheurs peuvent devenir des "scholars". Même durant la période de recherche empirique il faut quand même que l'on garde des préoccupations de recherche théorique. Si l'on veut de la théorie, il faut transformer les "scholars" potentiels en "scholars" véritables.

Par ailleurs, il ne me semble pas possible, du moins à court terme, d'avoir des théories qui soient complètement indépendantes des intentions ou des idéologies de ceux qui les font. La rigueur dans la construction théorique consiste donc à rendre objectifs et explicites les biais qu'on y met plutôt que d'essayer de se débarrasser de ces biais.

La recherche épistémologique peut aider à déceler les intentions du chercheur ou du théoricien. C'est un fait que cette recherche est très peu poussée dans le domaine des sciences sociales. Par ailleurs, l'explicitation des intentions pourrait se faire par le chercheur lui-même; c'est d'ailleurs le critère de rigueur principal dans la construction théorique. Il ne faut pas oublier non plus que si la recherche épistémologique étudie la théorie, elle ne fait pas de théorie. On peut encourager la recherche épistémologique sur les sciences sociales, mais il ne faut pas croire que par le fait même on fait avancer la théorie des sciences sociales.

Question 3

Le langage des sciences sociales est l'un des plus ambigus et des plus polyvalents qui soient. Cette polyvalence se retrouve non seulement entre les auteurs ou entre les sciences sociales, mais aussi même à l'intérieur de l'oeuvre d'un même auteur.

Cette polyvalence vient du fait que les intentions des auteurs varient, et que les intentions d'un même auteur peuvent varier dans le temps. L'ambiguïté vient aussi du fait qu'en sciences sociales on se sert très souvent de la langue naturelle et non d'une langue qui serait strictement scientifique. Cette utilisation des langues naturelles vient sans doute du fait que le chercheur tente de communiquer avec le plus grand nombre possible d'auditeurs ou de lecteurs. Contrairement à ce qui se passe pour d'autres sciences, le public visé par les publications en sciences sociales est moins un ensemble d'autres scientifiques que l'ensemble de la population. Contrairement aux autres scientifiques, le scientifique des sciences sociales veut être son propre vulgarisateur. Nous y reviendrons plus loin.

Les prodécures de définition ne sont pas toujours adéquates, et ceci pour deux raisons. Premièrement, l'utilisation du langage courant, des langues naturelles, fait qu'il demeure toujours une ambiguïté de sens même lorsque les termes sont relativement bien définis. Deuxièmement, les définitions, lorsqu'on veut les utiliser dans la recherche empirique, doivent être élaborées de façon opératoire. Ces définitions opératoires doivent être transformées chaque fois que l'on passe d'une société à l'autre et parfois même d'un sous-groupe à l'autre dans une même société (les symboles du prestige social ne sont pas nécessairement les mêmes aux Etats-Unis qu'au Japon). Si l'on oublie d'effectuer

ces transformations dans les définitions opératoires on peut arriver à des contresens sur le plan empirique.

Les tentatives de mathématisation en sciences sociales sont mieux réussies lorsque l'on utilise des théories mathématiques très faibles. A mon sens, c'est vers les théories de l'ordre, des réseaux et des treillis, qu'on doit s'orienter plutôt que vers les algèbres.

Les intentions sont inscrites dans les sciences sociales elles-mêmes. Elles sont par ailleurs aussi l'objet d'étude des sciences sociales. Par exemple, la propension à consommer peut être postulée dans une équation économique. Cette même propension peut aussi être mesurée et étudiée de façon à faire de meilleures prédictions. Elle peut, en effet, varier selon une série de facteurs qui sont indépendants des phénomènes économiques eux-mêmes. Contrairement aux atomes de la physique, les atomes sociaux sont des êtres qui ont des intentions ou des croyances et qui posent des actions volontaires. Les sciences sociales ne peuvent donc pas ignorer cette caractéristique propre des atomes sociaux.

Lorsque l'idéologie fait partie intégrante de la théorie en sciences sociales, le langage qu'on y trouve est toujours explicitement ou implicitement évaluatif. La question est donc de rendre l'idéologie explicite.

Le langage des sciences sociales n'est en général pas assez spécialisé. Une des causes de ce phénomène, c'est le désir du chercheur de pouvoir communiquer avec des non-spécialistes. Il serait important de retrouver en sciences sociales un langage scientifique plus serré et un langage de vulgarisation. Mais cela pose tout le problème de la publication pour des clientèles très restreintes et de la tentation qu'éprouve tout chercheur en sciences sociales de publier une fois dans sa vie un best-seller.

Question 4

Il y a beaucoup à faire pour améliorer les méthodes de cueillette de données en sciences sociales. Ce qui est surtout déficient, c'est le côté de la cueillette qui s'intéresse aux structures et aux groupes et non pas aux individus. Si les techniques de cueillette des attitudes des individus sont assez bien développées, de même que les techniques d'analyse de ces données, nous ne possédons encore que très peu de moyens pour l'observation systématique des groupes et pour l'observation des structures et de leur évolution. Alors que les phénomènes collectifs devraient être l'objet principal d'une science sociale, c'est à ce niveau que nous sommes le plus pauvre en techniques de recherche. Un effort particulier devrait être entrepris dans la mise au point de ces nouvelles techniques.

Par ailleurs l'expérimentation est chose pratiquement impossible en sciences sociales, pour des raisons aussi bien morales que politiques. (L'expérimentation en laboratoire est très peu fiable, étant donné que la situation de laboratoire constitue une variable qu'on ne retrouve pas dans la réalité.)

Les méthodes de traitement des données sont assez développées, surtout en ce qui concerne le traitement des données venant d'individus. La plupart des chercheurs disposent maintenant de moyens techniques avancés, souvent même trop sophistiqués pour nos besoins. Ces méthodes de traitement des données, par ailleurs, ne règlent en rien le problème des comparaisons systématiques entre les résultats obtenus par divers chercheurs. En effet, la comparaison des résultats ne dépend pas des techniques de traitement, mais bien des définitions opératoires utilisées par chacun des chercheurs. Ceci est sourtout vrai pour les techniques de questionnaire, où la moindre variation dans la composition de la question constitue un stimulus nouveau non comparable avec le stimulus antérieur.

Question 5

Il me semble pratiquement impossible de faire de façon scientifique une description, une analyse et une évaluation de l'état théorique et méthodologique de la recherche en sciences sociales. Je ne suis même pas sûr que ce soit pertinent.

Il me semble qu'il serait plus utile de se fier à l'autocritique que font assez régulièrement les chercheurs des différentes disciplines. Ainsi, depuis une dizaine d'années, on parle en sociologie d'une crise, surtout au point de vue théorique. Les auteurs ne s'entendent pas exactement sur la nature ou la cause de cette crise, mais une analyse ou une lecture de ce qu'on a écrit sur la crise de la sociologie constituerait probablement la meilleure analyse et description de l'état de la recherche dans cette science. La sociologie ne semble pas la seule discipline où cette remise en question s'opère, s'est opérée, ou s'opérera.

Si l'on tenait absolument à poser ce diagnostic, un des rares moyens qui pourraient être utilisés, malgré tous ses défauts, c'est la méthode Delphy: le recours à un panel d'experts dans la discipline.

Question 6

Pas plus que les sciences naturelles, les sciences sociales ne peuvent contribuer à la formation ou à la formulation d'objectifs sociaux. La formulation des objectifs est un acte politique et non un acte scientifique.

Les sciences sociales, par ailleurs, peuvent éclairer le politique en prédisant les divers résultats qui pourraient découler du choix de tel ou tel objectif. Les chercheurs peuvent évaluer les résultats des objectifs, indiquer les moyens les plus efficaces pour atteindre les divers objectifs, mais ils ne peuvent se substituer au jugement de valeur politique. Sinon, les chercheurs deviennent tout simplement des technocrates.

C'est surtout par l'analyse des politiques et l'évaluation des programmes que la recherche en sciences sociales peut jouer un rôle utile dans les prises de décisions. Les prédictions économiques et démographiques ou sociales peuvent être aussi importantes.

Cependant, ces recherches et ces résultats de recherche, pour être utiles dans la prise de décision, ne doivent pas seulement être connus des organismes publics mais doivent être diffusés auprès du public en général, du moins, si l'on croit que la démocratie est une forme politique souhaitable. Comme ces recherches devraient déboucher sur une évaluation critique des objectifs et des moyens, le public a le droit de connaître ces critiques, de façon à appuyer ou à rejeter le choix d'objectifs fait ou présenté par ses représentants.

Les principaux obstacles qui s'opposent à une utilisation adéquate des résultats de recherches en sciences sociales sont les suivants.

Premièrement, comme nous venons de l'indiquer, la diffusion des résultats est souvent très faible, sinon nulle. Deuxièmement, les résultats contredisent les idées préconçues des décideurs. Troisièmement, la commande que l'on donne aux chercheurs est mal formulée. Le plus souvent, lorsqu'un décideur demande une recherche, il veut que cette recherche vienne confirmer ou justifier ses choix déjà arrêtés. Pour être vraiment utile, une commande de recherche pour fins de décision devrait exiger que l'on examine les résultats de plusieurs objectifs et de plusieurs moyens, de façon à véritablement éclairer le choix qui devrait être ultérieur et non antérieur à la recherche.

Question 7

La réponse à cette question est déjà contenue dans la réponse à la question 6. Les résultats de la recherche sont souvent utilisés pour justifier des décisions déjà prises, et la recherche sert surtout les intérêts du parti ou du groupe au pouvoir, et non du public en général. On ne permet pas aux sciences sociales de remplir un rôle véritable dans une démocratie parce que les résultats ne sont pas assez diffusés et que les commandes ne sont pas les bonnes.

Question 8

Les résultats de la recherche en sciences sociales ont été utilisés très fortement dans deux domaines de l'entreprise privée: la publicité, et le contrôle du travail et des travailleurs. En dehors de ces deux domaines il y a, à ma connaissance, très peu d'utilisations.

Encore plus que dans le domaine public, la recherche en sciences sociales est relativement mal utilisée par l'entreprise privée. Les commandes sont mal formulées. Mais encore plus, les résultats sont utilisés pour influencer ou contrôler le public au profit de l'entreprise elle-même ou de ses actionnaires.

En plus de rendre possibles des transformations de la société, les sciences sociales peuvent devenir des forces de manipulation très considérables. En ce sens, elles diffèrent peu des sciences naturelles.

Question 9

Parce qu'elles sont peu diffusées, les recherches sociales ne jouent pas leur rôle véritable par rapport au grand public. Monopolisées par des hauts fonctionnaires publics ou privés, les sciences sociales peuvent non seulement justifier mais créer la technocratie. On peut alors s'en servir pour opérer des mystifications idéologiques, pour remplacer la religion ou les horoscopes.

On peut manipuler des actions ou des opinions et, surtout, justifier les choix d'objectifs de société qu'on propose au public.

Cet état de choses pourrait changer si la théorie et les résultats de recherche des sciences sociales étaient véritablement vulgarisés dans le grand public. Il ne s'agit pas de simplifier ou de s'amuser avec des résultats, il faut rendre publiques les critiques et les analyses d'objectifs et de moyens, de même que les études des problèmes de la société. Peut-être les chercheurs en sciences sociales devraient-ils renoncer à ce rôle de vulgarisateurs et admettre que les spécialistes de la vulgarisation pourraient, un peu comme dans les autres sciences, jouer ce rôle.

Question 10

Je n'ai pas véritablement de réponse à cette question. Sans doute faudra-t-il procéder par des études de cas de décision, de fonctionnement d'organisme, de déroulement de dossiers. Il faudra aussi voir comment, dans ces décisions, les dossiers des résultats de la recherche libre se comportent en comparaison des résultats de la recherche commanditée.

Question 11

Un des outils essentiels de la recherche en sciences sociales, c'est la littérature. Dans la plupart des lieux de recherche, cette littérature est relativement peu accessible. Au Canada, il y a peu de grandes bibliothèques, il y a peu de grandes bibliothèques à jour. Rendre accessible la littérature et surtout la littérature récente me semble un des objectifs prioritaires dans l'organisation des sciences sociales au Canada. Il faudrait multiplier les centres de documentation et/ou accélérer les prêts entre bibliothèques.

Il faut chercher à orienter la recherche vers des questions socialement urgentes. Il faut surtout l'orienter vers la connaissance de la société concrète qu'est le Canada (ou ses parties).

Outre cette orientation vers les questions sociales ou vers la réalité sociale où nous vivons, il faut encourager dans une certaine proportion la recherche libre et permettre aux "scholars" potentiellement théoriciens de devenir de véritables théoriciens.

Il faut de plus encourager très fortement la participation des chercheurs canadiens aux organismes de recherche internationaux. Cela, non seulement pour augmenter le prestige du chercheur d'ici, mais aussi pour le mettre en contact vivant avec les biais nationaux et culturels des diverses théories dans sa discipline. Rien ne vaut une rencontre internationale pour percevoir rapidement tous les biais implicites que contiennent les diverses théories ou les divers résultats de recherche.

Question 12

L'état du financement des sciences sociales est un état de grande misère. On sait que les trois quarts de la recherche sont subventionnés de façon indirecte par les universités. Ceci a pour résultat que les entreprises relativement considérables de recherche sont des faits exceptionnels. La recherche en sciences sociales comprend des équipes relativement petites, deux ou trois personnes, oeuvrant avec des budgets minimums sur des périodes de temps relativement courtes et sur des objets discontinus. Il est ainsi pratiquement impossible de parler de connaissance cumulative dans le domaine des sciences sociales.

Par ailleurs, on connaît très mal ce qui se fait dans les divers ministères fédéraux et provinciaux, de même que dans l'entreprise privée. Quelles sont les sommes consacrées à la recherche, quels sont les sujets cherchés : on n'en sait à toutes fins pratiques rien.

Le système actuel de subventions est très centralisé. Au Québec, deux ministères offrent des subventions, soit celui de l'Education et celui des Affaires sociales. Les montants dont disposent ces ministères sont cependant relativement restreints. Si l'on veut de la recherche orientée vers la connaissance du milieu et des problèmes de ce milieu, des formules de subvention par les grands ministères me semblent, sinon nécessaires, du moins très intéressantes. Ces subventions orientées pourraient, avec profit, être ajoutées aux subventions thématiques du Conseil.

Question 13

L'organisation actuelle des unités de production me semble très déficiente. Ce sont presque toujours de très petites unités de production oeuvrant sur de courtes périodes ou sur des projets de courte période, s'intéressant à des objets diversifiés et non complémentaires.

De plus, chacune de ces unités est relativement compartimentée et il est très difficile de passer de l'une à l'autre, à cause des distances, à cause des problèmes syndicaux, à cause des fonds de pension, à cause des échelles de salaire, etc.

Dans la situation actuelle il est pratiquement impossible de coordonner les efforts des unités et de produire des résultats cumulatifs permettant de connaître notre société.

Il m'apparaît donc nécessaire de créer des unités de production qui seraient reconnues comme groupe d'excellence pouvant jouer un rôle de leadership intellectuel et même financier dans certains domaines de recherche. Je n'ai pas ici de formule magique mais il me semble que la formule des instituts proposée par le Livre vert sur la recherche scientifique au Québec pourrait être un modèle à étudier plus en profondeur.

Au lieu d'y mettre des obstacles, on devrait favoriser par tous les moyens possibles les échanges de longue durée entre les centres de recherche et leur personnel. On devrait aussi favoriser le passage de chercheurs universitaires à des unités non universitaires, et vice-versa. Dans ce dernier cas, un des obstacles majeurs est la détention d'un doctorat. En effet, dans les milieux gouvernementaux ou privés, il est très rare qu'on exige, comme à l'université, la détention d'un doctorat dans le domaine des sciences humaines.

En fait, la majorité des unités de production de la recherche en sciences sociales se trouve dans les universités rattachées à des départements ou à des unités d'enseignement. Il y a ainsi souvent conflit non pas entre recherche et enseignement, mais entre recherche systématique cumulative et enseignement. Les structures traditionnelles de nos universités sont très mal adaptées à une recherche de longue durée dans le domaine des sciences humaines. Il faudrait sans doute essayer de repenser cette organisation et expérimenter des formules nouvelles qui permettraient aux universités de remplir leurs deux fonctions principales.

Question 14

J'ai déjà parlé plus haut plusieurs fois de cette question. Les résultats de la recherche sont très mal diffusés. Les chercheurs et les théoriciens en sciences sociales, sauf exception, veulent être des écrivains et laissent très peu de place aux vulgarisateurs professionnels.

Question 15

Pour être chercheur ou le devenir, il faut chercher. Or, dans les universités, on n'a pas de budgets suffisants pour entreprendre des recherches à long terme, cumulatives. En ce sens, il me semble que la formation actuellement dispensée aux chercheurs en sciences sociales est loin d'être adéquate. Les étudiants devraient jouir non seulement de bourses d'étude, mais de frais de terrain et de frais de recherche. Ainsi, si leur université leur offre peu de possibilités, pourraient-ils, sous la direction de leurs professeurs, entreprendre au moins une recherche pendant leur formation.

Une autre solution, c'est que cette formation à la recherche se fasse en travaillant effectivement dans un centre de recherche dûment constitué et possédant une certaine stabilité dans ses objets de recherche.

D'un côté comme de l'autre, bourses ou emploi, si l'on veut former des chercheurs en sciences sociales, il faut que des sommes considérables soient consacrées à la recherche dans ce domaine.

Actuellement, on forme trop de chercheurs en sciences sociales par rapport aux structures d'accueil dans des centres réels. D'un autre côté, on n'en forme pas assez par rapport au rôle potentiel que devraient jouer les sciences sociales dans une société qui en est à ses premiers pas dans la connaissance d'elle-même.

Question 16

Il me semblerait opportun et pertinent de procéder à une évaluation du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales. Encore là, sans en faire un modèle, le Livre vert sur la recherche scientifique au Québec pourrait constituer un point de départ.

Gérald Fortin
Janvier 1981

REPONSES DE:

JEAN-CLAUDE GUEDON

Institut d'Histoire et de

Sociopolitique des Sciences

Université de Montréal

Dans la mesure où les sciences sociales prennent pour cible et objectif l'élucidation réglée de phénomènes sociaux, elles prétendent se substituer à la politique, ou du moins à l'informer complètement. Du même coup, les discours des sciences sociales incorporent, explicitement ou non, peu importe, une portée politique. Par ailleurs, le développement historique de formes de savoir ne se fait pas de façon aléatoire: à une configuration de savoir donnée située dans un contexte socio-historique précis correspondent seulement quelques possibilités d'évolution.

Les individus impliqués dans la production de savoirs ne sont donc pas dans une situation libre; au contraire, ils tirent parti de ce qu'ils peuvent exploiter (leurs connaissances, les institutions dans lesquelles ils jouent un rôle, etc) pour en obtenir des résultats qui ne sont pas forcément et même rarement du niveau du savoir (prestige, visibilité, accès à des fonds de recherche, postes plus importants, etc.). Il semble donc difficile, a priori, de prescrire de l'extérieur ou idéalement la forme que devraient prendre les résultats scientifiques, puisque cette forme ne peut pas surgir n'importe où n'importe comment. Ce projet semble d'autant plus utopique (au sens étymologique du terme) que d'un secteur de savoir à l'autre, la meilleure tactique à suivre peut consister à étendre les recherches empiriques informées par une problématique particulière de façon à bien se situer dans son champ particulier et ainsi se faire des alliés aussi sûrs que les adversaires qui ne manqueront pas de surgir à cause justement de cette prise de position démontrée implicitement par la forme utilisée; à l'inverse cette meilleure tactique peut consister à remettre en question une problématique particulière, soit pour en soutenir une autre ou, encore mieux, en élaborer une nouvelle. Ainsi des marxistes au fonctionnalistes puis aux théories de champs de production de Bourdieu, la sociologie, comme discipline offre de nombreuses possibilités d'intervention. Ces interventions

peuvent alors se présenter sous les formes décrites dans l'explication accompagnant la question 1, sans que l'on puisse dire que la théorie unifiée est universellement plus souhaitable que telle description de phénomènes. A moins, bien sûr, d'adopter le point de vue de Sirius, point de vue exemplairement utopique. Quant à moi, et en guise de conclusion, je réitérerai que les formes du savoir sont en fait les manifestations de possibilités d'intervention polémique dans un domaine donnée de savoir.

Question 2.

Partant de l'hypothèse que les théories en sciences sociales constituent une forme d'intervention dans ce domaine général, il devient impossible de dire qu'il y a trop ou pas assez de recherches théoriques. Il devient également impossible, sauf de manière polémique, de dire que la recherche théorique est ou n'est pas engagée dans des voies fécondes, est ou n'est pas assez générale, est ou n'est pas assez formalisée et ainsi de suite. Les critères de précision et de rigueur qui seront respectés résulteront eux aussi de l'évolution sectorielle ou globale de ce domaine de savoir.

Par ailleurs, la "nécessité d'établir des fondements théoriques plus solides "aux sciences sociales, nécessité invoquée par le projet de plan quinquennal du CRSHC, semble correspondre à la traduction, en terme de politiques de financement, du mandat du CRSHC de servir les chercheurs universitaires. On peut se demander cependant si une telle politique ne dessert pas à terme ces mêmes chercheurs en les encourageant à s'isoler des requêtes sociales encore plus qu'ils n'ont déjà tendance à le faire (ce que l'on appelle souvent le complexe de la tour d'ivoire).

Question 3.

Fruit des modes d'intervention des chercheurs, le langage des sciences sociales se caractérise par une dispersion extrême qui fait souvent obstacle à l'échange d'idées ou même à la confrontation des divers points de vue les uns avec les autres. Cette situation me semble inévitable, et il ne sert à rien de la déplorer. Quant à la corriger par un effort de normalisation, c'est répéter l'erreur académique qui consiste à imposer une solution aux dépens de toutes les autres. Dans le domaine de la langue francaise, un tel académisme a constitué un instrument puissant pour construire une nation, mais ce résultat a été atteint au prix d'un appauvrissement linguistique énorme: perte de langues voisines du français moderne et, à l'intérieur même du francais, perte de vocabulaire puisque les mots acceptable ne sont plus seulement les mots utilisés couramment, mais seulement les mots passés au crible académique.

Bien sûr, la langue des sciences sociales n'est pas le même genre d'objet que les langues naturelles; elle en est même tout le contraire si l'on accepte que les concepts et objets d'un savoir s'élaborent contre les perceptions spontanées. Il n'empêche que la normalisation de cette langue reviendrait à légitimer certains aspects des sciences sociales tandis que d'autres se trouveraient disqualifiés. Inutile de dire qu'une telle opération serait particulièrement difficile à mener, surtout à l'échelle internationale, pour toutes sortes de raisons politiques aussi bien que proprement linguistiques (la traduction de termes d'un secteur ou d'une problématique à un ou une autre se doublerait de problèmes purs et simples de traduction entre langues naturelles.

Cela dit, il me semble que l'on n'a pas assez pris avantage de ces problèmes de communication dans les sciences sociales. Chercher à réduire les langues des sciences sociales en une seule me semble trop ambitieux en plus d'être

pernicieux; en revanche, utiliser ces différences pour confronter les points de vue permettrait de dynamiser considérablement les divers domaines des sciences sociales en forçant ces différences à s'exprimer ouvertement. A cet égard, numéros thématiques de revues et colloques pourraient être encouragés par des incitations financières dans la mesure où une dimension de confrontation serait introduite systématiquement. Une telle démarche ne résoudrait pas le problème des langues en sciences sociales, mais elle contribuerait fortement à en accélérer l'évolution. Incidemment, une telle stratégie de financement permettrait effectivement de privilégier la dimension théorique sur les autres, comme semble le souhaiter le profil de plan quinquennal du CRSHC, mais cette stratégie pourrait être mise en place autour de thèmes dont la pertinence sociale serait éclatante.

Question 4.

Je ne m'attacherai pas ici à une évaluation de l'état actuel de la méthodologie empirique dans la recherche en sciences sociales pour la simple raison qu'une telle évaluation ne peut se faire qu'à partir de l'adéquation entre cette méthodologie et le cadre théorique qui l'informe. Or, comme je considère que ce dernier constitue un mode d'intervention dans le domaine, je ne peux que répercuter ce point de vue sur la méthodologie empirique.

Cela dit, il est clair que les données devraient être aussi accessibles que possibles à l'ensemble des chercheurs dans la mesure où chacun peut se construire les manipulations nécessaire pour intégrer ces données à ces recherches sous la forme qui lui convient. A cet égard, les modes de stockage électroniques sont particulièrement utiles puisqu'ils permettent des systèmes d'indexations multiples qui constituent autant de voies d'entrées dans les banques de données.

Question 5.

En continuité avec ce qui précède, il me semble qu'un secteur des sciences sociales est d'autant plus développé que les modalités d'intervention sont plus diverses. Ceci suggère un moyen d'évaluer le développement des sciences sociales qui peut sembler quelque peu curieux dans la mesure où il prend exactement le contre-pied du point de vue de Kuhn selon lequel l'état de maturité d'un champ de savoir se manifeste par la domination d'un paradigme particulier. A l'encontre de ce point de vue, je dirai que l'état d'une science sociale est d'autant plus prometteur qu'il est le siège de luttes radicales remettant en cause jusqu'aux fondations les plus profondes de ces sciences. A cet égard, le travail sur les langues, ainsi que le repérage associé des systèmes conceptuels en existence permettrait d'avoir une idée précise de ces variétés de points de vue. Un repérage serré de toutes les controverses d'un domaine permettrait de distinguer les problèmes liés à l'existence simultanée de deux ou plusieurs problématiques. Ce sont ces derniers qui retiendraient alors l'attention et qui permettraient de juger de l'état d'un secteur particulier. A l'intérieur de chacune de ces problématiques, il serait alors loisible de tester l'adéquation de la méthodologie empirique par rapport à cette problématique, ce qui permettrait de jauger l'état de <u>développement</u> d'une problématique particulière par rapport à d'autres. J'ai bien dit son état de développement et non sa <u>valeur</u>.

Cela dit, d'autres paramètres peuvent être utilisés pour évaluer le degré de maturité d'une problématique particulière. On peut, par exemple, repérer la place qu'elle occupe dans les institutions abritant la <u>discipline</u> concernée, si tant est que le secteur sous analyse offre déjà les caractéristiques sociales d'une discipline (et si l'on arrive à se mettre d'accord sur de telles caractéristiques) : s'agit-il d'une place dominante ou margi-

nale, etc...Prenons le cas de la sociologie. Si l'on accepte que la sociologie constitue une discipline par les faits qu'elle possède des lieux institutionnels de production et de reproduction, qu'elle est dotée d'organes de communication interne (revues, congrès, etc..), et ainsi de suite, on peut alors se poser des questions très précises sur les variétés de sociologie qui existent (marxiste, fonctionnaliste, ethnométhodologie, etc...) et repérer les courants dominants ou dominés. De telles enquêtes, évidemment sont soumises à la critique que leur méthodologie propre correspond également à un mode particulier d'intervention qui se définit par une problématique donnée, elle-même partie intégrale de la sociologie. Il ne faut donc pas oublier que le côté systématique n'est pas garantie, loin de là, d'une objectivité quelconque, seulement de vérifiabilité au sein de la problématique elle-même.

II Utilité sociale.
Question 6.

Il faut distinguer le processus de production de savoir et le processus d'appropriation sociale de ce même savoir. On peut stimuler certains aspects du premier en faisant appel à des arguments fondés sur l'utilité des sciences sociales, mais ceci ne représente qu'une stratégie particulière d'incitation à la production.

Il faut bien voir que l'institutionnalisation des sciences sociales a mis en place une situation nouvelle en ce sens que, globalement, les chercheurs en sciences sociales s'approprient ces sciences non pour servir la société, mais eux-mêmes. Ils font carrière grâce aux sciences sociales. Et ceci se justifie globalement, du moins en théorie, parce que, au bout du compte, faire carrière en sciences sociales constitue la récompense liée à la production de savoirs utiles pour cette société. Or, cette utilité n'est pas un donné: en réalité,

il faut qu'un segment de la société, qui peut d'ailleurs partiellement recouvrir l'ensemble des chercheurs en sciences sociales, mais pas seulement eux tire profit de ces recherches; il faut aussi des intervenantes provenant d'autres lieux sociaux, que ce segment donc puisse activement traduire ce savoir en actes: c'est ce que j'appelle l'appropriation sociale des sciences du même nom.

Pour les chercheurs, le mode d'appropriation le plus efficace des sciences sociales se trouve lorsque celles-ci jouent purement le rôle de monnaie d'échange à l'intérieur de la communauté des chercheurs. Dans cette situation, le jeu d'échange entre information et reconnaissance (recognition) décrit par Merton et ses disciples, joue à plein et sous une forme à peu près pure. Cependant, de tels cas sont rares: en effet, il est difficile de maintenir les sciences sociales dans une situation un peu analogue à un tournoi international d'échecs. Dans la plupart des cas, des arguments liés à l'utilité de ces savoirs sont invoqués, même parmi les chercheurs en quête de soutien, dans leur concurrence contre leurs collègues.

Mais même lorsque les recherches en sciences sociales de disent utiles, le vieux dilemme entre savoir et politique réapparaît. Au mieux toute déclaration d'utilité d'une science sociale ne peut que prendre l'allure d'un programme politique. Le seul bénéfice social, par conséquent, que l'on peut espérer de l'existence des sciences sociales, c'est la multiplication des points de vue politiques; en d'autres termes, les sciences sociales ne peuvent prétendre servir la société que dans la mesure où elles enrichissent l'imaginaire politique de cette même société. Quant aux processus qui feront que tel secteur des sciences sociales sera approprié de telle out telle manière, ils ne dépendent pas du tout des sciences sociales, mais des luttes politiques qui ont cours à un moment donné de l'histoire d'une société.

Question 7.

Dans l'administration publique et para-publique, l'utilisation des sciences sociales me semble surtout prendre la forme d'une recherche de légitimité. Auréolé du mot "science", ce savoir se dote d'une garantie d'objectivité et de rigueur qui jouit d'une grande valeur dans les polémiques ou conflits propres aux grandes bureaucraties. C'est d'ailleurs, me semble-t-il, l'état largement bureaucratisé de notre société qui fournit une base d'opération sans pareille aux sciences sociales et qui a permis la transformation des anciennes philosophies politiques en sciences sociales. En d'autres mots, l'administration publique et para-publique se nourrit sans cesse de sciences sociales et, corrélativement, c'est grâce à ces ensembles administratifs que les sciences sociales sont le mieux à même de justifier leur existence et poursuivre leurs activités.

Est-il utile d'ajouter que les privilèges accordés à ces types de discours que l'on appelle sciences sociales ne vont pas sans conséquences graves dans la société. Toutes sortes de modes d'intervention sociales trouvent ainsi leur justification, ainsi que le démontre en de nombreux endroits un Michel Foucault par exemple.

Question 8.

Il est clair que l'entreprise privée fait un large appel aux sciences sociales, tant pour rationaliser ses structures internes (recrutement d'une force de travail en général, division du travail, résolutions de conflits, etc) que ses rapports avec la société (relations publiques, images de marque, stratégies de mise en marché, publicité, etc.) Dans l'entreprise privée se marque un type d'appropriation des sciences sociales différent de celui que l'on trouve dans les secteurs publics, du moins en ce qui concerne ses structures

internes. En effet, les sciences sociales sont utilisées non pas pour élucider les problèmes ou difficultés de la société et ainsi tenter de les résoudre, mais pour concevoir un type d'organisation sociale qui serve les intérêts de l'entreprise en question. Il s'agit alors d'un instrument destiné à la conception (design) et/ou à l'analyse d'un ensemble humain. On retrouve bien là la fonction d'imaginaire politique que peuvent jouer les sciences sociales, imaginaire largement exploité par toute la littérature sur la gestion et l'organisation des entreprises.

Demander dans ces conditions si les sciences sociales dont sous-utilisées ou, au contraire, trop influentes n'a pas grand sens. De la même manière, poser la question d'une opposition de principe entre les intérêts de l'entreprise privée et ceux de la recherche en sciences sociales ne correspond pas du tout à la catégorie d'appropriation mise en oeuvre ici.

Question 9.

Dans une large mesure, l'élaboration des connaissances sur la société en savoirs spécialisés et "scientificisés" a largement contribué à rendre la plupart des membres de la société à ignorer sur leur propre contexte. Là où il y a peut-être eu de vagues intuitions sur les fonctionnements sociaux, il n'y a plus que la révérence des experts. Les recours aux sciences sociales ne se font presque jamais par le grand public; ils sont parfois utilisés par les moyens de communication de masse pour structurer leurs messages. Ainsi, en parlant d'une loi nouvelle, fera-t-on peut-être allusion au dispositif théorique qui a servi de justification à cette loi, mais même cette allusion demeurera bien modeste en comparaison des conséquences directes de la loi.

Ceci ne veut pas dire que le grand public n'a jamais recours aux sciences

sociales: les explications de type sociologique ont été largement utilisées pour combattre les arguments racistes, par exemple. Malgré tout, les sciences sociales sont devenues affaire de spécialistes et ceci constitue actuellement un obstacle énorme pour une appropriation effective des sciences sociales par le grand public.

Question 10.

Un acte d'appropriation d'un savoir donné mène toujours à une transformation telle de ce savoir qu'il peut en devenir méconnaissable. Par conséquent, un repérage discursif de ces appropriations me semble hautement problématique. De plus, l'aspect légitimateur et donc d'autorité qu'offre une science sociale particulière peut s'inscrire dans des processus aux traces peu nombreuses, par exemple les débats oraux d'un comité qui ne transparaissent que sous la forme de recommandations et d'arguments construits à posteriori. Par conséquent, le seul moyen de voir quel usage on fait des sciences sociales est d'analyser les carrières des individus certifiés pour mener à bien des études dans ces domaines. En d'autres termes, la situation de l'emploi dans les sciences sociales permettrait de voir où vont les diplômés, à quels types de poste accèdent-ils, sont-ils en situation dépendante ou dominante, et ainsi de suite. Ainsi se dessinerait l'économie de cette force de travail et son rang dans différents secteurs de la société.

Une telle étude serait extrêmement intéressante non seulement pour voir qui utilise les sciences sociales et comment, mais aussi pour comprendre l'articulation entre la situation d'utilisation des sciences sociales et sa structure reproductive. En d'autres termes, les hiérarchies entre les sciences sociales sont-elles les mêmes lorsqu'on compare leur importance relative à l'intérieur de l'Université et leur utilisation dans la société. Et si une

différence existe, comme c'est probable, peut-elle correspondre au fait que l'Université ne reflète pas nécessairement la société, mais s'y articule selon des modalités, liées à ses propres finalités.

III Organisation de la recherche en sciences sociales
Question 11.

La question qui me semble actuellement dominer la question des savoirs spécialisés, qu'il s'agisse de sciences sociales ou de la nature, est celle de la démocratisation de ces savoirs. Par démocratisation, j'entends la multiplication des modes d'appropriation de ces savoirs par le plus grand nombre. Ceci revient à dire que toutes les personnes engagées dans la recherche en sciences sociales devrait être amenées à écouter les requêtes que divers secteurs de la société pourraient lui présenter et à y répondre. Trop souvent, les sciences sociales ont été utilisées pour gérer des ensembles humains divers, allant de la compagnie privée à la société tout entière. En même temps, leur efficacité comme instrument de gestion provient de ce statut scientifique qu'elles arborent à plus ou moins juste titre. Mais quoi qu'il en soit, il importe que l'instrument ne travaille pas toujours dans le même sens; il importe que de nouvelles manières d'utiliser les sciences sociales apparaissent. Ainsi, puisque les sciences sociales servent à informer les stratégies gestionnaires, elles peuvent servir à démystifier ces mêmes stratégies en exhibant leurs propres limites et incertitudes. De la même manière, les stratégies utilisées en publicité pour identifier des populations de consommateurs-cibles pourraient être exhibées par les mêmes média de façon à redonner une possibilité d'échapper à la manipulation à une population souvent bien innocente dans ces matières, et donc d'autant plus vulnérable.

Ce problème a déjà été abordé, dans le cadre du CRSHC, lors des réunions portant sur le contexte humain, la science et la technique. Je me suis déjà

expliqué là-dessus dans un document que j'avais soumis au CRSHC et qui, bien que portant sur les sciences de la nature et les techniques, s'appliquerait assez bien aux problèmes posés ici. Il me semble que le rôle du CRSHC est très grand dans ce domaine dans la mesure où il doit, en principe, servir tous les Canadiens, et pas seulement les intérêts particuliers de quelques chercheurs universitaires.

Question 12.

L'équilibre actuel entre les diverses sources de financement n'est pas du tout satisfaisant dans la mesure où le contrôle de ce financement est entre les mains de seulement quelques secteurs de la société. Il me semble curieux, par exemple, et pour prendre un exemple extrême et peut-être même caricutural, que les décisions prises pour financer des recherches en criminologie n'impliquent jamais, à ma connaissance, les "criminels" eux-mêmes. Après tout, ce sont eux qui sont les plus concernés par ses recherches et ils auraient peut-être leur mot à dire là-dessus. Je ne veux pas dire qu'ils devraient être les seuls à décider! Ceci constituerait le symétrique de la situation actuelle et aurait des conséquences au moins aussi graves. Mais peut-être ont-ils des questions à poser qui pourraient être explorées et dont les résultats seraient susceptibles d'être appropriés par cette même catégorie d'individus. De ce point de vue, la question n'est pas de décentraliser, car le CRSHC ou tout autre organisme pourrait gérer les fonds disponibles; ce qui importe, c'est de construire un système ouvert auquel tous les segments de la population auraient accès, au moins comme questionneurs. Ainsi le savoir, source de pouvoir, ne serait pas toujours monopolisé par les mêmes et, du même coup, l'orientation des sciences sociales s'en ressentirait.

Quant aux sommes consacrées à la recherche en sciences sociales, elles sont probablement très significatives surtout si l'on y incorpore les sommes dépensées

par le secteur privé. Mais, là encore, c'est une question de répartition qui compte! Des instruments doivent se dévoiler eux-mêmes, avec leurs imperfections, incertitudes et leurs aspects manipulateurs lorsqu'ils existent. Pour ce faire, il faut un contexte de production de savoir qui ne soit pas lié seulement à la notion de carrière ou encore d'utilité telle que définie exclusivement par les gouvernements ou les entreprises privées; il faut aussi une notion d'utilité plus large, informée par le point de vue de nombreux groupes et en particulier de ceux qui sont la cible de ces sciences sociales.

Question 13.

Le système actuel de production en sciences sociales est devenu un peu semblable à l'ensemble des ingénieurs hautement technicisés et évolue autant que faire se peut, vers une structure professionnelle pour tenter de mieux contrôler ses propres conditions de travail et s'autonomiser par rapport à des instances de pouvoir tel le gouvernement ou l'entreprise privée. De ce point de vue, la spécialisation et la création de langues spécialisées ainsi que la quantification peuvent être analysés comme instruments favorisant cette évolution.

Tout ceci augure mal de l'avenir si l'on se place du point de vue des gens,- c'est-à-dire en fin de compte nous tous-, qui sont la cible de ces divers savoirs. Si je veux me défendre contre les spécialistes de la publicité, où puis-je m'adresser? Si mon comportement est considéré anti-social, quelles sont les voies de recours qui me restent?

De ce point de vue les unités institutionnelles de production sont très étroites si l'on examine leur composition sociale et, de surcroît, elles ont une attitude largement insulaire à l'égard de la société. En tout cas je ne

connais pas d'exemple où cette unité de production universitaire serait disponible pour répondre à des questions émanant directement du public. Des "boutiques" de sciences sociales n'existent pas encore, comme elles existent dans le domaine des sciences. De ce point de vue, le contrôle de la qualité de la recherche par la communauté scientifique est un contrôle visant à renforcer le professionnalisme de cette recherche; il s'apparente même à des recherches corporatistes très étroites.

Question 14.

Le système actuel de diffusion est adéquat, à quelques détails près, si l'on se limite aux intervenants actuels dans le domaine des sciences sociales. Mais il est clair que la diffusion des résultats des sciences sociales vers le grand public est très mauvaise. Il y a peu de vulgarisation des sciences sociales, ce qui constitue une question intéressante en soi! Pourquoi? Il y a surtout peu de divulgation, au sens où J.B. Grasset utilise ce terme, c'est-à-dire d'explicitation des conséquences possibles de l'évolution probable des résultats en sciences sociales. Aussi, le public est-il complètement désarmé face aux sciences sociales. Pourtant, il a ses questions et ses problèmes qui pourraient être écoutés et en suite étudiés. Mais vulgariser une science sociale revient peut-être à expliciter sa dimension politique, et alors des questions très difficiles apparaissent, questions difficiles parce qu'elles remettent en cause tout le statut traditionellement accordé aux sciences sociales depuis au moins les projets d'Auguste Comte. Mais, rappelons-le-nous aussi, Comte ne pensait pas du tout en termes compatibles avec la démocratie libérale et, à cet égard on peut se demander si ce statut actuellement accordé aux sciences sociales est compatible avec une telle démocratie du point de vue politique. Remarquons en passant que nous butons sans cesse sur cette dimension politique des sciences sociales.

Question 15.

La question de la formation de chercheurs est tout aussi complexe que les questions précédentes. On peut y répondre de la façon suivante: d'un point de vue professionnel, cette formation est bien conçue; du point de vue des employeurs éventuels, il y a probablement inadéquation relative dans la mesure où le contrôle professionnel ne correspond pas nécessairement aux objectifs poursuivis par un organisme gouvernemental ou privé. Mais dans la mesure où ce contrôle professionnel est partiel et donc relativement inefficace, les employeurs peuvent faire clairement entendre leur voix.

Reste le grand public qui lui n'a pas encore pu se doter des moyens d'utiliser ces chercheurs à son propre compte, ceci parce que la théorie politique actuelle stipule que l'Etat, comme représentant du peuple, peut jouer ce rôle en lieu et place du public. Mais dire ceci, c'est revenir sur la question de l'appropriation différentielle des sciences sociales d'aujourd'hui.

Un dernier phénomène affecte les sciences sociales: certaines d'entre elles jouent de plus en plus le rôle qu'ont pu jouer les études classiques dans le passé. En d'autres mots, toute personne ne cherchant pas spécifiquement à se doter d'une profession dérive souvent du côté de domaines comme l'histoire ou la sociologie. Ces disciplines particulières servent alors de moyens de culture générale avant de se lancer dans une spécialisation particulière. Il est alors normal de voir une proportion de ces étudiants poursuivre leurs études aux niveaux supérieurs dans ces mêmes domaines qui, par ailleurs, ont pu donner l'illusion, pendant une décennie à peu près, d'offrir de nombreux débouchés. Mais maintenant que le développement accéléré des écoles, collèges et universités a cédé la place à une phase de contraction,

ces domaines s'avèrent très bouchés, aussi bouchés que les domaines des humanités qui jouaient seules le même rôle auparavant. Il n'en est pas de même, bien sûr, dans les secteurs qui ont pris un objet d'étude plus localisé et plus lié à des besoins ou des clients précis, par exemple les sciences de l'administration, ou la criminologie.

Question 16.

Cette question cherche à établir des méthodes précises pour évaluer les flux de savoir dans le domaine des sciences sociales. Ces flux sont de trois types: producteur de savoir, reproducteur de savoir et diffuseur de savoir hors des lieux de production et de reproduction. Dans les deux premiers cas, le repérage peut se faire au moyen d'indicateurs traditionnels bien connus des statisticiens de tout poil: nombre de professeurs, nombre de chercheurs, nombre d'étudiants, nombre de diplômés, nombre de départements, instituts, etc..., nombre de livres, revues, articles, analyses de citation, de co-citation (spécialités), collèges invisibles et visibles, etc... Tout ceci se fait déjà couramment et se fera de plus en plus.

Ce qui est beaucoup plus intéressant là-dedans, c'est d'examiner la topologie de ces flux à travers l'ensemble de la société: il serait très utile de montrer comment cette recherche circule peu finalement; comment elle est monopolisée pour ne pas dire confisquée par les chercheurs, les gouvernements et, dans une certaine mesure, l'entreprise privée au point où ces instances se parlent au niveau international et s'échangent un type d'information qui ne se diffuse que très peu dans la société. Montrer de façon vigoureuse ce déséquilibre dans l'économie sociale du savoir offrirait une base d'évaluation intéressante.

Question 17.

La question fonadamentale qui risque de profondément diviser les participants à un tel colloque est la suivante: lorsqu'on parle d'évaluer un ensemble d'activités aussi complexe que les sciences sociales, il faut toujours le faire par rapport à un contexte donné. Le choix de ce contexte variera énormément d'un participant à un autre, mais grosso modo, on peut dire qu'il se situe entre ce qui existe et ce qui est désirable. L'évaluation visera donc ou à justifier le statu quo ou à chercher à transformer la situation.

Par ailleurs, les participants d'un tel colloque vont faire rapport au CRSHC. Cet organisme tentera ensuite d'établir des politiques qui peuvent se justifier par référence au rapport (principe de légitimation) tout en respectant le mandat du Conseil et, en même temps, en protégeant le Conseil par rapport aux instances supérieures qui le financent et dont dépend sa survie. Je crois qu'il est utile de souligner ce point pour que les participants du Colloque ne confondrent pas le lieu intitulé "Grand'Mère" avec une utopie: nous parlerons à partir de nos lieux et enjeux particuliers, mais nos paroles vont activer des mécanismes qui sont assez différents de ceux auxquels nous sommes généralement habitués. Liés à des institutions diverses, souvent et peut-être uniquement universitaires (je ne sais pas qui a été invité à ce colloque), nous nous adressons à un autre type d'institution et nous devrons nous en souvenir lorsque nous laisserons nos paroles tomber dans l'arène.

ANSWERS FROM:

ROGER I. HALL

Department of Business Administration

Faculty of Administrative Studies

University of Manitoba

Note: Dr. Hall send us with his answers some of the reference material which he mentions on page 8. These articles will be available for consultation at the conference.

EVALUATION OF RESEARCH IN THE SOCIAL SCIENCES: responses to the questionnaire by Roger I. Hall, Administrative Studies, University of Manitoba

1. What kinds of scientific results should social sciences preferably seek to produce?

The social sciences should be concerned with all types of scientific research from description or case study through hypothesis generation and testing, theory building and validation to policy research (the implications of the results for decision makers). These should be a two-way flow with the results from implementations being fed back to stimulate research at each level. There should be a never-ending process of challenging what is, leading to a search for new categories for documenting descriptive experiences, new hypotheses and theories and new implications or maps for action. It directly parallels human learning, if I am not mistaken, but avoids the pitfall of "superstitious" learning (assuming causality or accepting advice merely because it works) by being as rigorous and thorough in a scientific sense as is possible under the circumstances.

Research, particularly at the theory and policy level, needs to contain the requisite amount of variety to match the complexity of the social phenomena under study. There should be an increasing emphasis on integrative and interdisciplinary research as one approaches the "applied" end of the "pure-applied" research continuum.

However, the most neglected area is policy research and implementation studies, in my opinion. Many social scientists and most humanists, by training and by inclination, are content to pursue a highly theoretical direction. However, there is growing realization that the needs of "applied" research are quite different and just as intellectual challenging. For example, the accepted social science research paradigms seem to break down in the policy implementation stages because: (1) complex policy problems are best approached by using Synthesis (in the Cartesian and Refutationist tradition of science) whereas our tradition seems to be too Analysis bound (the problem is forced into an existing analytic framework); (2) the social scientists has been trained to generate theories and solutions that are general, simple and accurate (although there is some argument as to whether these can be obtained simultaneously) but the policy maker needs solutions that deal with situations that are specific and complex, and he is not usually overly concerned with accuracy, given all the other attendant uncertainties, (3) the process of policy selection is largely "political" requiring bargaining among contending parties to the decision at each stage of the policy selection process, (4) complex policy problems are usually solved by taking repeated small steps and reevaluating progress after each (i.e., action is not the final step in an analysis but a substantive part of finding a solution).

It is no wonder then, that the unwary social scientist, who ventures out of his academic sanctuary into the policy arena, can easily

trip and fall flat on his face. He then retreats to his back room and disavows policy research as of legitimate scholarly concern. To emphasize a point, policy research and implementation studies is a neglected field requiring more, not less, scholarly attention.

2. What is your personal evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level?

Some parts of the field abound with overly simplistic theories that seem to meet the criteria of exactness and rigor but fail the criterion of relevance. For the potential user, they fail to accomodate the complexity of the real world phenomenon they are supposed to represent. Also, theories based on laboratory studies have been shown to be suspect because of the effects of the experimentor's implicit biases on the results. Other parts of the field are almost totally bereft of any theoretical underpinning, and practice, based on trial and error learning, far outstrips theory.

Yet other parts of the field seem to be paralyzed by value conflicts. Researchers label each other "positivist" or "radical" or "marxist" or "second rate" or whatever, and seem to put more energy into discrediting each other than into discrediting each others' theories (an acceptable scientific activity).

At the theoretical level, the social sciences are very fragmented, with too many islands of isolated expertise scattered around the campus and across the country.

3. What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?

It is a veritable Tower of Babel! The same word will often have different meanings in two different disciplines or even in two different subdivisions of the same field! Perhaps researchers should be required to learn at least one other discipline's language.

The closer one works with professionals and practitioners, the more one is forced to discourse in their "language" or in natural language. But it has been shown that the human mind is not only deficient in handling complexity but fails almost completely to recognize certain kinds of feedback loops of causality (hence the difficulties with even talking sensibly about, say, inflation, pollution and the arms race and accepting the fact that "we" are responsible for these continuing problems and not some imagined adversary). We need a new language for communicating about complex issues.

4. What is your personal evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences?

Speaking for my own discipline (Administrative Science), we do not do enough empirical studies. It is hard work and fraught with methodological traps for the untrained. The sources of data, such as opinion questionnaires, leave a lot to be desired and more reliable alternative sources (perhaps aided by the electronics revolution)

will need to be found. For example, manager's opinions on how much time they spend on activities, such as planning and supervising, are often grossly in error when compared with observations.

Case writing (a major preoccupation of a certain school of researchers in my field) has the potential to provide descriptive analysis (new concepts and categories for organizing observations) and to generate new hypotheses -- essential steps in scientific research. This potential, unfortunately, has not been realized, in my opinion, because of the seemingly ignorance or lack of concern of these scholars with the scientific process of research; perhaps due to their peculiar training and indoctrination.

An associated field (micro economics) that bases its theories on axiomatic arguments built on "generally accepted" premises, such as "rational man seeking an economic optimum with perfect information", seems to be in trouble. The premises have been challenged by psychologists and the results questioned by empiricists. There seems to be a need to check logical arguments against empirical evidence to avoid building a great structure on a weak foundation. Although I singled out micro-economic theory, the criticism applies equally well to management science and other mathematically based subjects.

5. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the state of research in the social sciences on the cognitive level?

I have not yet formed an opinion about this. It would seem almost impossible to prove or discredit my personal intuitive opinion about the state of research in the social sciences at such an abstract level.

6. What kinds of social benefits should our societies expect from research in the social sciences?

The actions of society (or, more accurately, the decision makers to whom authority is delegated) are said to be guided by the current societal "maps of causality" and current priorized goals (assuming some general concensus or dominant representative group). The evolutionary processes of selection and retention by which the societal "maps" are updated and goals changed are, perhaps, of special interest to the social scientist. Without more rigorous methods of selection (e.g. the scientific method), misattribution of causality (casuality inferred merely because a policy worked) may result in the retention of an inaccurate map leading to disappointing results in application.

From the vantage point of this map building model of social adaption, the "radical" researcher can be seen to play the role of sensitizing society to the inequalities, such as the lack of attention to the goals and aspirations of minorities, that, perhaps, help prevent the development of the very dialectic that is central to his theories and that, at the extreme, would lead to revolt and anarchy. If the social processes are in good order then the results (social benefits

of orderly adaption) will look after themselves. This applies as much to individual organizations (e.g., firms, hospitals, government departments) as to societies in general.

We should be looking for the social benefits of our research (or lack thereof) in the processes and structure of our societies and institutions and not in precise measurable results (e.g. quality-of-life indicators or productivity measures) or accuracy of the predictions from our theories. A society with adequate control mechanisms, after all, can avoid unpleasant predictions (e.g. the "limits to growth" cataclysm) and make desired predictions self-fulfilling prophesies!

7. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by public administration?

Except for a few government departments that have forged ties with universities or independent researchers, the utilization looks pretty dismal (e.g., the failure to anticipate the effect of the Unemployment Insurance program on change of employment habits has lead to vast cost overruns). However, this is not my area of expertise and I cannot speak about it with any authority.

8. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by private enterprises?

In my field the utilization is generally poor, with a few notable exceptions. There is an inadequate supply of the necessary missionaries to carry the fruits of our research into organizations. For example, Canada produces only about one-quarter (on a per capita basis) of the Administrative Sciences graduates (M.B.A.'s and Ph.D.'s) as the United States. Furthermore, because of our pathological dependence on immigrant managers, there is a cultural gap between many managers and university researchers. For example, the president of the Prairie division of a national bank declared that if the universities did not turn out people with skills useful to his bank, he would look for managerial recruits elsewhere. It turned out that he had no clear conception of what a university education was all about and that he was not a university graduate himself.

9. What is your personal evaluation of the current state of utilization of research in the social sciences among the general public?

There seems to be a positive discernable trend towards a more aware, informed and interested public, perhaps, evidenced by a growing demand for continuing education.

10. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences?

I am convinced that we should be researching the processes and structure enabling an organization or society to adapt and survive. Hence, we should be looking for measures of such thing as: richness

of the cognitive maps of key policy makers, ability of our institutions to handle more complexity and plurality of values, and the ability of our society to adapt to unforseen circumstances. In the same way that an Anthropologist and Archaeologist counts the number of artifacts used by a tribe and measures, over time, the movement toward or away from civilization as we know it, perhaps we should try to find counts of the number of concept variables used by an organization or a society in its policy determinations and track its movement likewise over time.

11. What should be, in the existing state of affairs, the main objectives assigned to the organizational process of research in the social sciences?

I see the organizational process as undergoing a metamorphosis. The university can be viewed as a central core of the humanities, surrounded by yet another layer representing the social sciences and surrounded by yet another layer representing the professional disciplines with tentacles stretching out into the social and economic environment. Whereas in the past the prime object was to develop the stock of research output in each discipline in more or less isolation, the situation would now seem to favour a closer coupling to match the variety and complexity of societal problems. This trend is evidenced by the growing number of interdisciplinary centres for research on campuses. We need to accelerate this process of forging research links among disciplines and commissioning independent team research.

12. What is your personal evaluation of the current system of funding in the social sciences?

We rely primarily on a peer review system for evaluating research proposals. This has considerable merit in the support of scholars who have proven themselves and in the support of research along established trails. However, it has been suggested that small but powerful elites in each discipline may have a disproportionate effect on controlling who gets funds or whose work gets published or who gets a doctoral fellowship. The end result is that certain research trails become institutionalized and over-researched whilst others are neglected. The existing funding process may not readily recognize truly innovative scholars and may inhibit the development of new and imaginative research trails -- particularly when research funds are limited. This pathology of the process of funding should be of considerable concern to social scientists.

I think that the system of funding is admirably suited to the previous era of knowledge building in each isolated discipline by its major orientation towards individual research. If indisciplinary research needs to be fostered (as I have argued), then a certain amount of central direction will be needed, I am afraid to say. That is at least until interdisciplinary research becomes as natural to engage in as single disciplinary research for a sufficient number of scholars. Since many researchers have been well socialized in the single discipline research tradition, and occupy a domination power position

in funding bodies, I expect to see considerable resistance to any movement away from the established pattern. I predict that we are in for a period of conflict over this issue.

13. What is your personal evaluation of the current system of production of research in the social sciences?

As I have indicated in the previous section, at least at the university level, the system of production of research seems to have evolved and become (perhaps excessively) institutionalized to fulfil the role of knowledge generation for more or less isolated disciplines along well defined research trails. It has been oriented toward "pure" research. Due to research paradigm differences and the domination of granting bodies by the "pure" researchers, the support for "applied" or "policy" research has been neglected, in my opinion.

14. What is your personal evaluation of the current system of transmission of the results of research in the social sciences among non-specialists?

The current system of transmission of research results is heavily biased to researchers in narrow disciplines talking to each other. There are very few journals that attempt to disseminate research results to practitioners or other users. Of those that do, none have been found worthy of funding by such bodies as SSHRC to my knowledge, in spite of the recent reversal of its previous policy banning the support to such journals.

15. What is your personal evaluation of the current system for the training of researchers in the social sciences?

There would seem to be a terrible mismatch between supply and demand. Some disciplines turn out more doctoral candidates than there are jobs (the Ph.D. taxi driver syndrome), where others turn out a mere trickle in spite of an enormous shortage. For example, there are currently over 30 employment openings in Western universities alone for Administrative Studies faculty, yet only 10 Ph.D.'s are trained each year throughout Canada

The current system seems to turn out people with a narrow and introverted view of research in their own subjects -- more like priests of a sect -- where the needs seem to me to be for a broad and outward perspective.

The awards system seems to be biased towards scholars who remain in one discipline throughout their career (they obtain better references and can compose "tighter" applications). For those changing fields, the chance of obtaining a special M.A. or Doctoral Fellowship appears to be much reduced.

16. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the current organizational process of research in the social sciences?

The organizational process of research should supply a richness of talent and ideas that will match the complexity of the real world questions to be researched. We should, therefore, be looking for evidence of more integrative and interdisciplinary research support. To what extent do the current training, institutions and mechanisms for supporting research hinder or encourage this?

A rough count of the number of truly interdisciplinary or integrative researchers, journals and centres of research might provide a starting point for measuring and evaluating progress.

17. Further remarks of possible relevance.

The Social Sciences are, to a large extent, a product of the universities. The universities, as a system for creating new knowledge, have themselves evolved over the centuries in response to external pressures and needs. It has been said that if fish tickling had been an important profession in the 14th Century, then universities would still have today departments of fish tickling! There have been eras when the universities did not adapt and were left out of the main stream of progress. In evaluating social science research, we are really questioning the structure of the system that produces that research; namely, the way universities are currently organized.

In a similar vein, the Chairman of the President's commission of inquiry into the Three Mile Island disaster, has questioned the ability of the present structure of the U.S. system of government and administration to handle the complexity of current socio-technical systems. So, perhaps, we should be questioning the very structure for organizing society.

Unless both the above mentioned structures adapt in response to the new complexities, the "right" kinds of research will not be produced, and if it were, it would not be absorbed into the organizing system of society.

Reference material drawn on in answering the questionnaire:

Chubin, Daryl E. and Terence Connoly
1980 "Research Trails and Science Policies: The shaping of scientific work by hierarchies and elites." A paper presented to the conference on Scientific Establishments and Hierarchies, St. Antony's College, Oxford.

Muniford, Enid and Andrew Pettigrew
1975 Implementing Strategic Decisions. London: Longman.

Breeze, J.E.
1980 "Problem Solving, Analysis or Synthesis: a critical need for scholarship". INFOR 18,4: 367-372.

Kemeny, John G.
1980 "Saving American Democracy: the lesson of Three Mile Island". Tech. Review June/July: 65-75

Weick, Karl E.
1979 The Social Psychology of Organizing. Second edition, Reading, Mass: Addison-Wesley.

REPONSES DE:

JACQUES HENRIPIN

Département de démographie

Université de Montréal

COLLOQUE GRAND'MERE

REPONSE AU QUESTIONNAIRE (Henripin)

1 Plusieurs disciplines sont envahies par le mythe de la théorie. On en colle partout et c'est devenu un véritable rituel. Je ne nie pas que dans certains cas, ce soit utile. Je crois même que l'un des types de recherches les plus intéressants consiste à vérifier des théories existantes. Mais on n'est pas toujours en mesure de le faire et il faut éviter de faire du cinéma.

Surtout, il faut se débarrasser des théories globalisantes.

Dans bien des domaines, il faut être plus modeste; la meilleure contribution à la connaissance consiste à dévoiler des faits inconnus. Encore faut-il qu'ils aient une certaine portée.

Des prédictions? Pour faire cela, il faut disposer de lois bien assises. Cela est rare.

2 Les théories sont certainement utiles et l'on doit chercher à en établir. Mais ne le fait pas qui veut. Et avant de se lancer, il faut bien explorer l'ensemble des faits pertinents. Il ne faut pas forcer la nature!

Il n'y a pas trop de recherches théoriques; en fait, il n'y en a pas assez de véritables, solidement appuyées. Mais il y a trop de discours théoriques hors de propos. Le vocabulaire est souvent fumeux. Une théorie doit se prêter à la vérification, à la "falsification". Pour cela, il faut savoir exactement de quoi on parle.

3 Il y a ici de grandes lacunes. Dans certaines disciplines, ça va à peu près. Dans d'autres, on assiste à un laxisme déplorable. Mots creux. Mots qui changent de sens ou qui n'en ont pas de précis.

On doit inventer des mots s'il le faut.

Pour que le discours soit accessible aux non-spécialistes, il suffit de donner les définitions des termes employés. Un jargon scientifique est toujours rebarbatif. C'est le prix qu'il faut payer pour la précision.

4 L'ennui majeur est qu'on n' observe pas assez avec les moyens qu'on a. Bien sûr, cela est très coûteux. Pour réduire les coûts, on pourrait s'associer, entre chercheurs, pour collecter les informations utiles à chacun. L'exemple de l'enquête omnibus du Centre de sondage de l'Université de Montréal est intéressant.

Par contre, assez bizarrement, ceux qui se donnent la peine de faire de coûteuses enquêtes n'en font souvent qu'une exploitation très rudimentaire.

On a aussi signalé le peu d'usage qui est fait de l'enquête sur la population active de Statistique Canada.

5 Il serait intéressant de demander à 10 spécialistes d'une discipline la définition d'une vingtaine de termes utilisés dans leurs propres écrits. La comparaison serait intéressante.

On pourrait faire la même chose pour les prétendues théories.

6 L'utilité des sciences sociales est de mieux comprendre les faits sociaux (passés ou présents). Il serait normal qu'une bonne partie des recherches servent à comprendre les problèmes de l'heure et débouchent sur des solutions possibles. Pas nécessairement sur des mesures précises que l'Etat devrait prendre.

Il est certainement souhaitable que les chercheurs individuels décident eux-mêmes des études qu'ils veulent faire. Mais il est aussi normal que, pris dans leur ensemble, leurs travaux contribuent à éclairer et, dans certains cas, à solutionner les problèmes graves de la société (régionale, nationale ou internationale) où ils vivent.

Cependant, il n'appartient pas aux sciences sociales de fixer des objectifs sociaux. Les études doivent plutôt indiquer comment on peut les atteindre.

Il me paraît clair que la diffusion des résultats des études dans le grand public est importante et utile, du moins pour plusieurs d'entre elles. En effet, il est important de démystifier les croyances naïves, de montrer les contradictions entre plusieurs objectifs, d'illustrer les limites de l'efficacité des pouvoirs publics.

7 Il me semble que lorsque les études sociales permettent d'avoir une prise sur le réel et correspondent à des problèmes importants, elles sont utilisées. Elles ne peuvent l'être si leurs résultats ne sont pas concluants ou s'ils ne se traduisent pas en mesures concrètes.

Avant de se plaindre du peu d'utilisation des recherches en sciences sociales, il faudrait d'abord s'assurer qu'elles sont utilisables.

8 Pas de réponse à cette question.

9 L'utilisation par le grand public est probablement très minime, car il n'existe guère de moyen convenable pour "traduire" les résultats de la recherche. Les journalistes s'intéressent surtout aux choses sensationnelles,

particulièrement quand elles ont une allure catastrophique. Ils ne se donnent pas la peine de comprendre ou ne sont pas aptes à le faire. D'autre part, certains produits de la recherche en sciences sociales ont une teneur idéologique importante et sont donc anti-scientifiques. Dans ces circonstances, il me semble que pour le public, la recherche sert plus à alimenter les débats passionnels qu'à former ce public.

10 Il faudrait interroger les utilisateurs éventuels: politiques, fonctionnaires, cadres des entreprises et des syndicats, associations ...

11 Je me méfie beaucoup de l'établissement des priorités. Il faut être sévère pour les recherches insignifiantes. Pour le reste, on devrait laisser les chercheurs libres. Et si les gouvernements se posent des questions pour lesquelles ils n'ont pas de réponse, qu'ils fassent connaître les questions. Et s'il n'y a pas de preneurs, que l'Etat passe des commandes. Au besoin, on pourrait mettre sur pied des équipes de chercheurs en leur donnant les moyens nécessaires.

12 Pour assurer la santé et la liberté de la recherche, il est de la plus haute importance de maintenir la diversité des sources de financement, en particulier en ce qui concerne les deux ordres de gouvernement. Au Québec en particulier, nous sommes menacés par les tentatives de mainmise du gouvernement sur toute la recherche universitaire et nous risquons d'être étouffés par le mythe de la "spécificité socio-culturelle du Québec".

13 Il pourrait être utile de favoriser, du moins dans certains domaines, une association plus organique des chercheurs fonctionnaires et universitaires.

14 On publie trop de choses médiocres et cela nuit sûrement à la diffusion des études intéressantes. Pour le grand public, il faudrait sûrement des vulgarisateurs (qui comprennent, qui trient et qui traduisent).

15 Il y aurait intérêt à donner plus de place à la formation "sur le tas", par exemple dans des services de recherches ministériels ou de grandes entreprises. On pourrait imaginer un régime d'apprentissage: un an dans un service de recherches à salaire réduit (après la maîtrise).

A l'université même, on devrait favoriser les mémoires et les thèses liées aux travaux de recherche des professeurs.

16 Pas de réponse à cette question.

17 J'ai souvent eu l'occasion de constater que plusieurs chercheurs ne savent pas préparer un projet de recherche. Il faut éviter les dissertations inutiles. Et surtout, il faut expliquer ce qu'on veut faire (ce qui suppose qu'on le sait).

ANSWERS FROM

I.C. JARVIE

Department of Philosophy

York University, Toronto

Conference on the Evaluation of Research in the Social Sciences

Answers to the Preliminary Questions

by

I.C. Jarvie
Department of Philosophy
York University, Toronto

Question 1.

The Social Sciences should obviously try to produce testable explanatory theories of social phenomena. The Social Sciences that in my opinion are the most successful, namely economics and social anthropology, consistently do this. The number of theories they produce is relatively few but the explanatory power of these theories is given by attaching to them alternate sets of initial conditions which allow them to explain and predict large ranges of unintended consequences of human action. Accurate description of phenomena is required primarily in order to test the explanatory theories. This is obvious when we reflect on the fact that the adequacy and precision of a description is a relative matter that is settled entirely in relation to the purpose at hand, namely what ideas is it attempting to test. Depending on the position and scope of those ideas, we know what kind of position and scope we require from descriptive material.

Question 2.

I certainly think that theory is underplayed at the present time. It certainly is underplayed in terms of research support (the bureaucratic documents that are required by submitting research reports obviously designed without any understanding of theoretical work, since they ask questions that cannot be answered and they ask the same questions several times.) Work in epistemology, that is the Philosophy of the Social Sciences, seems to me on the whole much more rigorous and successful than work in the Social Sciences themselves. There is a certain theoretical exhaustion apparent in the new

Social Sciences. I am suspicious of all attempts to characterize in a philosophical manner (in such terms as general, formalized, or ideological) theoretical work in the Social Sciences. Good theories, whether they are from Adam Smith, Lord Keynes, Mallinowski, or Weber, make themselves known by their fruitful application to the explanation of why certain sorts of things happen. As I mentioned in my previous answer, rigor and whatnot are problem-and theory-relative phenomena.

Question 3.

In my view the natural language is entirely satisfactory for the Social Sciences. Where it needs addition is purely in numerical matters. Even so, there is probably too much use of mathematics to say things that can be said in prose. In addition to the appalling jargon that has grown up in sociology, new jargon has now appeared from the direction of marxism, and the Frankfurt school which seeks to gain attention largely by being obfuscatory. However, most of us are trained to translate jargon into English (or whatever our natural or other language is) and then to carry out debates in those terms. Indeed I have suggested in my contribution to H.K. Betz, editor, Recent Approaches to the Social Sciences, that in a certain sense all scientific work only enters the domain of social significance when it is translated into intelligible language that the members of the lay society can understand.

Question 4.

My personal evaluation of the current state of empirical methods is that they are quite sophisticated and technological but that far too many of their practitioners use that sophistication and technology as a screen behind which they can do mindless fact gathering and avoid the obvious questions about what they are doing, i.e. what its point is. I strenuously object to the last gloss in Question 4 where it is suggested that knowledge is "based" on empirical studies. This is inductivist in philosophy and a fundamental mistake.

Data is generated as a by-product of theoretical investigation largely in order to test it. That is why so much of it is redundant, since it carries out tests that have already been done or need not have been done at all. Even the most basic data gathering, is carried out in the census, is done to test hypotheses. Governments, newspapers and citizens speculate about what is happening in the population and have based their actions upon that. Therefore it is quite important to develop empirical means to discover whether those hypotheses are correct or not.

Question 5.

Since my philosophical position is that science is a dialogue between different scientists and between scientists and nature, and since dialogue is an ongoing process which may from time to time throw out as a by-product things we would want to call "results", but which does not result in a pyramid of reliable knowledge which we can then measure and examine, it's not clear to me how one could have a "highly accurate method for evaluating" this research at the theoretical level. The very terms of the question are mistaken. Evaluation is a matter of interpretation and judgment. Interpretation and judgment can as easily diverge as converge. They take place over real time and those judgments that came closest to the truth seem only to emerge over that time. The value to the dialogue of a body of any kind trying to say what it thinks is the current state would be only that of yet another voice. It would not carry any authority nor would it have a magic method of deciding crisply questions that no one else has so far been able to solve.

Question 6.

What we gain from having knowledge of the Social Sciences is that we can perhaps explore consequences and possible decisions and also options we had not considered. The Social Sciences mostly do the job of showing us that things are connected in ways that we had not anticipated. This allows us to see if we fail

to take certain courses of action other things will happen; if we take certain courses of action it will have certain consequences. The Social Sciences are primarily concerned with the relationship between means and ends. Definition of social goals or of aims seems to me to be part of the general political process of citizenship in which the social scientists has no special voice. His consequentialist arguments may sway those discussing certain goals but he has no authority or expertise with regard to the goals. Exactly the same role applies to decision making.

Publication is a crucial matter. In urban society with an industrial base, and still more, mass society, a relatively new phenomena on the map of human endeavour, there is little doubt that the generality of mankind is battled and alienated by the patterns to which their life is subjected. The Social Sciences grow out of our own attempts to understand what we have created.

Communication of the little we do know is something that should be of very high priority on the agenda of all Social Science and all financial support of Social Science.

The main hindrance to the accurate utilization of the Social Sciences is the enormous gap between the hubris of the social scientist's claims and the meagreness of their results. Their results would be less meagre if they made less grandiose claims, and did not set themselves up as universal experts still less as radical revolutionaries.

Question 7.

I have very little impression of the degree to which Social Science research is utilized in public administration. Our political and bureaucratic rulers are still of a generation that has been relatively little exposed to the Social Sciences it may be some considerable time before any sensible judgment is possible on this matter.

Question 8.

I have no answer to this question whatsoever.

Question 9.

The general public -- whoever they are -- certainly take an interest in the Social Sciences. In universities, community colleges, and schools there is a good deal of interest in courses in Social Sciences, and quite a few books published under that rubric are carefully studied. To what extent this is "utilization", still less degree to which it is "adequate", is hard to tell.

Question 10.

I do not feel that studies of the social functions of research in the Social Sciences are in order. The Social Sciences do not yield a product which should be subject to "quality control". Or rather, if they do yield a product, the quality control mechanisms are already in place. The journals use refereeing systems, the colleges have recruiting procedures, the courses have examinations, publishers have peer group assessment. Further mechanisms are redundant. The main problem in the funding of Social Science research is to avoid partisanship and bureaucracy. Partisanship is the control of any party or group within the Social Sciences of the sources of funding. These parties are of many different kinds including the party that is against any new ideas, is afraid of all speculation etc. But the other great obstacle is bureaucracy, which can make it so that the social scientist has to spend as much time on writing up the proposal to get the money to do what it is he wants to do as he will actually spend on what it is he wants to do. This strikes one as a waste of effort. Funding bodies should be more prepared to consider simple proposals presented to them in direct language and to make their own judgments based on their experience and their interest and to trust those judgments and to take responsibility for them. Those recruiting to the assessment process should try to ensure that partisanship in the assessors is compensated for by

checking and balancing the biases of assessors while at the same time protecting the assessment process from bureaucratic proliferation.

Question 11.

I think that my answer to Question 10 has considerably dealt with the problems of Question 11. All this utopian talk of unifying or democratizing or rationalizing strikes me as beside the point. There is not enough money available for the work that needs to be done, the money that is available tends to be channeled towards those projects which are empirical and hence much easier to assess than those which are theoretical and philosophical and as a result we build up more and more mindless data.

Question 12.

I have already indicated that apart from too little money and the problems of distribution between theory and data the processes are already too bureaucratic. The very existence of this conference which is a preliminary conference to discuss the possibility of having a conference on the possibility of assessing research in the Social Sciences is a perfect example of the bureaucratization. In Canada the bureaucratization can get worse than in say the United States or England, because it is perfectly possible that at the provincial and municipal levels we might have further proliferation of levels of discussion of this topic. I entirely agree with the gentleman at the NSF who said that the value of the Social Sciences is obvious and needs only to be publicized.

Question 14.

I don't think Social Sciences popularize near enough. It is too much the province of journalists and/or bureaucrats. Social Scientists are far to concerned to build themselves into bogus experts talking esoterically as they imagine physicists do, then they should be in the exciting business of

communicating to the public the vast amounts of counter-intuitive knowledge already developed in their fields.

Question 15.

I have no global evaluation of the current system of training.

Question 17.

My academic training was originally in economics and in social anthropology and I studied at one of the world's finest institutions -- The London School of Economics. My interests now are those of a philosopher of science who is under the impression that there continues to be a lot of fatuous misunderstanding of the methods and results of science and that these are still used to cast shadows on the entirely legitimate and vigorous work in the Social Sciences. That crass and ludicrous methods have been accepted by the establishment of natural science in order to get hold of the very large sums of money they need to do their work, is neither a legitimation of those methods nor an argument for attempting to extend them in any form to the Social Sciences. The Social Sciences are bifurcated between the humanities and the hard sciences. A great deal of the most important work in the Social Sciences is done by the individual sitting at his desk with a pencil and a few books, as in the case of Lord Keynes or in the case of Albert Einstein. Some social scientists work in teams with large amounts of equipment and assistance as do many hard scientists. Money should not flow naturally to hire that kind of person, it makes no sense to fund physics labs but not Albert Einstein, it makes no sense to fund demographic research but not Lord Keynes. Assessment of results is out of place. The granting authority is not also an academic authority. It must make through its offices and committees tentative academic judgments. Final academic judgments will be made by history, interim academic judgments will be made by those bodies and academies that currently administer the subjects concerned. Fraud, malingering, and other

abuses are the legitimate concern of granting authorities. Hence the system of the peer view and the relevance of the track record of the person applying for the support. This must however be balanced carefully against the claims of young people who have as yet no chance to demonstrate themselves but who should not be mistrusted as a matter of course for that reason only.

I am very concerned that neither this conference nor any successor should attempt to encourage the putting in place of further time and money-consuming procedures. This may create jobs for bureaucrats but it also wastes the time of creative social scientists. The cost benefit analysis would suggest that it is more in the interests on the subject to take the odd risk with the assignment of money to the social scientists than to devise ingenious, but in the end futile procedures to eliminate risk.

* * * * *

February 26, 1981.

REPONSES DE:

J.N. KAUFMANN

Département de philosophie

Université du Québec à Trois-Rivières

Question 1. Quelle sorte de résultats scientifiques les sciences sociales devraient-elles, à l'heure actuelle, chercher prioritairement à atteindre?

Réponse : Avant d'établir des priorités de la recherche en sciences sociales, il conviendrait d'identifier un ensemble d'objectifs généraux que les sciences sociales, dans leur constitution actuelle, poursuivent de fait, explicitement ou implicitement. La catégorisation que j'adopterai est celle de HABERMAS qui thématise les objectifs en question en termes d'intérêts directeurs de connaissance. Ces intérêts représentent des conditions constitutives et normatives des différents jeux de langages scientifiques; ils déterminent méthodologiquement les stratégies d'élaboration des systèmes scientifiques, ainsi que les critères de scientificité, de rigueur et de crédibilité qui s'y appliquent. Dans leur genèse, les intérêts en question sont liés à des conditions fondamentales de l'autoconstitution de l'espèce humaine qui a atteint au cours de son évolution un seuil au-delà duquel ces conditions de survie ne peuvent être remplies que moyennant des stratégies déterminées dans l'élaboration des savoirs. Ces intérêtes peuvent donc être considérés comme la médiation entre l'histoire de l'espèce humaine et les stratégies de recherche; ils fixent les critères ultimes de validité et d'acceptabilité auxquels doivent satisfaire les systèmes d'énoncés scientifiques.

1) Le premier intérêt ou objectif vise l'édification des systèmes d'énoncés de type empirico-formel, la construction d'un savoir nomologique, obéissant à une stratégie qui est dictée par l'intérêt pour le contrôle

et l'exploitabilité technique, permettant l'augmentation de l'information et l'extension du champ des actions instrumentales du système social sur son environnement naturel ou culturel. Il en résulte un savoir-contrôle ayant une capacité explicative et prédictive.

2) Le deuxième objectif est l'édification de systèmes d'énoncés de type historico-herméneutique, obéissant à une stratégie qui est dictée par l'intérêt pour la communication, la compréhension mutuelle et l'établissement d'un consensus entre sujets contemporains ou se répartissant sur des générations. Il en résulte un savoir-compréhension.

3) Le troisième intérêt détermine les systèmes d'énoncés de type "science sociale critique" au service de l'émancipation. Cet intérêt s'élabore dans le contexte de l'auto-constitution des systèmes sociaux et correspond à la fonction de détermination des finalités.

Il s'agit bien ici de trois types d'objectifs cognitifs (au sens large) dont la différenciation est fonction de trois usages possibles qui peuvent être associés à ces formes de savoir, notamment l'action instrumentale (technique) et de contrôle manipulatoire, l'action communicationnelle (non-stratégique) et l'action réflexive-critique. J'estime qu'aucun de ces trois objectifs n'a en soi priorité sur les autres. HABERMAS a cependant tenté de montrer que le premier objectif se subordonne au second et les deux premiers, ensemble, à l'objectif de l'édification d'une science sociale critique, en argumentant que c'est à la lumière d'une science sociale critique que s'effectue en dernière instance le choix entre les théories empirico-formelles alternatives; que c'est au

nom d'une "théorie" critique que peut s'effectuer la différence entre régularités nomologiques authentiques et régularités axiologiques ou normatives (par exemple, trancher si "les lois du marché" sont des "iron laws of nature" ou "une manière de jouer le jeu économique en accord avec les règles du jeu"); que c'est à l'aide d'une "théorie" critique qu'on peut déterminer les places respectives du savoir empirico-formel et la pratique qui en résulte, ainsi que du savoir-compréhension.

L'approche historico-herméneutique était la voie traditionnelle en sciences sociales. Les sciences sociales de type empirico-formel cherchent encore leur Galilée ou leur Newton, c'est-à-dire un cadre théorique plus unifié. L'approche critique est encore in statu nascendi, sous-développée et même considérée avec une certaine méfiance. La priorité devrait par conséquent être accordée aux deux dernières orientations.

Question 2. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du développement théorique des sciences sociales?

Réponse : Les remarques évaluatives se différencient en fonction des trois types de savoirs qui constituent les sciences sociales, tels que caractérisés dans la réponse à la question 1.

a) Déficiences majeures dans les sciences sociales comme disciplines nomologiques. Il est devenu trivial de pointer du doigt le manque flagrant d'unification des sciences sociales : autant de "théories" que d'auteurs et d'écoles, avec la conséquence que les divers résultats empiriques et la quantité énorme de faits soigneusement collectionnés sont extrêmement dispersés. (Quel rapport peut-il bien y avoir entre ce que l'on sait à propos de l'apprentissage d'une langue et les phénomènes mis en évidence par la théorie sociologique des rôles, ou la nature de la structure de pouvoir et le comportement économique des consommateurs?) D'autre part, on sait trop bien que les tentatives d'unification théorique, par exemple à la manière de Talcott PARSONS, restent au stade de proto-théories et se limitent à des programmes de recherche sans être capables de rejoindre et de consolider, à partir du cadre général proposé, des théories partielles relativement bien corroborées.

Je vois deux raisons principales qui expliqueraient cette lacune. On peut invoquer d'abord l'absence d'un langage relativement unifié, l'absence d'une terminologie homogène (cf. question 3). Des recherches fondationnelles devraient davantage être faites sur le plan de l'analyse

conceptuelle qui établirait clairement la vacuité conceptuelle des notions comme "besoin d'un système social", "équilibre", ... quand elles sont utilieées dans des "théories générales" (ce que BOUDON a bien illustré à propos du concept durkheimien de "conscience collective" qui couvre des choses aussi hétérogènes que "effet d'environnement", "climat social", "référence au groupe", "identification", "situation de compétition", "comportement d'imitation"). Ensuite, le manque d'unification tient à la possibilité de développer le cadre conceptuel des sciences sociales dans deux perspectives, soit celle d'une théorie systémique de la société, soit celle d'une théorie des acteurs. Cette dualité (irréductible?) est omni-présente dans les sciences sociales et l'on peut constater un manque évident d'articulation entre micro et macro-théories. Ce n'est pas un problème de trop grande généralité, ou l'inverse -- tous les niveaux de généralité doivent être explorés. Le problème auquel devrait s'attaquer la recherche fondationnelle est l'articulation des deux niveaux par la formulation de lois (règles?) convenables de composition. (On connaît les problèmes que pose la simple agrégation, par exemple en économie.)

Ce qui fait également défaut dans les sciences sociales, c'est leur capacité prédictive. Il est navrant de constater que les événements économiques majeurs de notre siècle: le krach de 1929, la "récession de Corée" en 1954 et l'inflation de 1974, n'ont pas pu être prédits par les économistes. Et rappelons la célèbre "prédiction" de FISHER qui annonçait, une semaine avant le krach, que le plateau de prospérité devait se maintenir! C'est que la liste des lois, à l'aide desquelles on pourrait prédire, semble plutôt se rétrécir que s'élargir. Il ne suffit pas

d'invoquer la plasticité du comportement humain. Des recherches précises devraient pouvoir indiquer un jour les limites ultimes de cette plasticité et découvrir les conditions de sa variabilité.

b) La difficulté majeure des sciences sociales de type historico-herméneutique est d'opérer avec des critères de rigueur relativement flous. Ce n'est pas pour rien qu'on a déjà voulu justifier l'absence de procédures rigoureusement caractérisables en déclarant que l'étude des affaires humaines relevait davantage de l'art et de l'intuition que de démarches à propos desquelles pourrait s'établir un consensus entre les chercheurs.

c) Le problème central concernant les sciences sociales de type "critique" est d'abord l'absence d'un échantillon représentatif de telles "théories" (par exemple "économie critique", "sociologie critique", "psychologie critique") dont on pourrait examiner le statut : seraient-elles empiriques ou analytico-normatives? De quelle manière les énoncés qui figurent dans ces "théories" peuvent-ils être validés? Les méthodes seraient-elles différentes de celles en vigueur dans les disciplines empirico-formelles?

Voilà quelques symptômes indiquant la carence de l'état de la recherche des fondements théoriques des sciences sociales.

Question 3. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du langage utilisé dans les sciences sociales?

Réponse : C'est devenu un lieu commun d'identifier comme problème principal concernant le langage des sciences sociales le mélange "systématique" du langage ordinaire avec le langage technique (relativement pauvre, exception faite de certaines disciplines comme l'économie). Du fait que le vocabulaire de b ase varie d'une discipline à l'autre et que le langage ordinaire dépend des contextes d'usages, il y a peu d'espoir pour l'unité (l'uniformisation) et pour la précision du vocabulaire dans ces disciplines.

Dans les sciences sociales, le langage ordinaire sert d'habitude de langage d'observation qui est par conséquent irrémédiablement inexact; le rendre exact reviendrait à en proposer une théorie qui devrait à son tour être testée sur la base d'observations exprimées dans un langage inexact. Les lamentations sont donc inutiles et les justifications vides de sens. Le problème est de comprendre que l'inexactitude de ce langage n'implique pas qu'il ne puisse pas jouer le rôle qui lui est assigné : tester des hypothèses. Cela nécessite cependant qu'il faudrait dans chaque cas démontrer que les portions du langage ordinaire dont on se sert possèdent effectivement le degré d'exactitude suffisant (ce qui implique une mesure) pour tester la ou les hypothèses de nature théorique, auxquelles ce langage d'observation est associé, comme un physicien doit démontrer que son interféromètre est suffisamment puissant pour mesurer l'interférence de deux rayons lumineux dans des conditions déterminées. Des termes comme

"fréquence d'interaction", "reconnaissance mutuelle", ... doivent être démontrés comme suffisamment précis pour tester des hypothèses relatives à la "cohésion de groupe", si ce concept est lui-même clair. Une condition pour ce faire est l'introduction, par des procédures formelles de définition, des termes que l'on emploie où l'on distinguerait clairement les "primitifs" du langage d'observation et ceux du langage théorique; sans cela, les confusions entre formulations théoriques et formulations non-théoriques persisteront.

Un des remèdes pour préciser le langage dans les sciences sociales fut proposé par les opérationnalistes : l'univocité et l'exactitude du sens des termes s'obtiendraient en leur associant une opération de mesure. Mais il faut remarquer que la fonction de l'opérationnalisation n'est pas d'abord de préciser le sens des termes, mais de tester des hypothèses, ce qui implique qu'il faut au départ savoir ce qu'on veut mesurer. Il ne sert à rien de mettre en branle des instruments de mesure si on ne sait pas à quoi renvoie le langage qu'on emploie. Ce sont des postulats de signification et non l'opérationnalisation qui fixent le sens des termes.

C'est dans la perspective esquissée ci-dessus qu'on peut aborder le problème des "termes intentionnels". Ou bien on les prend pour trop imprécis (ce qui est sans doute le cas dans la mesure où de larges portions du "langage intentionnel" sont teintées d'évaluation) et on devrait tenter de les réduire à un langage observationnel que l'on tient pour plus primitif; la réduction effectuerait la séparation de l'aspect normatif de l'aspect descriptif. Mais il ne semble pas possible, dans l'état actuel des recher-

ches, d'éliminer ces termes par voie de réduction, sans pertes significatives. Si par ailleurs on postule que l'on devrait s'en passer, il faudrait alors démontrer qu'on peut s'en dispenser dans les sciences sociales sans faire semblant de les chasser par la grande porte pour les ré-admettre par la porte de service. D'autre part, si l'on tient les termes "intentionnels" pour utiles, il faudrait montrer à quoi exactement. Il est une grande lacune des sciences sociales de ne pas fournir de telles démonstrations.

Un dernier problème est que la prédominance du langage ordinaire sur le langage technique dans beaucoup de domaines des sciences sociales implique un degré de généralisation et une capacité explicative faibles, dans la mesure justement où le langage ordinaire ne fait pas appel à des processus et des entités inobservables. Le succès de la physique est sans doute attribuable au recours de plus en plus étendu à des "entités théoriques".

Je pourrais résumer mon évaluation du vocabulaire des sciences sociales en rappelant ce que Wittgenstein a dit il y a fort longtemps, à savoir que les sciences sociales se ramenaient à des méthodes expérimentales et des confusions conceptuelles, voulant dire par là que l'expérimentation, la collection des data, etc étaient futiles tant qu'elles se rapportaient à un appareil conceptuel confus. Ce diagnostic vaut encore aujourd'hui : la recherche fondationnelle a du pain sur la planche.

Question 4. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de la méthodologie empirique dans la recherche en sciences sociales?

Réponse : Cette question est embarrassante parce qu'on ne peut guère y répondre sans prendre appui sur des problèmes très spécifiques. Il revient aux méthodologistes de faire cette évaluation. N'appartenant pas à ce groupe de spécialistes, je peux indiquer seulement quelques problèmes généraux.

Toutes les méthodes sont fonction de théories qu'elles servent à tester. Tant que ces théories n'existent pas ou ne sont pas elles-mêmes univoques, les confusions se répercuteront sur la méthodologie. Par exemple, si on ne dispose pas d'une théorie de l'intelligence, dans laquelle celle-ci est construite comme entité extensive, certaines mesures, où l'on additionnerait des scores, n'ont pas de sens. Il y a à mon avis trop de pseudo-quantifications dans les sciences sociales; cela pourrait être dû au manque de distinction entre grandeurs extensives et grandeurs intensives.

Quant aux méthodes d'observation, les chercheurs dans les sciences sociales pourraient être confrontés à la question très générale "Qu'est-ce qui compte comme observation?". Il est un fait qu'on ne semble pas pouvoir fonctionner avec un vocabulaire d'observation aussi simple qu'en physique où l'on se satisfait d'indices de localisations spatio-temporels et de quelques termes de couleur. Pour cette raison bien des disciplines en sciences sociales sont très vulnérables sur le plan de la cueillette des "données". On peut référer ici au problème de traduction radicale (QUINE) auquel

l'anthropologue, par exemple, se trouve constamment confronté quand il s'agit d'étudier des systèmes de croyances de sociétés archaïques, irréductibles et en conflit avec les systèmes de croyances en vigueur dans la culture à laquelle appartient le chercheur. A cette difficulté s'ajoute le fait qu'une grande quantité d'informations pertinentes, par exemple en matière économique, sont ou bien inaccessibles, oubien distordues, difficulté à laquelle on pourrait éventuellement remédier seulement par une "immiscion dans les affaires privées".

Quant aux méthodes de "survey", connaissons-nous toujours les limites à l'intérieur desquelles les réponses à un questionnaire reflètent un état de chose "objectif" et ne livrent pas des résultats qui ne sont que l'effet de manipulation des interrogés par le questionnaire?

Il y a finalement le problème très général concernant le statut empirique tout court des théories qu'on formule dans les sciences sociales. On peut, par exemple, se demander si de larges portions en micro-économie ne constituent pas plutôt une analyse formelle de la décision qu'une étude empirique concernant la manière dont des acteurs ou des groupes d'acteurs décident effectivement. Les axiomes de rationalité ne définissent-ils pas plutôt une norme de comportement, de telle sorte que la conformité (sous la pression institutionnelle) avec ce modèle normatif constitue en même temps la base d'une confirmation des "hypothèses" de rationalité. Le modèle jouerait donc un double rôle, empirique et normatif, mais son empiricité se trouverait être l'effet de la norme.

Question 5. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global de l'état de la recherche en sciences sociales sur le plan cognitif?

Réponse : Cette question est extrêmement importante et sa pertinence me semble être reconnue. Mais la réponse suppose que l'on dispose d'une théorie normative de la rationalité scientifique, d'une théorie qui expliquerait et qui justifierait à la fois, par exemple, le choix ou la préférence accordée à une théorie plutôt qu'à une autre. C.G. HEMPEL et d'autres ont déjà proposé d'appliquer la théorie de la décision à l'entreprise scientifique pour procéder de la sorte à une analyse et à une évaluation rigoureuse de l'état théorique et méthodologique de la recherche sur le plan cognitif. Pour cela, il faudrait d'abord être en mesure de spécifier clairement les objectifs de la science en général et des sciences sociales en particulier (ce que j'ai tenté de faire à l'occasion de la Question 1.) Mais cette formulation reste encore beaucoup trop imprécise. L'objectif très général pourrait être la construction de systèmes d'énoncés (acceptés comme vrais et dotés d'un pouvoir explicatif et prédictif) de plus en plus englobant. Il n'est cependant pas certain qu'il existe actuellement un consensus à propos d'un tel objectif. Il y en a qui plaideraient plutôt en faveur d'une anarchie de théories alternatives rivales (FEYERABEND). Mais à tout le moins devrait-on viser l'édification de systèmes d'énoncés qui obéiraient à des règles précises d'auto-constitution et d'auto-contrôle.

C'est à la lumière d'objectifs cognitifs généraux que poursuit la rationalité scientifique qu'on devra évaluer (comme appropriées ou inappropriées)

les normes méthodologiques adoptées, telles que l'exigence de testabilité inter-subjective, la clôture déductive, la consistance logique ... De plus, pour faire fonctionner effectivement une théorie de la décision, il faudrait, dans l'approche utilitariste au moins, pouvoir assigner à ces objectifs des utilités et des désutilités elles-mêmes quantifiables (cardinales ou ordinales) et aux normes instrumentales des degrés de probabilités quant à leur "efficacité" d'atteindre les objectifs en question. C.G. HEMPEL en voit l'impossibilité dans l'état actuel des recherches.

Il y a donc un énorme travail à faire pour voir poindre le jour où les premiers jalons d'une telle méthodologie normative seraient formulés. Mais cette exigence me paraît indispensable car finalement on ne peut plus se contenter aujourd'hui de financer la recherche sans appliquer une méthode rigoureuse d'évaluation des résultats et des grandes orientations de la recherche sur le plan cognitif.

Question 6. Quelle sorte de bénéfices sociaux nos sociétés devraient-elles, à l'heure actuelle, pouvoir attendre de la recherche en sciences sociales?

Réponse : Il y a tant de problèmes sociaux, à commencer par la guerre, les famines, le sous-développement, la criminalité, la maladie, les frustrations de toutes sortes qui, d'une part, portent atteinte à la dignité humaine et qui, d'autre part, risquent à long terme de coûter plus cher à la société que l'investissement dans les moyens de recherches de solutions. Mais hélas ce n'est plus guère l'intuition du sens commun qui les découvre! Cependant je ne pense pas qu'une science sociale ait le privilège de formuler, dans le sens de proposer ou de dicter des objectifs sociaux (car "il est navrant de constater que la raison théorique ne peut rien dans la vie véritable" (KANT), c'est-à-dire dans la vie pratique). Par contre les sciences sociales sont appelées à contribuer aux choix des moyens dans le sens qu'elles peuvent indiquer, moyennant une analyse rigoureuse d'une situation donnée qu'il s'agit de transformer et de l'état social projeté, le chemin le plus raisonnable conduisant de l'état de fait à l'état souhaité. Et en indiquant les chemins viables, elles contribuent par le fait même à la reformulation plus précise des objectifs sociaux.

De quelle façon les sciences sociales peuvent-elles contribuer? C'est aux disciplines particulières d'y répondre. De manière générale, la contribution consisterait à augmenter à tout prix l'information relative à la situation dans laquelle s'insère un programme d'action. Une deuxième

contribution, très importante, serait de déceler dans la situation les aspects et les processus qui relèvent de l'inévitable et qui tombent par conséquent sous des régularités nomologiques, les aspects et les comportements qui se laissent façonner par une sorte d'"obstétrique sociale" et finalement les aspects qui tombent sous la régulation normative et qui peuvent être orientés par des mesures législatives. Ces distinctions ne peuvent être faites d'un simple coup d'oeil. Des recherches extrêmement poussées sont requises à cette fin. (C'est à la lumière de ces distinctions que pourrait être traitée la question des applications technologiques au sens strict.)

Il serait certainement dans l'intérêt d'une société si la recherche en sciences sociales pouvait être au service de l'instruction de l'opinion publique. Mais il est un fait que la plupart des résultats de recherche n'atteignent jamais le grand public et sont acheminés, bien souvent sous le couvert du sceau de la confidentialité, aux instances de décision des appareils politiques, de l'armée ou de l'entreprise privée qui, de ce fait, auront le privilège d'élaborer des stratégies d'action dont les citoyens ordinaires deviennent simples objets de manipulation. L'appareil scientifique incarne dans ce sens la conscience technocratique; il réussit à définir d'avance toute question pratique (politique) comme relevant de la seule procédure technologique ("behavioral control" et "social engineering" sont en effet des mots d'ordre à la mode). Cette pratique pourrait s'avérer être foncièrement antidémocratique, dépendant de l'idéal de démocratie que l'on se fait, variant entre le despotisme, éclairé ou non, et le jeu électoral naïf. Il faudrait dire ici que les

situations ne ressemblent guère à celle de l'épileptique qui, grâce à la technologie du bio-feedback, peut maintenant mieux contrôler son comportement. Il faudrait également dire qu'avant de transformer les résultats de recherche en mesures politiques, le pouvoir de l'intelligence technique supérieure devrait se négocier par un débat qui aurait lieu dans un public plus large, pour éviter de la sorte les risques de rencontrer des résistances farouches, comme cela se produit maintenant à propos de l'application de la technologie nucléaire. N'oublions pas que le "social engineering" et la police peuvent être des alternatives fonctionnelles sous formes de "software" et de "hardware".

En terminant je mentionnerai un obstacle à l'utilisation sociale adéquate des recherches en sciences sociales. Imaginons qu'un jour on pourra prouver de façon concluante que certaines formes de criminalité, et non les moindres, sont fonction de la structure sociale, par exemple d'une forme de distribution des richesses. On "comprendrait" la résistance à l'application de telles découvertes.

Question 7. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'administration publique et para-publique?

Réponse : Je ne suis pas très compétent pour répondre à cette question. Je ne peux donc livrer que mes impressions. De plus, certains aspects de cette question ont déjà été touchés dans la réponse à la Question 6.

Ma première impression est qu'il y a un usage unilatéral de la recherche en sciences sociales. Dans la mesure où c'est l'Etat qui devient de plus en plus porteur de l'ordre social, la recherche, bien qu'accueillie avec une certaine méfiance dans les milieux politiques, est exploitée plus par les instances du contrôle social qu'elle n'est au service de la créativité sociale. C'est en tant qu'instrument de contrôle qu'elle est intégrée à l'appareil de production, au système de défense et à la police. Ici elle remplit le rôle d'espionnage social, servant à surveiller des mouvements politiques, des mouvements "underground", les homosexuels, les "outsiders", les adversaires politiques, ... On peut alors nourrir le soupçon que les sciences sociales sont davantage utilisées dans l'intérêt d'un certain "establishment". Plus encore, son utilisation dans les administrations passe par la bureaucratie caractérisée par la main-mise des élites fonctionnelles qui échappent au contrôle démocratique.

Ma deuxième impression est que les sciences sociales sont largement sous-utilisées dans les secteurs publics et para-publics. Par exemple, la quantité d'information disponible dans la littérature sociologique con-

cernant la mobilité sociale verticale (et les voies de promotion sociale) est considérable, mais parfaitement sous-utilisée du fait que les gouvernements n'envisagent guère de programmes politiques d'action visant un "guided mobility program", spécifiant les contributions stratégiques et tactiques que pourraient déjà fournir les sciences sociales. De plus, les sciences sociales sont également peu utilisées, parfois systématiquement ignorées, dans le domaine de l'évaluation des politiques et des résultats de programmes d'action. Les élus du peuple préfèrent qu'on évalue leurs actions par le recours au peuple lors d'une élection. Inutile de dire que cette évaluation, si elle n'est pas sans vigueur, manque parfaitement de rigueur. Une autre cause du sous-emploi doit sans doute être cherchée du côté des sciences sociales elles-mêmes, c'est-à-dire dans la double difficulté de la transposition de problèmes pratiques, vécus, dans la recherche fondamentale,orientée et appliquée, difficulté de la transposition des résultats de recherche en conseils pratiques. (Imaginons un peu les difficultés de cette nature si on voulait faire une investigation sur les causes multiples qui expliqueraient le fait que le Canada est un des pays avec le plus grand nombre de jours de grève par an.) Un dernier aspect de la sous-utilisation pourrait être le conflit notoire entre les exigences politiques/administratives et les exigences de rigueur propres à la recherche scientifique.

Question 8. Quelle est votre évaluation personnele de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'entreprise privée?

Réponse : Certaines remarques de la réponse à la Question 7. s'appliquent également ici, notamment en ce qui regarde les conflits d'intérêts qui se manifestent à l'occasion de l'utilisation des sciences sociales : les clients demandent souvent des réponses rapides, valables dans le court terme tandis que les exigences scientifiques demanderaient une étude en profondeur qui pourrait porter ses fruits seulement dans le long terme. De plus, les résultats de la recherche pourraient suggérer des changements importants tandis que les clients sont en général réticents à l'égard de bouleversements le moindrement profonds. D'autre part, les chercheurs eux-mêmes pourraient avoir des réticences à mettre au profit de l'entreprise privée leur "know how", comme le constate R.O. CARLSON : "The prospects of employment in industry may be regarded as an invitation to join forces in a great conspiracy to manipulate and mislead workers, consumers and the general public" (The Sociologist in Business and Industry, Washington : ASA paper, p. 12). En effet, l'usage des sciences sociales dans l'entreprise privée est marqué par la même unilatéralité déjà dénoncée : on y a recours dans la perspective de l'augmentation de la productivité. (Cf. HOROWITZ, I., 1968, Profession Sociology, Chicago : Aldine)

Question 9. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans le grand public?

Réponse : Je n'ai pas une réponse très nuancée à offrir car je ne suis pas en mesure d'inventorier et d'évaluer les divers usages que font les individus, les associations volontaires, les groupes de citoyens, les "leader" d'opinion, etc. des résultats de recherche en sciences sociales. En somme il faudrait pouvoir indiquer avec quel degré d'efficacité les sciences sociales ont pénétré la société moderne et ont contribué à transformer les représentations que les sociétés contemporaines se font d'elles-mêmes. Il faudrait pour cela savoir de quelles façons les recherches en sciences sociales ont contribué et ont provoqué des changements dans la société en général. Cela demanderait de longues investigations empiriques concernant la manière dont les sciences sociales jouent le rôle de l'Aufklärung.

Question 10. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant les usages sociaux de la recherche en sciences sociales?

Réponse : Je ne pense pas qu'on puisse songer à risquer un diagnostic évaluatif global dans l'immédiat. Je suggérerais qu'on parte d'études évaluatives très limitées dans les domaines où un maximum d'information est disponible et qu'on tente de faire des extrapolations par la suite à l'aide d'indices comme la proportion de recherches effectuées et celles qui ont été appliquées avec succès (ou sans succès), dans la mesure bien sûr où l'on dispose de critères non-ambigus de succès; ou la proportion de recherches "désintéressées" et des recherches conçues expressément en vue de l'application à des problèmes pratiques. Cette analyse de la contribution de la recherche en sciences sociales pourrait se faire sur différents plans:

-- le plan de la détermination des cadres théoriques à l'intérieur desquels des problèmes pratiques ont pu être posés de façon plus adéquate et plus cohérente;

-- le plan de l'élargissement de l'information relative à la situation d'intervention;

-- le plan du choix des moyens d'action;

-- le plan de la spécification des objectifs d'action à la lumière des moyens disponibles;

-- le plan de l'évaluation des programmes d'action.

Le diagnostic évaluatif devra tenir compte des distinctions entre le court, le moyen et le long terme et entre les niveaux de la micro et de la macro-analyse.

L'évaluation devra aussi se faire en termes de relation entre coûts et bénéfices sur le plan strictement économique, en estimant le rapport entre coûts d'une recherche et ce que l'application des résultats a permis d'épargner.

Parallèlement à une évaluation quantitative, on devrait produire une évaluation plus qualitative, en prenant en considération

-- la contribution éducative générale (qui s'estime difficilement en termes monétaires);

-- l'efficacité des chercheurs à vendre leur savoir;

-- l'établissement du nombre critique de chercheurs impliqués dans la recherche appliquée;

-- le degré de diversité des applications des résultats de la recherche.

Question 11. Quels devraient être, à l'heure actuelle, les objectifs prioritaires du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales?

Réponse : Une première priorité serait de réaliser une division plus équilibrée et plus rationnelle de l'ensemble du travail de recherche en sciences sociales, en prenant comme principe directeur d'éviter de tomber de Charybde en Scylla, c'est-à-dire de trouver un juste milieu entre un dirigisme rigide et le "free for all". Il est à mon sens inadéquat de baser cette division sur la répartition institutionnelle courante : universités, organismes gouvernementaux, organismes privés. Je verrais une division du travail en fonction des types de recherches.

1) La recherche fondamentale qui est principalement mue par des problèmes de nature théorique, lesquels sont fonction de l'état d'avancement des disciplines respectives. Elle poursuit des buts et des résultats théoriques indépendamment des accplications éventuelles. Cette recherche pourrait être confiée aux universités et aux organismes qui gravitent autour d'elles (les sociétés savantes, par exemple). Ces organismes devraient jouir d'une grande indépendance quant à l'initiative de la recherche, même une certaine anarchie pourrait être salutaire. Cependant, du fait que l'université doit également assurer la transmission du savoir, elle est soumise à des impératifs politiques et sociaux concernant le rôle des ressortissants universitaires et des futurs chercheurs qui oeuvrent à divers niveaux dans une société.

2) La recherche orientée ("problem focussed research", "field-induces research"), conçue en fonction de problèmes de société, visant à la fois des buts théoriques et pratiques. La tâche à accomplir par ce type de recherche serait la formulation des problèmes sociaux en termes de recherches et la transformation des résultats théoriques en vue de l'application à long terme. Cette recherche pourrait être confiée à des instituts de recherche spécialisés, polyvalents et multidisciplinaires qui s'attaqueraient (de façon semblable à la recherche médicale où chimistes, biologistes, physiologistes, etc. traitent la pathologie de l'organisme) aux pathologies du système social, selon des secteurs problématiques préalablement identifiés : problèmes de fonctionnement de l'état, problèmes de progrès économique, problèmes de santé publique ... Les instituts en question feraient le lien entre l'université, gouvernement et secteur privé, entre la recherche fondamentale et l'utilisation immédiate du savoir. Leur recherche serait contrainte par le type de problèmes qui leur sont associés, mais libres dans le déroulement de la recherche.

3) La recherche appliquée dans l'immédiat, répondant à des critères précis d'utilisation, donnant des réponses à des problèmes concrets, pratiques dont la rentabilité est garantie. Cette recherche (par exemple sur l'amélioration de l'échantillonnage, sur l'établissement des indices de prix, de chômage, ...) se feraient dans des bureaux, services administratifs, entreprises commerciales dont le fonctionnement obéit à des nécessités de gestion et d'action immédiates.

La deuxième priorité serait de mettre sur pied un super-organisme (sous

le contrôle des pouvoirs publics) de coordination et de concertation des tâches de recherches à assigner aux trois types de recherches retenus ci-dessus; un comité de diffusion des résultats vers les clientèles-cibles; un comité de facilitation des échanges entre tous les niveaux, d'allocation des ressources et d'incitation aux recherches requises pour le progrès social en général.

La troisième priorité serait d'établir des mécanismes de décision et de contrôle appropriés à chacun des niveaux retenus. Il s'agirait de trouver un modèle de partage efficace des responsabilités.

Question 12. Quelle est votre évaluation personnelle du système de financement de la recherche en sciences sociales?

Réponse : Mes remarques reflètent plutôt mes préjugés que les résultats d'une évaluation basée sur un inventaire fidèle (en existe-t-il?) des sommes allouées à la recherche dans les organismes de production et d'utilisation.

Mon premier préjugé est que, comparée au "Manhattan Project" qui, aux Etats-Unis, a englouti au début des années 50 plus d'un milliard de dollars (des dollars de l'époque) pour un projet de recherche en physique, et comparée aux sommes considérables que nos sociétés dépensent pour "du pain et des jeux", la recherche en sciences sociales au Canada ne reçoit pas sa juste part. La conséquence immédiate en est que ces disciplines sont condamnées à de la "piece-meal research".

Mon deuxième préjugé est que le système de financement actuel est désordonné si l'on tient compte de l'ensemble de la recherche en sciences sociales et dans la mesure où ce système ne peut pas s'appuyer sur une division rationnelle du travail de recherche.

Mon troisième préjugé est que la contribution de l'entreprise privée à la recherche en sciences sociales est très mince (si les informations sont exactes, elle ne dépasserait pas 2% du montant global). Et pourtant, ce secteur profite énormément et gratuitement des résultats de recherches qui sont mis à sa disposition. Des mesures plus énergiques s'imposeraient --

ne fut-ce que des exemptions fiscales -- pour forcer ce secteur à contribuer davantage.

Mon quatrième préjugé est que le système d'évaluation des projets de recherche n'est pas adéquat. L'évaluation par les pairs est sans aucun doute appropriée pour juger de la conformité d'un projet de recherche avec les standards professionnels. Mais quand il s'agit de juger les aspects pratiques de la recherche orientée et appliquée, les jurys devraient éventuellement comprendre aussi des représentants de la "clientèle" potentielle.

Question 13. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de production de la recherche en sciences sociales?

Réponse : Pour l'essentiel, ma réponse est la même qu'à la Question 11: Il faut repenser la répartition institutionnelle de la recherche. Cela permettrait de concevoir de façon plus adéquate l'échange et la circulation du personnel professionnel (étudiants stagiaires) entre les instances de la recherche fondamentale, orientée et appliquée.

Je me permets un bref commentaire sur le contrôle interne de la qualité. Ce contrôle ne me paraît pas suffisamment efficace. On sait qu'il existe des unités de recherche, des départements universitaires qui peuvent opérer pendant des années en-dessous des standards minimum sans aucunement être inquiétés. Il est à se demander si la communauté scientifique peut se contrôler elle-même.

Question 14. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de diffusion des résultats de la recherche en sciences sociales auprès des milieux non-spécialisés?

Réponse : Avant de parler de la diffusion des résultats de recherche en sciences sociales auprès des milieux non-spécialisés, il conviendrait d'examiner certains aspects de la diffusion de l'information auprès des milieux spécialisés. Je vois comme problème majeur le caractère rapidement périssable de cette information, surtout dans les sciences sociales, de telle sorte que les méthodes traditionnelles de stokage de livres, revues, journaux (littéralement entassés) deviennent de plus en plus inadéquates, faute de moyens financiers et d'espaces qui pourraient combler ces besoins. Il faudrait donc recourir à des technologies nouvelles ("on-line information systems" pour transmettre, traiter et stocker de l'information en vue de la rendre accessible à tous les intéressés). Mais d'une part on rencontre une résistance aveugle envers cette technologie et d'autre part, il règne une grande confusion à propos des usages effectifs de celle-ci. Il faudrait se demander à quel degré l'ensemble des chercheurs qui oeuvrent dans les sciences sociales sont au fait en ce qui concerne les différentes technologies de diffusion de l'information et savent en faire usage.

Bien qu'une analyse des coûts et bénéfices n'ait pas encore été faite, on sait déjà que les bibliothèques et les systèmes de diffusion actuels ne peuvent pas conjuguer à la fois l'augmentation de la quantité d'information à traiter, l'élargissement des champs de production de résultats de

recherche et la diminution (en termes de dollars réels) des subsides.

Ce diagnostic qui ne concerne que la diffusion des résultats de recherche auprès de spécialistes ("scholarly communication") permet d'imaginer les difficultés pour le reste.

Une des conséquences de la division inadéquate du travail de recherche (cf. Question 11) est l'absence de communication efficace entre les diverses instances de la recherche dans les agences gouvernementales, dans l'entreprise privée et dans les universités. Les universités sont-elles systématiquement mises au courant des questions et problèmes auxquels font face les administrations gouvernementales et privées? On sait que bien des études gouvernementales finissent par des rapports sur des tablettes, dont la publication est très restreinte ou carrément inaccessible en vertu du caractère de "secret d'état", avec la double conséquence que de telles pratiques ruinent la motivation des chercheurs et qu'elles soustraient ces recherches à l'évaluation par des pairs pour laisser ainsi davantage place à la partisannerie et à une crédibilité douteuse.

Il y a certainement un problème de communication entre les chercheurs et le grand public, sinon ceux-ci ne se trouveraient pas accusés de dilapider les fonds publics ("trop cher pour ce que cela produit"). Cette incompréhension de la part du public dépend en grande partie :
a) de l'image que projette l'université,-les autres établissements de recherche étant pratiquement inconnus parce qu'invisibles. Au lieu de faire de la publicité pour des cours en vue d'attirer une clientèle étu-

diante, les universités devraient songer à diffuser une image plus complète et plus cohérente de leurs entreprises;

b) du préjugé négatif du public qui est aussi nourri par l'exclusion du milieu d'une participation plus active à la dynamique de la recherche.

Finalement, il faudrait aussi soulever la question des pratiques d'échange d'information dans le circuit des "collèges invisibles", analyser les intérêts poursuivis par cette pratique et évaluer les avantages et les désavantages.

Question 15. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de formation des chercheurs en sciences sociales?

Réponse: Quant à l'organisation et à la répartition actuelles des institutions de formation des chercheurs en sciences sociales, je renvoie de nouveau le lecteur à ma réponse à la Question 11.

En ce qui concerne le caractère adéquat de la formation actuelle des chercheurs, la réponse est difficile puisqu'elle dépend du niveau et des secteurs de la recherche où les ressortissants universitaires s'intégreront. J'ai l'impression (préjugé?) que nos étudiants ne sont pas suffisamment rompus aux disciplines formelles, ce qui augmente la difficulté d'accès à des études plus sophistiquées qu'il s'agit justement de traduire dans des applications.

Qu'il y a trop ou pas assez de chercheurs dans les sciences sociales, c'est aux statistiques de nous révéler si le rapport entre "output" prévisible et besoins futurs est convenable. S'il était vrai que 40% seulement des "finissants" en sciences sociales briguent une carrière dans la discipline où ils ont été formés, on aurait un résultat inquiétant. D'autre part, les besoins futurs dépendent de la place qu'on voudra bien accorder à ces chercheurs, c'est-à-dire de la structure future du marché du travail. Celle-ci fait problème. Prenons la situation actuelle du chercheur dans la fonction publique. Celui-ci est confiné à un rôle d'"agent de recherche", pratiquement sans aucune possibilité de perfectionnement professionnel et sans promotion autre que celle de la voie administrative. Des ajustements considérables s'imposeront.

Question 16. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant l'organisation de la recherche en sciences sociales?

Réponse : Cette question me paraît extraordinairement difficile à répondre. Je me contente d'une seule suggestion qui est à l'effet de faire une enquête (pour une période limitée et à un domaine restreint) sur le dédoublement, la redondance et la répétition dans les recherches en sciences sociales, conséquences du manque de coordination, de division rationnelle du travail et du manque de diffusion adéquate de l'information. Par la suite on pourrait évaluer les coûts (les pertes) qu'entraîne ce dédoublement.

REPONSES DE:

MAURICE LAGUEUX

Département de philosophie

Université de Montréal

Question 1: Quelles sortes de résultats scientifiques ... ?

Ultimement, il paraît indiscutable que les sciences sociales devraient apporter des explications aux phénomènes sociaux étudiés (et par conséquent fournir des théories explicatives), mais ceci n'implique pas que les chercheurs devraient se donner pour objectif de multiplier les théories explicatives proposées. Ce qui manque, ce ne sont pas tant les explications elles-mêmes (i.e.: les produits d'une imagination théorique visant à rendre compte du développement de divers phénomènes sociaux) que les moyens de contrôler le bien-fondé de telles explications.

Ce n'est pas dire toutefois qu'il faut massivement se tourner plutôt vers les recherches empiriques. En bien des secteurs des sciences sociales, celles-ci sont déjà abondantes et ont souvent été menées de façon tout à fait remarquable. Apparemment ce qui fait défaut, c'est plutôt la manière de mettre des données empiriques au service de théories explicatives. Faute d'y parvenir de façon concluante, on a le plus souvent tendance à développer frénétiquement des études qui ont l'air de donner raison à telle ou telle théorie, pour peu que l'on ne se montre pas trop tatillon et que l'on accepte sans rechigner un certain nombre de postulats qui souvent s'écartent avec une telle liberté de la réalité à expliquer qu'il devient impossible de parler de "test" de la théorie elle-même (autrement que par métaphore). On justifie habituellement cette façon de procéder en invoquant le fait qu'on ne peut guère faire mieux et opposer à ces tests un peu lâches d'autres tests plus satisfaisants.

Sans doute a-t-on raison de souligner qu'il n'est pas facile d'atteindre à beaucoup plus de rigueur dans une telle démarche

si l'on entend recourir à des données empiriques manipulables-fût-ce avec toutes les ressources de l'informatique moderne. Mais faute d'arriver à un dialogue entre théorie et empirie d'une précision comparable à celle atteinte en sciences physiques, on se voit réduit à accumuler à qui mieux mieux les modèles théoriques d'une part, des enquêtes ou des "résultats" empiriques de l'autre, au point où l'on doit faire face à une sorte d'encombrement de la production intellectuelle sur le sujet. Comme il n'y a pas de critère précis permettant de disqualifier une contribution qui respecte des règles académiques minimales et que rien ne permet d'intégrer ces contribution à un corpus théorique déjà éprouvé - inexistant (ou à peu près) en sciences sociales - ces amoncellements théoriques se multiplient et finissent par agacer ceux qui se donnent périodiquement pour mission de redonner à tout prix à telle ou telle science sociale l'allure d'une science digne de ce nom.

C'est ainsi que le champ théorique étudié par la discipline intéressée peut se transformer en champ de bataille, car, faute de pouvoir procéder autrement de façon concluante, on risque fort de travailler au triomphe d'une théorie unifiante et par là d'unifier la discipline sans doute, mais sur la base d'une démarche largement rhétorique et idéologique qu'il y a toujours moyen de justifier d'ailleurs, ne serait-ce qu'en retournant contre l'adversaire éventuel les accusations d'idéologie.

Question 2: Evaluation du développement des sciences sociales

De ma réponse à la question 1, il suit que l'on ne saurait qualifier sans plus les recherches théoriques en sciences sociales ni de trop, ni de trop peu abondantes. La répartition des efforts entre recherches théoriques et recherches empiriques ne présente rien, à première vue, de particulièrement scandaleux, mais on aurait tort de s'en tenir à ce constat. En sciences économiques par exemple, la production à ces deux niveaux est impressionnante; on ne saurait certes prétendre sérieusement en tout cas que les chercheurs en cette discipline ont boudé les recherches théoriques!

Si l'on a néanmoins le sentiment à ce niveau d'une insuffisance difficile à définir, c'est sans doute que ces recherches ne paraissent pas toujours des plus pertinentes. Pourquoi? D'un côté, on ne saurait reprocher à ces théories leur trop grande "généralité", sans se fermer les yeux sur la foule de théories, présentées sous formes de modèles (qui sont souvent des variations sur un même thème), destinées à rendre compte de phénomènes aussi particuliers que prosaïques. D'un autre côté, réclamer à l'inverse d'ajouter au stock déjà honnête de théories générales ne saurait être pour autant une solution, tant que l'on demeure insatisfait des théories à subsumer sous ces théories plus générales. Si cette insatisfaction tient à l'insuffisance des liens qui relient théorie et empirie, cette carence risque même de s'accroître avec la généralité de la théorie.

Par ailleurs, pour compenser peut-être leur faible vérifiabilité empirique, les théories proposées, en sciences économiques du moins, sont en général hautement formalisées; c'est sans doute à

bon droit qu'on s'est inquiété souvent de voir sacrifier à un goût excessif pour la formalisation des dimensions beaucoup plus pertinentes de la problématique économique qui souvent ne se prêtent guère à un tel traitement. Pourtant les efforts théoriques de ceux qui se sont montrés le plus hostile à la formalisation se sont souvent avérés très décevants et ont eu plutôt pour effet de faire apprécier les théories formalisées qui, faute de rendre vraiment compte des processus les plus déterminants d'une société économique réelle, ont au moins le mérite de donner un aperçu brillant et fascinant de ce que pourrait être une société économique fictive.

Enfin il est certain que les théories sont d'autant plus marquées par les idéologies environnantes qu'elles sont susceptibles de conférer une crédibilité (scientifique) à une idéologie où en retour elles puisent la rhétorique qui leur apporte ce qui leur manque parfois pour être un peu persuasive. Cependant la consigne de l'objectivisme en matière théorique a souvent conduit à une sorte de cécité à l'égard de rapport de force très réels et au parti-pris d'ignorer ce qui dérange une certaine représentation hâtive de la neutralité scientifique.

Bref ce qui importe le plus, dans ce contexte, paraît être de redéfinir la rigueur scientifique, de la désolidariser de la tendance à la formalisation, de manière à ce que puisse être tenu un discours strictement rigoureux sur ce qui par nature échappe à toute tentative de transcription formelle. Pour cela il faudra trouver une forme de rigueur qui permette de dépasser les polémiques un peu émotives où s'engagent trop souvent les discussions non formalisées. Comment, si l'on renonce à s'en tenir aux "règles du jeu" peut-être inappropriées qui sont fournies par les mathématiques, ne pas s'en remettre aux "règles du jeu" adoptées par une école de pensée? Voilà ce vers quoi les enquêtes épistémologiques devraient se tourner en priorité.

Question 3: Evaluation du langage utilisé en sciences sociales

Le langage utilisé dans les sciences sociales est assez peu homogène, le chose paraît certaine: non seulement peut-on dire que diverses sciences sociales parviennent souvent à s'ignorer, faute d'un langage commun, quand leur objet s'interpénètre, mais même au sein d'une discipline donnée, les langages sont souvent très diversifiés et développés en fonction des grandes options méthodologiques ou idéologiques.

A mon avis cependant, il y aurait peu à attendre d'une entreprise internationale ou interdisciplinaire de normalisation du vocabulaire, car le problème me paraît se situer à un autre niveau. Le plus souvent, ces langages sont différents parce qu'on les veut différents. Supposons que l'on s'efforce de définir des termes comme "société" ou "classe", on devra arriver à une sorte de compromis théorique qui risque d'être rejeté par les uns parce qu'il demeure encore trop flou pour les fins d'une théorie formalisée, par les autres parce qu'il oblige à retraduire, en lui enlevant tout son impact, une théorie articulée sur des concepts auxquels on attachait un sens sensiblement différent, par d'autres enfin parce que ce langage trop restrictif risque d'étouffer les vertus suggestives de la langue naturelle. On retrouve le témoignage de cet état de choses dans la tendance très fréquente en sciences sociales (beaucoup plus qu'ailleurs) à redéfinir librement ces concepts ("nous appellerons ici "conflit", etc...") dès que se manifeste le moindre souci de précision à ce niveau.

Bref, une normalisation de la langue des sciences sociales comme une normalisation de la langue des relations internationales du type "esperanto" ne saurait s'avérer efficace qu'une fois créé le besoin

d'y recourir. Or ce besoin devrait naître théoriquement avec l'insatisfaction engendrée par l'état de dispersion actuelle, à condition que cette insatisfaction ne se manifeste pas seulement dans un contexte polémique qui entretient une sorte de mépris mutuel entre les écoles et un durcissement des positions associé à une dénonciation systématique des autres orientations théoriques. C'est pourquoi il ne me paraît pas opportun ici de dénoncer telle ou telle forme de langage utilisé en sciences sociales (langage formalisé, langage naturel, langage intentionnel), de même qu'il serait trop simple de se contenter de faire place à tous ces langages à la fois, ce qui serait accepter de perpétuer cette sorte de Babel théorique qui est incompatible avec la construction d'une science enfin satisfaisante.

Si ce problème doit un jour trouver une solution, celle-ci ne me paraît pas devoir venir d'une entreprise du type "normalisation du vocabulaire", mais d'une recherche, peut-être vouée à l'échec, des conditions permettant de formuler une problématique pleinement significative pour diverses approches et au besoin pour diverses disciplines et permettant peut-être ainsi d'intégrer sans en étouffer le dynamisme les réponses les plus intéressantes fournies par chacune d'entre elles.

Question 4: Evaluation de la méthodologie empirique

Je ne suis pas en mesure de porter un jugement d'ensemble sur la cueillette des données en sciences sociales d'autant plus qu'il serait un peu arbitraire de regrouper, dans un tel jugement, diverses disciplines (ex: histoire, économie, démographie) qui recourent à des données recueillies dans des conditions fort diverses et destinées à des usages tout aussi disparates.

Dans un domaine comme l'économie, l'un des problèmes souvent signalé tient au fait que les données les plus significatives sont recueillies par des organismes qui poursuivent d'autres fins que celles de la recherche pure, mais il est très difficile de pondérer l'importance de ce facteur dans l'analyse des difficultés que cette discipline éprouve à vérifier les théories qu'elle propose. Les appareils assez lourds des organismes se consacrant à la cueillette de données sur une vaste échelle ne peuvent suivre les besoins toujours changeants des théoriciens; aussi est-il certain que ces derniers doivent parfois faire preuve de beaucoup d'ingéniosité pour tirer parti des données disponibles. Comme, par ailleurs, il n'y a pas de critères bien nets permettant de tester une théorie de façon un peu concluante, cette sorte de résignation à l'égard des données disponibles comporte un certain danger: celui que s'estompe le besoin de recueillir des données plus adéquates, dans la mesure où il ne paraît pas évident que celles qui sont disponibles ne font pas tout aussi bien l'affaire pour alimenter ce qui, de toute façon, ne fait que ressembler à une vérification de la théorie.

Signalons, dans un autre ordre d'idées, qu'en ce qui a trait à la présentation et à la conservation des données, des améliorations très sensibles pourraient résulter d'entreprises de normalisation internationales qui ne manqueraient pas de s'avérer ici beaucoup plus fécondes qu'en matière de vocabulaire.

Question 5: Moyens d'établir un diagnostic ... sur le plan cognitif

Pour établir le degré de scientificité des sciences sociales, le type d'enquête qui vient le plus immédiatement à l'esprit serait celui qui tendrait à mesurer les consensus atteints.

Sur ce plan les résultats paraissent si négatifs qu'une telle enquête pourrait, à première vue, sembler bien superflue. Pourtant si on parvenait tant soit peu à en raffiner les conclusions, elle pourrait s'avérer plus instructive qu'il ne semble en indiquant plus précisément où les consensus n'arrivent pas à se faire: il est peu probable que ce soit tellement autour des données factuelles, comprises en un sens restreint. Sans doute est-il plus prévisible que ce soit autour de théories, mais il faut voir quels types de désaccord s'établissent autour des divers types de théories qu'il importe de distinguer? Peut-être par exemple les désaccords portent-ils surtout sur la portée à reconnaître à telle ou telle théorie: instrument conceptuel intéressant mais de peu de conséquences, théorie potentiellement explicative mais à jamais invérifiable, théorie dont le succès tient seulement à un recours trop complaisant à des postulats opportunistes, etc... Tout ceci pourrait être éclairé par un examen comparatif attentif de la littérature. Il faudrait également sur la base d'un tel examen chercher à identifier les questions décisives, celles qui semblent entraîner les affrontements importants. Peut-être pourrait-on tirer plusieurs enseignements des échecs même d'une telle enquête: pourquoi au juste s'avère-t-il impossible ici ou là d'identifier les questions mêmes autour desquelles on s'affronte? Il faudrait comparer sur ce plan les sciences sociales entre elles et avec les sciences physiques pour jeter plus de lumière sur ces questions.

Il serait également intéressant de repérer, dans les sciences sociales, l'emploi de formules du type "il est ainsi établi que...", "voici la preuve de..." ou leurs équivalents. On pourrait alors comparer et classifier les types de preuve effectivement invoqués.

Une autre enquête, peut-être plus difficile à réaliser, consisterait à examiner les causes de ce que j'ai appelé l'encombrement de la littérature, soit l'accumulation en vrac de théories incompatibles ou à tout le moins inarticulées entre elles. On pourrait s'efforcer de détecter les facteurs responsables d'une éventuelle discrimination entre les contributions théoriques: qu'est-ce qui assure le succès d'une contribution et inversement qu'est-ce qui entraîne son échec ou sa disqualification? Il semble que ce soit rarement en sciences sociales un processus de "falsification". Est-ce alors seulement un processus idéologique? Sinon, peut-on, sur la base d'une étude de la littérature, par exemple une étude des compte-rendus d'ouvrages, mesurer ce qui semble agir? Une étude des polémiques pourrait chercher à établir si et jusqu'à quel point les arguments des parties se rencontrent sur des terrains communs.

Ici encore ce n'est qu'en s'inscrivant dans de vastes études comparatives, que de telles enquêtes auraient quelque chance de porter fruit.

Question 6: Utilité sociale des sciences sociales...

Le débat si fréquemment ravivé à propos de l'utilité sociale des sciences sociales me paraît engendré par un faux-problème. Il devrait aller de soi que toute contribution réelle, fût-elle la plus modeste, au progrès de l'une quelconque des sciences sociales est utile en principe à la société. La chose paraît même plus certaine pour les sciences sociales que pour les sciences naturelles; s'il n'est pas forcé qu'une meilleure connaissance des moeurs de quelque insecte finira par trouver une application bénéfique pour l'humanité, il paraît évident qu'une meilleure connaissance d'une facette quelconque de la vie en société pourra permettre aux membres de cette société (où à ceux qui ont à agir sur elle) d'ajuster au besoin leur comportement ou leur action de manière à tenir compte de l'impact de ceux-ci sur la dimension ainsi éclairée. D'ailleurs toute action sociale importante, toute décision officielle prétendent actuellement s'appuyer sur des analyses sociales fondées sur des recherches menées en ces secteurs.

L'impression de vanité souvent associée à ces recherches tient avant tout au fait que les conclusions des sciences sociales sont en général peu systématiques et assez incertaines. Comme ces conclusions ne s'insèrent pas dans un corpus systématiquement établi, on n'a aucune raison de penser que les modestes résultats d'une recherche quelconque doivent être immédiatement considérés comme des pierres contribuant à l'édification d'un vaste ensemble scientifique. Comme par ailleurs ces résultats sont souvent très incertains et parfois contradictoires entre eux, il n'est pas manifeste qu'il font vraiment

progresser notre connaissance de la société. Dans la mesure où l'on a plutôt l'impression que ces conclusions ne sont que très marginalement reliées à l'ensemble du savoir actuel, qu'elles n'emportent l'adhésion que de sympathisants inconditionnels, qu'elles ajoutent plutôt à la confusion et encombrent plus qu'autre chose le champ de notre savoir effectif, on a du mal à voir en quoi elles peuvent vraiment être utiles.

Bref, la question de l'utilité sociale des sciences sociales se ramène, pour une large part, à celle de leur portée scientifique. Si les nombreuses thèses portant par exemple sur l'inflation ne trouvent pas forcément d'applications sociales, c'est manifestement parce qu'elles sont souvent contradictoires et incapables de s'imposer décisivement. Si l'on arrivait à en dégager une conclusion aussi indiscutable que la plupart des conclusions des sciences naturelles, il ne fait aucun doute que celle-ci trouverait nombre d'applications immédiates auprès de ceux qui mettent au point des politiques économiques et qui, à vrai dire, n'en demandent pas tant pour chercher à tirer parti des sciences sociales.

En fait, tout se passe comme si les utilisateurs potentiels des sciences sociales étaient si empressés de trouver des applications à d'éventuelles conclusions scientifiques que, déçus par le caractère trop conditionnel des résultats rigoureusement établis, ils n'hésitaient pas à tirer le même type d'applications des idéologies qui parviennent le mieux à se donner les allures d'une science aussi féconde sur ce plan que les sciences naturelles.

Question 7: Evaluation sur utilisation en secteur public et para-public

Dans les secteurs public et para-public, les administrateurs doivent prendre des décisions qu'il est en général nécessaire de justifier publiquement. Aussi est-il intéressant pour eux d'appuyer ces décisions sur des recherches qui inspirent une sorte de respect et emportent l'adhésion sans laisser prise aux discussions interminables. Comme il s'agit le plus souvent de convaincre un public de non-connaisseurs, les recherches invoquées gagnent à s'appuyer sur des techniques auxquelles sont spontanément associées une connotation de rigueur et de sérieux et dont les conclusions relativement inaccessibles ne peuvent être contestées de plain-pied. D'où l'intérêt qu'offre, sur ce plan, les études quantitatives appuyées soit sur des méthodes assez formalisées, soit sur un traitement informatisé. D'où aussi la dévalorisation des réflexions trop chargées de réserves et de nuances, trop pessimistes sur la qualité des résultats atteints ou encore trop dominées par des valeurs irréductibles à ces analyses techniques: toutes choses qui ne parviendraient guère à impressionner un public peu critique et pourraient même laisser penser que les défenseurs de telles idées ne savent pas exactement où ils vont.

Cette situation a pour conséquence assez fâcheuse d'instituer une sorte de conflit larvé entre "rigueur technique" et "valeurs sociales" et d'imposer, ou presque, des alignements artificiels et trompeurs: des techniques formelles ou informatiques qui sont parfaitement neutres en tant que telles sont vite associées à des thèses favorables à l'ordre établi; des analyses économiques hautement théoriques et largement spéculatives sont associées étrangement à des impératifs

administratifs et pratico-pratiques; inversement des analyses politiques concrètes et sensibles aux moindres nuances d'une réalité sociale insaisissable seront aisément considérées comme propos de philosophes ou d'intellectuels ayant tendance à perdre contact avec le monde réel.

Ces stéréotypes contribuent sans doute à orienter puissamment la recherche dans des directions pré-établies. S'il entend alimenter plus ou moins directement ce stock de travaux sur lesquels s'appuieront ceux qui ont à prendre des décisions, le chercheur sera incité à opter pour une contribution qui se donne coûte que coûte l'allure d'une recherche technique, de préférence quantitative et informatisée. Inversement, sera-t-il de bon ton de se montrer systématiquement méfiant à l'égard de ces techniques pour qui se refuse à faire le jeu du pouvoir et veut donner à son travail l'allure de contribution audacieuse d'un esprit non-conformiste, du type de ceux que chacun aime invoquer de temps à autre, surtout quand on sait que les conclusions de tels travaux ne s'imposent pas avec assez de force pour risquer de déranger sérieusement l'ordre établi.

Ajoutons en conclusion que l'utilisation politique des savoirs spécialisés ne s'oppose pas vraiment à des idéaux démocratiques. Tout au plus les hommes éprouvent-ils un besoin impérieux de se convaincre souvent de la chose en entretenant avec soin l'illusion d'une sorte de complémentarité entre ces deux pôles: la démocratie doit avoir l'air de justifier elle-même le recours à un savoir qui après tout appartient à tous, et ce savoir doit avoir l'air de favoriser par ses applications des intérêts qu'en toutes circonstances il importe de présenter comme ceux d'une démocratie bien comprise.

Question 8: Evaluation sur utilisation en entreprise privée

Dans l'entreprise privée, la polarisation observée dans le secteur public et para-public ne peut que s'affirmer de façon encore plus tranchée au point où s'y défont les liens assez factices qui paraissaient relier, malgré tout, les intérêts administratifs et les intérêts populaires.

La recherche en sciences sociales dans l'entreprise privée est au service d'intérêts assez précis et souvent fort limités. Il est difficile de parler en termes non ambigus de "sous" ou de "sur-utilisation", mais on peut certainement parler d'une tendance à privilégier un certain type de recherche commandée par un certain type d'application. Il semble bien en effet que seront retenues les recherches (quel que soit d'ailleurs leur niveau de technicité) qui permettent d'accroître l'efficacité dans la réalisation d'objectifs privés assez étroits. Or si l'on exclut les multiples applications industrielles des sciences naturelles, les recherches proprement sociales qui peuvent contribuer à la réalisation de tels objectifs sont forcément assez limitées; les recherches plus générales peuvent tout au plus contribuer à apporter quelque décorum (là ou la chose est appréciée) dans l'encadrement des résultats qui comptent.

Dans les syndicats, la recherche sera également prisée dans la mesure où elle contribue à la réalisation d'objectifs bien circonscrits quoique tout opposés. La recherche pertinente est celle qui peut fournir des arguments efficaces dans l'action poursuivie. Le recours aux instruments quantitatifs y est assez bienvenu puisqu'il y a intérêt à combattre l'adversaire sur son propre terrain; mais il importera de ne rien faire qui puisse fournir des armes à un opposant

qui est présumé, sans doute avec raison, bien capable de se défendre seul.

Aussi y a-t-il une irréductible opposition de principe entre les intérêts de l'entreprise privée (ou ceux des syndicats) et les intérêts d'une recherche qui entend dépasser les cadres étroits que lui assigne l'une ou l'autre de ces structures institutionnelles.

Question 9: Evaluation sur utilisation par le grand public

Si l'on parle d'utilisation de la recherche dans le grand public, par opposition à celle qui, via le secteur public ou l'industrie, finit par rejaillir sur le grand public, c'est qu'on se réfère non plus aux applications de la recherche, qui peuvent se poursuivre sans que le public en ait vraiment conscience, mais plutôt à la diffusion de celle-ci en tant que telle et à ses effets. On rejoint donc ici le problème des avantages de la vulgarisation.

Disons d'abord qu'en sciences sociales, cette question ne se pose pas de la même façon qu'en sciences naturelles. Dans ces dernières, le plus souvent, les chercheurs sont arrivés à s'entendre sur l'explication des phénomènes qui intéressent vraiment le grand public (ils se disputent encore sur des questions qui en général n'intéresse pas ce public). Il s'agit donc surtout de trouver des moyens de faciliter un processus d'apprentissage pour un public assez indifférent au type d'explication qui sera invoqué. Dans les sciences sociales, les désaccords entre experts portent souvent par contre sur les questions qui intéressent le plus le grand public. Aussi, celui qui entend diffuser une théorie doit souvent s'efforcer moins d'expliquer que de convaincre et même de réorienter les idées. Il réussira mieux s'il parvient à rejoindre les cordes émotives appropriées, car le public est rarement indifférent sur ce plan aux questions en cause.

Aussi, en sciences sociales, la vulgarisation est-elle d'emblée suspecte du point de vue idéologique; il est rare qu'elle ne vise pas d'abord à transmettre des valeurs (qui n'ont rien à voir avec celles qui sont supposément impliquées par toute entre-

prise de diffusion du savoir). Aussi est-elle toujours tentée de tirer parti du développement de ces "modes intellectuelles" que d'ailleurs elle contribue à créer et parfois à discréditer par un effet de sursaturation. C'est ainsi, par exemple, que, à la fin des années 60 et au début des années 70, les recherches d'inspiration marxiste et structuraliste étaient bien accueillies par un public assez large qui croyait par là pouvoir donner une sorte de profondeur scientifique à une vision sociale d'ailleurs assez généreuse. Nombre de chercheurs grisés par l'ampleur de ce mouvement se sont alors laissés gagner par une sorte de facilité théorique qui fut immédiatement rentable, mais qui s'avère fatale à plus long terme comme on le constate depuis la fin des années 70.

Par delà ces modes et ces conflits idéologiques superficiels, il est toutefois indéniable que la diffusion des sciences sociales dans un public de plus en plus large a contribué dans l'ensemble à sensibiliser ce public aux injustices sociales et, en même temps, l'a invité à une plus grande tolérance, même si ces deux acquis indiscutables tendent périodiquement à se porter mutuellement ombrage.

Question 10: Processus pour établir un diagnostic évaluatif sur usages sociaux de la recherche

Spontanément on pourrait penser qu'il y a lieu ici d'interroger les décideurs tant dans le secteur public que dans l'industrie et de compléter le tout par un sondage auprès du grand public pour savoir ce qu'il en est de ces utilisations des sciences sociales par chaque groupe intéressé.

Pourtant il serait probablement plus satisfaisant de mener ici des enquêtes basées sur le nombre de références renvoyant à des recherches académiques en sciences sociales. On pourrait par exemple dépouiller les rapports annuels du Conseil Economique du Canada pour établir une liste des ouvrages cités, de préférence des ouvrages cités favorablement à titre d'autorité. Une fois cette liste établie, pour une série de publications analogues émanant d'organismes officiels, on pourrait constituer une liste globale et procéder à une analyse de contenu des recherches en cause: on pourrait en particulier classifier les sujets traités, distinguer les méthodes quantitatives ou qualitatives et les types de techniques employées dans l'une ou l'autre catégorie, définir s'il y a lieu l'orientation théorique, mettre en relief enfin le caractère plus ou moins catégorique des conclusions proposées.

Ce genre de recension et d'analyse de contenu pourrait être mené également à partir de publications influentes émanant de l'entreprise privée et des syndicats pour que puissent également être testées nos hypothèses à propos du secteur privé.

En ce qui a trait au grand public, il faudrait procéder autrement. Ici on pourrait se baser sur des statistiques concernant le tirage (ou la vente) d'ouvrages exposant le résultat de recherches

en sciences sociales. Il faudrait corriger les résultats, compte-tenu de certains facteurs comme la vente massive d'ouvrages à des étudiants, etc... On pourrait aussi partir des références portant sur des recherches en sciences sociales rencontrées dans les articles des grands quotidiens.

De telles études, sans être d'une extrême urgence présentement, sont sans conteste très importantes si l'on prétend donner un caractère un peu scientifique à l'évaluation de l'usage des divers types de recherche.

Question 11: Objectifs prioritaires du processus d'organisation de la recherche.

Il est beaucoup plus facile ici de souligner les limites des objectifs proposés que d'en formuler qui soient susceptibles de s'imposer vraiment. Ainsi me paraît-il dangeureux de promouvoir sans plus "l'accélération de la production des connaissances nouvelles quelles qu'elles soient" dans un champ où il est à peine possible de discerner ce qui, au sein de la production théorique, mérite d'être appelé "connaissance". Par contre il me paraîtrait peu avisé de "chercher à orienter la recherche vers des questions socialement urgentes", car dans un domaine comme les sciences sociales où les divers secteurs ne sont pas étroitement articulés entre eux, ce serait où bien en étouffer le développement ou bien favoriser des déviations opportunistes de la recherche. Je m'explique: si, en sciences naturelles, on décide d'orienter la recherche vers la conquête spatiale ou vers le traitement du cancer, on peut toujours considérer que des recherches sur des problèmes extrêmement variés contribuent à faire avancer ou à appuyer la masse de connaissances qui a quelque chose à voir, fût-ce très indirectement, avec ces objectifs: les rapports pourront être indirects, mais ils seront aisément établis et reconnus. Si par contre on décide d'orienter la recherche, disons vers ls solution des conflits de travail, on voit mal comment on pourra rattacher à cet objectif des recherches qui ne sont pas étroitement reliées à cette question: parce qu'elles ne sont pas déjà systématisées, les relations qu'on voudra établir

entre les autres questions et l'objectif choisi paraîtront factices et opportunistes.

Par contre il me paraîtrait assez souhaitable de "viser l'unification théorique et méthodologique des sciences sociales", mais toute la question est de savoir comment y parvenir sans dénaturer la signification de cet objectif. Quand il s'agit d'accélérer une production ou de l'orienter vers un problème, on peut recourir à des incitations précises, mais favoriser une unification est plus complexe, car on ne peut au départ déterminer un cadre qui enrégimenterait la recherche. L'unification d'approches très variées ne devrait pas être confondue avec leur réduction administrativement contrôlée à l'une d'entre elles identifiée par ses caractéristiques propres.

Question 12: Evaluation sur système de financement

Il n'est pas facile d'émettre une opinion un peu objective sur l'équilibre entre les sources de financement à moins de faire à ce sujet une étude poussée. Autrement on ne peut que faire part d'une insuffisance observée dans le secteur auquel on est le plus étroitement associé. On gagne peu à constater que chacun, avec plus ou moins d'éloquence, "prêche pour sa paroisse". Il en va de même de la question de la somme totale consacrée à la recherche: il va sans dire qu'il serait préférable de disposer de plus de ressources. Tout au plus certains diront-ils que la somme totale est suffisante mais répartie inefficacement. Sans doute, mais à moins d'assortir cette remarque d'une méthode précise pour gérer efficacement enfin de maigres ressources, on n'est guère plus avancé.

Toute la question est là. Comment évaluer des projets <u>avant</u> qu'ils aient produit des résultats concluants, c'est-à-dire au moment où il importe de les soutenir.

Le problème est de taille, car il faut choisir entre deux approches également insatisfaisantes. D'une part, une décentralisation qui risque de favoriser la complaisance (qui s'installe si aisément entre collègues) et de conduire ainsi à une certaine médiocrité que pourrait contrer une émulation menée à un niveau national. D'autre part, une centralisation où l'évaluation devient anonyme et basée sur une connaissance insuffisante des qualités de candidats incités à maximiser moins les conditions favorables à la recherche fructueuse que celles favorables à l'obtention de subvention (nombre de titres publiés, bonnes relations avec des experts, choix d'un projet "dans le vent", etc...)

Question 13: Evaluation du système actuel de production de la recherche

Sans me prononcer directement sur la qualité et la pertinence des diverses unités de production et des divers organes qui assurent échange et interaction entre les chercheurs, je veux déplorer ici le cloisonnement encore très accentué que l'on observe entre les institutions identifiées aux diverses disciplines. Il me semble malheureux que les efforts de décloisonnement les plus authentiques et aussi les plus spectaculaires ne soient issus que des milieux critiques et radicaux, comme en font foi les visées largement interdisciplinaires des publications dites radicales. Cet état de chose a sans doute contribué à rendre suspectes les tentatives de décloisonnement amorcées dans des milieux plus officiels pour lesquels ces entreprises ont souvent été perçues spontanément comme remise en question bien intempestive des méthodes et des acquis auxquels on était parvenu de si haute lutte à faire reconnaître une sorte de respectabilité scientifique. Comme on voit mal comment amener deux disciplines à s'enrichir mutuellement de leurs exigences méthodologiques propres, on s'en excuse souvent en laissant entendre qu'une fâcheuse dilution de ces exigences pourrait bien résulter du processus.

Pour ce qui est du contrôle interne de la qualité de la recherche par la communauté scientifique, il est certes rendu possible par la diffusion des résultats, mais ici le problème paraît tenir plutôt au niveau relativement bas du seuil de tolérance à l'égard des résultats dont le caractère insatisfaisant a pu être mis en évidence. Les résultats en sciences sociales sont bel et bien soumis à la critique des pairs tout comme ceux obtenus en sciences naturelles, mais il

est fréquent qu'une fois mises en relief les insuffisances fondamentales qui devraient en miner la crédibilité, ces travaux n'en continuent pas moins à faire autorité dans bien des milieux (sans doute à cause de la situation particulière des sciences sociales évoquée en réponse aux questions 1 et 2).

Question 14: Evaluation du système actuel de diffusion des résultats de recherche

En ce qui a trait à leur diffusion, les résultats en sciences sociales n'ont apparemment rien à envier à ceux obtenus en sciences naturelles. Les média en général leur accordent une attention parfois même excessive. Sans doute faut-il expliquer la chose par le fait que les destinataires de cette diffusion (qu'ils soient rattachés au secteur public, à l'entreprise privée ou simplement au grand public) se sentent concernés par l'objet de ces recherches et, estimant pouvoir à leur propos exprimer des opinions propres, aiment bien prendre connaissance de celles des experts.

Cette situation cependant peut desservir plutôt que favoriser la recherche en sciences sociales. Comme on l'a vu en réponse à la question 9, cette vulgarisation des résultats ne tarde pas à prendre une dimension idéologique qui rend suspect son caractère scientifique. De plus, le fait que ces résultats soient présentés le plus souvent dans les pages politiques, littéraires ou financières des journaux contribue à leur enlever une part de leur crédibilité scientifique. Le lecteur associe volontiers la "recherche scientifique" à ce qu'il trouve exposé dans les pages scientifiques, c'est-à-dire les résultats de la recherche en science naturelle. Cette situation est d'ailleurs accentuée par le fait que, tout pouvant plus aisément qu'en sciences naturelles être mis à peu près sur le même plan à cause de la faiblesse relative des processus de discrimination, la priorité est volontiers accordée aux travaux des chercheurs-vedettes qui savent mieux que d'autres frapper l'imagination populaire.

Question 15: Evaluation du système actuel de formation des chercheurs

En divers secteurs des sciences sociales, un problème se pose à ce niveau et je le formulerais de la façon suivante: les progrès rapides de la démocratisation de l'enseignement et la multiplication des postes offerts à des spécialistes des sciences sociales au cours des années 60-70 ont amené une certaine pression visant à favoriser une plus grande adaptation au marché du travail. Les responsables de cette formation, convaincus que le rôle de l'Université était plutôt de former des chercheurs, ont eu tendance à résister à cette pression et à imposer un enseignement davantage axé sur la recherche à des étudiants souvent capables de remplir les postes offerts mais fort peu habilités à la recherche proprement scientifique. Il en est résulté dans beaucoup de départements une dégradation fatale des exigences académiques. Même si les étudiants les plus aptes intellectuellement ont pu trouver l'occasion de se donner de façon plus ou moins autonome une formation souvent très sérieuse, les étudiants moins équipés sur ce plan se sont vus ouvrir des portes beaucoup trop facilement. Parce qu'en général on s'est refusé à distinguer clairement la formation professionnelle et la formation à la recherche, ces portes n'ont pas toujours été celles qui leur auraient convenu le mieux.

Effrayés avec raison sans doute par ce danger d'une dévalorisation des diplômes suite à l'infiltration en masse des sciences sociales en particulier par des éléments fortement attirés par la culture et la vie universitaire, mais allergiques à la démarche rigoureuse exigée par les sciences naturelles, certains départements (c'est à tout le moins le cas de divers départements d'économie) ont voulu réagir avec force à cette tendance en imposant à leurs étudiants des exigences mathématiques très élevées (il est toujours aisé, on le sait, d'appliquer un contrôle serré en ce domaine) qui ont eu

pour heureux effet d'éloigner le spectre de la facilité et de la dégradation du niveau intellectuel, non pas toutefois sans entraîner une sorte de survalorisation de la formation mathématique susceptible d'obnubiler en un sens les aspects plus spécifiques mais moins aisément mesurables de la compétence à développer chez le futur chercheur.

Question 16: Processus pour établir un diagnostic évaluatif sur organisation de la recherche.

Il est particulièrement difficile d'établir un tel diagnostic, car on devrait, pour y arriver, disposer d'un moyen de mesurer la qualité des résultats afin d'établir jusqu'à quel point elle peut être favorisée par divers types soit de financement, de production ou à la rigueur de diffusion de la recherche ou encore par divers types de formation des chercheurs. On pourrait, par exemple, évaluer le degré auquel diverses subventions ont pu favoriser le développement de la recherche si seulement on pouvait mesurer la qualité des travaux produits autrement qu'en constatant leur production effective grâce au financement en question. Nul ne s'étonnerait d'apprendre qu'une enquête a pu établir un haut degré de corrélation entre subventions par secteur et publications par secteur; mais en conclure que le système de subvention en cause répond bien à ses objectifs serait supposer résolue la plus importante et la plus difficile partie de la question. Sans doute les subventions doivent-elles contribuer à accroître le nombre de publications (ce qui serait en partie vérifié par une telle enquête), mais aussi — et c'est la question qui semble nous intéresser ici — à en accroître la qualité, ce qui par hypothèse échapperait à ce type d'enquête.

Il en irait de même, bien sûr, si l'on étendait de telles enquêtes à la question de l'évaluation de la production de la recherche et de la formation des chercheurs.

Pour avoir quelque chance de se donner un critère un peu empirique permettant de mesurer la qualité de la recherche,

peut-être pourrait-on procéder à des études s'étendant sur une longue période? Jusqu'à quel point, compte-tenu des délais de maturation de la recherche, de publication, de diffusion et d'utilisation ultérieure, les subventions accordées dans les années 50 (ou peut-être 60) ont-elles favorisé la production de travaux qui sont considérés généralement aujourd'hui comme des résultats importants? Même l'enquête qui se laisserait guider par ce genre de question comporterait, il va sans dire, de sérieuses difficultés d'interprétation.

Pour une mesure de la diffusion, peut-être qu'un sondage concernant les résultats que divers groupes-cibles estiment importants dans la recherche en sciences sociales, serait un point de départ intéressant; mais ici encore l'interprétation des résultats serait extrêmement difficile.

Question 17: Autres remarques

La très grande variété des disciplines et des méthodes associées aux sciences sociales ne permet pas aisément de faire des remarques vraiment générales et oblige à rappeler ici combien toutes les réponses apportées aux questions antérieures devraient être entendues comme ne s'appliquant qu'à une part parfois assez réduite de ce qui est produit sous le nom de "sciences sociales".

J'aimerais toutefois pouvoir indiquer en conclusion qu'il me semble primordial de chercher à désamorcer la tension que génère presque fatalement une discussion portant sur l'orientation de l'ensemble des sciences sociales. Ces discussions sont souvent l'occasion d'âpres débats concernant la scientificité et l'objectivité de ces disciplines parce que leur statut scientifique n'est pas théoriquement assuré comme celui de la plupart des sciences naturelles et que d'autre part leur influence sur le fonctionnement des sociétés est néanmoins si considérable que rien n'irait vraiment plus si l'on ne parvenait plus à se convaincre qu'elles participent à cette autorité reconnues aux sciences, dont la réflexion philosophique par contre peut fort bien se passer sans être complètement discréditée. Les spécialistes des sciences sociales en effet savent bien qu'on attend d'eux avec impatience des réponses qu'on veut voir reposer sur une autre sorte de sagesse que celle qu'on attribue depuis toujours aux philosophes; c'est pourquoi, que leur démarche soit d'inspiration traditionnelle ou d'inspiration critique, ils répugnent tant en général à ce que soient ouvertes des questions qui puissent laisser pen-

ser, ne fût-ce qu'un seul instant, que nombre de leurs conclusions parviennent mal à se démarquer de celles qui relèvent de la réflexion philosophique. C'est pourquoi aussi les moindres critiques, du type de celles qui en sciences naturelles feraient partie intégrante de la démarche scientifique, apparaissent en sciences sociales comme de dramatiques remises en cause de tout un acquis dont il s'agit bien plutôt de reconsidérer la portée autrement qu'en se contentant de façon bêtement manichéenne d'y voir soit un résultat scientifique à peu près définitif, soit une pure spéculation.

Peut-être enfin est-il indiqué de reconnaître que les réflexions ici proposées se sont volontairement tenues à un niveau plutôt "épistémologique" qui paraîtra éloigné de celui correspondant à la pratique quotidienne des sciences sociales; elles reposent pourtant sur la conviction qui reste à discuter qu'il existe entre ces deux niveaux des rapports très réels qu'on gagne souvent à refouler pour pouvoir se consacrer efficacement à un travail pratique, mais qu'il convient de ramener à la surface au moment de discuter des orientations des sciences sociales.

ANSWERS FROM:

JAMES MACAULAY

Science Advisor

Science Council of Canada

NOTES ON THE EVALUATION OF RESEARCH IN THE SOCIAL SCIENCES: Grand-Mère Meeting, May 1981.

COGNITIVE VALUE

1. Type of Results

I am concerned about the implication of this question which suggests working backward from preferred results in order to establish priorities. This approach will include a tendency to close the degrees of freedom, perhaps limiting the range of research problems to those for which solution of the preferred sort can be forseen in the short term. This is precisely the problem with ritualized doctoral research for example.

In an effort to be constructive in my response, I would say that while theoretical and methodological work in Canada could be characterized as highly derivative, this is probably normal because of the evolutionary and developmental character of knowledge within a research Community. Thus one expects such a community to establish itself first with extensive descriptive/historical work on institutions, parties organisations etc., followed by some division of labour along the often ideological lines of how to imterpret this material. This first generation knowledge is far from complete in my own area, but it is obviously very well along for the major social and political and economic institutions. There was also considerable ground work in linguistic and cultural geography under the Band B Commission. For example and Northern and Indian Affairs, carrying on a long tradition established.

Given such developments, one then expects weaknesses to become apparent in existing theories and procedures which will have largely been derived from outside the country. They will begin to show up in the analyses and rationalization of this ground material. This should perhaps call for particular theoretical work on limited domains, (middle range theory if you like), to fill in or extend the range of available models and theories.

I think this has been happening. In areas that I know about, serious theoretical gaps have been apparent for ten or fifteen years, but the institutional treatment of theory seems to be the historical survey. The wide influence of Harold Innis might be explained by "theory gaps" which may be common to many areas. Another example is the unique interest in foreignownership and in crown agencies as instruments of policy that has grown directly out of descriptive groundwork in areas of Canadian studies, which in turn revealed theoretical gaps.

Theoretical work such as the construction of explanatory models of a limited "domain" of societal phenomena could be very fruitful at this time. In turn, this could reveal to investigators the directions necessary for work on specific techniques, though here I am anticipating an answer to questions 3 and 4.

2. State of Theory

It is obviously difficult to lump disciplines together in answer to this, but as noted above, the uniquely Canadian aspects of work in social sciences would seem to be ripe for serious work at the theoretical level. My research has been somewhat specialized for several years, and I was familiar with more of the whole range of theorizing in social sciences as a graduate student, (mid-sixties). At that time, almost all theory relevant to problems of interest to me came from outside the country, and was correspondingly charged with contexts that may often have had limited analogues in this country.

Since that time, I think the most active theoretical discussion has been very ideological, and also tending to operate at such a very general level that the heuristic power is limited in terms of suggesting new research questions or analytical models that might eventually be formalized in a mathematical sense.

Therefore, I agree with the statement in the SSHRC plan to the effect that we need a stronger theory base, and I would suggest that the healthiest way to initiate new and original theoretical work is to ask questions at a meta-scientific level (epistemology, to be sure). This can be a painful thing, and if carried to extremes, non-productive. For example I would not want to see everyone doing ethnomethodolgical work on their own careers and their friends'labs etc. But there are basic questions that arise from the sociology of knowledge which significant theorists have had to answer before they did anything else.

Beyond that, our reluctance to theorize except ideologically and in a derivative way may be connected to two other barriers involving evalution criteria as imposed by two severe masters: the journals on one hand and the curriculum on the other. I dont know much about journals that are outside the natural sciences, but because of alternative outlets, I suspect they constitute less of a barrier to theorizing than the pervasive influence of our philosophy departments on the formation of social science students.

Theory development with respect to particular research problems ought to be embedded in the curriculum. When original theoretical work finds a solid place in research in an area, I would take this as a sign of the maturity and independence of Canadian efforts.

3. State of Languages of Research

Techniques for representing and analysing research problems seem underdeveloped in most disciplines. Here I think the emphasis should not be on a unified language for the sake of unity. It is in the nature of some approaches to be synthetic and unifying, (eg information and control models), but I favour a pragmatic development of concepts and techniques with respect to particular problems.

Since I am in policy research, I recognize the lack of evaluative and prescriptive tools, and the very scattered and isolated opportunities for mathematical formalization of problems. Neither curriculum nor journals contain much in the way of graph theory, matrix analysis, simulation etc. which can be useful techniques in policy work. The mathematization which prevails in a lot of behavioural stuff seems often to represent either a trivial or a misplaced emphasis.

4. Empirical Methodology

The Survey Research Center at U. Michigan had a very pervasive influence on U.S. social sciences in the fifties, with summer institutes etc., and following their more or less political decision to go behavioral and non-prescriptive etc., in the political climate of that time. We seem to have pursued the same course almost a generation later. This could have been a healthy development if it were applied to the significant problems and to concepts and models that are relevant to these. In the absence of this relevant theoretical and /or policy orientation, the law of the instrument prevails, often yielding trivial or irrelevant results.

It is perhaps unrealistic to think of a methodological transformation of individuals in say political science or sociology. It is possible to think of a granting policy which encourages our good technical people to be drawn into a project group from systems engineering etc. This is how state of the art work gets done rather than derivative and trivial staff.

5. Evaluation: Cognitive Level

From my perspective, such a division of cognitive from social structure is problematic, and a subject of active research. Systematic work of a descriptive or evaluative sort of the cognitive state of research activity presupposes a structural analysis which can at the very least, isolate either the papers or the individuals involved in a research specialty. In practice, this is a bibliometric approach which must therefor accept a merge of cognitive and social elements, finding various ingenious ways of separating them after the boundaries of the specialty have been derived.

The current wisdom coming from the meetings etc on indicators seems to be:
(1) avoid all talk of cognitive structure;
(2) use several data bases and approaches and look for "converging" indicators; and
(3) work at the smallest domain level possible, preferably at the organizational level.

I am personally more hopeful than this, and I think that significant variables of the cognitive state and dynamics of particular specialties can be systematically investigated, and that this can be based on a bibliometric analysis. This presupposes an adequate bibliometric data base, which now exist only on a selective basis in the social sciences.

The main indicator for academic work would seem to be what influence does the research have on all others doing research in the area. Subsequent indicators can link support and organizational and other variables to this influence.

SOCIAL UTILITY

6. Social Benefits

A fundamental point here is whether the social sciences ought merely to perform an integrative and legitimizing role, or whether they ought or can be a force for change. Clearly, contract and mission oriented work has the effect of constraining research into the former mold. The Band B Commission was a troubling case in point. It was perhaps the first really large scale economic investment in the social sciences in Canada, touching almost all significant departments in the country. The most optimistic view would be that while the research did not initiate change it assisted in clarifying policy goals, and in supporting them with background studies. I sense that the essentially critical voice of the social scientist was lost in all of this, though there were very important indirect effects as well. I think it can be argued that the Glassco and Band B Commissions, as the two major public investments in social science research outside the Canada Council, had the primary effect of exploiting social science for policy purposes, and the secondary effect of turning the interests of a generation of social scientists inward toward the creation of original research traditions in this country.

The definition of social goals is the function of the political processes in a country. Intellectuals, particularly natural scientists, have a tendency to try to replace such processes with a more rationalized or efficient alternative, (eg the atomic scientists' movement, the science court etc). Social scientists must be more realistic than this, and work to refine such processes, and to inform them with independent and critical policy research.

7. Utilization by Public Administrations

Some distinctions should be made here between in-house Vs extramual research in line departments and regulatory agencies. Crown agencies set up to do research of one kind or another, such as the Economic Council or the Science Council, obviously have a good chance to do work close to state of the art, and they contract for and second much of this.

Regulatory agencies must maintain in-house expertise competent to inform their regulatory processes in an industry (eg CRTC). Here, I think the clientele force researchers into a different and non-responsive market for their intellectual property. Secrecy may be required as well, and it is difficult to imagine long-term or high quality work in these circumstances.

Line departments impose a similar but more diffuse clientele on intramural social researchers, along with careerist, organizational and bureaucratic distractions. Nevertheless much social research is so expensive (eg large-scale modeling in Transport or Bank of Canada) that it can only be undertaken in such places. The quality of results though is very difficult to maintain. Much outside contract work is piecemeal and scattered.

I think vast improvements in policy utilization and quality could be made by line departments getting involved in setting up university-based independent research centres, accountable like crown agencies, but independent and with provincial and industrial contracting as support. Democratic government presupposes independent channels of information in policy processes; there is no contradiction in the political use of this kind of information but political control or bureaucratic constraints on the sources of policy information could be a serious threat.

8. Utilization by Private Enterprise

If research refers to the development of new knowledge, organizations in the private sector do little if any social science research. They do use research techniques, and make extensive use of social science expertise in a variety of support services to management, such as market studies and public opinion surveys, and such advisory services as are offered by industrial psychologists and public relations people. If universities were ready to acknowledge the private sector, as an important clientele, then management schools would be beefed up with much stronger research staffs, and links made to engineering programs, (the latter have a similar and more serious problem of linking to a research clientele in industry).

At the moment, there is a serious question of relevance of the strong centers of research to private sector needs. Given the independence of the sources, there would seem to be no contradiction in developing the relation. Small businesses face many development problems which require a lot of case study research; the development and demonstration problems of innovation and their relation to public sector contracting; the information and control problems of very large scale projects like those at James Bay and the Alberta oil sands; all call for original work while the literature suggests a preoccupation with such familiar ground as foreign ownership and élite structures.

9. Utilization by the General Public

The question here is very diffuse. Again, research is to be distinguished from related aspects of social science education, and the utilization of expertise in all sectors. One way to ask the question is to what extent is public debate on major public issues influenced by social science research. The link is obviously indirect, since the type of utilization by public and private sectors, as noted above, has the most direct access to the policy arena.

The real failure of social science to influence individuals interested in such issues is in evidence in their surprising lack of involvement. They are the subject of all the exploitive applications of polling and PR. etc. Even union activity, when its isolated, seems unable to call on good research for bargaining positions. The nuclear waste disposal debates are another example of highly ideological use of expectise in the face of poorly informed publics. The media seem to make little use of good research staffs. Parliamentarians do not draw upon a very deep quality of research unless they have charge of a department of government.

It may be that the attempts to teach social science in high school are too recent to observe good effects, though the wide concern of younger people with ecoligical issues may reflect this concern in high school curricula in the sixties. None of this is really the province of social science research as such, though perhaps SSHRC should seek some mandate for public awareness activities. Their movement toward funding independent research in policy areas could have a more direct influence. The new centers and institutes such as IRPP etc seem to be acquiring some influence on media researchers. Again, relevance may be a problem rather than the contradiction in principle.

10. Evaluation of Social Functions of Research

In order to do analysis in this area, it seems necessary to ask what clientele are in fact being served by particular research activities. The correct answer may not be obvious, but it is needed in order to specify the relevant actors in a particular market for research information. (An overall evaluation would seem pointless). With the market specified in this way as an information system, it is then possible in principle at least to evaluate with respect to various criteria as to the relevance and adequacy and efficiency of research sources to serve particular information needs of their clientele.

This may require, in some instances, surveys information on user needs. It might well turn out that in many cases of research usage outside the research community, the main function of the research is to legitimize and serve rather than influence policy goals of users. I think such studies are secondary to looking at the relevance of research to its primary market, which is usually the research community itself. However this type of evaluation seems to come under evaluation of cognitive structure.

ORGANIZATION

11. Objectives of the Organizational Process

There are two basic problems here. One was noted above in connection with the division of research into cognitive and social structure, and how the nature of the interrelations of these two is still a wide open area for research and speculation. The second problem is the teleological form of many of these questions, which can be misleading. If one must specify a function for the manifold complex of organizations of all sorts, institutions, professional societies and many other items not mentioned, such as journals, peer evaluation institutions, professorships, university curricula, conferences etc, it would be that they are parts of a complex research infrastructure that provides support services to research. The research itself has a cognitive and social structure which can be treated separately from its support infrastructure, and perhaps should be treated in advance of it.

The parts of this complex infrastructure are too varied, and subject to so many dispersed influences and policy sources that it is unreasonable to treat them all as a single system or process. Because of this it is also not practicable to consider particular policies for all of this complex.

12. Evaluation of Funding System

Small scale research on a scattered or individual basis has always managed to survive with the minimal base of university support. It is my impression that with a few exceptions most Canada Council granting supported this type of research without influencing its direction very much, or initiating work that would not have gone ahead anyhow. Exceptions would include the voting behaviour work and more recent élite studies. These larger scale team efforts are probably symptomatic of the sort of work that is easiest to justify before formal routinized evaluation procedures. The direction of external influence, (apart from the major impacts of Glassco and B&B noted above), was to encourage the kind of statistical / behavioural, short term, and derivative work that lends itself best to success in peer evaluation procedures which call for quick and tidy solutions, with little comment on the triviality of the problem.

It would be nice to see more sources of funding, and one prospect is the departmental contracting to centres noted above. It might be possible for SSHRC to evolve its funding procedures, making them more open to original work and to more decentralized or dispersed evaluation committees, and to the support of teams and centres. All this would require a fairly extensive study and evaluation of existing evaluation procedures. (NSF started something along these lines). I will elaborate on this some more below.

13. Evaluation of System of Production

Historians seem to be agreed that the big development of research in the past 100 years has involved its link to graduate school training (beginning at John's Hopkins about 1875). In most social sciences, the better students began staying in Canada for Ph. D. work only in the past 15 or 20 years, and then often to work on Canadian-related topics. This means the institutionalization and professionalization of research in social sciences here is very new and incomplete. The main journals and societies go back much further, but no one makes a living from them, and the link to teaching is fundamental,

I dont have enough recent experience in universities here to comment about the direction of this development. It is obviously tied to availability of students, and the cycle of numbers will mean a crunch on research at smaller places that have not managed to break into the national arena and competition for students. Perhaps it is worth considering ways of altering this dependency on transfer payments divided up by student numbers.

The main point is that institution building is relatively new, that institutes have only begun to form, and they need alternate and larger scale funding than SSHRC has been able to deliver. There would seem to be opportunities for this in seed contracts with line agencies of governments, which have continuing needs for the results of simulations etc.

In a new and developing situation, one expects to see new journals, lots of meetings, and relaxed controls and standards. I think standards are somewhat lax in the literature, and that the journals have not attained international prominence. If it were possible for SSHRC to influence this situation, there are measures that could allow a few journals to reach the international mainstream, while relying on a range of newer newsletters, occasional papers and journals with relaxed standards to serve the big middle range of output.

14. Evaluation of transmission to Non-Specialists

An adequate answer to this question would require a fairly extensive study of users in the media etc. In general, I think the formal publication system needs to evolve somewhat in order to reach specialists abroad and various groups outside the research specialty in question. Some kind of clearing house or information exchange that keeps up with reports and occasional papers etc might be operated at the National Library. This seems to be needed because non-specialists in government tend to contract to a small range of highly visible people, or personal contacts.

I can only guess that media people are more in the dark about current research activities. The U.S. information services do not adequately cover the Canadian literature. No organization seems to have a mandate for public awareness of results. Beyond personal contacts, the more effective transmission to non-specialists tends to occur when research is carried out in a somewhat visible institute or agency with a public relations capability (eg IRPP, Science Council etc). This is fairly recent, but it is effective and results in better coverage of issues in the press etc.; but the work of individuals gets passed over. There is still a lot of vulgarization of economics, sociology and, anthropology in the press. Other scientists in my experience have very little understanding of what social scientists do, and their image is based on the vulgarizations of the past.

15. Evaluation of Training

The link of education and research training is still evolving, and it has growing pains. Good research libraries for example, are practically non existent at universities. The institutions that constrain graduate training often encourage short term derivative work, just as the formal evaluative processes. Good resources are scatterd, and it is difficult for advanced students to work on esoteric topics.

My impression is that standards may be soft in many places, with an implication that the market will sort things out. The market seems to be demanding more able researchers and expertise in applied and professional areas, but the universities are geared up for training more academics. There should be institutional development on the interface of academic social science and its market. This could only be healthy for both sides. Recent surveys suggest few students find jobs for which they think their training was relevant.

16. Evaluation Methods

As noted above, there are very many different processes and types of institutions involved in the entire research infrastructure, which is here referred to as the organizational process. No single evaluation procedure would suffice. In principle the journal system can be evaluated on the basis of formal citation usage, but work needs to proceed at say the National Library, on a systematic collection of research documents.

The rest of the evaluation, with respect to particular organizations and institutions, should similarly be based on an investigation of who are the actual clientele, what are their needs, and how effectively are these needs met.

Some related statistical indicators can be used to show various side effects which are evaluative. For example, measures of skewness in distributions of various rewards etc can be compared; these may show the extent to which current processes favour élites in different research areas. The emphasis on systematic evaluation may be misleading, since there is little progress as yet even with respect to descriptive studies of the important aspects of the infrastructure. But work in these areas is certainly overdue.

17. Further Remarks

The work which has gone into organization of this meeting involves breaking down the subject matter in ways that, while perhaps useful in some respects, represent an orientation that might be misleading. There is an attempt to address parts of the complex of research activities and outcomes, when those divisions may be problematic. There is also the language of functionalism and systems which is embedded in most questions. While this may not be inappropriate, it should be acknowledged. In general, I suppose I am asking if the paradigm of research which is embedded in these questions is adequate and useful, or as effective as it might be. Answers to this will no doubt come out at the meeting itself.

ANSWERS FROM:

PATRICIA MARCHAK

Department of Anthropology and Sociology

University of British Columbia

Preamble:

Before attempting to answer these questions one by one, I'll state (dogmatically as called for) some prejudices that influence my responses: (1) I long ago gave up belief in the social sciences as "pure science" disinterestedly pursuing knowledge of social laws. My (more modest) faith is that a group of scholars, given the opportunity to concentrate on any range of social phenomena, might be able to comprehend enough of their causes, nature, and effects to be of some benefit to the society which grants them the privilege of such concentration. In light of this, I value research on subjects I consider socially important, I value communication in simple language, I value publications accessible to a literate and socially conscious public, and I value open debate between scholars so that alternative perspe ctives, interpretations, and explanations can be widely appreciated.

(2) As far as I can determine, the major divisions within the social sciences are ideological, not methodological; and the major obstacles to utilization by and communication to the public are also ideological. What one understands, as a social scientist, is in very large part a function of one's general theory of how the society functions and of moral positions on that operation.

Since there is little likelihood of social scientists reaching agreement on ideological premises, and the competing paradigms are going to be with us for a long time, my preference is for debate whenever possible so that practisioners are not simply talking to "their own" and are obliged to discuss their ideas in public; and so that they and the more general population can recognize the different perspectives.

(3)I have no use for traditional disciplinery boundaries. There is no intellectual justification that I can discern for the boundaries between our subjects. Social scientists presently studying any specific aspects of Canadian society have no difficulty communicating across these boundaries whether in economics, geography, history, sociology, anthropology, or political science, whereas sociologists and social psychologists or Marxists and Parsonian functionalists seem to find one another incomprehensible though in the same department. Since I see little hope of universities changing their administrative arrangements, the only way out of these stupid classifications is greater external attention to coherant groupings across disciplines. I suspect the coherance may turn out to be best defined in terms of subject matter (e.g., Latin American studies, Canadian studies) because it is within such subject matters that the greatest exchange of information and most fertile debates take place.

1.1: The kinds of scientific results preferred

If the premisses of an intellectual undertaking are ultimately ideological, then it follows that the theories one develops and tests will, in the most abstract phase, be tied to certain ideological principles. My preference, then, is for full and explicit statements of those principles and derivation from them of less abstract theories which can lead to empirical research and which, combined with empirical evidence, can provide a coherent, logical (and not necessarily true) interpretation and explanation of social phenomena. Since there are competing paradigms, it is only through their presentation in explicit form that their differences can be appreciated, their derivations matched against (if not testable in the light of) empirical "facts", and an open debate on their respective merits undertaken.

To suggest an example: we have competing interpretations of the processes of economic development. These have social impact, since governments invest in activities which they believe will lead to development, and populations experience the effects of such investment. The various theories of "cumulative growth," "spin-off effects," "multipliers," "location growth centres," and "comparative advantages," which collectively might be called "linear development" may be contrasted to the staples theory as presently formulated by Watkins, et al., and to Marxist "development of underdevelopment" theories in the mode of Gunder Frank. It is probably not possible to absolutely prove any one of these theories, but it has turned out to be entirely possible to put them into the public forum of academic debate so that their respective advocates have had to refine them, define terms more precisely, apply them to new situations, conduct further empirical research relative to their ideas, etc. The net effect has been a continuing and stimulating debate which has had practical applications in, for example, the Berger Commission hearings.

This process depends on explicit statement of premises, and public debate. I very much doubt that there is any theory or set of concepts in the social sciences which cannot be made accessible to a general, literate public, or which can only be understood by select initiates. There are some social scientists who seem to think that what they understand is so esoteric and remarkable that others who fail to share their perceptions are beyond redemption. My general reaction is that such a position is theology, not social science; if it cannot be communicated to peers and openly debated for its merits then it is probably of very little intellectual or social value.

Research may take several forms and have different objectives: interpretation and explanation are not, in my opinion, opposite one another as objectives. For example: one might inductively examine the legislative process to "get a sense" of how politicians, interest groups, industry, etc., comprehend and identify economic development. One might advance in this way to the stage of being able to predict the view of development from these others' perspectives. That in itself is an interpretive task of considerable value. However, one cannot thereby explain the consequences of their actions, nor can one explain why they perceive selectively as they do. To go beyond the interpretion of their decision-making, one requires an understanding of their sources of information, their social networks, their obligations, their economic and political interests. To recognize and predict the consequences of decisions, one requires an understanding of regional populations, resources, histories, etc. The point here is that a full udnerstanding of a set of events which might include the class context of the decision-makers, the decisions themselves, and the impact of decisions on other populations, would reasonably involve both interpretive research and theory-construction, inductive and deductive processes of reasoning.

1:2. Evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level.

I cannot judge what is happening in the more traditional areas of sociology and anthropology. I quite frankly find them uninteresting, and many of the subjects they address themselves to strike me as trivial or imperceptive in definition.

Within the field of political economy, my sense is that the development of theory has been extremely productive over this past few years. Marxist theories have undergone continuing revision, and theoretical debates on various central subjects (e.g., the role of the state, the structuring of classes, the labour theory of value) are stimulating and, in my opinion, sophisticated (in the sense of being far advanced over the crude Marxism of the 1960s). This is because researchers and theorists are working together and there is a great deal of interaction, exchange of ideas, reading of one another's work, collaboration on research projects, etc. It is also because researchers in different countries have set themselves the task of applying the theories and testing them within their own national contexts or vis-a-vis their own industrial situations and the situations of relatively underdeveloped countries. As more research is conducted on specific regional conditions, comparative work can be undertaken, and the net effect is a very challenging atmosphere of investigation, exchange of understandings, and creation of new theories. None of this was going on ten years ago, so there is cause for celebration.

I.3 Evaluation of the current state of the languages of the social sciences.

Because the social sciences are so diverse in their subject matter and theoretical underpinnings, one cannot give single answers to any of these questions. In my opinion, the most fruitful areas of social science in Canada today are those in which the traditional discipline boundaries are being ignored. There is sufficient overlap in terminologies between economics, history, political science, geography, anthropology and sociology that practisioners interested in the same subject matters have no difficulty communicating. As suggested above, far more difficulty is encountered between members of the same disciplines as presently defined, whose subject matter differs. I see no point in trying to standardize a language that would equally serve these internally divided groups, and I see no problem with the languages presently used by the cross-disciplinary groups.

For a limited range of problems, mathematics and statistics are extremely useful in the social sciences. However, they are not the ultimate tools many thought them to be a dozen years ago. There is no sense in obliging everyone to learn them, but it is helpful to encourage students to learn these skills so that materials published which include them and research done which involves their application, can be widely understood and exchanged.

In my opinion, there is great value in communicating with non-specialists, and most of our work in the social sciences can be perfectly well understood by literate lay persons. I see the social sciences as a means of providing umbrellas for scholars who concentrate on social phenomena, rather than as esoteric and abstract subjects; thus there should be no great difficulty in communicating the products of that concentration to outsiders who do not have the privilege of spending their time under the same umbrella.

I.4 Evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences.

The methods for data collection are often studied, whether adequately or not I'm not sure. We are in danger of navel-gazing if we do much more study of our own methods. Some modesty seems to be the best approach to all of our methods (which is one of the reasons I feel hostile to those whose claim to fame is their conviction that only their methods are right). We don't have a method which is flawless - every method is subject to criticism, e.g., interpretive "participant observation" is subject to personal biases and is not easily tested for truth value; survey research is dependent on assumptions about sampling, questionnaire techniques, etc., which are often themselves extremely problematic. Social psychology/ small-groups research is often conducted with subjects who do not represent the population at large and thus results are not as generalizable as researchers might wish; and so on. Even so, most serious researchers are well aware of the weakness of the tools, and attempt to compensate for these by supplementary studies, replication studies, and the like. At this stage, I doubt if more can be done, and I do not see it as a major problem.

Part II: 6, 7, and 8

Social science research and theory already have considerable roles in the decision-making processes of governments and industries - e.g., various Royal Commission Reports, Task Force reports, the monetarist theories that are being "applied" in Britain and which influence American and Canadian economic policy, industrial sociology studies for industry, market research in advertising, and the economic/anthropological research done for the Dene and the Cree during the Berger hearings and the James Bay episode.

Some of these theories are, in my opinion, wrong - i.e., on intellectual and theoretical grounds they can be faulted, or on empirical grounds they can be shown to be inadequate representations of reality. Some uses of social science are in my opinion morally wrong - I am, for example, opposed to research that facilitates the manipulation of workers or other populations by governments, industry, or others in power. Obviously my personal values determine my reaction to the social uses of the trade.

I think there is little question about the capacity of the social sciences to contribute to the definition of social goals, the choice of measures, and the decision-making processes. What I think is important in this respect is public debate so that alternative interpretations are put into the public realm. To encourage this, it is essential that groups without funds to buy social science information can obtain it without cost or can be funded so that they have equal access to it. The purchase of the skills of economists by the Dene was extremely important to their being able to state and defend their case, for example. The large companies have no difficulty purchasing these skills, and their "social impact" studies generally present a perspective that should be counter-

balanced with studies on behalf of those who will experience the social impact.

The choice of research tools is largely a function of time, available funds and personnel, and the nature of the problem under investigation. We have not reached the stage where we can or should delimit the nature of investigation on social impacts.

I am not sure what might be meant by "adequate" social utilization of research. From the perspective of the major corporations and established middle and owning classes in the industrial countries, the situation now is no doubt "adequate." From the perspective of those of us who perceive social problems which could be eradicated only by challenging these vested interests, the uses of research are "inadqeuate" because the research too seldom helps those who most need help. From this perspective the main hindrances are the ideological barriers to communicating social theory or research findings which are contrary to the beliefs and interests of the beneficiaries in the capitalist state. One can freely publish these theories and research in Canada, but often only the "converted" will read them. I would therefore look for ways of communicating "radical" ideas to a more general public in forms they will respect.

There is a contradiction between democracy and the political use of specialized knowledge when only some interests can afford or have access to the knowledge, or when the specialists "perform" only for the pipers who can pay them. In Canada, the use of experts by native groups for investigation of land claims and research on potential social impacts of industrialization, have indicated new ways for social scientists to put their knowledge at the service of groups who do not normally have access to it. There remain many groups in the population whose poverty, lack of access to the larger culture, inability to organize themselves, or other conditions prevent

them from defining their needs and seeking the aid of social science research. It is necessary, I think, for the social scientists themselves to take the initiative here, to define pressing social problems and conduct research as if these populations were their clientele.

I don't know if there is a contradiction in principle between the interests of private enterprise and those of research in the social sciences. I suppose that research in principle is neutral once the problem has been defined. The definition of the problem, however, if stated by private enterprise and simply accepted by the social scientists, prejudices the outcomes of research. In practice, then, rather than in principle, there is a contradiction. The same considerations would apply to research for governments, much of which is defined in terms of private corporate interests.

One of the ways of dealing with this conflict would be to insist that all research, however funded, be published or otherwise made fully accessible to whichever populations might be affected by any decisions based on it. I doubt if that is politically possible! In general, I do not think academic researchers should accept commissions with private industry. I think their positions in universities should involve a commitment to work entirely in the public realm and to publish all of their results. Since non-academic social scientists would then be employed by private industry, and probably cannot be bound to oaths of publicity for their results (this is an interesting ethical problem!) the possible counter-balance is to ensure that academics do parallel research so that decisions of companies can be challenged and internal social scientists are obliged to defend their findings and recommendations.

III. 11

I have a bias in favour of research addressed to socially pressing issues. I understand the opposing arguments on this, but I doubt if, as a society, we have the time to engage in pure research for the heck of it. We are facing an economic situation that greatly harms segments of our population; Canada as a country has very serious internal divisions and a dependent economy; the problems in underdeveloped countries are monumental. We cannot afford the luxury of random research if there is any chance that more focussed research relevant to these problems could be of social value.

Having said that, I must immediately say that the definition of socially useful research has to be rather wide. One may learn more about the nature of dependency, poverty, cultural impoverishment, regional inequalities, etc., by studying the operations of specific industries, the general processes of political decision-making, career choices of high-school students, etc., than by addressing oneself directly to the obvious problems.

Re: aims - I see no prospect of unification of the theories and methodology of the social sciences, but I do see hope in increasing the opportunities for cross-disciplinery interaction.

III. 12

I have found the Canada Council and the SSHRCC to be very helpful institutions, and I believe we are fortunate to have the level of institutional competence, conscientiousness, and care that these agencies have exercised over the years. I see no serious alternative to peer reviews for evaluating projects, but I think when the funds requested are substantial that it would be wise to ensure that academics who do not share the immediate interests and paradigms of the researchers are asked for evaluations. It would be understood that such evaluations might be negative for ideological reasons, but most academics in my experience are remarkably fair in stating their prejudices and in evaluating the work of others with whom they are in fundamental disagreement. What this would do is ensure that the projects are at least comprehensible to outsiders; if they are not, then I think they are suspect.

Of course there ought to be more funds available for research. For every project undertaken by private industry in the hard sciences (i.e., in-house research on technology that will be labour-displacing) the industry should be assessed a sum to be used by government funding agencies to encourage social scientists to investigate the social impacts of the proposed technology. I would not trust private industry to do such research, but the private corporations should pay a helluva lot more for social impact studies done independently.

III. 13: evaluation of the current system of production of research

(a) the current organization of university departments impedes good research. There are very few university departments in Canada (though there are some, all but one of them very small) which provide intellectually stimulating environments. This is in part because the members of departments do not share intellectual interests, have nothing to exchange with one another, and, in order to simply get through their working days, choose most often to maintain a polite silence on academic work. I cannot speak for other research organizations.

(b) the current organization of exchanges and interactions at the national level is quite helpful. These exchanges, given particularly the dullness of most departments and the regional dispersion of scholars interested in the same subjects, are absolutely essential to productive work. The entire development of Canadian studies in the past decade has depended absolutely on the meetings between scholars in different disciplines at the annual Learned Societies meetings, and at the various conferences they have organized between themselves over the years. The political economy network organized by Drache and Clement has been a vital link in this development.

(c) International conferences can be stimulating and productive or can be just frivolous excuses for people to get away from home. They vary considerably. In general it seems that those which have a definite focus with participants chosen because they share that focus and have published in the area, are much the most fruitful conferences. It is important to fund Canadian participants for these, because the cross-national exchange in such conferences is very important to further development within each country.

(d) I think better research can be done if we work in groups and impose on ourselves strict accountability requirements, e.g., deadlines and seminars within the group to present and critically assess our own work. Provided groups are genuine groups with a common research focus, and not simply aggregates with a general similar interest, group projects should, in my opinion, have some priority in the funding process.

III. 14. evaluation of the system of transmission of results

We face a very considerable problem in the lack of Canadian publishing businesses. These have been the companies that have published primary research materials. As the profits are in introductory textbooks, and as the large American branch-plants cream off those profits, these small companies are hard-pressed to produce primary research works. The branch-plants are not eager to produce such work. If primary research materials either cannot be published in commercial form so that they are available to a general reading public and students as well as scholars, or if commercial publication requires delays of months and months while the publisher seeks supplmentary funding through SSHRCC (via SSFC), the dissemination of vital research results and theoretical materials is restricted.

I see this as a high priority matter. I think we must create means of publishing research reports and theoretical works which do not have an immediate and large popular or student audience.

III. 15. evaluation of the current system of training researchers.

In general, most inadequate. Given the organization of most departments, however, I see little way around the problem. Internal divisions in departments make it impossible for faculty members to agree on priorities for training students, so that graduate programmes are frequently haphazard. Undergraduate programmes are usually better, but again, the divisions between the social sciences are so ridiculous that we produce students in sociology who have no background in history or economics yet who must, whatever they end up researching, deal with economic and historical realities. My preference would be for a complete reorganization of the social sciences, but since that's unlikely I don't know what to suggest.

Enough!

ANSWERS FROM:

JOHN MAYNE

Program Evaluation

Office of the Comptroller

General of Canada, Ottawa

THE EVALUATION OF RESEARCH IN THE SOCIAL SCIENCES

PREPARATORY QUESTIONNAIRE

John Mayne - January, 1981

I. The Cognitive Value of Social Sciences

Question 1. What kinds of scientific results should social sciences preferably seek to produce?

It is clear that the social sciences can produce different kinds of knowledge - formulating theories, describing phenomenon, etc., but, I suggest, this is not a very useful classification for making normative statements. The different answers given to the question will, I suspect, revolve around the different goals for which the knowledge is produced, and this would be a more useful distinction.

Let me first postulate that social science produced knowledge consists of demonstrable evidence resulting in credible conclusions on social phenomena. Demonstrable evidence is evidence that can be empirically demonstrated to others. The credibility of conclusions relates to the degree of belief held about the conclusions.

Consider, then, the following classification of the goals of social science produced knowledge into (a) seeking knowledge-for-understanding (for "truth") - the traditional purpose of scientific research - and (b) seeking knowledge-for-action - knowledge used to aid in social decision-making. These two goals typically result in two very different kinds of "scientific" knowledge: conclusive knowledge and information knowledge, respectively. This is because the paradigm held while carrying out the related analytical activities are quite different in each case and greatly affect the kinds of results produced.

What, I suggest, makes them both "scientific" knowledge, as opposed to ordinary knowledge, is their reliance on demonstrable evidence rather than subjective/introspective/personal evidence. What makes them different is that they result in different types of conclusions which have different requirements for credibility. A goal to produce knowledge-for-understanding seeks to produce conclusive knowledge from which "scientific" conclusions follow, i.e., conclusions which must be accepted and believed (by all those who hold the same basic paradigm). Conclusive knowledge requires enough demonstrable evidence to prove the conclusions; it requires the scientific method of proof. The conclusions are in a sense independent of the believer, although not the class of believers. Conclusive knowledge seeks solutions, it is strongly authoritative in nature.

A goal to produce knowledge-for-action, while requiring demonstrable evidence, seeks not to be conclusive but rather informative. It aims at a more descriptive type of knowledge, making due with inconclusive knowledge. Substantive conclusions do not automatically follow from informative knowledge but typically require additional non-demonstrable evidence (ordinary knowledge), such as experience, political beliefs, etc., in order to be reached. The conclusions reached are conditional upon the non-demonstrable evidence being accepted, and hence are more dependent upon the beliefs of those for whom the knowledge is being produced and who are responsible for action taken as a result of the evidence provided. Conclusions per se are not necessarily part of informative knowledge; it does not seek solutions but rather seeks to provide still somewhat better information. It is authoritative in that the evidence produced is presented as factual, but much less so than conclusive knowledge since it does not insist on fixed interpretation and conclusion from the evidence.

Conclusive knowledge can, of course, result in action, but typically does so in a cummulative way over time. It is not - and should not be - expected to result in immediate action. It has a different purpose in mind: to add to the wealth of human understanding. Whether or not it is achieved, this goal greatly influences the kinds of results produced. Informative knowledge, on the other hand, is frequently expected to result in action and may or may not add to human understanding. (Informative knowledge is, of course, also often sought after in the exploratory stages of developing conclusive knowledge.) There is another major distinction: the goal of knowledge-for-action is sought after under time constraints and for a "client"; knowledge-for-understanding is not. This explains why informative knowledge typically does not produce enough demonstrable evidence to be conclusive and why the credibility of the conclusions reached requires non-demonstable evidence supplied by the action-taker.

For an example, in the field of economics, consider the question of determining the economic impact of a program/project. An economist seeking conclusive knowledge would carry out a cost-benefit analysis attempting to make a definitive statement about the net economic benefit in terms of a single monetary number. By contrast, in seeking informative knowledge, an attempt might be made to determine and display the various costs and benefits (not necessarily reduced to monetary values) of the program/project. The ultimate value of program/project would have to be decided using non-demonstrable evidence, namely beliefs about the relative worth of the various costs and benefits.

In terms of the types of knowledge alluded to in the explanation to the question, conclusive knowledge seeking activities focus on formulating theories, explaining and predicting phenomena, while informative knowledge seeking activities on describing phenomena, interpreting and comprehending (as opposed to understanding) phenomena,

and predicting phenomena. What is preferred is for each type of knowledge to be recognized for what it is, and sought after and used in its proper context. Social science as a discipline should recognize this dual role it has - which is not the distinction between pure and applied research, both of which I suggest seek after conclusive knowledge - and should devote more attention to theories and methods of developing informative knowledge. Traditionally the academic kudos (and perhaps the government grants) only went to conclusive knowledge seekers. There should be more of a balance between the two. Informative knowledge, lacking a solid paradigm to build on, is in more need of attention than the traditional conclusive knowledge goal of social sciences. It is as a result, a more intellectually challenging field of inquiry, especially given the fact that many would claim that conclusive knowledge in the social field is unobtainable: divergent problems are not amenable to solutions.

Question 2. What is your personal evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level?

In keeping with my answer to Question 1, there is, I feel, a lack of adequate theoretical underpinnings for social science efforts which are aimed at producing knowledge which tries to be informative rather than conclusive. There is scattered critcisms of the classical social science research model, but fewer suggestions on substitutes for it. What is needed is some theoretical basis for aggregating multiple inferences arrived at through various means each of which is less than conclusive, the result of which can be synthesized with non-demonstrable evidence to arrive at an appropriately credible conclusion.

More theoretical research needs to be carried out on the basic paradigms being used in the social sciences and there is a need to synthesize what has been done in these areas.

Question 3. What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?

There is definitely a need for more agreement on terms and concepts so that there could be more capability for common understanding of what is being said.

Strategically, more formalization in the social sciences would tend to give it more of an authoritative image and hence more acceptance by the public and public policy decision-makers. Such formalization might be a reason for the predominant role economics has recently achieved. Unfortunately, it is not clear if such formalization in economics has, of itself, lead to enough new knowledge to justify the theoretical overkill in many areas, made possible by the appearance of rationality through mathematics.

Question 4. What is your personal evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences?

There should be a distinction made between heuristic methods of discovery and empirical methods for testing hypothesis, since these methodologies tend to reflect the different kinds of knowledge being sought: informative knowledge and conclusive knowledge, respectively. As with theoretical developments, most empirical methods are developed with the aim to produce conclusive knowledge. To date, I suspect, useful empirical methods for producing informative knowledge, have been spin-offs from this emphasis on conclusive knowledge. That is, that there are such methods is due to the reliance, in both cases, on demonstrable evidence. It is interesting to speculate on what empirical methods might be developed by assuming from the outset that informative, rather than conclusive, knowledge was being sought.

Question 5. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the state of research in the social sciences on the cognitive level?

Its usefulness should be tested (see Question 10).

II. The Social Utility of the Social Sciences

Question 6. What kinds of social benefits should our societies expect from research in the social sciences?

Society should expect that research in the social sciences contribute to public decision making on social problems. This it can do both by increasing over time our understanding of social phenomena and by providing appropriate information for more shorter term social action. More particularly, the social sciences should be

- raising the level of debate about social phenomena and government's interventions by providing a more factual basis for discussion;
- suggesting alternative interventions; and
- describing possible impacts of existing and alternative interventions.

In this manner the social sciences can contribute to the definition of social goals by clarifying and rationalizing such goals and by indicating the feasibility of society attaining such goals. It can explore the implications of holding certain values. It should be able to provide the best possible information on the impact of various measures society might wish to take and hence contribute to the choice of such measures. Finally it should be

seen as an aid to public decision making and not as trying, explicitly or implicitly, to replace such decision making (as it does when it tries to be strongly authoritative).

What is needed is an appropriate and systematic mix of the different kinds of research undertaken in the social sciences, with a clear understanding in each case of what use is intended for the results. Given the present situation, more attention should be focussed on research methods for producing informative rather than conclusive knowledge.

The main hinderances to utilization of social science research results are:

. the problems of information management (too many trivial "results", too few credible survey articles in the more popular literature, poor quality control by the various disciplines, lack of rewards for communicating with public, no easy means to access the useful information that is produced); and

. the belief by social scientists that they are producing conclusive knowledge and as a result, not being taken seriously by those who are responsible for social action.

Question 7. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by public administrations?

Social science research and its results are, in general, very under-utilized by public administrations. This is because it is

. not readily available to public administrators;

- not presented in a format which the administrator can make use of or understand;
- usually not pertinent to the problem issue at hand;
- not credible to the administrator; and
- not appropriately formalized.

Most of this is due to the belief by social scientists that social science produced knowledge is conclusive and hence, like truth, stands on its own without the need of packaging or the consideration of the world as viewed by the administrator. Administrators usually only go along with this claim for authoritativeness when the results are supportive of already adopted positions. They are sceptical when social scientists try to tell them what they should do. Were the social sciences to reject the claim to strong authoritativeness and concentrate on producing informative knowledge, it would, I suggest, be much more utilized by public administrations.

Even when useful information is available from the social sciences it is often not accepted/believed because of the general lack of formalization. Everyone feels they can say as much as any social scientist about social problems because they have had their own experiences of the problem and can talk in the same language. Economics is probably an exception to the general under-utilization of the social sciences. It may even have been over-used. I suspect a large part of the reason for this is its formalization, its appearance of presenting facts not opinions.

Formalization allows a large number of people to understand and accept some basic underlying set of assumptions about the social phenomena being analyzed. It allows a coherent and "rational" discussion of the problem to take place, where differences between

facts and opinions are more likely to be recognized. This results in the appearance of a more "scientific" discipline, i.e., the demonstrable evidence produced is more readily accepted. If economics is now falling into disrepute, this is because it tries to pretend it is strongly authoritative and the public knows - using ordinary knowledge - that this is not the case.

Question 8. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by private enterprise?

No comment.

Question 9. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences among the general public?

Social science research and its results are used by the general public mainly as an "authoritative source" to back up personal biases. This advocacy role is supported by the social sciences themselves as long as they pretend to be producing conclusive knowledge, to be strongly authoritative. On a more positive note, it is also used to introduce to the public new ideas, concepts and interventions.

The main contradiction is the between the claim to strong authoritativeness and the fact that most social problems are divergent, in need of interpretation and comprehension rather than ultimate understanding and solution. This is known through ordinary knowledge and hence the social sciences are either ignored or used in this advocacy role.

Question 10. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences?

Efforts should be undertaken to evaluate the utilization of social science research. This would require studies to be undertaken in specific social problems areas to identify what knowledge has been produced by the social sciences in that area and to determine if such knowledge is being used or is the area still dominated by the use of ordinary knowledge. Where it is being used, the nature and extent of this use should be documented.

Such studies should be done at the country and international level, and would use a variety of approaches: case histories, comparative analysis, interviews, etc. They should be organized at the national level and concentrate on the utilization of research in addressing social problem areas.

III. The Organization of Research in the Social Sciences

Question 11. What should be, in the existing state of affairs, the main objectives assigned to the organizational process of research in the social sciences?

Too much information is being produced in an uncoordinated way, with little quality control. There is a need for organizing and choosing directions and emphasis. There will always be and should be pure research carried out, but society should attempt to orientate research in the social sciences toward social problem areas. Given limited resources some choice is necessary, which implies some rationalization and synthesis, probably at the national level.

The social sciences themselves should consciously aim for more attention being given to the quality of the research being carried out, for more professionalism. There will never be, nor should be, a unification of theories and methodologies, but attempts can still be made to rationalize/coordinate research efforts in Canada in the social sciences.

Question 12. What is your personal evaluation of the current system of funding in the social sciences?

I suspect that not enough money and resources are devoted to the social sciences. There is, I feel, a need for a social science research council, similar to the National Research Council to act as a focal point for the social sciences, conducting research itself, as well as distributing grants.

Question 13. What is your personal evaluation of the current system of production of research in the social sciences?

The internal control of the quality of research by the scientific community itself is not adequate, being, for example, more concerned with the number not the quality of publications.

Question 14. What is your personal evaluation of the current system of transmission of the results of research in the social sciences among non-specialists?

Little effort is given by most social scientists to transmitting research results to others. To the extent that popularization of research in the social sciences is misleading or in error, social scientists should speak up and be heard. This might be more easily accomplished were there a national level organization.

Question 15. What is your personal evaluation of the current system for the training of researchers in the social sciences?

No comment.

Question 16. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the current organizational process of research in the social sciences?

This would require a comparative analysis among several countries displaying different organizational processes.

ANSWERS FROM:

ALEX C. MICHALOS

Director, Social Indicators Research Program

Editor, Social Indicators Research

University of Guelph

Answers to Questions for the Conference on Evaluation of Research in the Social Sciences, Grand-Mere, Quebec 18-22 May 1981

A.C. Michalos
University of Guelph, Ontario

1. I don't think it's necessary or even helpful to try to assign priorities to types of knowledge that might result from scientific research. Why? (a) There is so little agreement on the meanings of the key words knowledge, science, theory, law, explanation, fact, etc. that attempts to assign priorities to any of these sorts of things would be either too ad hoc to take seriously or mired in philosophical controvery over the meanings themselves. (b) Limited progress in restricted areas of investigation can be identified by people working in the areas without widespread agreement on general goals and priorities. (c) There is some self-regulation in research with respect to the production of theories, facts, etc. insofar as progress often requires more and better theories, facts, etc. at different points. Research becomes boring, dead-ended when the mix of theory, etc. gets too homogeneous.

2. First, it's not clear what is being asked for when "stronger theoretical bases" are demanded. My brief analyses of social science research submitted to my journal (Social Indicators Research) and my impression of most social science is that there are many more theoreticians than data collectors. Social scientists tend to be distributed along a continuum from quantitative data collectors to nonquantitative speculators. The continuum is similar to what one finds in philosophy departments, with some folks very close to art and literature , and others close to hard sciences and formalism. Again, I see no need or use in rank-ordering the interests in terms of importance, legitimacy or anything else. To those who insist that science must have theories at every step or level of development, I would say that there is a conceptual difference between having a good idea and having a theory, and often enough there is a difference in fact. Not all theories are good ideas and vice-versa. No one should be squeamish about preferring a good idea or a good line of research that happens to be theoretically thin, whatever that means.

3. Language is a growing, evolving thing. I think we should try to make our own usage precise and be tolerant of the usage of others. If each researcher keeps his or her own linguistic house tidy, then it will be possible to communicate clearly with others. One can usually, I think, translate someone else's definitions into one's own vocabulary. Alternatively, one may work with someone else's vocabulary and see how it works.

4. My impression is that there is much more sophisticated statistical-mathematical machinery available than most social scientists can handle. I don't know how to manage the problem in all its parts. Aspects of human existence can be captured without quantification and some people have a better grasp of such things than others. So they must be encouraged to continue s.s. research. It is probably useless and even self-defeating to try to make such people quantitative researchers. However, even the best quantitative social scientists will

fall behind research in math and stats. While, say, a sociologist has to get to the frontier in sociology and statistics, a statistician may put all his time at one frontier. So it's practically impossible for most s.s. to keep up with the available literature on empirical research, at least so far as the latter involves math and stats.

5. Great question. We can empirically study the cognitive state of s.s. in Canada. The Science Council report on mathematics in Canada was a good beginning. Using a team of researchers we could find out, for example, what kind of sociology is currently being taught in our universities, by whom, with what training, to what ends (where do grads go). We can systematically and quantitatively explore inputs (types of students in sociology programs by age, sex, graduate record exams, interests, etc.) and outputs (student placement again, research papers of instructors, efficiency or productivity).

   What could one do with such information? It depends on who one is and what the information is. But consider an example. Suppose one found that 75% of graduate sociologists (Ph.D.'s) didn't know anything about multivariate, discriminant and factor analysis? I would think that steps should be taken to drive that percentage down to 50% at worst. Alternatively, if we found that 80% of sociology grads had no interest in theory development, I would think something should be done about that. I, of course, assume that balance and variety are healthy (if all other things are equal), and would gently try to manage science in that direction. Others may follow different drummers. Nevertheless, it is possible to fairly rigorously measure the state of s.s. in Canada. Moreover, after that is done, we would all be better informed and able to initiate any management strategy that seems good.

6. The benefits of s.s. are vastly undervalued, if one judges by the 14% of federal grants going to s.s. versus physical science. S.S. is used in economic planning, by government and industry. Market research involving advertising is a multibillion dollar industry in North America employing many social scientists. S.S. is used to predict and plan for population movements, including transportation facilities. Public opinion polls are routinely used and abused (as is most science) probably. My impression is that there is much more s.s. available than is used, because decision-makers don't know what is available. People still ask what use social indicators are although economists have used unemployment, GNP, inflation rates; public health officials have used morbidity and mortality statistics; housing authorities have used statistics on new units and financing; and so on. Maybe greater use would occur with a different sort of training for decision-makers. But the problem is that people temporamentally equipped to manage people (high-level administrators or public officials, elected officials) usually are not interested in managing the niceties of s.s. research.

7. I think everything I would want to say in response to this question I said in response to question 6. I don't see a contradiction between democracy and the use of specialized knowledge. Allowing everyone an equal right to be

heard and to make one's case implies allowing specialists to make their case.

8. Market research seems to draw heavily on ss. Usually the bigger the firm, the more ss is used I think. Of course all businesses use some level of economics. The dominant interest of business is making money, which is not the dominant interest of ss. Still, there are many other interests of business managers and areas of overlapping or identical interests with ss. For example, both social scientists and producers would like to have a reliable and valid theory of human motivation.

9. Generally, again I think there is underutilization and undervaluation of ss by ordinary citizens. What little they get probably comes through the media (newspapers, radio and especially TV). I don't know how useful the stuff is. Judging from the popularity of things like astrology and Ann Landers, people have a strong interest in getting information to help them understand and manage their lives. S.S. information would be more reliable and valid (usually, I hope, but not always) than Ann, etc.

10. There are models, studies of the use of various ss literature. One study of the U.S. document, Social Indicators 1973, found that roughly 3% of the target audience ever used it. Brusegard did some research on Perspective Canada II. It's no trick to find out who has consulted, read, found helpful, useless, etc. what publication. It's straightforward survey research. It might be useful to do a comparative study of government agencies at different levels to see what information tends to be used, how, by whom, why, etc.

11. I don't know how best to approach the organization process. I think we need more cross-disciplinary work in universities to get students to think as humane problem solvers, rather than as technical sociologists, economists, etc. Intellectual myopia is the greatest threat to comprehensive review, rational planning and action. It's usually hard to distinguish immediately socially useful from useless research. So although I lean toward insisting upon useful research, in practice it's hard to identify it. One tends to support and favour good quality research and hope that something socially useful will come of it too. I sometimes think that if one can carry out research leading to results that virtually everyone agrees are true (or false), that's enough. Too often results are just inconclusive due to faulty design, theory, procedure, sample, etc. So we don't know what we got for our time, money, etc.

12. Social science still gets too small a share of the funding for science. It would probably help to have more money available to free people from teaching to devote more time to research. Canada should have something analogous to European Academies of Science, where people with no interest in teaching but strong interests in research could do their thing. There can be communication between people in Academies, government, industry and universities.

13. The main problem we have with ss production in Canada is lack of reliable and

valid information about that production. I don't think we have a clue of the total output of our sociologists, economists, etc., of their comparative output, of individual productivity. If such information exists, I haven't seen it. Such information, again, could be gathered. Then we could monitor the production system over time and have a better chance to intervene at useful points with useful strategies. This conference should be a useful step on the way to greater and better information about ss productivity.

14. I think I addressed this question in Q 9. I don't think there is adequate communication, nowhere near enough good bridges across disciplines, organizations, social classes. Conferences like this one help. Good writers, popularizers, help. Universities could help by offering instruction in communicating science to nonscientists. But they can't even save themselves, let alone ss itself. I mean there seem to be few successful courses designed to teach science to nonscientists. My impression is that some extraordinary people can make ss (or maybe anything) interesting to nonscientific students. But I don't know how to produce extraordinary teachers.

15. I addressed this in Q 4 and 5. I still think a worthwhile step at this point would be to take a ss discipline and examine it from top to bottom. Several disciplines were studied in the U.S., including even philosophy of science at the tail end. Apart from mathematics in Canada, what have we investigated? Seems to me physics or chemistry was studied, but I can't recall by whom, when. Maybe only math got it.

16. This I addressed enough for now; Q 4, 5 and 15.

17. The people who developed these questions worked very hard. I'm very optimistic about getting some worthwhile results out of the answers. I would certainly welcome the opportunity to participate in an empirical study of some discipline, as I have been suggesting. I'm sure we could get help from the discipline's professional organization.

REPONSES DE:

ROBERT NADEAU

Département de philosophie

Université du Québec à Montréal

Question 1

Prioritairement, les sciences sociales devraient chercher davantage à formuler des théories générales plutôt que de se limiter à accumuler des données d'observation. Un des problèmes fondamentaux de la recherche en sciences sociales aujourd'hui me paraît lié au caractère par trop fractionné, voire émietté de ce savoir. Par le biais de théories générales, axiomatisées si possible, des connexions inter-théoriques devraient pouvoir être établies. A ce niveau, sans renoncer aux règles de la rigueur, je serais feyerabendien: je serais en faveur de la prolifération des théories générales - assuré cependant que peu d'entre elles feraient l'affaire. Je serais porté à exiger cependant pour chacune, si ce n'est l'axiomatisation et la formalisation, du moins le recours à des modèles mathématiques. La recherche en sciences sociales devrait prioritairement mener à la formulation de ce que Kuhn appelle des "généralisations symboliques".

Question 2

Ma réponse ne concernera que l'état actuel du développement théorique des sciences sociales en général et au Québec.

a) Je suis pleinement d'accord avec le diagnostic tiré du Projet de plan quinquennal mais j'y apporterais la précision suivante: dans le milieu québécois, on confond souvent "théories" et "spéculations philosophiques" et c'est ce qui donne l'impression que les chercheurs, surtout ceux de tendance critique, s'adonnent trop au travail théorique.

b) Pour autant que par théorie on entende un système d'énoncés généraux formulés dans un langage utilisant toutes les ressources disponibles de la clarté et de la rigueur, je suis d'avis qu'au Québec, les chercheurs en sciences sociales font très peu de théorie. Et cela pour deux raisons majeures: l'insuffisance de leurs connaissances mathématiques, et la confusion entretenue entre "critique épistémologique

des théories proposées" et "critique idéologique des usages sociopolitiques des théories scientifiques".

c) La recherche épistémologique sur les sciences sociales n'en est qu'à ses débuts et plus souvent qu'autrement, nous en sommes encore à un stade de rattrapage. La première raison principale me semble être l'ignorance relativement commune des logiques formelles, principal instrument théorique contemporain de la recherche épistémologique. La seconde raison principale me semble venir de ce que les chercheurs en épistémologie ont des connaissances insuffisantes en mathématique ou qu'ils ne maîtrisent que très superficiellement le savoir scientifique établi.

Question 3

Encore ici, ma réponse se bornera à constater l'état actuel du langage utilisé au Québec dans les sciences sociales, particulièrement en sociologie, en politologie, en économie et en histoire.

De façon générale, le langage utilisé par les chercheurs des disciplines mentionnées ne me paraît pas suffisamment démarqué du langage ordinaire, et les chercheurs en question ne paraissent se soucier que très peu des questions de rigueur.

De plus, beaucoup de chercheurs ou bien ne se rendent pas compte que leurs analyses factuelles occultent des jugements de valeur, ou bien prétendent, mais sans justification satisfaisante, pouvoir établir "scientifiquement" leurs jugements de valeur. L'erreur la plus courante ne me semble donc pas être due à l'utilisation du langage évaluatif, mais à la prétention répandue d'en faire un usage scientifique, comme si le passage du fait à la norme pouvait aller de soi.

Par ailleurs, de façon générale, quand le langage des sciences sociales fait place aux mathématiques, c'est aux statistiques que, la plupart du temps, il fait place, ce qui me paraît nettement un recours abusivement

restrictif. Cependant, il m'apparaît impossible de dire ex cathedra à quelles mathématiques les sciences sociales devraient recourir: chose certaine, le plus grave problème à ce chapitre, au Québec du moins, me paraît être que dès le secondaire et le collégial, les mathématiques sont perçues et/ou utilisées comme un moyen de sélection sociale pur et simple. Alors qu'elles pourraient être avantageusement perçues et utilisées comme langage interdisciplinaire par excellence.

Question 4

J'ai souvent eu l'impression, et c'est là une impression qui est encore assez forte chez moi, que la méthodologie intéresse assez peu les chercheurs en sciences sociales. Je comprends mal, entre autres, l'hésitation dont fait preuve la plupart d'entre eux face à l'utilisation possible de l'ordinateur. C'est encore, malheureusement, un instrument parfaitement mystifié et même la jeune génération de chercheurs arrive au terme de sa formation scientifique sans avoir appris, la plupart du temps, sinon à se servir des programmes informatisés, du moins à quelles fins ils pourraient l'être éventuellement. Si l'on pouvait dire, plus haut, que le langage mathématique devrait être conçu comme le langage interdisciplinaire par excellence, une instanciation possible serait peut-être le recours systématique au langage-machine - au moins pour ce qui est du stockage de l'information. Une telle information pourrait être mise à la disposition de tous les chercheurs en sciences sociales.

Question 5

Cette question est, en un sens, piégée puisqu'elle préusppose que le type de connaissances recherchées en sciences sociales a fait l'objet d'un consensus préalable: comment, en effet, tenter de prendre la mesure de la portée cognitive réelle d'une discipline comme l'économie ou la sociologie si, pour ce faire, il nous faut comparer entre elles des entreprises scientifiques qui, de prime abord, ont l'allure d'entreprises mutuellement exclusives, voire incompatibles et incommensurables? Il n'existe pas, à l'heure actuelle, une liste de paramètres que tous les chercheurs sans

exception accepteraient que l'on utilise pour évaluer leur entreprise scientifique respective sur le plan strictement cognitif. Néanmoins, pourrait-on me répondre, la chose se fait quand même, notamment au niveau des comités d'évaluation de demande de bourses et/ou de subventions. Je rétorquerais alors que c'est une chose que de constater comment cela se passe de facto, et que c'en est une autre que de tenter de dire comment elles devraient se passer de juris.

Je suis donc d'avis qu'une des tâches primordiales à accomplir, avant même de procéder à cette évaluation de la valeur cognitive des sciences sociales, serait de viser à établir un consensus non pas sur les objectifs de la recherche, mais plutôt sur les qualités formelles idéales que toute recherche en sciences sociales devrait viser à atteindre.

Au premier rang de ces qualités formelles, je placerais les qualités proprement méthodologiques et j'insisterais pour qu'à l'avenir, des institutions comme le C.R.S.H. séparent l'évaluation des objectifs de la recherche de l'évaluation de la méthodologie proposée à propos de toute demande de subvention quelle qu'elle soit, comme la chose se passe déjà dans d'autres conseils subventionnaires.

Question 6

De façon générale, toute société qui, à l'aide de deniers publics aussi bien que privés, investit dans la recherche en sciences sociales doit s'attendre et s'attend de fait à être elle-même transformée au bout du compte. Certes, cet énoncé général demanderait à être modulé, puisque les "retombées transformatrices" de la recherche, surtout si elle se veut fondamentale, ne sont pas toujours immédiates. Mais il reste valable en général et se veut aussi bien une mesure intuitive des attentes du grand public à l'égard de la recherche en sciences sociales. (La même remarque vaut, bien sûr, pour les sciences naturelles et le génie, ou encore les sciences médicales).

Cependant, parce que l'impact technologique est perçu par ce grand public comme la principale "retombée transformatrice" des sciences naturelles, du génie, et des sciences médicales, on s'attend à ce que la recherche en sciences sociales en produise tout autant et du même type: le criminologue-chercheur doit être l'ingénieur d'institutions carcérales plus adéquates, que l'objectif soit de "surveiller et punir", ou de réformer et réintégrer le délinquant et le criminel; le démographe-chercheur doit être l'ingénieur de la planification des populations, qu'il s'agisse de la population des retraités de l'état, de la population de la main-d'oeuvre active, de la population étudiante, etc., et le grand public qui confie des fonds à ce démographe-chercheur s'attend - et a raison de s'attendre - à ce que les résultats de la recherche permettent des manipulations sociales, pour le mieux-être de tous du reste.

Tout en étant foncièrement d'accord avec ce type d'attentes, il me paraîtrait souhaitable de tout mettre en oeuvre pour faire passer l'idée auprès du grand public qu'un tout autre objectif, également poursuivi par la recherche en sciences sociales, doit pouvoir être maintenu et favorisé: il s'agit d'un objectif de communication entre les divers agents sociaux leur permettant de critiquer rationnellement leur vécu social dans le but d'engendrer des consensus politiques. Autrement dit, la recherche en sciences sociales, pour autant que l'enjeu de la transformation de la société est clairement aperçu, constitue la principale voie alternative à la guerre civile (pour une société donnée) ou à la guerre mondiale (pour la société internationale). Cette perspective pragmatique pourrait sans difficulté servir à fonder l'idée que, pour autant que le rapport coût/bénéfices est pris en considération, la recherche en sciences sociales est certainement la recherche la plus rentable à long terme: si la guerre n'était pas nécessaire pour transformer la société, les budgets militaires, qui constituent une masse économique absolument énorme, pourraient être utilisés différemment.

Le malheur, c'est que l'on se convainc difficilement de cela.

Question 7

Il me paraît clair que, à défaut de toujours utiliser idéalement les résultats de la recherche en sciences sociales, l'administration publique et para-publique s'avère néanmoins une mangeuse de chercheurs. Qu'on m'entende bien: l'Etat ne vient pas cueillir d'abord et avant tout des chercheurs qui vont continuer de chercher (et donc vont, à plus ou moins long terme, améliorer la société ou, du moins, y contribuer), mais il vient cueillir des personnes qu'il transforme en gestionnaires. La haute fonction publique est en elle-même un lieu de rassemblement de chercheurs (ou d'ex-chercheurs) en sciences sociales. La chose est très évidente au Québec du moins. Mais cela ne favorise pas pour autant, et ça n'est pas le moindre des paradoxes, l'utilisation efficiente des sciences sociales dans la gouverne de l'Etat. Pas plus, du reste, que l'intégration massive de professeurs d'université au Parlement ne garantit la croissance ou le maintien des subventions statutaires aux universités... Chose certaine, on a souvent l'impression que l'Etat fait appel à de très nombreuses ressources dans le domaine des sciences sociales, pour établir entre autres des situations de fait dans une aire de la vie sociale et pour lui recommander des politiques, et qu'il ne donne pas suite aux recommandations qu'il est allé chercher à fort prix. On a souvent l'impression que la recherche sert ici à créer diversion plutôt qu'à servir de tremplin aux transformations nécessaires. Et ceci n'est probablement pas propre aux sciences sociales. Mais pour ce qui concerne les sciences sociales, s'il y a quelque opposition de principe entre démocratie et utilisation politique de savoirs spécialisés, ce n'est pas tant parce qu'une telle opposition engendre technocratie et bureaucratisme mais plutôt parce qu'en régime parlementaire (nos "démocraties" par opposition à d'autres "démocraties"), les stratégies du savoir sont souvent inféodées aux stratégies du pouvoir: tel sociologue, tel économiste (mais jamais tel chimiste ou tel généticien) prennent parti au nom (ou du haut) de leur savoir. Je ne dis pas qu'ainsi le savoir se trouve dévoyé: je dis simplement qu'il n'est aucun savoir - pas plus en sciences sociales qu'ailleurs - qui soit tel qu'on puisse fonder sur lui l'essentielle certitude dont se nourrit l'engagement politique partisan.

Question 8

Je suis d'avis que l'entreprise privée se préoccupe très peu de la recherche en sciences sociales, sauf pour ce qui concerne les sciences de la gestion, où il semble y avoir une reconnaissance d'intérêts tangibles et assez immédiatement accessibles. Ce que l'entreprise privée me paraît exploiter, ce sont les données statistiques, probablement très utiles pour les études de marché, et elle me paraît se soucier très peu ou bien d'investir dans des recherches théoriques en sciences sociales, ou bien d'utiliser (ou de rendre utilisables) les modèles théoriques produits en sciences sociales. Je suis donc d'avis que les sciences sociales sont sous-utilisées par l'entreprise privée.

Maintenant, y a-t-il conflit d'intérêts entre les objectifs poursuivis par l'entreprise privée et ceux poursuivis par la recherche en sciences sociales? Partiellement oui, pour autant que la recherche y vise la transformation de la société et donc que le système économique doit nécessairement y être analysé comme étant susceptible d'améliorations radicales - ce qui peut mettre en cause l'économie de marché, la place de l'entreprise privée, tout autant, d'ailleurs, que les politiques de planification et d'intervention de l'Etat. En un autre sens non: l'entreprise privée peut très bien viser à n'utiliser que les résultats de recherche qui assureront son maintien, son emprise, sa croissance, ou qui assureront la "paix sociale" en général, c'est-à-dire un contexte dans lequel elle ne sera pas importunée dans sa quête de bénéfices. Mais ici, que l'entreprise soit d'Etat ou privée, c'est du pareil au même.

Question 9

Une situation assez paradoxale me semble s'être fait jour depuis un certain temps, au Québec du moins, et c'est la suivante: le nombre d'étudiants en sciences sociales tend à croître relativement, mais l'impact social général de la recherche en sciences sociales me semble ou bien stationnaire, ou, pire encore, il me semble aller en diminuant. Chose certaine, la "visibilité sociale" des chercheurs en sciences sociales ne

me semble pas en voie de progression. Il n'y a certes pas lieu d'invoquer le caractère par trop spécialisé des sciences sociales pour expliquer leur manque d'attrait auprès du grand public - c'est le cas de toutes les disciplines sans exception. Alors, quoi? Mon hypothèse est que la perception que le grand public a des sciences sociales est plutôt négative, et qu'il ne croit pas encore vraiment à la possibilité que "ce soit rentable", que "ça vaille le coup". Le style de vie matérialiste y est sûrement pour beaucoup: ce que le grand public veut, c'est des objets de consommation. Or les sciences sociales en fournissent certainement moins que le génie et la médecine. Alors les sciences sociales importent peu. La question n'est-elle pas, dès lors, un peu la suivante: Comment convaincre le grand public que la science économique, par exemple, vaut la peine qu'on s'y intéresse et qu'on en favorise le développement, quand tous les media d'information n'en finissent pas de nous dire que jusqu'ici toutes nos politiques économiques (qu'on croit fondées sur la ou les théories économiques) ont viré à la catastrophe, coupant de-ci de-là une des nombreuses têtes de l'hydre monstrueux de l'inflation qui, comme celui de Lerne, s'empresse de s'en faire pousser d'autres aussitôt?

Il faut voir dans ce dernier exemple plus qu'un simple exemple, car je crois qu'aux yeux du grand public, la science économique a quelque chose comme un statut paradigmatique: le grand public ne croira aux sciences sociales que dans la mesure où l'économique aura fait ses preuves, telle est ma thèse forte.

Question 10

Cette question postule que l'usage social possible de la recherche en sciences sociales est quelque chose de distinct, de dissociable de l'entreprise cognitive elle-même. Pour autant que quelqu'un conçoive l'usage social des sciences sociales comme se confondant à toutes fins utiles avec ce que je serais tenté d'appeler leur "fonction immanente", pour autant que le premier bénéfice à attendre des sciences sociales soit conçu comme l'usufruit de la compréhension qu'elles permettent d'avoir de ce qui arrive autour de nous, la question prend un sens tout autre. Car il ne

s'agit plus alors de mesurer à quoi elles servent, (comme si l'objectif était primordialement extérieur au processus cognitif lui-même) mais d'analyser à qui elles servent, c'est-à-dire qui s'en sert. Il serait encore plus intéressant de chercher à savoir qui ne s'en sert pas du tout, ou pratiquement jamais.

Mais je sais bien qu'on ne s'intéresse pas aux sciences sociales uniquement parce qu'elles sont intéressantes en soi, c'est une illusion d'intellectuel patenté que de croire cela. Chose certaine, ce qu'il faut analyser ici, ce n'est pas d'abord la provenance sociale des fonds de recherche, car on peut très bien commanditer une recherche et ne pas faire servir les résultats qu'elle a produits. Il faudrait analyser les usages sociaux en termes de consommation:

1) Consommation de professionnels d'abord: qui engage qui? où sont nos sociologues, économistes, politologues, etc.?

2) Consommation des systèmes de croyances ensuite: à savoir, il y a telle ou telle "théorie" concernant tel ou tel domaine de phénomènes sociaux; cherchons à savoir, dès lors, quels sont les systèmes de croyances retenues effectivement par divers groupes de consommateurs (l'Etat, les syndicats, les banques, etc.) au vu des actions que ces groupes posent.

Serait-il pertinent de savoir cela à l'heure actuelle? Je crois que oui. Une sociologie des sciences sociales nous permettrait peut-être de découvrir que même si beaucoup de gens pensent qu'en fait les sciences sociales ne servent à rien, ces mêmes personnes consomment des "théories" sociales sans s'en rendre compte. L'usage social des sciences sociales n'est pas nécessairement un phénomène conscient.

Question 11

Pour ma part, je serais porté à assigner trois objectifs prioritaires au processus d'organisation de la recherche en sciences sociales. Je les

donne dans un ordre décroissant d'importance:

1) Le décloisonnement des disciplines

Si les sciences sociales sont encore, à l'heure actuelle, les parents pauvres du système de financement et d'organisation de la recherche, c'est que non seulement elles sont manifestement dans un état d'avancement moins grand par rapport aux disciplines comme la physique par exemple (thèse du développement inégal des champs de recherche scientifique), mais aussi parce qu'on les a fractionnées et isolées les unes des autres, sur les plans administratif et théorique tout à la fois. Par exemple, il n'est pas rare de constater dans les universités que les psychologues et les sociologues s'ignorent, que les historiens et les économistes sont séparés par des barrières administratives comme l'appartenance à des secteurs ou facultés différents, que les sciences administratives font bande à part idéologiquement quand ce n'est pas institutionnellement. Non seulement les sciences sociales perdent à ne pas être regroupées et intégrées dans le processus de la recherche, mais je crois aussi qu'elles perdent énormément à être coupées des sciences dites de la nature et des disciplines mathématiques. Je le dis tout de go: il ne fait pas sens qu'un économiste ignore la physique de son temps, pas plus qu'il fait sens qu'un théoricien de l'apprentissage en milieu scolaire ignore la psychologie ou qu'un sociologue ignore le calcul des probabilités. Les sciences moins développées ont tout à gagner, rien à perdre, à tenter de tirer modèle des plus belles réussites scientifiques de l'histoire des sciences.

2) L'orientation de la recherche

Je suis d'accord pour que la recherche soit orientée, pour autant qu'on attende d'elle des transformations sociales importantes. Toute la question est de savoir par qui et comment. Or l'établissement de consensus à ce niveau pourrait et devrait ne pas impliquer seulement les praticiens de ces disciplines. Bien que je ne crois pas que le

savoir, du point de vue de sa valeur de vérité, soit démocratique, je crois cependant qu'un consensus doit être socialement atteint concernant tous les objectifs de la recherche en général, et particulièrement de la recherche en sciences sociales. La question à poser peut être démocratiquement fixée si la réponse éventuelle ne le peut pas.

3) L'intensification de la recherche

Il me paraît impérieux de tout mettre en oeuvre pour que les écarts budgétaires entre les trois conseils subventionnaires soient progressivement amenuisés. Je ne sais pas comment on justifie à l'heure actuelle le fait que le rapport entre sciences humaines et sciences de la santé soit du simple au double, et que le rapport entre ces dernières et les sciences naturelles soit encore du simple au double. L'argument semble être la rentabilité économique des sciences naturelles et du génie. Mais comment se convaincre que cet argument n'est pas fallacieux? En effet, socialement et institutionnellement parlant, on présuppose que la recherche en sciences sociales ne peut à peu près jamais être économiquement rentable. A supposer que ce critère soit acceptable, on pourrait probablement montrer que la rentabilité économique de la recherche en sciences sociales est fonction, en grande partie, des attentes qu'on a eues jusqu'ici à leur égard: elles ne sont donc ni plus ni moins économiquement rentables que ce que l'on a souhaité pour elles.

Question 12

A- Le système de financement de la recherche en sciences sociales au Canada me semble particulièrement affecté par l'actuel conflit (constitutionnel) des juridictions: dans la mesure où globalement, la recherche en sciences sociales est susceptible de promouvoir un certain projet de société, les enjeux du débat qui oppose le palier fédéral de décision politique aux divers paliers provinciaux (et singulièrement au Québec) me paraissent d'importance capitale. Il

serait certainement important de savoir s'il faut planifier la recherche sur un plan régional ou plutôt sur un plan supra-régional (pour éviter l'adjectif "national"...). Ceci est une décision politique qui ne peut certes pas venir des seuls agents de la recherche en sciences sociales.

B- Autre problème, selon moi, concernant cette question de "l'équilibre entre les diverses sources de financement": l'inutilisation presque totale des ressources de niveau collégial - dans la mesure où la recherche ne fait pas partie des fonctions du personnel enseignant à ce niveau (au Québec du moins), et dans la mesure aussi où il faut très souvent détenir un poste de professeur à l'université pour avoir accès aux sources de financement.

C- Je me sens incapable de dire si, en chiffres absolus, notre société consacre suffisamment d'argent à la recherche en sciences sociales, pour la simple raison que je ne suis pas en mesure de dire si l'objectif visé au Canada pour 1982 (à savoir consacrer 1.5% du PNB à la recherche) est justifié, voire justifiable.

En chiffres relatifs cependant, je suis d'avis que la proportion du budget global de la recherche au Canada consacrée à la recherche en sciences sociales devrait être accrue. Je ne crois cependant pas que la situation, déplorable à certains égards et dans certains domaines, de la recherche en sciences sociales s'explique exclusivement ou même avant tout par le manque de fonds. Peut-être faudrait-il simplement accepter de voir que nos meilleurs chercheurs potentiels sont systématiquement dirigés ailleurs qu'en sciences sociales...

Question 13

A- La recherche en sciences sociales au Québec me paraît peu productive. Je crois que la même situation prévaut, à peu de choses près, pour le Canada tout entier. Je suis d'avis qu'une des causes expliquant cette situation est la mauvaise utilisation des ressources humaines,

dont le redoublement des fonctions me semble être l'une des facettes les plus visibles. Dans la conjoncture économique actuelle, seul un regroupement des agents de la recherche dans ce qui a été appelé jusqu'ici des "centres d'excellence" me paraît pouvoir assurer un nouveau départ.

B- La forme de regroupement des chercheurs qu'il me plairait le plus de voir émerger serait, pour le Québec en tout cas, quelque chose comme un I.N.R.S. - sciences sociales, un peu comme il y a un I.N.R.S. - énergie. Mais on a vu récemment que le Québec est davantage intéressé à l'heure actuelle à mettre sur pied un Institut de Recherche sur la Culture: la seule discipline qui risque d'y trouver son compte est l'histoire. Les autres disciplines ne connaissent pas de stimulation aussi systématique. Un tel organisme me paraît être la meilleure réponse à l'insuffisance des échanges interdisciplinaires au Québec, de même que la meilleure manière de combiner: 1) l'orientation de la recherche par des instances politiques et privées extérieures; 2) le souci d'efficacité (la "rentabilité économique"); 3) l'exigence de contrôle (l'évaluation par les pairs).

Question 14

Mon évaluation personnelle du système de diffusion des résultats de la recherche en sciences sociales s'étant déjà manifestée dans mes réponses antérieures, je me contenterai ici de faire porter l'attention sur le seul sous-système de la vulgarisation scientifique.

A ce chapitre, j'aimerais faire remarquer que pour le grand public aussi bien que pour les "journalistes scientifiques", le mot recherche est à toutes fins pratiques synonyme de recherche en sciences naturelles, en génie ou en médecine. La couverture journalistique, dans des chroniques spécialisées, de la recherche en sciences sociales est inexistante ou presque. Comment ne pas comprendre, dès lors, l'indifférence générale du public à l'égard des sciences sociales? Les journaux consacrent plus d'espace aux arts et aux humanités qu'aux sciences sociales: si cette

situation ne change pas à moyen terme, j'irais même jusqu'à dire que l'indifférence du grand public (les "payeurs de taxe") pourrait se transformer en agressivité contre les sciences sociales en général. Ce n'est plus la portion congrue qui leur serait réservée alors, en termes de financement, mais une fraction tendant vers zéro en chiffres absolus.

Question 15

Mon évaluation personnelle de l'actuel système de formation des chercheurs en sciences sociales est largement tributaire de l'évaluation que je serais à même de faire de la formation qui est en général dispensée à l'université dans toutes les disciplines. Je me contenterai de signaler les déficiences les plus marquantes de ce système pour ce qui concerne spécifiquement les sciences sociales au Québec.

A- Une étude comparative de l'importance qui est effectivement accordée à l'encadrement des étudiants (surtout aux deuxième et troisième cycles) dans le champ des sciences sociales d'une part, et, d'autre part, dans le génie et les sciences naturelles de même qu'en médecine, serait extrêmement révélatrice: à mon sens toute avance, à ce chapitre, en génie, en sciences naturelles et en médecine peut être considérée comme une lacune manifeste en sciences sociales si l'on n'y retrouve pas l'équivalent. La qualité de l'encadrement peut très bien être évaluée par le recours au ratio professeur/étudiants - et ce n'est certainement pas en vertu de la nature intrinsèque de la médecine que ce ratio y est meilleur qu'en sciences sociales. Il n'est donc pas arbitraire de dénoncer l'inégalité de traitement des études selon les domaines ou les champs de disciplines. A moins de pouvoir tabler sur un <u>besoin social inégal</u> entre les diverses disciplines scientifiques, l'explication de l'inégalité de traitement n'est possible qu'en termes de discrimination injustifiable: je n'accepterais pas que l'on justifie cette inégalité en invoquant l'inégalité du développement épistémologique car cela me semblerait n'être rien d'autre qu'un cercle vicieux.

B- Mais je m'en voudrais de passer sous silence ce que je considère être l'un des traits spécifiques majeurs du système de formation des chercheurs en sciences sociales, au Québec tout au moins, si l'on compare ce système à celui qui a cours dans les disciplines des sciences naturelles, du génie et de la médecine: dans les sciences sociales, il n'y a à peu près pas de contingentement à l'entrée, ce qui rend l'encadrement extrêmement onéreux. En sciences sociales, en effet, on semble convaincu que contingentement et accessibilité démocratique au savoir institué sont en raison inversement proportionnelle l'un de l'autre. Je n'explorerai pas le dédale des inextricables complications de cet important débat et me contenterai de dire que, pour être parfaitement cohérent, ceux qui exigent l'égalité de traitement entre les sciences sociales d'une part et l'ensemble des autres disciplines scientifiques subventionnées d'autre part ne me semblent pas avoir le choix de réclamer aussi le contingentement des étudiants en sciences sociales. Car, s'il est vrai que l'encadrement des jeunes chercheurs est la clé de la promotion scientifique de toute nouvelle génération de chercheurs, s'il est vrai également que la qualité de cet encadrement est fonction du rapport quantitatif maîtres/élèves, s'il est vrai que ce rapport peut être amélioré en faisant varier soit l'un soit l'autre des deux termes de la relation, et s'il est vrai, enfin, que nous entrons dans une ère d'austérité extrême concernant tout le secteur de l'éducation (et le secteur des études avancées et de la recherche en particulier), nous ne pouvons songer in concreto à augmenter pour la peine le nombre de professeurs: nous devrions donc songer à diminuer le nombre d'étudiants. Il n'y a pas plus de mal, selon moi, à contingenter l'accès à certains programmes en fonction du marché du travail qu'en fonction des ressources professorales: ce n'est pas aux chercheurs eux-mêmes qu'il revient d'assumer la planification sociale des programmes de formation mais à la société tout entière et, au premier chef, au gouvernement qu'elle se donne. Nos gouvernements ont, de toute évidence, besoin d'être éclairés à ce sujet.

Question 16

Toute la question est de savoir qui a besoin, à l'heure actuelle, d'un "diagnostic évaluatif global concernant l'organisation de la recherche en sciences sociales". Si un diagnostic est une façon de déterminer la maladie à traiter d'après l'identification des symptômes, je dirai que pour les uns le malade existe, pour les autres qu'il est imaginaire. Plutôt que de parler de la maladie des sciences sociales, et de chercher à la traiter (ou à en prévenir l'aggravation), peut-être vaudrait-il mieux parler de self-contrôle de la recherche en sciences sociales par ses usagers. A ce titre, les chercheurs eux-mêmes ne sont qu'une fraction des usagers réels ou potentiels, et le contrôle ne saurait leur appartenir en exclusivité. A défaut de dire comment l'évaluation globale devrait se faire, on peut au moins convenir d'une manière à proscrire: l'auto-évaluation corporatiste.

Deuxièmement, malgré qu'il soit nécessaire de faire les distinctions qui s'imposent selon les secteurs de recherche, une telle entreprise devrait impliquer les sciences sociales en général et dans leur ensemble, et elle ne devrait pas se faire discipline par discipline: car au niveau de l'organisation de la recherche, le manque d'interdisciplinarité me paraît tout aussi détestable que l'habitude bien répandue à ne prendre en considération que sa discipline propre.

Troisièmement, je serais extrêmement intéressé à avoir l'opinion des chercheurs dans les champs autres que les sciences sociales: comment jugent-ils de cette organisation, eux dont on dit qu'ils oeuvrent dans des disciplines plus "matures"?

Note finale

Bien qu'ayant été personnellement impliqué dans la formulation de ce questionnaire, j'aimerais dire à tous les collègues qui se sont donnés la peine de tenter d'y répondre à quel point j'ai trouvé difficile, voire

même pénible par endroits, d'y donner suite. J'aurais certes pu gloser davantage, je me le suis interdit, préférant paraître plutôt cassant que fuyant. Reste, bien sûr, à tout moduler. Car j'ai visé tout autant à laisser une impression d'ensemble qu'à répondre ponctuellement aux multiples interrogations proposées. Si ma vision des choses est à l'enseigne de l'insatisfaction, elle n'est cependant pas à l'enseigne du défaitisme.

Robert Nadeau

Département de philosophie
Université du Québec à Montréal

ANSWERS FROM:

VID NELLES

Department of History

York University, Downsview

Question 1

Ideally social scientists in Canada ought to be expected to produce some kind of generalized theory in one or more disciplines. We would count ourselves fulfilled, I would imagine, if the Frankfort School had made its home in Montreal or if monetarist economics had been developed rather than applied at the University of Western Ontario. But the truth is we know very little about the ways in which such theoretical breakthroughs are made. It seems to me that all of the key steps between perceiving the ideal just stated and realizing it are only dimly understood. If we have arrived at the point of thinking we need a "policy" for the social sciences, or that their performance needs to be evaluated, perhaps the most logical first step would be the systematic investigation of the process whereby world scale social science theory is made.

Anticipating the results of that research my guess would be that in Canada we would lack some of the preconditions of grand theoretical production mainly because we are not a metropolitan power. Theory is usually a product of the centre. We are undeniably on the margin. My guess, then, is that the best that we can hope for is the testing and modification of metropolitan theory in our quite different location. This would not be an insignificant accomplishment. Quite apart from whatever benefit we ourselves might draw from this dialectical process of theoretical testing and modification, I observe that the world is filled with "inbetween" countries like ourselves, countries with regionalized economies, persistent particulaisms, fragmented power structures, relatively little political influence and so on. If we could see ourselves clearly as one of those countries, speaking to social scientists in such conditions instead of pretending to be OECD metropolitans

the more likely we are to acquire a modest international audience.

Question 2.

The late Harry Johnson used to chide his Canadian colleagues with the observation that Canadians were net importers of economic theory. This could be said of most if not all of the social science disciplines. Economists, sociologists, political scientists and historians - the social scientists I know best - all work within theoretical frameworks developed elsewhere. Alas, Keynes, Marx, Parsons and Braudel were not Canadians. Yet Harry Johnson, John Porter, Harold Innis and Fernand Ouellet are. In middle level theorizing Canadian social science has made, and will no doubt continue to make, distinctive contributions.

In my discipline, explicit theorizing has only just begun in the last decade or so. Presently, the theoretical cupboard is being ransacked. Before too long I would imagine that historians and other social scientists will be able to talk more easily to one another and appreciate more readily what is going on within disciplines. But I would say that in some sub-fields of history - labour history, history of the family, economic history, intellectual history and the history of science - scholars are now consciously working within theoretical models. Whether these activities will themselves generate theory is another question. I would doubt that the answer would be or ought to be yes.

I am convinced that not enough attention has been paid to the need to adjust received theory - the neo-Marxist theory of the state, for example - to take into account the regionalized, federalized, bi-national character of Canada. Our modest goal should be the revision of such theories for non-unitary, peripheral states. The same could be said for economic theory.

Question 3.

I do not know enough to answer this question at all. Yet I do think that in some disciplines there is an ever narrowing vortex of specialized language which effectively prevents outsiders from understanding what is being said. Clerical obscurantism is an occupational disease. I have little enthusiasm for the international dictionary suggested in the outline. Quite properly words carry a heavy ideological charge. Would there be much point in attempting to reduce the word "class" to one meaning even if it could be done? My guess is that differences in meaning across ideological divides is much greater than differences in meaning across national or linguistic boundaries. Personally I do not work in a field in which quantification beyond very simple manipulations has made much impact. However, some parts of my discipline are deeply involved in sophisticated modelling using elaborate computer programmes. Indeed, in the field of record linkage - the basic technique of quantitative social history - it could be said that Michael Katz and his successor, Ian Winchester, have made internationally recognized contributions.

Question 4.

On this subject I must speak as someone who is in no very good position to judge. I have an impression that there is a great deal of data which has been collected by various individual groups of researchers over the past several decades which, for one reason or another, will not be available to others. Technology would appear to be rapidly changing the isolated nature of research, and I would expect that in the future we will have large pools of data at our fingertips to sound in different ways and for different purposes than originally intended. I am struck in reading the Elkins-Simeon, Small Worlds, how much they had to depend

upon a handful of collections of survey data. Perhaps this sort of data collected at public expense ought to be made publicly available. Perhaps a cumulative inventory of data bases could be maintained by the SSFC. But I speak from ignorance.

Question 5.

I don't think very much can be done. In the late nineteenth century it is possible to say that French painting was <u>better</u> than English painting, as in the mid-eighteenth century Sweedish biology was better than Spanish biology. But to what extent was that apparent at the time? We can make qualitative judgements on the basis of the linear descent of useful concepts or a shared aesthetic.

Presumably a systematic description, analysis and evaluation of social science research would have as its purpose the reorientation of that activity should it deviate from established standards. Who would set standards? Is such a rigid dirigist attitude toward social science, science or the arts desirable?

On the other hand public granting agencies support the social sciences and other intellectual activities on grounds other than that the money is more than a welfare payment to the recipients. Can the output of the mind be measured, compared with other jurisdictions, be coached up to international standards? We have a sports policy, for example, which has as its goal the winning of medals in international competition and the success of that policy can, presumably, be measured in gold, silver and bronze. How is Canadian social science to be evaluated - citations in journals, presidencies of international congresses, papers at international conferences? Here I am not so sure because many international intellectual events are more ceremonial

than competetive.

My guess is that evaluation ought to be limited to the granting jurisdiction and that external comparisons, evaluations and so forth should be left to subsequent intellectual historians. Social science in Canada should be evaluated primarily in terms of its ability to come to terms with challenging problems, ideas and theories. I can see the utility of periodic assessments of accomplishments, tasks left undone or overlooked, and state of the art appraisals but I would not suggest that these academic stock-takings should be too closely tied to granting policy.

Question 6.

The answer to this question is surely that some social sciences can make direct contributions to social wellbeing, others act indirectly, and some not at all. Should it be otherwise. Should sociology be mission oriented or large parts of it re-assigned to pressing social concerns as in a latter day social Manhattan project? I think not. Governments have the resources to mobilize mindpower to political problems. Recently I was drawn up short by a comment in passing in Thomas Haskell's remarkable book, The Emergence of Professional Social Science, that "...in the long run sociology has contributed far more to the analysis of society than to the practical solution of social problems." I suspect the same could be said for history, economic, anthropology and political science. The professional social sciences, I am driven to conclude, exist largely for themselves. Their contribution to broader issues of goal definition and problem resolution are incidental and indirect. Any justification grounded in social utility is doomed. I recently heard academic public policy analysis dismissed as largely

irrelevant by a senior bureaucrat who knew both sides of the fence. The social sciences ought to be looked upon as an intellectual activity like painting, composing, performing, as something valuable in its own right with marginal social benefits. How much of this sort of activity can be afforded is a broadly cultural and narrowly political question.

Question 7.

I am impressed with the size of the social science capability in public administrations at all levels, and the relatively small output such operations reveal to the wider social science community. In my field of history, for example, the public employment of historians expanded rapidly in the late sixties and early seventies. But we are not getting more books and articles out of this group - so large it has its own employment classification. If anything, output of the traditional sort has dropped off. We have the irony of much greater historical capability in the public sector, but much of this capability is directed towards other bureaucratic ends.

In other fields, I think it is true that governments have in house research facilities which generate policy information which makes these bureaucracies less dependent upon outside analysis. As long as an external capacity to analyze exists, I see no inherent danger in this organization of expertise. On the other hand, I see some danger when the consulting, professorial and bureaucratic personnel and ideologies converge.

Dealing with the larger question, I think the rapid growth of government in our time has seriously challenged the university - the traditional home of the professional social scientist - as the locus

of research. This is perhaps a development to be welcomed. It cannot be said with confidence, for example, that our best economists are in the universities. Perhaps similar statements could be made about ethnography or art history. Undoubtedly the ramification of the public bureaucracy has pluralized research activity. To the degree that public research is accessible to outside scholars, this could be a good thing. But bureaucracy, like teaching, drains scarce resources.

Question 8.

Private enterprise does not make much use of my discipline. On the other hand, I gather from contemporary social critics, private enterprise makes extensive use of behavioural analysis - as does government, for that matter. Should business do more history and less market research? I doubt it. When business embarks upon ambitious scholarly enterprises, you can be certain it will have the same goal as market research. From my perspective on the corporation in our society, that is as it should be.

Question 9.

I do not believe "the general public exists." If this question were about the use of social science information by the media it would be more useful. For example, has the wide distribution of polling data before elections changed our voting patterns or made us more intelligent voters? I think not. On the other hand, this information has changed the way newspapers, radio, television and even politicians, for that matter, conceive the political process.

Question 10.

Why do you stress a "highly accurate method" of evaluation when the question of evaluation itself is problematic? I suppose a counting of supposed links between research and application would meet your standard but what would be the point of such a social science index? What could be done, for example, if the 1983 index of utility went up or down? Would it matter to anyone besides the compiler? It may be a failure of imagination on my part, but I can see nothing better (or worse) than a periodic appraisal of disciplines such as already takes place. These exercises tell us little we don't already know, they have no impact whatever upon what is done subsequently, and they provide pleasant occasions for eating, drinking and academic one-upmanship. A scholarly thermometer would take all the fun out of it.

Question 11.

I believe the non-mission oriented research organizations should take as little a direct hand in orienting research as possible. It is in the nature of disciplines to have to come to terms with developements within and without their boundaries. Mission oriented organizations, such as government departments, businesses, special purpose foundations, would do their job best by sticking to their last. As long as there is some rough balance between inertially guided and socially directed research, I see no cause for concern. When I see government departments groping with long term, theoretical issues and granting agencies attempting to justify themselves politically with trendy, mission oriented research I do worry a little. As you can perhaps gather, I take a dialectical, decentralized approach to the creation of knowledge.

Question 12.

Unquestionably, by any standard we wish to use, the social sciences and humanities in Canada are adequately funded. Indeed, I see a danger in our present richness, that Canada is becoming something of a magnet for academic entrepreneurs. One of my colleagues, for example, in a testy moment compared Canada's conference granting policies to Monaco's stamps. However useful it might be tactically to complain about the lack of funding, I am convinced that the social sciences in Canada have been generously treated by international standards. That, I suppose, is the concern behind this questionnaire. In a world of a shrinking pie, how are the social sciences to keep their place at the trough - to mix the metaphor. That I do not know. Arguments from social utility, as anyone who has ever heard Jack Webster read out Canada Council grant winners will know, is a mug's game.

I would feel most comforatable in a pluralized research granting environment as long as bureaucracy did not consume too much of the available resources. With so much money and therefore power in the hands of the federal bodies, such as the SSHRC, there is a danger of dirigism, bias or whatever. The provinces could expand their research programmes, but I would hope that as a matter of human rights such programmes would be available to Canadians resident outside the jurisdiction of the granting body.

On the matter of assessment, peer evaluation is the only way for grants over a certain size. It is one of the polite fictions in Canada that this is an anonymous, unbiased, rational procedure. In a small country it can never be these things. But the other options are even less appealing.

Question 13.

Here I have an axe to grind. I think far too much time and money is taken up assessing manuscripts for publication given the relatively small size of the grants in aid. I think that reputable journals, associations, publishing houses, institutes and so forth could be given chunks of money to support publication as they see fit. Usually projects are carefully vetted to begin with. All of the pre-publication assessment simply serves as a private reviewing operation of limited utility. In short, I am proposing more independent initiating centres. Of course, these bodies would have to account for their allocations by pointing to worthwhile publications. Failure to do so, or poor publication records would suffer the consequences.

My experience has suggested to me that international exchanges are reasonably well financed. I do not think these very important. They are mainly ceremonial.

Question 14.

In my opinion the weak link in the chain of transmission you outline can be found in journalism. We have enough journals, specialized publications, annual reviews, and so on. What we lack are intelligent journalists to convey what is useful and necessary to interested but non-professional audiences. Our business pages, for example, are regretably weak at presenting economics to newspaper readers. Our magazines show more interest in surface phenomenon than social analysis. Issues are reduced to personalities, ideas to idiosyncracies. The real weakness lies in the scarcity of serious monthly journalism in this country. That is where specialized ideas are translated and transmitted to other guilds.

Question 15.

At the outset I see no other readily available model to train researchers initially other than the university graduate school which was developed in Europe and the United States in the last half of the nineteenth century. Such institutions are well established now in Canada, though only within the last generation. What we lack are research institutes for post-doctoral study. It may be that our poverty or indolence dictate that we can't have or don't deserve such facilities - in which case our best scholars will have to do their research in institutes elsewhere.

Question 16.

Here again I think the assessment must be retrospective. Granting agencies should ask themselves from time to time have projects which turned out to be fruitful been turned down by us? If the answer is yes, then a revision of procedures is called for. If all worthwhile projects have been funded and some turned out to be duds, what should be done? Make it harder for the duds the second time around. I'm sceptical of a research granting organization's ability to screen perfectly, produce a uniform performance, and direct scholars to neglected research subjects. Those are forces which, in my opinion, must come from within the disciplines.

Question 17.

I perceive behind this questionnaire a model which I reject. The notion seems to be that in a modern industrial society the social sciences have a clearly defined place based upon their social utility; that the product of the social sciences can be measured, compared with that of other social science policies in comparable countries, and the performance improved or applauded accordingly. I question this assumption.

The social sciences emerge within unique national or regional cultures. In some countries the social sciences are critical, antagonistic to existing power structures. In others they are servile. I can see no grounds for prescribing policy for one country on the basis of some supposed objective model of political development in which this field performs a specific function. I was in Japan when an international social science body investigated the health of the social sciences there and recommended some correctives - to make Japanese social science look more like its counterparts in Britain and the United States. I believe that countries get the social science and the art they deserve. Prescribing from outside, seems to me presumptuous. Planning from inside assuming an international model seems to me to be just as misguided.

This entire questionnaire assumes a synchronic approach to the subject, perhaps as befits an analysis of the social sciences. Can social science be applied to itself, you are asking? Well this seems to me to be a useful exercise as long as it is kept in proportion - as long as it is a research ex ercise like all of the others and not a prescription for policy. However, I would recommend Haskell's book cited above for another approach to this question. He asks where do the social sciences come from? what social strata take them up? and how do they acquire their present professional and disciplinary configu rations? These questions ought to be asked of social science in Canada. If we are stepping back to look at ourselves, perhaps we ought to stand well back and see ourselves as Haskell sees American social scientists, of Jerome Ch'en sees Confucian scholars in China in competition with western approaches to knowledge. In each country the social sciences have unique class connections, and, depending upon

circumstances, different histories. I cannot isolate the social sciences from these particular environments and feel even less comfortable legislating from some philosophical height.

REPONSES DE:

CLAUDE PANACCIO

Département de philosophie

Université du Québec à Trois-Rivières

Note préliminaire

Je ne suis pas un spécialiste en sciences sociales. Mes réponses à ce questionnaire sont donc celles d'un "observateur extérieur", avec toutes les limitations que cela comporte.

*
* *

1. Quelle sorte de résultats scientifiques les sciences sociales devraient-elles, à l'heure actuelle, chercher prioritairement à atteindre?

Il faut d'abord classer les différents types de recherches. J'utiliserai pour ce faire une typologie sommaire:

1) recherche fondamentale, axée sur l'élaboration et la corroboration empirique d'appareils théoriques composés de définitions, d'énoncés descriptifs et d'hypothèses explicatives;

2) recherche appliquée, orientée vers l'identification et la résolution de problèmes pratiques relativement circonscrits (par ex.: analyse du système de gestion d'un hôpital, évaluation d'un programme d'intervention politique, etc.);

3) collecte routinière de données, effectuée à l'aide d'appareils conceptuels et de techniques de cueillette considérés, pour les besoins de la collecte, comme non-problématiques (par ex.: recensements, calcul du PNB, calcul du taux de chômage, sondages d'opinion, etc.). N.B.- Le Manuel Frascati de l'OCDE exclut ce type d'activité de la recherche proprement dite.

Je me concentre maintenant exclusivement sur la recherche fondamentale. Elle devrait, à mon sens, viser prioritairement la construction de théories à portée moyenne ("middle range theories" de Merton) et s'efforcer de les tester systématiquement. L'élaboration de théories

unifiées des phénomènes sociaux est certainement souhaitable et elle devrait aussi faire l'objet d'un certain travail théorique de la part de chercheurs éminents, mais il serait encore prématuré d'y investir des efforts collectifs considérables. De toute façon, le concept de "théorie à portée moyenne" est suffisamment flou pour s'appliquer à toute sorte de choses: théorie des groupes de référence, théorie de la croissance démographique, théorie du développement urbain, théorie des variations dialectales, etc.

Dans la situation actuelle, il me paraît important de favoriser:

1) Le pluralisme théorique et la compétition interthéorique; comme disent les Chinois: "laisser s'épanouir cent fleurs et s'affronter cent écoles de pensée" (c'est la "politique des deux cents"!).

2) La mise en forme rigoureuse et l'affinement progressif de chaque théorie ou groupe de théories par le développement de "traditions de recherche"; j'appelle ici "tradition de recherche" une série de recherches interreliées effectuées à partir d'un cadre théorique relativement circonscrit et homogène, par exemple l'analyse de réseaux sociaux ("social network analysis") ou, en linguistique, la grammaire générative-transformationnelle. Le fameux "progrès" de la science n'est possible que par l'existence d'une pluralité de traditions dynamiques de recherche à l'intérieur desquelles puissent s'appliquer de façon toujours plus exigeante les habituels critères de précision, de rigueur et de testabilité empirique, et entre lesquelles puissent se poursuivre des affrontements fructueux.

3) La collaboration interdisciplinaire. La division actuelle des disciplines en sciences sociales paraît arbitraire sur le plan intellectuel, et elle présente de nombreux inconvénients pratiques.

De façon générale, les appareils théoriques en sciences sociales devraient tendre (idéalement) à fournir: - des définitions terminologiques précises; - des règles de construction des énoncés admissibles; - des

procédures de description, de classification et d'analyse; - des hypothèses ayant la forme de lois générales susceptibles de permettre des prédictions et des tests empiriques.

*
* *

2. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du développement théorique des sciences sociales?

Les sciences sociales fournissent actuellement un corpus de connaissances théoriques extraordinairement riche et stimulant. Cette prolifération paraît cependant tellement désordonnée qu'un très grand nombre d'élaborations théoriques restent à l'état d'esquisses, de projets ou d'intuitions vagues, faute d'avoir été systématiquement développées et éprouvées. Beaucoup de chercheurs semblent fonctionner sur le modèle traditionnel du "penseur individuel", obligé de se signaler par l'originalité, voire l'excentricité, de son discours ou par la profondeur de ses intuitions personnelles.

Dans certains domaines, notamment l'analyse des idéologies dont je suis plus familier, cela donne lieu à une époustouflante diversité d'approches excessivement floues dont aucune n'est sérieusement approfondie, et à un laxisme méthodologique qui, sous couvert de favoriser la créativité, contribue à un relâchement intellectuel généralisé. La science ne saurait se développer que par la mise au point de procédures d'élimination des théories inadéquates (Popper, Lakatos), ce qui exige que les dites théories soient suffisamment précises pour être vulnérables.

Il va sans dire que je trouve passionnante la recherche épistémologique sur les sciences sociales telle qu'elle se déroule actuellement. Je lui reproche cependant de ne pas s'appuyer suffisamment sur l'étude emporique du fonctionnement réel de la recherche en sciences sociales. Réciproquement, l'épistémologie contemporaine, devenue souvent fort technique, est beaucoup trop méconnue dans les milieux des sciences

sociales. Ce n'est d'ailleurs là qu'un cas particulier d'un cloisonnement interdisciplinaire beaucoup plus général et décidément nocif.

*
* *

3. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du langage utilisé dans les sciences sociales?

On trouverait aujourd'hui ridicule de soutenir que les théories les plus avancées en physique devraient être directement formulées dans le langage ordinaire. Les systèmes sociaux étant présumément beaucoup plus complexes que ceux qu'étudie la physique, je vois mal pourquoi les sciences sociales devraient, quant à elles, s'encarcaner dans le discours de tous les jours, notoirement vague et de part en part grevé de préjugés. Or la résistance de principe à la formalisation et au "jargon" est encore extrêmement répandue dans certaines sciences sociales. En théorie des idéologies par exemple, les débats tournent souvent au dialogue de sourds, faute de définitions précises de termes-clés ("idéologie", "occultation", "intérêt", "justification", etc.).

Les progrès les plus remarquables des sciences sociales au cours de ce siècle ont sans doute été liés à l'adoption et au développement du langage des statistiques. Mais les possibilités de la formalisation sont beaucoup plus larges et elles m'apparaissent encore sous-exploitées. Le langage ensembliste par exemple pourrait fournir d'inestimables ressources pour la formulation de définitions et d'hypothèses sociologiques précises et testables.

Certes, il ne faudrait ni exagérer les vertus de la formalisation ni prôner l'abandon pur et simple des langages informels. Un travail de formalisation est d'autant plus fécond qu'on dispose déjà de clarifications informelles aussi précises que possible. Mais même ces clarifications informelles supposent le recours à des techniques linguistiques exigeantes, souvent négligées, notamment des techniques de définition, d'analyse conceptuelle et d'inférence logique.

Par ailleurs, l'utilisation de langages mathématisés entraîne évidemment un hermétisme dangereux à plusieurs égards. Il importe que le développement de la formalisation dans un domaine donné s'accompagne systématiquement d'entreprises de vulgarisation et de synthèse menées, elles, dans le langage ordinaire ou, en tout cas, dans un langage accessible aux "personnes cultivées", ce qui malheureusement n'est pas toujours le cas.

*
* *

4. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de la méthodologie empirique dans la recherche en sciences sociales?

Les méthodes d'observation, d'enquête et d'expérimentation en sciences sociales ont déjà fait l'objet d'études approfondies. Il semble cependant que ces méthodes ne soient pas toujours utilisées de manière adéquate. Bernstein et Freeman (Academic and Entreprenevrial Research, 1975) estiment, après enquête, que moins de 20 pour cent des études d'évaluation subventionnées par le gouvernement américain en 1970 satisfaisaient de façon constante aux normes méthodologiques acceptées quant à la conception de l'étude, la collecte et l'analyse des données. Théodore Caplow, quant à lui, soutient que les méthodes d'observation directe sont beaucoup trop négligées par les sociologues au profit des techniques d'enquête (L'Enquête sociologique, 1970). Ce ne sont là que deux exemples, mais ils sont probablement révélateurs.

Sur le plan du stockage et du classement des données, la révolution majeure des dernières décennies est évidemment l'apparition des ordinateurs. Il ne fait pas de doute dans mon esprit que les jeunes chercheurs en sciences sociales devraient aujourd'hui apprendre très tôt à démystifier et à exploiter ces monstres électroniques.

Dans certains domaines - comme l'analyse des idéologies toujours - la réflexion théorique semble se poursuivre de façon essentiellement spéculative, n'utilisant les données empiriques qu'à titre

d'illustrations ou de renforcements rhétoriques.

*

* *

5. Comment faudriat-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global de l'état de la recherche en sciences sociales sur le plan cognitif?

Les critères de scientificité en sciences sociales étant l'objet de divergences profondes entre les chercheurs eux-mêmes, il est exclu de rêver d'une évaluation objective et neutre de l'état cognitif d'une discipline. Cependant le coût social croissant de la recherche exclut également de renoncer à toute évaluation. Actuellement, on évalue un à un, et dans des contextes fort diversifiés, chaque projet de recherche, chaque article spécialisé, chaque manuscrit soumis pour publication, chaque thèse et même chaque programme d'enseignement. Je ne vois pas comment on peut aujourd'hui éviter d'affronter la question de l'évaluation globale d'une discipline à un moment donné dans les limites d'un territoire donné.

Quel que soit le contexte d'une telle entreprise, il faudra d'abord élaborer des concepts et des procédures pour la description et l'analyse non-évaluatives de l'état cognitif de la discipline considérée. Ces concepts et procédures devraient être, dans leur contenu, les plus indépendants possibles des diverses options normatives en présence dans le milieu. Prenant en considération les manifestations publiques de la recherche (publications, congrès, thèses, projets, rapports...), ainsi que certains autres facteurs généralement quantifiables (par ex.: nombre de chercheurs, budgets de recherche), on pourrait procéder à une analyse, quantitative peut-être, de la "productivité" de la discipline. Plus finement, on pourrait chercher à établir une typologie des sujets de recherche, des méthodes utilisées, des théories étudiées ou présupposées, on pourrait tenter d'identifier les principales traditions de recherche qui cohabitent sur le territoire (à l'aide par exemple d'index de citation), ou encore de repérer les polémiques en cours. Ce serait déjà très riche d'enseignement.

L'aspect plus proprement évaluatif de l'entreprise est évidemment beaucoup plus délicat. Deux questions surtout se posent: qui? et comment? Quant à la première, l'idéal serait que des évaluations concurrentes soient menées en même temps par des groupes différents. A défaut, il conviendrait de s'assurer que toute équipe d'évaluateurs (quel qu'en soit le commanditaire) comporte des représentants éminents de la discipline, certains de l'intérieur et d'autres de l'extérieur du territoire considéré, et qu'elle comporte aussi des spécialistes externes (mathématiciens, philosophes, administrateurs...). Quant au mode d'approche, on peut songer à l'utilisation de deux sortes d'indicateurs de qualité: des indicateurs externes concernant essentiellement la reconnaissance de la recherche locale par la communauté internationale des chercheurs; et des indicateurs internes d'un maniement beaucoup plus difficile (par ex.: analyse détaillée, sur un échantillon de recherches effectivement complétées, des techniques de définition, d'argumentation ou de tests empiriques et évaluation des résultats obtenus; ou encore: analyse d'un échantillon de projets qui, à un stade ou un autre, ont échoué).

De telles études présentent beaucoup de risques intellectuels, affectifs et politiques. Eviter de s'y engager serait par ailleurs adopter la politique de l'autruche, ce qui, compte tenu de la complexité croissante des problèmes sociaux qui se posent à la société internationale, est encore beaucoup plus risqué. En fait, c'est précisément ce sentiment, peut-être un peu naïf, de l'urgence de telles entreprises qui m'a personnellement poussé à me lancer dans l'organisation du colloque de Grand'Mère. Une chose en tout cas me semble certaine: des études descriptives ou évaluatives de ce genre devraient être systématiquement pensées à un niveau international, mais elles peuvent être préparées par des initiatives locales. Le Canada pourrait sans doute jouer, en ces matières, un rôle de leader.

*

* *

6. Quelle sorte de fénéfices sociaux nos sociétés devraient-elles, à l'heure actuelle, pouvoir attendre de la recherche en sciences sociales?

L'espoir d'une rationalisation de la vie politique, économique et sociale dans l'intérêt commun a été, depuis le XVIIIe siècle, la justification principale du développement des sciences sociales. Et, malgré bien des désillusions, il ne saurait aujourd'hui encore en aller autrement. L'idéologie de "la science pour la science" est évidement bien sympathique pour les chercheurs, mais elle n'a plus beaucoup de pertinence lorsque vient le moment de s'interroger sur l'impact social réel de l'activité scientifique, sur ses déterminations politiques et économiques ou sur les coûts qu'elle représente.

Il y a certainement lieu de reconnaître que d'ores et déjà l'activité des chercheurs en sciences sociales constitue un important facteur de changements sociaux, fussent-ils locaux. Certaines théories économiques, sociologiques, politiques, criminologiques ou autres ont, ces dernières décennies, joué un rôle direct dans un bon nombre de décisions politiques ou administratives. La recherche appliquée (par ex.: évaluations de programmes ou analyses institutionnelles) a connu bien des déboires certes, mais on ne peut nier qu'elle ait eu des effets significatifs. Quant à la collecte routinière de données (recensements, sondages, courbes économiques, etc.), elle fournit à un rythme quotidien, en s'appuyant sur un arrière-plan théorique souvent sophistiqué, une information extraordinairement riche et qui est de fait utilisée de toutes sortes de façons différentes.

Dans ces conditions, on est encore aujourd'hui en droit d'attendre beaucoup de la recherche en sciences sociales, et ce à deux niveaux surtout:

1) Au niveau de la conceptualisation et de la solution des problèmes sociaux nationaux ou internationaux, ceux notamment qui concernent la pauvreté, la violence et la participation politique. Certes il faut être modeste. La science ne peut à elle seule ni fonder les valeurs sociales ni effacer les divergences d'intérêts réels. Elle

n'est, en outre, qu'une ressource parmi d'autres, même en matière de connaissances (cf. Lindbloom et Cohen, 1979). Mais on peut espérer que, statistiquement du moins, elle tende à favoriser la prise de décision rationnelle en permettant d'identifier les conjonctures qui réclament qu'une décision soit prise, de prévoir le plus adéquatement possible les effets sociaux de telle ou telle décision possible et de mieux comprendre les mécanismes de négociations qui conduisent à des décisions collectives.

2) Au niveau de la formation des croyances et des attitudes socialement répandues. En principe la diffusion publique des résultats de recherche, sous leur forme originale ou par le biais de la vulgarisation, devrait tendre à favoriser chez les individus une compréhension plus claire des processus sociaux dans lesquels ils sont eux-mêmes engagés et, par là, une débrouillardise et une tolérance sociales accrues. Il est inévitable que le discours scientifique nouveau ne s'associe alors, d'une façon ou d'une autre, à quelque idéologie déjà intériorisée, mais il la transformera immanquablement, l'ajustant et l'assouplissant tout à la fois. On ne peut compter sur la recherche pour éliminer globalement les idéologies - elle en est elle-même chargée - mais on devrait pouvoir compter sur elle pour les mettre à l'épreuve, les forcer à s'expliciter, à se discuter et à s'adapter, quitte quelquefois à en faire mourir quelques-unes.

D'une manière générale, les sciences sociales accroissent les possibilités de contrôle de la vie humaine par des décisions humaines. Cela, on le sait, représente à la fois un risque et un espoir. Elles peuvent augmenter considérablement l'efficacité des dirigeants, quels que soient leurs objectifs. Mais elles rendent aussi possible la diffusion de concepts et d'informations susceptibles d'améliorer qualitativement la vigilance publique à l'endroit des décideurs de toutes sortes. Il importe, en contexte démocratique, que ces deux rôles aillent de pair.

*

* *

7. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'administration publique et para-publique?

Je soupçonne que les sciences sociales jouent, dans les administrations gouvernementales, un rôle important. Selon Horowitz et Katz (1975), la recherche en sciences sociales est utilisée par le gouvernement américain autant que les "données des sciences dures" (p. 71). Ces usages cependant ne sont pas toujours aussi rationnels que les chercheurs eux-mêmes pourraient le souhaiter. Les politiciens font par exemple un usage abondant des statistiques économiques et sociales, des sondages, des analyses de tendances sociales et même des théories, mais c'est souvent pour étoffer leurs rhétoriques partisanes. Chaque parti important a ses économistes de service, ses politicologues, ses sociologues et même ses historiens. La recherche en sciences sociales joue un rôle majeur, fût-il indirect, dans l'explicitation des idéologies politiques contemporaines.

Certaines recherches appliquées, par exemple des évaluations de politiquesou des enquêtes d'attitudes, ont sans doute dans l'appareil décisionnel un impact plus direct mais plus localisé, largement favorisé par la tendance à la planification économique et sociale. Il reste que les effets politiques les plus visibles de la recherche en sciences sociales tiennent surtout à son influence sur "le système cognitif des décisionnaires" (Breton, 1977). Si tel est bien le cas, c'est important, mais ce n'est pas encore une utilisation optimale.

Sur le plan politique, la spécialisation et la technicalisation croissantes des savoirs requis pour la gestion des relations sociales adressent à l'idéal démocratique un défi extrêmement difficile à relever. Les débats souvent hermétiques sur les budgets gouvernementaux, l'inflation, le chômage, la politique monétaire, l'interprétation du vote populaire, les relations internationales en constituent des manifestations frappantes. Comment, dans un monde caractérisé par une complexification inouïe des rapports sociaux, penser et assurer la pertinence politique de l'"opinion publique"?

*

* *

8. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'entreprise privée?

Je connais très mal la situation de l'entreprise privée commerciale à cet égard. J'imagine que sa préoccupation principale relativement à l'utilisation de la recherche tourne autour de la question: comment améliorer la productivité tout en minimisant les retombées jugées néfastes (par ex. le mécontentement des populations locales)? Ces utilisations, qu'elles aient trait à l'organisation du travail, à l'élaboration du système administratif, à l'analyse de la conjoncture économique et politique, à l'étude du marché ou à la compréhension des attitudes sociales et des cultures environnantes, tendent fort probablement à favoriser d'abord et avant tout les intérêts privés qui leur donnent naissance. Cela n'empêche pas qu'elles puissent à l'occasion donner lieu à des recherches d'un intérêt scientifique et social plus général; qu'on songe aux célèbres expériences de Hawthorne.

Les organisations syndicales auxquelles j'ai participé (syndicats de professeurs) ne recouraient de façon systématique à la recherche en sciences sociales que pour étayer la justification rhétorique de leurs revendications.

*

* *

9. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans le grand public?

Entendons par "grand public" la classe des individus humains qui ne sont pas directement et professionnellement impliqués dans la production, le financement ou l'administration de la recherche en sciences sociales. L'usage de la recherche tient ici surtout à la consommation de discours dérivés (vulgarisation, discours politiques, interviews, littérature, etc.) qui, à la longue, ont probablement des effets importants sur le système d'attitudes et de croyances des individus en question,

sur la façon dont quotidiennement ils conceptualisent les phénomènes sociaux. Dans beaucoup de cas, cette utilisation est dégénérée: elle rate la signification intellectuelle des recherches originales. Certes il ne saurait en aller autrement, mais le taux de cette "dégénérescence" pourrait être atténué par un meilleur contrôle de la qualité de la vulgarisation (via par exemple la formation de journalistes ou de vulgarisateurs professionnels spécialisés en sciences sociales).

Cela, à l'heure actuelle, me paraît prioritaire si l'on espère combler quelque peu le fossé qui sépare le sens commun du savoir spécialisé. Déjà, me semble-t-il, la diffusion publique de la recherche scientifique tend à favoriser la tolérance sociale, par exemple à l'endroit des marginaux ou des déviants, à l'endroit des cultures étrangères, ou encore à l'endroit des groupes d'appartenance distincts du nôtre. Mais il reste encore de gros efforts à accomplir.

*
* *

10. <u>Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant les usages sociaux de la recherche en sciences sociales</u>?

Ce dont nous avons besoin de façon urgente, avant de songer à une évaluation systématique, c'est d'une compréhension beaucoup plus fine des processus réels d'utilisation des sciences sociales. Il existe déjà à ce sujet plusieurs études empiriques extrêmement intéressantes (Caplan, Cherns, Horowitz, Lindblom, Rein, Williams, etc.), mais ce n'est encore qu'un début.

Une étude de l'utilisation <u>directe</u> des sciences sociales, par exemple dans un appareil gouvernemental donné, peut s'appuyer d'abord sur le relevé des données factuelles pertinentes: nombre, proportion et répartition des diplômés en sciences sociales dans l'appareil gouvernemental en question, liste des recherches effectuées à l'interne et des contrats attribués à des organismes externes, sommes d'argent impliquées,

mesures politiques en vigueur relatives à la recherche gouvernementale, etc. Mais il est d'ores et déjà possible d'aller beaucoup plus loin: l'étude détaillée d'un échantillon de recherches gouvernementales devrait permettre de décrire pour chacune d'entre elles la façon dont elle est initiée, la façon dont elle est conduite, la façon dont les résultats en sont communiqués, ainsi que son rôle dans certaines décisions administratives ou politiques; des interviews avec des administrateurs responsables, des fonctionnaires et des chercheurs (internes ou externes) permettraient d'analyser les attitudes des uns et des autres vis-à-vis la recherche et vis-à-vis les sciences sociales en général. Cela fournirait déjà certains éléments pertinents pour l'évaluation de la méthodologie et de l'efficacité des recherches particulières ainsi que de l'atmosphère dans laquelle elles se déroulent. On pourrait alors, par des techniques standards d'évaluation de programmes, comparer plus systématiquement les programmes qui utilisent le plus la recherche avec ceux qui n'y recourent pas ou peu, et voir également quelles théories et quelles méthodologies sont les plus utilisées et les plus efficaces.

A plus long terme, il convient, en s'appuyant sur la collaboration internationale, de continuer à viser l'élaboration d'une "théorie de l'utilisation" des sciences sociales (Lazarsfeld), et notamment la construction de modèles d'interaction entre les chercheurs, les administrateurs et les politiciens.

Des études devraient porter également sur l'utilisation <u>indirecte</u> des sciences sociales, c'est-à-dire principalement sur l'assimilation par les politiciens, les administrateurs et le public en général des concepts et des théories développés par les chercheurs. L'analyse de discours et les techniques de questionnaire et d'interview seraient ici les méthodes les plus appropriées pour analyser les habitudes de lecture, les attitudes, la façon dont les termes techniques sont réutilisés et assimilés par les non-spécialistes et la façon dont ils sont incorporés aux idéologies et au "sens commun".

Si de telles études doivent être entreprises, il est extrêmement important qu'elles soient à la fois multidisciplinaires et internationales.

*
* *

11. Quels devraient être, à l'heure actuelle, les objectifs prioritaires du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales?

Le processus d'organisation de la recherche en sciences sociales devrait, à l'heure actuelle, viser l'amélioration qualitative de la recherche et de son utilisation, c'est-à-dire:

1) L'amélioration de la qualité scientifique par une application et un contrôle plus sévères, à l'intérieur même de la communauté scientifique, des normes de précision, de rigueur et de corroboration empirique, et par le développement de "centres d'excellence".

2) La maximisation de la rentabilité sociale (au sens large) de la recherche, en favorisant - de façon non-exclusive - les domaines de recherche étroitement liés à des problèmes sociaux particuliers et urgents et en commençant à former des spécialistes de l'application de la recherche théorique en sciences sociales.

3) L'accroissement quantitatif et l'amélioration qualitative de la diffusion des sciences sociales dans le grand public, par exemple par la mise sur pied de programmes de diffusion (via les média) et par la formation de communicateurs scientifiques spécialisés en sciences sociales.

4) La compréhension accrue du fonctionnement de la recherche en sciences sociales à la fois au plan épistémologique, au plan sociologique et au plan politique.

5) Le développement systématique de la collaboration internationale en sciences sociales.

*
* *

12. Quelle est votre évaluation personnelle du système de financement de la recherche en sciences sociales?

Dans la situation actuelle, il est normal que les universités et les conseils subventionnaires demeurent de loin les principales sources de financement de la recherche en sciences sociales et il n'y a pas lieu, à court ou moyen terme, d'envisager des mesures susceptibles de modifier cette situation. La mise sur pied d'un "programme de recherche thématique" comme celui du CRSHC est particulièrement appropriée pour assurer la pertinence sociale de la recherche, mais il importe au plus haut point qu'un tel programme soit développé en collaboration très étroite avec les milieux universitaires.

Intuitivement, je dirais que la proportion des dépenses de R et D attribuées aux sciences sociales dans les pays industrialisés est encore beaucoup trop faible par rapport à l'importance effective de leurs utilisations, d'autant que la plupart des entreprises de planification technologique, industrielle, politique ou autre, quelle qu'en soit la nature, se heurtent aujourd'hui à des problèmes sociaux extrêmement complexes qu'il n'est plus possible d'abandonner au hasard.

L'évaluation par les pairs reste la seule manière plausible d'évaluer les projets de recherche, mais cela devrait s'inscrire dans une politique scientifique plus générale (cf. question précédente). Au Québec en particulier - dont je suis plus familier - il m'apparaît clair que nous ne disposons ni d'une politique systématique de développement de centres d'excellence (idée qui semble se heurter à une idéologie égalitariste mal placée), ni d'une politique de diffusion.

Je ne vois pas encore de mesures systématiques visant à encourager la recherche épistémologique et sociologique sur les sciences sociales elles-mêmes. Le plan quinquennal du CRSHC par exemple est muet à ce propos.

*
* *

13. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de production de la recherche en sciences sociales?

Le système de production de la recherche en sciences sociales à l'échelle internationale paraît plus complexe, plus diversifié et plus éparpillé que celui de la recherche en sciences pures. Les divisions idéologiques y sont très marquées et s'accompagnent souvent d'attitudes méprisantes et agressives envers les écoles rivales ou les traditions étrangères. Les barrières de langue sont également très fortes.

Dans le monde de la sociologie francophone, le contrôle interne de la qualité me semble laisser beaucoup à désirer. Les exigences scientifiques sont encore souvent perçues avec méfiance comme des menaces à la liberté d'expression, à la dignité humaine ou à l'épanouissement de la critique politico-sociale. Je crois y déceler aussi beaucoup de faiblesses dans le travail d'édition et dans la traduction des ouvrages en langue étrangère.

*
* *

14. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de diffusion des résultats de la recherche en sciences sociales auprès des milieux non-spécialisés?

Nous manquons encore cruellement de communicateurs scientifiques spécialisés dans la vulgarisation des sciences sociales. De façon plus générale, les rapports entre les chercheurs en sciences sociales et les milieux non-spécialisés, par exemple les administrateurs publics ou privés,

les scientifiques d'autres disciplines, les littéraires, les animateurs sociaux, semblent compromis par une foule de quiproquos et par l'inexistence de canaux appropriés pour la communication.

*
* *

15. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de formation des chercheurs en sciences sociales?

Ne connaissant pas de l'intérieur les programmes de formation de chercheurs en sciences sociales, je me contenterai ici d'attirer l'attention sur un seul point: il m'apparaît clair que les apprentis chercheurs dans des disciplines comme la sociologie ou l'histoire ne reçoivent pas une initiation adéquate aux méthodes d'analyse conceptuelle, aux techniques de formalisation et à la réflexion épistémologique relative à leur propre discipline. Dans ces milieux, l'épistémologie est très souvent confondue avec la sociologie des sciences ou avec la méthodologie. Cela me laisse soupçonner que de façon générale la formation des étudiants en sciences sociales est encore beaucoup trop affectée par les divisions conventionnelles et institutionnelles qui séparent les disciplines.

*
* *

16. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant l'organisation de la recherche en sciences sociales?

Il est certainement encore trop tôt pour songer à un diagnostic évaluatif global. Il nous faut d'abord:

1) mieux comprendre la structure organisationnelle réelle de la recherche en sciences sociales, la façon dont elle est effectivement conduite et diffusée (présumément fort différente de ce qui se passe dans les autres disciplines), la formation des "traditions de recherche", les

profils de carrière, le rôle des contacts informels (relations personnelles, "collèges invisibles", habitudes de lecture des chercheurs etc.), ou encore le rapport de la recherche avec l'organisation politique, sociale et économique. A cet égard, le développement relativement récent de la sociologie des sciences sociales promet beaucoup et mérite, me semble-t-il, d'être fortement encouragé.

2) poursuivre de façon systématique et généraliser progressivement les entreprises d'évaluation relatives à certains aspects particuliers du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales, par exemple l'évaluation des programmes de formation de chercheurs, l'évaluation des systèmes d'évaluation de projets (cf. les travaux de Cole et Cole), l'évaluation des réseaux d'information (cf. les travaux menés à l'Université Bath), l'évaluation des maisons d'édition, des revues, des sociétés savantes, des réseaux d'échange informel, etc.

Il faut ajouter que les entreprises évaluatives discutées aux questions 5 et 10 permettraient ipso facto l'évaluation indirecte du processus d'organisation et qu'elles lui sont de toute façon indispensables.

Encore une fois, de telles évaluations, quels qu'en soient les commanditaires, ne pourront jamais être conduites de façon satisfaisante si elles n'impliquent pas la collaboration de chercheurs éminents dans les disciplines considérées ou si elles sont menées de façon isolée à l'intérieur d'un territoire national donné.

*
* *

17. Autres remarques

Je voudrais encore ajouter deux remarques.

1) J'ai à plusieurs reprises insisté sur la nécessité d'une dimension internationale aux entreprises d'évaluation dont il est ici question.

Dans cette optique, il m'apparaît hautement souhaitable que des suites concrètes soient données à la proposition adoptée en novembre 1974 à Paris par la conférence des conseils nationaux de sciences sociales de tenir au Canada un colloque international sur la nature des sciences sociales.

2) Au plan national, il me semble urgent de favoriser la recherche sur les sciences sociales. En l'absence d'une compréhension plus claire de leurs propriétés cognitives, de leur efficacité et de leur organisation, il est impossible d'évaluer adéquatement les modalités de leur financement et de profiter maximalement de leurs contributions à la connaissance scientifique. On pourrait d'abord songer à retenir la recherche sur les sciences sociales parmi les thèmes privilégiés du programme thématique du CRSHC. Il y aurait également lieu d'envisager sérieusement la création d'un Institut national de recherche en sociologie, épistémologie et politique des sciences sociales.

ANSWERS FROM

FRANCOISE K. PIERRE-PIERRE

Ministère de la Santé et du Bien-être

du Canada, Ottawa

Question 1

This is a loaded question. I am not sure of the relative weight which should be assigned to words such as "knowledge", "scientific results" and "preferably". Generally a proper balance must be maintained between theories and applications: we need both pure and applied research, applied because of its relevance to short term problem solving and policy formulation and pure, because it is what enables up to improve our milieu in the long run. However you ask that we assign priorities. It is very difficult to assign priorities to different kinds of knowledge without knowing the state of the art in certain specialties and themes (descriptive statements are needed about where we are and what is on the horizon). And you appear to emphasize knowledge acquired through scientific method - does this mean that you are not interested in knowledge gained through other ways i.e. intuitively - emphasis on the scientific method begs the question about the need or desirability of publicly funding the development of other ways of knowing, which in turn raises questions about the users of knowledge and the uses made of knowledge. To simplify matters for myself, I have narrowed the scope and rephrased the question to read: "given the present climate of fiscal restraint and the preferred option, option 3 (increasing emphasis on national themes) what kind of knowledge should the S.S.H.R.C. through its funding policy attempt to encourage" - is this too narrow?

There is an uneveness in our levels of knowledge. While on some themes "more has been written than is known" - indicating perhaps a weakness in our ability to synthesize, and to interpret information: in other themes, we are still at the stage of developing descriptive statistical statements.

Since there exist federal agencies for the collection and dissemination of descriptive statistical statements and the development of methodologies for this collection and data analysis, i.e. Statistics Canada; federal agencies to interpret and analyse these statements for policy making and program formulation, and fund additional research i.e. departments such as Health and Welfare; agencies such as the Institute for Public Policy Research, the C.D. Howe Institute, the Niagara Institute, and various centres such as the Centres for Criminology which engage public funds in forecasting events developing policy options and alternatives; by a process of elimination, it would then seem that the role of supporting "pure" research in the social sciences field i.e. the development of theories, would be the more appropriate role for the S.S.H.R.C.

Question 2

I think I would tend to agree with the need for stronger theoretical bases achieved through a better integration of knowledge across scientific disciplines. As to criteria for exactness and rigour, while certain tools for social sciences, those dealing with measurement of repetitive events borrow from the physical sciences and appear to be well developed ... the observation, analysis and interpretation of non-repetitive events is difficult to carry out successfully. It is difficult to establish the stability of results of social science research. For example, attitudes can be measured with a degree of accuracy at a point in time in a given context but are subject to change, different times, different contexts. Any predictions based on attitudes must take into account this instability. Often, there is confusion in the communication between the observer and the observed and this confusion finds its way into the communication of results. Technological developments make possible the carrying out of social science experiments in a more scientific fashion but there are philosophical and legal constraints which prevent such experiments from being undertaken. We need to develop tools for measurement which respect these constraints. The problem of measurement and criteria for exactness and rigour is more complex in the social sciencies than in the physical sciences.

Question 3

Generally speaking - I find the language of social sciences complex and confusing. In the natural sciences the language of communication is either mathematical or scientific notation which follows certain agreed upon conventions. But the language of the social science reflects much more the linguistic biases (weaknesses) of the individual researcher. The present educational system puts insufficient emphasis on basic training in linguistic skills; we no longer strive to express our ideas clearly, succintly, and grammatically. Many researchers write as though they alone were the consumers of their final product, which appears to reflect a lack of concern for the intended audience or fuzzy ideas about who is the intended audience.

The right of free expression does not imply the obligation to listen. Free expression has become freedom to bore. Quality comes through time and effort: unfortunately for us quality and originality often are sacrificed to expediency.

Question 4

Social science methods are frequently more advanced than the researchers' ability to apply them.

After having examined close to a thousand survey research projects, I think I can safely say that two of the biggest weaknesses in survey research are 1) inadequate formulation of the research problem on the part of researchers and 2) and underutilization of existing information. Very little secondary analysis takes place. Often times primary data collection is insufficiently documented so that knowledge of its existence remains incomplete and is not disseminated. There is no agreement to use standard concepts where they exist and to develop them where possible - consequently linkages across data sets is difficult. The technology and the tools exist: but researchers appear reluctant to adopt a disciplined approach. Research subjects do not have an unlimited capacity to and interest in furthering the objects of social science.

Somehow social science researchers believe that they must be masters of all skills including the ability to select the appropriate methodological tool and apply it correctly. They often appear to be master of none. They are not always good at problem formulating, at research design, at operational management, at analysis and at documenting and marketing. But all these skills are required to move from point A to point B, i.e. to inform the end user. Social science researchers should recognize that a multi-disciplinary approach can in many cases be more effective than going it alone.

Question 5

Perhaps state of the art reviews need to be an essential pre-condition for funding of research projects. Are they? They don't appear to be a pre-condition for funding social survey research in federal departments.

The desire to evaluate appears to reflect a move toward a more directive or controlling policy in funding research. Is this in keeping with the philosophy of funding in the SSHRC?

Can it apply equally to pure and applied research?

Question 6

If the purpose of social science research is to improve the information base then it is obvious that there are benefits to the extent that social sciences research clarifies rather than clouds our information.

If there is clarity and access then there is a potential for improved goal definition and decision making about alternatives - very much depends on who makes the decision, and whether those affected by the decision have the means to modify it.

While emphasis should be placed on the content of social science research, the process of getting the information out (to a wider audience who can then exert pressure for change) needs to be strengthened and this gets back to the question of language, access and the needs of intended users.

We need to re-examine the many ways of getting the information out - if a picture is worth a thousand words then maybe we need more meaningful pictures: though scientific advances in marketing have been made, little has changed in the way we disseminate the results of most scientific research. Why is this?

Question 7

From my experience, research results are underutilized in public administration largely because decision makers believe they can't afford to wait for the results of research to be available. It's the "we need the answer today" syndrome. This research usually takes time and is costly to carry out well, because it must reflect the views of a large number of people in a variety of groups. Reliable information is needed because public administration decisions are costly to implement on account of their scope, have far reaching impacts some of which can't be readily evaluated at the time of decision making and can't be easily turned around once implemented. Researchers don't appear to appreciate these real concerns and constraints. It isn't desirable, politically , to make a habit of passing on the cost of a "poor business" decision to an unsuspecting consumer. Long-term impacts of alternatives should be identified and assessed and this takes time and effort. How many well-intentioned initiatives designed and implemented after "quick and dirty" research end up as headaches for public administrators? To be of use research for public administrators must take a longer term perspective and must situate the problem in the larger context.

Question 8

Private enterprise appears to make better use of research. There certainly is an interest on the part of private enterprise to fund research - specially in the area ofmarketing and consumer behavior. Of course the pay-off is immediate and measurable i.e. increased sale, higher profits. It takes a long time to see a 1% improvement in life expectancy... how can you measure an improvement in quality of life?

There doesn't appear to be a contradiction to me: private enterprise has much to gain from results of research into motivation, behavior, consumer preference and consumer choice, etc. ...

Of course there are only a few large companies who can support in-house social science research or hire the skills required to translate that research into profits.

Researchers have a long way to go in presenting their information to "small people" so that they can derive benefit from it whether they are in small businesses, community organizations or local trade unions, and this is not the problem of private enterprise.

Question 9

The general public can't use the information efficiently because there is too much non-information to process, and because access to powerful information is restricted. Members of the general public "who are not in the know" obtain their information locally, by listening to the radio, by reading the daily paper, watching television or as members of community groups. If researchers want to reach a wider public, they must be concerned with that public's information needs. It should be easier to translate the information for the public than to turn the public into social science researchers.

Question 11

In my opinion what is most urgently required is the democratization of knowledge - a better informed public (more aware, more sensitized to its role) will be better able to evaluate the quality of the decisions made and will then play a more active role in the decision-making process.

Question 12

I don't believe that I have clear and accurate knowledge about funding - the level and stability of funding sources - and the quality of the outputs. A great deal of resources appear to be spent on research in program departments yet these expenditures generally are not reported as research expenditures because they support policy or program development and implementation.

IV Miscellaneous

I would very much like to see the following issues discussed:

1) The development and application of standards for social science research:

- standard concepts
- standard methodology
- standards for reporting results
- standards for dissemination

2) The notion that social science research projects should be assessed by Coordinated Multidisciplinary Review Mechanisms

- mixed review panels drawn from universities, Federal and private sector researchers to comment on research proposals prior to implementation and to review final results and documentation in lieu of or additional to peer evaluations.

Marcine K. Pierce
Pièce 1429 merienville
Grande-Clairière

REPONSES DE:

GILLES PROULX

Chef économiste

Société d'électrolyse et de

chimie Alcan Ltée, Montréal

I. La valeur cognitive des sciences sociales

Question 1. Quelle sorte de résultats scientifiques les sciences sociales devraient-elles à l'heure actuelle, chercher prioritairement à atteindre?

Il est difficile d'accorder la priorité à l'une des activités mentionnées. Il y a, d'une part, un ordre logique dans la séquence description, explication/compréhension et prédiction et, d'autre part, une interaction continuelle entre ces activités et la construction de théories.

Je crois qu'il faut accorder une plus grande place à la recherche qui intègre bien les démarches mentionnées plus haut. Trop souvent la recherche se cantonne dans un aspect ou l'autre. On a d'élégantes constructions théoriques présentant des propositions qui ne sont pas testées sérieusement ou des recherches empiriques qui n'utilisent pas le pouvoir intégrateur des théories. Il faut plus de recherches où on exploite mieux la "tension créatrice" entre ces deux pôles.

Dans le contexte canadien, il faut insister sur l'importance de la recherche théorique en sciences sociales. Contrairement aux sciences naturelles dont les théories sont universelles, la portée ou l'utilité des théories en sciences sociales est limitée par les différences institutionnelles nationales. Si nous ne commettons pas l'erreur d'utiliser des données américaines pour analyser certaines situations qui nous sont propres, je crois que nous utilisons implicitement des modèles "américains" pour analyser des problèmes canadiens. Or ces modèles sont trop souvent inappropriés à un pays ayant des caractérisques différentes: petite economie ouverte, système fédéral, régime parlementaire britannique, grandes diversités régionales, etc.

Question 2. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du développement théorique des sciences sociales?

Le C.R.S.H.C. mentionne la nécessité d'établir des fondements théoriques plus solides. Je crois que ces fondements sont plus solides qu'ils n'ont jamais été. Ainsi en économique, nous avons probablement les meilleurs modèles qu'on ait jamais eus et qui résolvent le problème de l'allocation des ressources dans une économie non spatiale, où toutes les ressources sont utilisées, où les facteurs sont parfaitement mobiles et où prix et salaires sont parfaitement flexibles. Le problème, c'est qu'aucune de ces conditions ne prévaut et que nos modèles sont, dans une grande mesure, inutiles. Il

nous faut des théories dont les hypothèses, c'est-à-dire les limitations, fassent moins violence à la réalité; en somme des théories plus utiles, plus "réalistes".

En ce qui concerne la validation des théories, je crois qu'il y a des degrés de rigueur très différents selon les diverses sciences sociales. En général les économistes témoignent, ou du moins se réclament, d'un grand souci de rigueur. Il faut dire que le matériel sur lequel ils travaillent se prête sans doute assez bien à une telle exigence. J'ai toutefois déjà été en contact avec un groupe de sociologues n'appliquant pas (ne pouvant appliquer?) une telle rigueur à un problème d'aliénation. Finalement, j'ai fréquemment l'occasion de consulter la littérature en management: on y retrouve des hypothèses séduisantes, mais on n'y voit presque jamais de démarche scientifique visant à valider une thèse en tentant de la réfuter.

Question 3. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel du langage utilisé dans les sciences sociales?

Il n'y a pas de doute que la formalisation ou la mathématisation constitue un outil puissant pour la recherche. Elle permet de dériver de façon plus systématique les implications d'un énoncé, d'une proposition théorique. Toutefois, afin de pouvoir communiquer les résultats et les implications de cette recherche à un plus large public, même à l'intérieur d'une discipline, il est essentiel de recourir par la suite aux langues naturelles. Il y a une distinction entre outil de travail et moyen de communication.

S'il est important de former des gens capable d'utiliser les outils mathématiques, de bons techniciens, il faut aussi développer leurs capacités de verbalisation. Bon nombre d'individus formés en sciences sociales deviendront comme moi, essentiellement des utilisateurs et des diffuseurs de résultats de recherche. Ils feront le lien entre les chercheurs et un public plus vaste et devront posséder cette capacité de communication efficace dans les langues naturelles.

Concernant le caractère évaluatif du langage en sciences sociales, il me semble qu'un tel langage n'a pas sa place dans la recherche sauf peut-être lorsqu'il s'agit d'évaluer des résultats, la qualité de cette recherche. Evidemment on ne peut éviter d'y recourir par la suite lorsqu'il s'agit non plus de décrire d'expliquer et de prévoir mais de proposer des orientations

aux politiques, etc. Je pense qu'en général les économistes peuvent établir dans leur démarche la distinction entre ce qui est et ce qui doit être et qu'ils adaptent leur langage en conséquence.

Question 4. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de la méthodologie empirique dans la recherche en sciences sociales?

Dans le domaine de la cueillette des données, les économistes sont privilégiés: Statistiques Canada fait leur travail. Cela entraîne un désintéressement assez général relativement aux méthodes de ceuillette des données dans la formation des économistes et, par la suite, dans leur vie professionnelle. Cela ne va pas sans nuire à la qualité du travail. Dans un environnement qui change rapidement les hypothèses de rationalité dans le comportement des consommateurs et des entrepreneurs peuvent mener à des conclusions diamétralement opposées au comportement réel de ces agents économiques, enlevant ainsi toute valeur aux prédictions. Il serait plus simple d'aller prendre directement le pouls des agents économiques.

Dans l'analyse des données les économistes sont probablement trop sélectifs, se limitant essentiellement à la statistique descriptive et à l'analyse de régression et délaissant le potentiel des autres méthodes d'inférence statistique.

Le traitement des données, tel que défini dans le questionnaire ne pose pas de problème pour les économistes. Nos données sont amassées par Statistiques Canada, sont disponibles dans des publications ou sur ruban magnétique; elles font partie du domaine public. Nous n'avons pas de Cyril Burt – du moins nous n'en avons pas encore découvert – quoique certains aspects d'un débat récent sur l'impact de la sécurité sociale sur l'épargne et mettant en scène Martin Feldstein, puisse laisser songeur.

Question 5. Comment faudrait-il procéder pour établir de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global de l'état de la recherche en sciences sociales sur le plan cognitif?

Il est déjà si difficile d'évaluer de façon systématique, scientifique un projet de recherche particulier qu'on peut conclure à l'impossibilité d'établir un diagnostic global de l'état de la recherche en sciences sociales.

Evidemment il est toujours possible de faire des "survey articles" sur des sujets limités. On retrouve aussi de plus en plus de relevés statistiques décrivant la "production" en sciences sociales publiée dans des revues scientifiques, des études de citations, etc. Il faudrait sans doute partir d'outils comme ceux-là et en favoriser la production afin d'avancer, bien modestement toutefois, dans ce domaine.

II. L'utilité sociale des sciences sociales

Question 6. Quelle sorte de bénéfices sociaux nos sociétés devraient-elles, à l'heure actuelle, pouvoir attendre de la recherche en sciences sociales?

Le premier bénéfice que nos sociétés peuvent retirer d'un investissement dans la recherche en sciences sociales, c'est une meilleure connaissance, un portrait plus exact de leur situation. Il s'agit essentiellement d'un travail descriptif. Ici, rien ne peut se substituer à un travail compétent de recherche.

Cette connaissance de nos sociétés, située dans son évolution temporelle et par rapport à la situation d'autres sociétés peut permettre l'identification de "problèmes" et, possiblement, suggérer des objectifs de façon empirique mais non par rapport à une norme idéale. Toutefois je pense que, dans l'ensemble, la recherche a peu à dire relativement à la détermination d'objectifs. Des chercheurs peuvent parler, s'exprimer sur ce sujet, mais ils y mêlent jugements de valeur et propositions scientifiques. C'est le domaine privilégié des hommes politiques et des autres décideurs. Evidemment ceux-ci peuvent formuler leurs orientations en se basant sur le résultat de recherches en sciences sociales, notamment celles portant sur les arbitrages entre objectifs.

Dans le choix des moyens, la contribution de la recherche peut sans doute être plus importante car il s'agit ici au moins d'éliminer les moyens les moins appropriés aux fins. La connaissance de ces moyens est une question plus objective susceptible de faire l'objet d'un plus large consensus entre les chercheurs.

Dans la prise de décision, le rôle de la recherche en sciences sociales est essentiellement de décrire l'environnement en faisant ressortir les paramètres pertinents, de structurer le problème en présentant les orientations et les choix possibles, d'évaluer les conséquences des diverses actions possibles et ultimement de faire des recommandations à la lumière des objectifs, des préférences et des intérêts de ceux qui devront prendre la décision. Il s'agit ici d'une vue idéale, où la contribution de la recherche est essentiellement antérieure à la prise de décision.

Plus concrètement on verra souvent des situations où une interaction continuelle entre chercheurs et décideurs conduit progressivement à une convergence vers la décision finale. Evidemment, la décision est toujours l'affaire du décideur. Le rôle de la recherche sera d'éliminer les alternatives inacceptables. Les options peuvent alors être réduites par le décideur qui peut aussi en ajouter de nouvelles. On pourra alors approfondir l'analyse des options retenues. Le décideur fera son choix parmi les options où la recherche ne peut être concluante. Une fois ce choix opéré, l'analyse et la recherche pourront à nouveau être mises à contribution afin de faire "la défense et l'illustration" de la voie choisie. Il s'agit d'un processus à plusieurs itérations. Cette approche est sans doute la plus fructueuse. Elle permet de prendre des décisions éclairées et d'éviter la recherche à vide.

Question 7. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'administration publique et para-publique?

Ici, il faut tout d'abord distinguer entre l'utilisation de la recherche et la présence de professionnels des sciences sociales. Nombre d'entre eux ne seront pas des chercheurs mais plutôt des gestionnaires. Toutefois, dans leur approche aux problèmes, dans leurs décisions et dans la conduite de leur travail, ils ne peuvent manquer de se reposer sur leur formation qui devient une seconde nature. On peut donc à cet égard parler d'une utilisation latente des résultats de recherche et de l'approche des sciences sociales.

D'autre part, la recherche elle-même occupe beaucoup de place, qu'il s'agisse de l'analyse de politiques, de l'évaluation de programmes ou de travaux descriptifs préparatoires à ces utilisations. Dans tous ces domaines, on retrouve suffisamment de chercheurs capables d'intégrer et d'assimiler les derniers développements théoriques et les résultats de recherches faites à l'extérieur des appareils gouvernementaux. Il y a un dernier aspect qui est celui de "la défense et l'illustration" des politiques considérées ou mises en place. Ce n'est pas du travail de recherche comme tel, mais il requiert en général la contribution de professionnels.

Il y a donc beaucoup de recherche. Toutefois, plusieurs niveaux hiérarchiques peuvent séparer la recherche des centres de décision. Ainsi on peut, au départ ou lors de la transmission, bloquer les résultats d'une recherche

qui ne plairaient pas au personnel politique ou aux cadres supérieurs de l'appareil bureaucratique. On peut aussi empêcher que ne soient entreprises des recherches susceptibles de causer de tels ennuis.

Il faut regretter que cette recherche ne soit généralement pas disponible, du moins dès qu'elle touche de trop près aux politiques, même si elle est réalisée aux frais des contribuables. Il faudrait en assurer une plus grande diffusion pour permettre un débat public éclairé. Il faut aussi assurer la présence d'institutions alternatives de recherche afin d'éclairer la discussion publique. On peut penser aux universités, à des organismes indépendants ou parallèles à l'administration publique strictement définie (conseils consultatifs, etc.) aux comités de la Chambre et du Sénat qu'il faudrait doter de plus de ressources.

Si les savoirs spécialisés n'étaient utiles qu'au bien commun, leur soutient relèverait du domaine de la philantropie. C'est parce qu'ils sont utiles à ceux qui requièrent leurs services qu'on a une "industrie" bien developpée. Peut-être y a-t-il opposition de principe entre démocratie et utilisation politique des savoirs spécialisés. Les deux semblent toutefois coexister de façon satisfaisante. Ce qui importe surtout, c'est que l'utilisation politique du savoir ne soit pas l'apanage, le privilège d'un seul groupe. Heureusement, dans une société comme la nôtre, cette utilisation est aussi possible par des groupes concurrents comme les entreprises, les syndicats et diverses associations.

Question 8. Quelle est votre évaluation de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans l'entreprise privée?

Dans l'entreprise privée, l'utilisation de la recherche en sciences sociales est moins intensive que dans l'administration publique et, toutes proportions gardées, on y retrouve moins de professionnels oeuvrant dans cette sphère d'activité. Il y a une raison fondamentale à cela. La mission de tels organismes est plus limitée que celle des administrations publiques. Dans la prise de décision, le nombre de facteurs sociaux pertinents est probablement moins élevé que dans l'administration publique. Les décisions individuelles des entreprises ont aussi des impacts moins importants que celles de l'administration publique.

Cela dit, il y a une nette tendance à une plus grande utilisation du savoir des sciences sociales. Cela peut impliquer soit l'emploi de spécialistes, soit le recours à des consultants spécifiques. On retrouve aussi un grand nombre de mécanismes indirects ou secondaires où les résultats de recherches pourront être adaptés à un auditoire de gestionnaires (colloques, écrits). Ceux-ci intégreront par la suite certaines dimensions "sociales" supplémentaires dans leur prise de décision.

Il y a plusieurs types de recours à la recherche:

- préparation de scénarios économiques, politiques et sociaux pour la planification stratégique.
- analyse des politiques gouvernementales. Cela est rendu de plus en plus nécessaire à cause du rôle croissant de l'Etat et de l'impact de ses actions sur l'entreprise. En plus, les gestionnaires étant appelés à se prononcer sur ses questions, ils doivent avoir une information et une analyse pertinente.
- évaluation des décisions sur l'environnement social. La réglementation de plus en plus contraignante relativement aux opérations, aux nouveaux produits et aux projets d'investissement oblige les entreprises à évaluer toutes sortes d'impacts possibles de leurs actions et à satisfaire certaines normes. De plus, il y a diverses attentes sociales que les entreprises doivent s'efforcer de satisfaire. Ainsi, relativement à un projet d'investissement, on voudra savoir les attentes de la communauté où l'entreprise veut s'installer. On procédera à des enquêtes d'opinions et on essaiera de rendre le projet le plus compatible possible avec les attentes de la communauté.
- dans la gestion interne de l'entreprise, on voudra par exemple établir des programmes de gestion des ressources humaines qui tiennent compte des découvertes sur la relation entre le travailleur et son milieu de travail.

Contrairement aux administrations publiques, on retrouvera moins souvent dans l'entreprise des groupes structurés se consacrant exclusivement aux tâches mentionnées plus haut. On aura surtout des individus intégrés à des groupes de planification, d'affaires publiques, de personnel ou au bureau du président qui demeurent en contact continu avec les problèmes concrets

des organisations. Je pense qu'on évite ainsi un certain isolement que j'ai pu constater dans l'administration publique.

Je ne crois pas qu'il y ait opposition entre les intérêts de l'entreprise privée et ceux de la recherche en sciences sociales. L'entreprise qui décide d'ignorer la contribution possible des sciences sociales à une meilleure connaissance de l'environnement social ou des comportements sociaux le fait à ses risques et périls. Une meilleure connaissance de la réalité sociale permettra à l'entreprise de déterminer si les actions envisagées vont lui aliéner les travailleurs, les gouvernements, les consommateurs ou le public en général. Cela permet soit de corriger le tir, soit de s'engager quand même mais avec une meilleure appréciation du danger.

Question 9. Quelle est votre évaluation personnelle de l'état actuel de l'utilisation de la recherche en sciences sociales dans le grand public?

Je crois que le rôle principal de la recherche en sciences sociales auprès du grand public en est un d'information et de formation intellectuelle. On peut déplorer la faiblesse de cette formation ou du moins son caractère superficiel, mais on ne peut nier les progrès importants accomplis disons depuis 20 ans. Je ne crois pas qu'on puisse sérieusement maintenir que les sciences jouent un rôle de mystification idéologique. Les sciences sociales ont plutôt joué un rôle de démystification; il suffit de constater qu'il n'y a plus d'unanimité dans presque tous les domaines pour s'en rendre compte.

Il y a, à ce sujet, un problème qui m'a toujours intrigué. Comment réconcilier l'acquis des sciences sociales et le jugement qu'elles peuvent porter sur la réalité avec la réaction parfois instinctive du grand public devant le fait divers, le fait vécu, le fait unique? Comment le scientifique peut-il parler au grand public devant un crime crapuleux, devant l'abus ou les excès de bénéficiaires de programmes sociaux, devant un problème de grèves dans le secteur public, etc. Il s'agit de problèmes réels que le scientifique semble éviter. A-t-il raison de le faire? Doit-il affronter de face la réaction populaire? Devrait-il plutôt se limiter à semer le doute dans l'esprit du public, faire comprendre qu'il n'y a pas de réponse simple? Quel doit être son rôle?

Question 10. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant les usages sociaux de la recherche en sciences sociales?

Je crois qu'il serait bien difficile d'établir un diagnostic global. On pourrait toutefois procéder à des études de cas: le présent débat constitutionnel, la lutte à l'inflation, la peine de mort. Dans chacun de ces cas, on pourrait voir les ressources en sciences sociales mises à contribution, la diffusion qu'on a donné aux idées et aux recherches issues de ce milieu, comment on les a utilisées et comment elles ont affecté l'issue du débat et les actions des participants. Il s'agirait là d'études ayant des dimensions à la fois quantitatives et qualitatives.

Je crois que de telles études seraient pertinentes dans la mesure où elles permettraient d'amener à une meilleure utilisation des sciences sociales et peut-être à une meilleure formation des chercheurs.

III. L'organisation de la recherche en sciences sociales

Question 11. Quels devraient être, à l'heure actuelle, les objectifs prioritaires du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales?

Dès qu'on soulève la question d'objectifs, de priorités, on met presque toujours en veilleuse certaines valeurs traditionnelles comme celle de la liberté du chercheur individuel quant au choix de ses sujets et de ses méthodes de recherche.

La détermination de certains objectifs prioritaires est peut-être inévitable à cause des contraintes budgétaires du secteur public, du coût élevé de la recherche, et de la complexité de certains problèmes.

Le Conseil de recherches en sciences humaines a déjà fait un pas dans cette direction en annonçant sa décision de favoriser la recherche consacrée à certains thèmes d'importance nationale. On pourrait certainement aller plus loin et expérimenter une approche concertée globale relativement à un de ces thèmes afin de voir si on peut vraiment par un tel effort, réaliser une percée déterminante dans un secteur de recherche. Une telle démarche comprendrait:

- la détermination de grandes orientations de recherche à l'intérieur du thème en impliquant les chercheurs et les décideurs des secteurs privé et public dans cet exercice;
- la mise à contribution des ressources de recherches existantes et la mise en place de nouvelles ressources;
- un financement concerté et accru impliquant les administrations publiques et le secteur privé;
- la mise en place d'un organisme pour coordonner l'effort de recherche et pour assurer la diffusion des résultats de cette recherche (conférences, rapport annuel de recherche, etc.)

Il s'agirait d'une tentative d'expérimenter dans une avenue autre que la recherche individuelle artisanale et compartimentée entre les disciplines.

Le thème de la gestion des ressources (forêts, mines, pétrole, pêcheries) suggéré par le Conseil se prêterait bien à un tel exercice. Il a une dimension régionale, est susceptible d'intéresser les divers paliers de gouvernement, les entreprises, les coopératives et les syndicats et il pourra susciter l'intérêt de plusieurs disciplines (économique, relations industrielles, sciences politiques, sociologie)

Question 12. Quelle est votre évaluation personnelle du système de financement de la recherche en sciences sociales?

Je pense que le système de financement de la recherche est relativement décentralisé et il est bon qu'il en soit ainsi.

Bien sûr, on peut maintenir que nos sociétés ne consacrent pas assez de ressources à la recherche en sciences sociales; il en va ici comme dans le cas de bien d'autres causes méritoires. Je suppose qu'on peut faire ressortir des chiffres fort différents selon qu'on utilise une définition plus ou moins large de la notion de recherche.

Une façon d'augmenter les ressources consacrées à la recherche serait de susciter de nouvelles sources de financement comme par exemple de la part des entreprises commerciales. Pour ce faire toutefois, il faudra faire un effort spécial pour démontrer la contribution possible et effective de la recherche en sciences sociales à la solution de certains problèmes sociaux.

Finalement, dans le domaine du financement, comme dans bien d'autres domaines, il n'y a pas de normes absolues. Il faut comparer les ressources consacrées à la recherche et la structure de son financement à ce qui se fait ailleurs.

Question 13. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de production de la recherche en sciences sociales?

Je pense qu'il faudrait favoriser l'éclosion de centres de recherches à l'intérieur des universités et ailleurs. A mon avis l'ère du chercheur individuel est largement révolue. La concentration et la spécialisation de l'effort de recherche dans de tels centres permet de favoriser les projets collectifs et multidisciplinaires de recherche, d'attaquer des projets plus audacieux et plus complexes, de réduire les coûts de documentation, et d'accumuler le savoir de façon plus efficace.

Relativement à l'échange de chercheurs, j'aimerais qu'on favorise l'échange entre les universités d'une part et l'administration publique et les entreprises d'autre part. J'ai été témoin de tels échanges. Ils peuvent être bénéfiques au chercheur qui apprend à connaître les préoccupations et les modes d'opération de son milieu d'accueil qui peuvent différer de ceux de son milieu d'origine. Ces échanges peuvent aussi amener le chercheur à contribuer à un renouvellement de l'approche à certains problèmes dans son milieu d'accueil.

Les chercheurs universitaires sont plus mobiles particulièrement à cause de leur système d'année sabbatique. Le mouvement en sens inverse est plus difficile et je crois que les universités devraient faire des efforts particuliers pour attirer des chercheurs de l'administration publique et du secteur privé.

Question 14. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de diffusion des résultats de la recherche en sciences sociales auprès des milieux non-spécialisés?

Le degré de diffusion des résultats de recherche auprès des groupes mentionnés s'établit sans doute dans l'ordre décroissant suivant:

- autres scientifiques
- administrateurs publics
- entreprise privée
- spécialistes des autres disciplines
- grand public en général

Même le spécialiste peut difficilement maintenir ses connaissances à jour dans sa propre discipline. Il faudrait sans doute plus d'articles (surveys, reviews) dans des revues savantes retraçant les développements théoriques et empiriques dans un domaine limité au cours d'une période récente déterminée (ex: les dix dernières années).

Il existe assez peu de vulgarisation des résultats de recherche accessible à un large public. Il faut dire que c'est une tâche qui n'est pas susceptible de susciter beaucoup d'intérêt de la part des chercheurs; il est possible aussi qu'ils ne soient pas de très bons communicateurs.

Question 15. Quelle est votre évaluation personnelle du système actuel de formation des chercheurs en sciences sociales?

Pas d'opinion

Question 16. Comment faudrait-il procéder pour établir, de la façon la plus sûre possible, un diagnostic évaluatif global concernant l'organisation de la recherche en sciences sociales?

Il s'agit d'abord et avant tout de tracer un portrait, de faire un bilan de l'activité de recherche: ressources humaines, financement, liens institutionnels. Il est plus facile de faire cet exercice que les exercices équivalents portant sur la recherche au plan cognitif et sur l'utilisation des résultats de recherche.

On peut évidemment décrire la situation et en faire une certaine analyse. Toutefois l'évaluation ne peut être basée que sur l'analyse des tendances dans le temps, des comparaisons avec d'autres disciplines et des comparaisons internationales appropriées.

La plupart des chiffres publiés à ce sujet ne couvrent que partiellement le domaine, étant limités soit à la recherche universitaire ou dans certains cas à la recherche intra-muros des gouvernements. Il serait bon de voir ce qui se fait dans l'ensemble du secteur privé et d'obtenir des informations sur les types de recherches (plus ou moins appliquées, etc.).

ANSWERS FROM:

DAVID SANKOFF

Centre de recherches mathématiques

Université de Montréal

QUESTION 1. What kinds of scientific results should social sciences preferably seek to produce?

The interests of social science are essentially (or should be) emancipatory, in Habermas' terms, and as such contrast with the regulatory, or control-oriented, interests of natural science. Whereas natural science seeks to understand objective nature as part of mankind's technological project of controlling it (even granted the existence of 'pure' science), social science must unmask and understand repressive forces and tendencies on the social, political and historical levels as part of mankind's emancipatory project. The categories, criteria and methods of natural science reflect not so much as is claimed its supposed value-free approach to truth, but to a great extent its interest in control. The expansion of positivism and 'scientism' into social science detracts from the true mission of this latter and serves the interest of social control rather than social advancement. This is exemplified by the emergence and prestige of subfields such as public choice theory within political science or 'cliometrics' within history, the longstanding predominance of survey methodology within sociology, and the pervasiveness of individualistic psychological reductionism, with its implicit classical liberal underpinnings, in many of the social sciences.

It is true that methods related to those of natural science are crucial to some aspects of social research; in demography, geography, economics, etc., but the inherent limitations of this approach mean that the type of knowledge crucial to the social role of social science is specifically excluded from the grasp of the researcher. Discovery of

hidden mechanisms of repression, the understanding and unmasking of ideological legitimations of the status quo, the interpretation of social phenomena in a critical historical framework - this knowledge is not directly accessible through the so-called scientific method.

This is not to negate the need, in all areas of social science, for detailed empirical study, using scientific criteria of representativeness, reliability, validity, and rigorous and logical inference. But such research must be seen as producing a strictly limited and ancillory type of knowledge, and must not be accorded excessive credence simply because it imitates natural science research. For it is precisely the trappings of natural science which restrict this type of investigation to the readily observable, the easily measurable, and the reproducible; election results, attitude studies and other rapid polls, gross economic indicators, formal institutions,etc., and leads social science away from the critical study of ideology, deep historical process, the palliative and justificatory role of the official political system,etc.

This vision of social science rejects the natural science cycle of theory, hypothesis, prediction, controlled experimental observation, revision of theory,etc. in favour of an activist orientation towards understanding, critique, and change.

QUESTION 2. What is your personal evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level?

An epistemological autocritique of interests, knowledge, theory and practice is social science's most effective analytical tool. Since this autocritique is quite absent from most empirical social science and flourishes largely as a polemic within opposing schools of avowedly critical theories, I would agree that social science suffers from being too scattered at the theoretical level, and in most areas is epistemologically deficient. Indeed, social science is increasingly dichotomized, most of it being carried out in service to government and industry, at least indirectly, and is completely devoid of epistemological reflection, with no input from theoretical specialists. However, on the theoretical level, I would disagree with the idea that there has been little progress. Much social theorizing of the late 60's and 70's, for example, is far more profound than the dominant approaches of the 50's and early 60's. Much of this has been carried out, however, under the aegis of philosophy, literature, and political action, rather than within social science disciplines proper.

QUESTION 3. What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?

An analysis of both natural language and scientific language including its descriptive, evaluation, communicative and intentional components, is a key aspect of critical social science. The critique of ideology requires a creative sensitivity to semantics and pragmatics. It would only be destructive of this enterprise to ask for a standardization of key terminology or to seek a unification of language. The language of social science must co-evolve with both social knowledge and ordinary language.

I feel that the definitional and operationalizing practices of survey and experimental studies tend to systematically distort the phenomena they are trying to study, and constitute a major deficiency of the empirical approach. Similarly, attempts at formalization, whether in terms of abstract algebra, category theory, operational research, logic,etc. often represent a greater danger to understanding than the insights they may bring (not because they are difficult to understand, but because scientific formalization takes for granted relationships and processes which social science seeks to question, and omits those which social science is trying to discover).

QUESTION 4. What is your personal evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences?

Available methods of empirical research in social science, especially as these involve statistical sampling, experimental design, and statistical inference, and generally more advanced than in natural science, with some exceptions in biology and certain areas of technology. That these methods are available and are being used, however, does not mean that the overall calibre of social science methodology is high.

A more important problem is the insidious role that methodology plays in the selection of research projects, the operationalization of concepts, and data analysis. Questions and problems not easily accessible to existing or potential methods, or for which the only pertinent data cannot meet 'scientific' criteria of reproducibility and controllability, or which involve concepts not easily operationalizable in terms of superficial measurements (questionnaires, experiments), are simply avoided by most researchers. And it is precisely these problems on which critical research is needed. Because it is the same sort of mechanism which generates the popular ideology masking the underlying social and economic bases of social praxis that also masks them from empirical positivistic research.

QUESTION 5. I would be suspicious of any formalized measure or list of characteristics claimed to be an accurate way of evaluating progress in social science. On the empirical level this could be done by evaluating the discipline-wide methodological tendencies from the point of view of sophistication and appropriateness, by measuring the cumulative nature of knowledge within given paradigms, by assessing to what extent genuinely new problems are raised and dealt with within disciplines,etc. When dealing with research on a deeper level, however, such efforts would be next to meaningless, and possibly counterproductive. Social science seeks an understanding of social process, an intersubjective understanding possible only through the removal of material and ideological constraints on communication about the potentials of social evolution. This understanding is its own measure and cannot be 'detected' by external 'objective' means; indeed, such means would necessarily have the form, however benign, of external constraints on the communication process.

QUESTION 6. What kinds of social benefits should our societies expect from research in the social sciences?

The 'social benefits' which governments and power structures may expect from investment in social science research are relatively clear. This, however, must not be confused with the benefits to society itself. The 'definition of social goals' is surely a key responsibility of social science, through its understanding of the status quo and its research into and its articulation of social potential. How and to what extent the fulfillment of this responsibility is affected by various types of direct or indirect financial support by government agencies, foundations or industry is a major problem area, insufficiently researched and overly polemicized, not only by so-called value-free 'pure' scientists, but also by those 'guilt-by-association' analyses which remain at a superficial level.

Another key problem is that of the impact of social science research on the consciousness of the lay population. For certain critical theorists, these and related problems of communications are the subject of intensive fundamental research (e.g. Habermas, Communication and Evolution of Society).

This topic cannot be dealt with on the level of science magazines, press releases, and other superficial mechanisms.

The technological application of social sciences, as well as the research itself which leads to it, insofar as this facilitates the control and exploitation of large segments of the population (e.g. marketing research, political polling, many aspects of 'management

science', government intervention and sanctions for the purpose of demographic control,etc.), I would not unquestioningly classify as social benefits.

QUESTION 7. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social siences by public administrations?

There is a clear contradiction between, on one hand, the political use of specialized knowledge, that is the appropriation of social science by governments for the purpose of maintaining or legitimizing the status quo, and on the other hand, democracy, in the sense of a society's elaborating its own sense of evolution.

QUESTION 8. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by private enterprise?

There is no question but that there is an essential contradiction between the interests of private enterprise, especially as it is structured in advanced capitalist societies, and the ultimate, emancipatory interests of social science.

QUESTION 9. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences among the general public?

The social role of sociolinguistics is to demystify the linguistic stratification of a speech community, and to scientifically unmask the ideological basis of intellectual and popular attitudes which attribute educational and socioeconomic barriers encountered by the working class to linguistic incompetence or to an inferior speech variety. (The systematic study of the vernacular shows it to be at least as coherent, logically consistent, and expressive as more prestigious speech varieties.) This campaign is waged on two fronts: in the popular forums: newspapers, television, magazines, extension courses, undergraduate and CEGEP courses,etc., and more indirectly through participation in teacher training.

This involvement in the ideological struggle over language must overcome the vested interests of the elite in all fields, even otherwise progressive groups in the arts, media and education.

There should be no essential contradiction between the specialized character of social science and integration into the struggle for societal emancipation.

QUESTION 10. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences?

The primary component of any evaluation of the social functions of social science research must be a critical analysis of the interests underlying this research.

QUESTION 11. What should be, in the existing state of affairs, the main objectives assigned to the organizational process of research in the social sciences?

The organizational structure surrounding social science research should have as its primary objective the protection of the critical enterprise from the pervasiveness of the technocratic consciousness. Habermas has shown how the expansion of scientism into what may be called the 'practical' domain is not only a characteristic of social policy discourse in general, but is increasingly true of social science in particular.

The social science community should maintain a concerted effort to understand its own actions on both institutional and individual levels; the original effects of university criteria for hiring and promotion, discipline-wide tradition of prestige and influence, and government and foundation policies for support. The interests behind all of these criteria, traditions and policies are not directly those

of the advancement of social science in its historic social role; the mechanism by which the extent to which social science is subverted during the interaction of these organizational factors should be a major preoccupation.

QUESTIONS 12 - 16

No comment at this point. I would refer to Habermas' *The Scientization of Politics and Public Opinion* for question 14.

ANSWERS FROM:

BERNARD J. SHAPIRO

Director, The Ontario Institute

for Studies in Education, Toronto

Question 1. What kind of scientific results...

Social sciences should aim at formulating theories, but there may not actually exist a unified theory of social phenomena. What research has taught us, in the education field at least, is that theories have limited applicability, or are at best middle-range and must be accompanied by elaborate "condition sets" that specify the nature and circumstances under which they are applicable. People have abandoned the search, for example, for a theory of learning. There are now theories of language learning, even second language learning, and these theories have sub-theories applicable to early school, middle school and late school--even to more mature adults. Theories of language learning are linked to, but are not identical to, theories from linguistics, psycho-linguistics, and cognitive science. Nevertheless, social sciences should certainly not be mainly descriptive. Description is necessary in passing when deriving theories and stating the conditions under which they are applicable. We seek to be able to explain phenomena through the statements of theory and also, of course, to state the generality of our explanations. From such theories we also interpret and attempt to understand social phenomena, and these activities lead quite naturally to predictions.

Question 2. Current state of social sciences at the theoretical level

Historically, educational research and development has been plagued by the difficulty of relating basic theory to applications or even to the design of research in operational settings. This is no longer so much the case. In a number of areas, the cumulative impact of research has been to elaborate a framework of theories which are becoming progressively more promising for advances in the understanding of education and the educational process. With regard to the research applications related to education flowing from SSHRCC, my impression is that the quality of many of them still leaves something to be desired. The theoretical elaboration of many proposals is, at best, weak. Nevertheless, the better researchers in the field--those who adequately understand the existing theoretical status of their respective disciplines--are not troubled by a lack of theory. The generally perceived weaknesses in the realm of theory result from a general lack of adequate training in educational research, a result of the overemphasis on the applied, artisanal nature of teaching. This situation is improving across Canada, but much remains to be done.

The questionnaire questions whether there is too much "theoretical research" in the social sciences. Frankly the meaning of this question almost escapes me. It is a logical impossibility to carry out meaningful research without a theoretical basis; furthermore, the consequence of such research should be the elaboration and enriching of the theoretical basis for research. What then is "theoretical research"? Perhaps the intent is to suggest that reflection and theoretical writing are "theoretical research". If this is what is meant, then my feeling is that quite enough reflection is being done. What is lacking is not more reflective writing but rather more theory-based research of an empirical nature to test the theories we have.

One way of approaching the problem is to point out areas where educational research and development is going forward on a sound theoretical basis. The application of linguistic theories to the problems of second language learning is an outstanding example of an area where rapid advances have been made in recent years by testing theories in the crucible of practical applications and field settings. A second is the area of applied cognitive

Question 2 cont'd.

science, where we are learning much more about the psychology of learning.

From these cases one might state that, at a given point in time, there are fields where the state of theory is, shall we say, "ready" for rapid advances. The role of funding agencies and research managers should be to be on the lookout for such areas and to provide the necessary support. This does not mean looking for "theoretical research" to fund. It is rather a question of assessing the state of development of a given body of theory and deciding on the best approach to improve it.

Questions are also raised about the adequacy of criteria for exactness and rigour, whether the social sciences are too "scattered" and whether epistemological research is satisfactory. My reaction is that no consensus exists today on the criteria for theory construction; within individual discipline boundaries, concensus occasionally exists. However, it is clear that in a pluralistic society one should expect social sciences to be "scattered": diversity is a fundamental characteristic of a healthy community of social science scholars. It follows, therefore, that criteria for rigour should be a legitimate area for debate. Out of the debate, advances may emerge. However, we should avoid setting as a goal the elimination of diversity or "scatteredness". Social science theory emerged from world views in which it was assumed that there should be a single set of unifying social science theories. One major advance of the past two centuries has been to erode the pervading belief that there is a social science, replacing it by a body of social sciences.

Question 3. What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?

There is probably not sufficient agreement among social scientists as to the interpretation of key terms. This does not mean, however, that an international project for the standardization of terminology is necessary or even desirable. On the other hand, projects such as those mounted by the International Association for Evaluation of Educational Achievement (IEA) can serve to focus attention on the terminology in a particular substantive area and help to bring agreement of key terms for this colleague group. Such projects are the proper place to work on this problem since the techniques for evolving common definitions are adequate for the task.

Although the natural languages are certainly not sufficient tools for the social sciences, formalization in mathematical terms, especially abstract formulas, is not the only useful formalization for social science. There is certainly as much or more formalization (or mathematics) in the current languages of social science as presently is needed, for we have more mathematical formulation available than is currently used. What researchers need in order to use the formalisms now available is more training in the quantitative side of social science.

The question with regard to the usage (or not) of intentional terms, behaviorism versus phenomenology perhaps, points to a philosophical division that exists among social scientists. There are still those who believe that only behavioural evidence is admissable while a large growing group feel that intentions or beliefs must be studied directly if we are to understand social events. There may be more phenomenologists doing research on reading for example, than behaviorists--quite a change from even the recent past. This shift is the result of a wide-spread perception that the behaviorist approach to the study and understanding of how children learn to read has gone bankrupt without yielding any important insights. Whether phenomenology will allow us to break through to new understandings is yet to be determined.

 Question 3 cont'd.

The social sciences probably give adequate attention to evaluative language, since the activity of evaluation has become very common and is still growing. Our language is not too specialized, since it is important for people working in the same field to be able to understand one another and to be precise when they speak and write. If anything, our language is not specialized enough as I believe is illustrated by the large study done in England by Galton and Simon. Galton and Simon set out first to describe in some detail what went on in primary classrooms and then to relate these activities to student achievement. They had to invent a great many new terms and categories in order to communicate their results.

Question 4. Personal evaluation of the state of empirical methodology

Data collection methodology is not currently a limitation on the quality of educational research. While any methodology can always be improved, the quality of methods available exceeds the quality of application of these methods. A possible exception is in the area which might be called "instrumentation". There is still plenty of room for research which seeks to derive better instruments, as for example in the current work on the Ontario Assessment Instrument Pool. The measuring devices we use, whether tests or observation scales, often fall short of the quality of our experimental designs, our analytic methods and our theories. In this area, there exists in the work of John Tukey an adequate framework for distinguishing between heuristic methods of discovery and methods for testing hypotheses--exploratory and confirmatory data analyses.

The quality and quantity of available methods of data processing greatly exceed the capability of most people to use them. Few people can fully exploit the power of the statistical package for the social sciences (SPSS), for example, and this package does not normally contain any of the modern techniques that have been shown to be superior in most social science applications. The result of this situation is that more good data is collected than is given adequate analysis and interpretation.

Question 5. ...a highly accurate method of evaluating the state of research in the social sciences on the cognitive level?

The method of "meta-analysis" has been developed by Glass (e.g., Glass, 1976; 1977) and refined by Olkin and Hedges at Stanford (Hedges, 1980). Meta-analysis is a quantitative method for doing a synthesis of research where there are many studies, perhaps hundreds, and the results are from many different measures and designs. The first large meta-analysis was a study of the value of psychotherapy (Glass and Smith, 1977). Hedges' Ph.D. thesis at Stanford further established the validity of the method and presented a correction for the small bias of Glass' estimator of effect size (among other things).

The method can be used to evaluate the state of research in the social sciences on a cognitive level, since important social concerns (income supplements, aid to senior citizens, treatment of alcoholism,...) can be the subject of a meta-analysis, the result of which is both a synthesis of results and an evaluation of the state of research on the topic.

Indicators of good "health" for a social science area are several studies showing consistent results (that may be negative or neutral), in agreement with theory by means of designs that are rated as strong, carried out by independent groups.

Such an approach, beginning with the social concern and pulling together the research, will, I believe, verify the truth of the following three conjectures: (1) disciplinary boundaries will prove to be mild and irrelevant nuisances, (2) few areas of robust good health will be found, and (3) the details will prove to be highly useful in setting and applying priorities for research funding.

Meta-analyses are numerous in education at this time, and will likely emerge across social science with the publication of Glass and Smith's book on the value of psychotherapy (in press). Any important social question will require substantial resources, however, so that involvement of federal and provincial governments will likely be necessary.

Question 6. Social benefits to be expected from research in the social sciences

The relationship between social science research and social benefits exists at three levels: the atmosphere of social discourse in a given culture, reaching decisions on societal issues and implementing them, and the development of technologies. Let me address each of these in the light of the benefits societies should expect from their investment in social sciences.

The first of these areas of relationship between society and research has often been overlooked by cost/benefit studies looking for the short-term gains to be derived from investment of public monies. This has happened both in Canada and abroad with respect to educational research and development. It is part of the lore of educational R and D that, when the United States set up a chain of educational R and D centres and regional educational laboratories in the mid-1960's, the centres had not finished hiring their initial staff before there were demands in the US Congress to abolish them on the grounds they were not fulfilling their purposes! Today, unquestionably, the massive investment made in the United States to further educational R and D in the 1960's and 1970's has begun to pay off in a way not originally intended: the framework of discourse about education has gradually begun to shift. The same applies to Ontario as a result of the existence of OISE. Fifteen years ago it would have been acceptable to institute an educational reform or change with minimal reference to research; today, even if the research may be interpreted differently by different decision-makers and social critics, it would be unthinkable to consider a reform without also attempting to use social science research methods to assess its effects and without reference to the basis of scientific knowledge justifying it. More importantly, the reaction of the educational practitioners is also subtly modified by the increasing numbers of those who have been trained in environments where research findings play an increasingly prominent role. Social science research contributes, in other words, to sharpening society's wits by fostering the ability to engage in rational self-criticism.

Question 6 cont'd.

Relative to reaching decisions on societal issues and implementing them, private firms, governmental agencies, political parties and others do use social science research methodologies to come to grips with decisions. Social scientists may not be able to define social goals--these are usually rooted in value systems not amenable to research--but they are able to refine and clarify goals within the context of a given value position. Alternative policies and measures can be weighed (sometimes by experimental methods), the data can be presented effectively and the consequences of measures can be assessed. In theory, at least, the social sciences should be in a position to contribute greatly to the decision-making processes of both the private and public sector. Unfortunately, this potential is not fully realised. Our systems for mobilizing and using the potential of social science research are inadequately developed.

The political processes used for decision-making on important issues are themselves a social process with a number of characteristics--the most important of which is that the ability ot use rational means to assess actions and their consequences is inversely related to the degree of conflict in a situation. In short, the hotter the problem, the less likely are the actors in the political process to be able to detach themselves from the problem and utilize social science research. Conversely, the atmosphere in which we house the majority of social scientists --as tenured university teachers whose main clientele is under 25 years of age--is not conducive to making them responsive to demands for information from harried civil servants, irrate citizen groups, or politicians reacting to the latest crisis.

The third arena of interaction--the development of technologies--is often overlooked. Progressively the advance of technology into different areas of social interaction is mobilizing social scientists. Survey and attitude measurement techniques were in the forefront of this movement, which stretches back to well before World War II. The modern media could not survive without their ratings of TV programs and films; our marketing of products would be haphazard and capable of supporting only small-scale investments in product development if it were not possible to reduce the

Question 6 cont'd.

uncertainty of launching new products (the Edsel, remember, was an exception). Despite the imminent prediction of turning people into robots through programmed learning (a much-debated spectre of the 1960's), advances in educational research promise to introduce radical shifts into the world of teaching and learning. Up until now, this use of social science research methodology has been on a sector-by-sector basis, usually without much backing from the social science research establishment. The implications of social science research for technological change are enormous. They require a systematic attempt to make this role legitimate and to bring it into the main stream of recognized social science activity. Otherwise our universities will be relegated to the backwaters of what is irrelevant or useless while the important areas are dealt with haphazardly through the coincidental interaction of forces in the private sector.

Leadership is required from the SSHRCC in developing better systems of interaction between scientists and the users of research knowledge. This leadership should recognize clearly the implications of social science research for technological change and make it a focus for stimulus and development.

Question 7. Utilization of research by public administrations

The main use of research on education by public administrations in Canada is in the evaluation of operational programs; to a more limited extent, general research findings are summarized for consideration in their bearing on the policy-making process. Obviously, some governments carry out public opinion pools, and some of these polls touch upon education. However, this use is limited. A further use of social science research occurs in some of the "borderline" areas, where consultants and others use methods refined in the social sciences to carry out organizational analyses and make recommendations on operations. This is not generalizable research, but the results are often important in their application.

The utilization cannot easily be characterized on the dimension "too much--too little". If one looks, for example, at the educational establishment as a whole--governmental ministries and departments, local education authorities (boards, districts, etc.), and other operating educational institutions--there is an enormous variety in the extent of research utilization. It is possible for one branch or department of a given ministry to make highly sophisticated use of research findings while others are oblivious to the potential of research. At the other end of the scale, the very small size of many local education authorities precludes the use of commissioned research. Some larger school boards have developed significant research departments whose findings are regularly used, but this is a relatively recent phenomenon. Lest the inclusion of school boards and other authorities among public administrations raise eyebrows, I should point out that their size is often underestimated, as is their impact; the Metropolitan School Board of Toronto, for example, has a budget accounting for at least one per cent of the GNP for Canada, and total spending on elementary and secondary education was estimated in 1978 to amount to some $11 billion dollars, most of it spent through administrations at the local level. Thus, looking across the whole field of public administration related to education, one would have to conclude that the potential of educational research is relatively untapped on a country-wide basis, even if certain departments and local authoritites represent striking departures from the norm. The reason is that most education is administered through authorities not large enough to make

Question 7 cont'd

widespread use of available research as an adjunct to normal operations.

Certain groups regularly charge that governments have privileged access to the results of research commissioned with public funds. This is true, to a certain extent. However, governments with important investments in educational research tend as far as possible to make the results widely available: there is little short-term political advantage to be gained from most research reports, but there is a lot of long-term educational benefit to be expected from widespread understanding of the possibilities of using social science research methodologies in approaching problems of education. Still, certain groups are probably left out. These are the same groups left out of other sectors of our society: the poor, the weak and the downtrodden are not generally in a position to look to research as a source of help under their control. Some researchers and some research organizations do devote resources to exploring their problems, but this still does not involve control by the persons on the margin. My assessment is that, at present, the general public has not fully understood the utility of social science research in approaching educational problems, but that a large number of the more active citizens interested in education have become progressively more aware of the potential of research. This tendency is reflected in growing demands upon administrations for basing their actions upon defensible grounds rooted in empirical data on the diagnosis of problems and the consequences of policy changes to meet them. This is a step in the right direction, though much progress remains to be made.

Question 8. Utilization of research by private enterprise

As mentioned earlier, the main use of social science research in private enterprise has been to improve management of the enterprise through improved sources of data for decision making. Modern marketing is based upon use of social science research techniques. The weakness of utilization of social science research in the private sector has to do with the almost total absence of critical research, that is, research intended to open up new problems and reveal weaknesses in present ways of viewing activities in the long term. The private sector has used social science research often within too narrow a framework, one in which research is used as an instrument of current policy of the enterprise -- how better to achieve a limited set of goals. Only some of the very largest corporations escape this; a few of the organizations involved in high-technology areas have invested in "blue sky" research --futuristic projections, executive seminars, polling of important social science figures for views as to the direction of society in the coming decades.

The questionnaire suggests there might be a contradiction between the interests of private enterprise and those of research in the social sciences. The response to this depends very much upon one's world view. Those who feel that private enterprise has a permanent role to play in the development of our society, would tend to say that social science research often turns up findings which contradict the short-term interests of a given enterprise. For example, knowing the human effects of a certain technology's application might result in a public outcry to limit use of the technology and thereby limit the potential profits of enterprises involved in its development. However, in the longer term, imaginative use of social science research, by contributing to the solution of social problems created by the inevitable frictions of a complex modern society, can well contribute to strengthening the base on which private enterprise will continue to flourish. Similarly, to consider only the instrumental use of social science research as defined above--to improve the achievement of relatively narrow goals-- the more dynamic and rapidly moving corporations of the world tend to make use of social science (and other kinds of) research quite extensively.

Question 8 cont'd.

Even if the actual uses are far short of the potential uses, the "balance sheet" for private enterprise is probably in the black.

To give an example of unexploited research potential in the field of education, I might cite the case of textbooks and learning materials. Most modern nations have very large industries to provide the materials used in the educational system for teaching. Nevertheless, only a very minor proportion of the total flow is developed through any except simple artisanal means. One or more authors, usually experienced teachers in the field, are commissioned to write a textbook or to develop a package of materials. With little assistance, these private individuals put together a manuscript, usually working in their spare time. The bases for inclusion or exclusion of contents, the choice of teaching approaches and so forth is based almost entirely upon their "feel" for the topic and the way students react. This instinct of theirs is the basis upon which most learning materials development rests. Yet we know that techniques of experimental development can contribute very much to improving the utility and robustness of learning materials given to teachers. Private industry has done little to right this situation, even though quite adequate techniques exist to improve drastically the quality of the materials they publish. This problems refers only to how materials are developed. A similar problem exists with regard to the incorporation of new findings on learning into learning materials. The authors of materials are seldom fully familiar with the potential contributions of psychology to the structuring of learning tasks. As our current fund of knowledge on applications of cognitive science grows--and rapid development is now underway--this gap will become very grave, demanding a serious reconsideration of how learning materials are conceptualized and developed. Our publishing industry may be caught unawares.

Question 9. Utilization of research among the general public

Utilization of research by the general public cannot be adequately understood if the public is thought of as an unstructured mass of individual citizens. Upon closer examination, one realizes that the general public is not the abstract collection of molecular individuals whose collective will is visualized as being the basis of the democratic process. Rather it is a shifting mass of different groupings and sub-structures, each with its own sources of information, motives, resources and domain of action. The average, individual citizen (to address briefly this abstraction) probably lacks a direct personal understanding of the social sciences and their implications. But, in our society, through a multitude of intermediate structures, the individual citizen is defended by, impinged upon and sometimes harmed by social forces in which social science research plays a role. No balance sheet for this exists, but it would be, in my view, a valid area for extensive research. At present, we must admit to a relatively limited knowledge of just how social research relates to the general public; in fact, our assumptions and common knowledge on the topic may well be in contradiction with what would be the findings of research into the problem.

What we can say at this time is that, looking at the average person leaving the educational system at the end of his or her studies is that he or she has no adequate understanding of the underlying assumptions on which social sciences are based. Our educational curricula make (after all) little place for dealing with the concepts of social science.

Question 10. Establishing a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences.

It appears to me highly unlikely--indeed it is probably a logical and practical impossibility--to establish a highly accurate method of evaluating the social functions of research. The present status of our knowledge of research activities, even the description of how much research and what kind of research is going on, is extremely primitive. It is only as recently as the early 1970's that the National Science Foundation in the U.S. began its famous series on Social Indicators to replace and augment its previous compilations of resources, funds and manpower. This and other similar attempts were a first step away from the practice of identifying resource inputs to research and experimental development as a proxy for research outputs. The international agreement of standards in this field through the OECD "Frascati Manual" is as recent as 1964, even though science statistics have been gathered through international organizations for some time. The problem in all this development has been the need to come to grips with fundamental epistemological problems. To ask "what is research?" is to enquire as to the nature of knowledge itself.

Therefore, if one looks at the problem of evaluating the social functions of research, the problem is multiplied: one must not only define research--which is possible for purposes of empirical work, of course --but also state assumptions about its function and about societal operation. We are in a position to carry out studies along this line, but this does not mean that we are anywhere near the point of developing a "highly accurate" system of evaluation. Evaluation is, fundamentally, the attachment of a human value system to an aggregate of information; agreement on the accuracy of evaluation is very unlikely even in relatively limited areas where social functions are concerned.

I would nevertheless propose that systematic attempts continue to be pursued to expand the understanding of implications of research by attending to our work on the already defined parameters of research impact. At present, the major indicators used are gross measures such as production of scientific papers, use of patent statistics and "tracing"

of science-related innovations. In Canada, today, one fruitful area would be to attempt to foster collaboration between social scientists and Statistics Canada to refine the measures used for statistical summaries of science activity, while selectively doing indepth studies of relevant sectors of application. However, these sectors should not only be industrial. Innovations such as the advent of the home microcomputer are on the borderline between industrial and individual uses by the public. In education, one should attempt to trace the sources of the knowledge base of our adult citizenry, determining what means are most effectively used, the areas where knowledge remains at the level reached at leaving school and so on. The list of possible studies is endless. The important goal should be to pursue them over the long-term, starting with the necessary (good, accurate information on priority sectors of public and private investment) and expanding into different domains where our knowledge base is most limited. However, we should not aim for "accurate evaluation". A bit more understanding would do.

Question 11. Organizational processes in research.

For the same reasons that should lead us to abandon belief in a single, uniform social science, we should eschew attempts to build a monolithic support structure for such a science and avoid any suggestion that would organize the social sciences within a single mould or place their methods within the straight-jacket of a single orthodoxy. The notion of building an international, unified, rationalized social science might even be regarded as a foolish and dangerous goal, the like of which has rarely been seen since Canute sat before the tide and commanded its waves to be still. The addition of the spurious term "democratic" should not lull us into accepting a notion so at variance with the traditions of scientific inquiry and academic freedom.

The suggested dichotomy between the production of knowledge and its direction towards "socially pressing issues" is another misconception of which policy-makers should disabuse themselves. In the first place, social science is not a single machine that must be turned on and pointed only in one direction at a time. Nor is it a tool that lies idle until someone picks it up and places it in use. Inquiry in the social sciences takes many forms and once it is begun such inquiry is not fully controlled by organizational structures and funding objectives. Secondly, the production of knowledge and the setting of social goals for the use of that knowledge are not incompatible.

Thus the organization of support for the social sciences should recognize the variety in the sciences themselves, the controversies over which methods and theories are best and the difficulties of establishing incontrovertibly valid claims about the truths of social reality. This is not to say that funding and support agencies should avoid setting goals for the social sciences or that they have no right to ask how the public interest squares with inquiry within those sciences. It is quite appropriate for those in the support structure to set priorities and to direct monies towards those projects that they believe best meet them. It is essential, however, that the interests of the various social sciences be represented within the support structure. It is equally desirable and

Question 11 cont'd.

appropriate that this structure incorporate mechanisms that will shift its priorities from time to time and make them responsive both to a wide range of ideas within the various social sciences and to changing needs in the wider society that supports inquiry through the social sciences.

Question 12. The current system of funding.

The question of whether the present funding system is too centralized misses the point that it is the principal funding system for the social sciences in Canada and the only one accessible to many researchers. It would be a "consummation devoutly to be wished" if the present centralized funding system were balanced with stronger and more readily available sources in the provinces and private agencies. Such is not now the case nor is there any evidence that any significant shift can be expected in the present balance. It is therefore of crucial importance that the present level of centralized federal funding be maintained. The level of support now provided by that central source is undoubtedly inadequate for a country of Canada's stature and wealth but it is nevertheless vital to maintain the limited amounts of the research now conducted by social scientists in Canada.

The current systems for evaluating research could certainly be improved but they have nevertheless served their purposes well enough. It is rare that one hears of proposals for quality research that are inappropriately or unfairly evaluated. Whether there are sufficient funds available to support worthwhile research is, of course, another matter and so is the question of whether social scientists in Canada have learned to trim their ideas and imaginations to the limits set by funds that are likely to be made available to them.

Question 12 cont'd.

Certain changes are however needed within funding and evaluative support systems. The changes needed have to do with the setting of priorities, with the consistency of those priorities over time, and with the accountability of those who make decisions about priorities and the funding of projects. It is apparently easy to fall into the error that sees decisions as being made by organizations rather than by people within organizations. Organizations decide nothing: people do the deciding. What is needed is that priorities for research be set by a group of persons who are known publicly to be responsible for the making of such decisions. This group should also be responsible for the setting of priorities and for the making of funding decisions to implement them. They should, moreover, have authority in these matters for a period extending from 3 to 5 years. The terms of appointment for those making the decisions may be staggered to provide for gradual shift in the priorities and funding decisions, but the principle of public decision-making against previously announced priorities should not be compromised.

It would also be highly desirable that persons be appointed to the decision-making body in such a way that differences of opinion, both within the disciplines and among them, are recognized. A measure of weighted democracy in this process of appointment would be most desirable, though it may not be essential. What is essential is to know how the persons who make the decisions gain their appointments, who they are, and that they have a period of time in which to establish and support specific programs of research over several years. The weakness in the present system is that policies and procedures are discussed apart from any consideration of who is to implement them. It is an illusion to believe that defining a priority determines how it is to be applied. All values (and priorities are nothing if not a value) are realized through the actions of people. Any system for funding and directing research that does not recognize this simple but basic consideration will work to undermine the very values the system is supposed to express. Researchers will become confused and discouraged as they try to meet the demands of a system that they perceive as arbitrary, capricious and inscrutable.

Question 13. The production of research

A vital and productive social science requires both solid institutional support for researchers and active exchange and communication among them. This is to say that researchers need some massing of resources around them and ready contact with other centres where resources are similarly massed. This line of reasoning implies, perhaps, developing and supporting "centres of excellence" where some institutions specialize in certain fields while others devote their resources to different kinds of activity. It certainly implies that advanced programs in the social sciences would be scattered in various institutions across the country, but that no institution would attempt to maintain major specializations in all social science disciplines and in all their sub-fields.

This specialization and separation of the social sciences already exists to a considerable degree in Canadian institutions. This fact, coupled with the considerable distances among the institutions themselves, means that communication among scholars and researchers is particularly difficult in Canada. Necessary contact among scholars can only be maintained if considerable resources are devoted to bringing them together. Communication can be fostered in various ways. Journals, conferences and sabbatical leaves are the major of these. The point to note here is that all of these means of communication now receive and will continue to receive subsidization. No overview of the supports for social science research should overlook the essential role that communication plays in the developing and sharing of ideas. In Canada, national policy has played a large part in creating and sustaining these modes of communication. It is of greatest importance to the conduct and development of the social sciences in the country that media and forums of communication be maintained and, if possible, strengthened. Without them, communication among social scientists in Canada would certainly diminish and the possibility for the close involvement of the social sciences with Canadian problems and issues would be correspondingly dimished.

Question 13 cont'd.

Trans-border communication on a north-south axis is usually easier for Canadian social scientists than communication within the country. Only by maintaining the vital east-west axis of communication can Canadian social science be preserved in a healthy state.

"Is the internal control of the quality of research by the scientific community itself adequate?" Probably not, but it will not likely be improved unless the resources available to social scientists are enriched and unless contacts among them are frequent and meaningful. Changes in the application of such resources are also called for. What is needed here is greater stringency in the choice of the research to be reported through academic media and more informed and more sharply critical comment upon the material that is reported.

Another aspect of this larger question should be noted. Sound research and scholarship depend upon ready access to bibliographic resources and social data. It is of greatest importance that the national and provincial institutions responsible for libraries and social statistics cooperate with each other and that effective mechanisms for the retrieval of information from them be maintained. It is apparent that Canadian bibliographic resources and information retrieval systems require improvements that would make information within them more readily and widely available both to scholars and to other potential users. The effects of computer technology in shaping fields of study are well known. Their impact upon bibliographic services and information retrieval systems is enormous. Social science research in Canada requires a sound information base and one that links resources across the country and gives researchers ready access to Canadian literature and social statistics. Without such a basis, social scientists in Canada will surely turn to those sources that are available and these almost invariably lie outside the country and therefore reflect only imperfectly the realities of social issues in Canada.

It is by no means certain that Canadian bibliographic and information retrieval systems are keeping up with the demands of contemporary social science. Those who are concerned for the state of research in the social sciences in Canada must therefore also be concerned for maintaining and improving such services to researchers.

Question 14. Transmission of research.

With the important limitations noted in the answer to the previous question, it may be said that the results of research in the social sciences are being adequately transmitted among social scientists, although the level of adequacy should be said to be barely acceptable. The chief problem to be noted in response to this question is the difficulty of transmitting the findings of research to other users, including the public at large and officials in social agencies of all kinds.

The answer to this problem is not likely to be found in trying to make social scientists into better communicators--the example of David Suzuki notwithstanding. Rather, the answer will likely be found in opening up the domain of social sciences to skilled and intelligent journalists. To some extent this function is already being fulfilled through writers on science and social policy. The obvious need, however, is to expand greatly the amount of attention given to the social sciences, especially in the mass media. At the present time the attention of these media is focussed largely on the natural sciences, as may be seen in the coverage given to the space probes to Jupiter and Saturn. While the outcomes of such research readily lend themselves to spectacular display, inquiry into social issues is no less important or interesting than the study of physical phenomena. Indeed, as such inquiry bears even more closely upon the lives of those who come to understand it, the social sciences may become meaningful in ways that are not possible in the physical sciences.

Not only do the mass media focus mostly upon technological achievements, they also usually operate within a bias that considers developments outside Canada as more important than those at home. For example, the series Fast Forward, on the educational network of TV Ontario, focussed exclusively on foreign projects--mostly American--and overlooked similar scientific achievements in its own immediate environment. Such short-sightedness is a disservice both to Canadian science and Canadian society. In this case, Canadian social science suffers also, since much of the technology featured in the series could have been illustrated by reference to Canadian projects that have creatively demonstrated both the power of

Question 14 cont'd.

the technology and its impact upon social affairs.

Canada has journalists and broadcasters who can speak to social issues and show the relevance of research to them. What is needed now is greater use of the talents of such people, a closer link between them and social scientists, and a wider dissemination of their work. While the danger of creating a superficial and distorted awareness of social science must be avoided, the evidence now available indicates that in the hands of the right persons efforts to explain science can be successful without distorting the basic understanding on which these explanations rest.

Question 15. Evaluation of the current system for the training of researchers.

There are currently too few institutions for the training of social science researchers in Canada and these are very unevenly distributed. It is possible to get a good grounding in the theories of social science at many places, but it is not possible to get good experience in the conduct of research and the analysis of meaningful data sets. Pick up just about any Government report or large social science project report and you will find a simple-minded data analysis of an otherwise well-designed study. We are training very few researchers while at the same time issuing more and more requests for proposals to do research.

The problem does not seem to be one of an inadequate reward system, but instead one of an inadequate supply of people with the training and opportunity to design and do R and D. Only in the last decade have significant departments of social science appeared in most Canadian universities (in terms of size and scope), and although their quality is high, the number of graduates is low and the amount of ongoing research is small. The amount of educational research is particularly pitiful given the high rate of investment in education in Canada.

Question 16. Evaluation.

The question contains an inherent contradiction when it asks for accuracy in evaluating research and its outcomes. Accuracy has to do with measurement and mathematics, evaluating with the choice and application of values. While we may decide to accept measurements as an indicator of a value, nothing in such numbers can tell us which values are relevant to a given situation or problem, nor can they tell us how to arbitrate between conflicting values. We should recall Weber's warning that no science can demonstrate its truths to the person who rejects the assumptions on which it rests. Or, to drive this argument even further, think with Schumacher that no amount of sophistication in scientific technique can reverse the error involved in starting from a false premise. The basic difficulty, therefore, in evaluating research or in evaluating anything, is to know which sets of initial assumptions or values are the right ones.

These difficulties are particularly acute in the social sciences. It is social reality that social science speaks to and that reality is fashioned by man. The ways of the world are as yet more powerful than any social science. The very stuff that social science considers, then, is shot through with values and assumptions. This is not to say that social reality cannot be considered scientifically, but only that we must always be aware that the findings of such science rest on values and assumptions that may be, and frequently are, questioned by those who do not live by them. The complexity of values in social reality means that it speaks to us with what Paul Ricoeur calls "a plurivocity"--a multiplicity of voices. The social scientists' job is to understand what those voices are saying, not to impose a single interpretation upon them. Thus the task of the social sciences in Rocoeur's analysis is to help us to understand each other better and to open up critical examinations of the values from which we act. We should not place, he argues, the social sciences in a role that makes them the final arbiter and judge of reality and experience. for where we find such ultimate, unilateral power in the affairs of men we call it violence.

My answers to this questionnaire have argued strongly for the social sciences and for a plurivocity of methods, values and assumptions within

Question 16 cont'd.

them. The social sciences deserve to be stringently examined in the light of their own values. Such values are, I believe, worthwhile. I also believe that they can best be realized through policies and practices that involve researchers with questions of both theoretical and practical significance and that continually stimulate critical and creative intelligences. If these assumptions are not accepted by those who control social policies and the access to resources, I doubt that social science itself has any means to convince them otherwise.

Question 17. (a) Miscellaneous

This questionnaire has been cast within what can be called a rationalist and quantitative bias. Such a bias is not without justification and not without its capable advocates and apologists. My final comment, therefore, is simply to point out that it is a bias, a value. Increasingly in recent years, researchers have come to recognize and wonder at the gulf between the qualitative and the quantitative domains. There is no solid bridge that links the chasm between them, yet somehow we must, and regularly do, cross it. As Wittgenstein pointed out, we are bewitched by our language games. And he added: "I have yet to see a number in the world around me." The numbers are, of course, imposed from our minds onto the world as we slip over that chasm between the qualitative and quantitative.

In closing, then, it may be appropriate to remind ourselves that some social sciences use logics and methodologies that do not rest at all upon quantitative representation of reality. Their representations of reality may be symbolic, but their symbols are not numbers, nor are they "rational" in the narrow interpretation of that term given within mathematics and formal logic. In Charles Dodgson's little-known essay on formal logic, the Turtle asked Achilles why he must accept a logical conclusion. After failing to demonstrate by logic why logic is inevitable and unavoidable, Achilles finally says in desperation that the Turtle

must accept a logical conclusion because otherwise "Logic will grasp you by the throat and force you to accept it." Of course, it is not logic that will so grasp us by the throat, but other people--possibly other logicians or other social scientists.

Something of this dilemma may be resolved if we recognize that there are kinds of sciences, or at least kinds of social sciences. Each kind rests on fundamentally different assumptions and uses strikingly different kinds of methodologies and internal logics. In order to make room for the social sciences that follow Weber and emply methods of <u>understanding</u>, rather than explanation, we might note a distinction that Habermas makes among three kinds of knowledge. Each has a kind of science and the distinctive methodologies appropriate to it. The first kind aims at technical control and explanation (empirical-analytic science), the second at mutual understanding (Historical-hermeneutic science), and the third at emancipation (Critical science). These types can be illustrated (though not fully defined) in the Skinnerian psychology, Rogerian therapy, and the pedagogy of Freire.

The aim of a comprehensive, non-dogmatic policy for the social sciences should support research and expand knowledge in each of these domains.

<u>Question 17 (b).</u>

A thorny problem all social science researchers face is access to data. Legitimate concerns for informed consent and respect of privacy are certainly accepted, but the problem doesn't stop there. There is often a reluctance on the part of schools, factories and people in general to participate in research, just as often for good reason, one suspects.

Who could learn from those who conduct opinion polls, perhaps, but their obvious relevance and demonstrated preservation of anonymity will be hard to match. Some research on getting access to data, some public relations work and perhaps a subsequent conference on this theme would not be out of place.

REPONSES DE:

YVAN SIMONIS

Directeur, département d'anthropologie

Université Laval, Québec

Evaluation de la recherche en sciences sociales

(Grand-Mère, Québec, mai 1981)

De manière générale, les sujets proposés à notre réflexion sont très complexes.

De manière générale aussi, il convient d'être très prudent dans la définition des objectifs de connaissance à encourager. Il est essentiel de prévoir une large marge à la définition de nouveaux objectifs par les chercheurs et de leur rendre possible des soutiens financiers. Ceci n'empêche pas d'encourager la recherche sur des thèmes utiles à la communauté.

I Question 1.

- A long terme, le meilleur service que les chercheurs en sciences sociales puissent rendre à leur pays est de connaître les autres pays car le Canada aura à vivre de plus en plus des relations politiques, économiques, juridiques et culturelles avec d'autres pays dans un monde où plus aucun pays n'est seul, où l'identité des pays sera de plus en plus marqué par les relations qu'il entretiendra avec d'autres.

  En ce sens, il faut encourager les recherches descriptives d'autres sociétés et nous comprendre de plus en plus dans la comparaison avec elles basées sur nos relations avec elles. En effet, notre identité canadienne à long terme dépend de ces relations (comme celle des autres pays d'ailleurs.

- Bref, former une intelligence canadienne capable d'une grande variété de réactions et d'initiatives dans une grande variété de contextes différents.

- Sur un plan moins politique, moins général, il me semble que je viserais à une recherche fondamentale obstinée à mieux comprendre les conséquences de nos décisions. Je m'explique: au-delà de ce que notre conscience a besoin comme informations pour décider, se trouvent les conséquences de nos décisions. Autrement dit, s'il n'est nul besoin de percevoir toutes les conséquences de nos décisions pour décider, il est certain que nos décisions ont des conséquences bien au-delà de ce que nous percevons à l'occasion de nos décisions.

  Ceci me paraît crucial. La vie sociale provoque des crises cardiaques sans les avoir jamais décidées, prenons cet exemple, mais c'est vrai aussi de la pollution, de la méconnaissance des limites de nos environnements naturels, de la criminalité, etc. La

recherche fondamentale devrait voir à augmenter la conscience des dimensions multiples des conséquences des décisions, de nos actions à tout niveau. En un mot, le thème des implications de l'action consciente.

Question 2.

- D'accord avec l'objectif d'établir des fondements théoriques plus solides.

- Il n'y a pas assez de recherches théoriques et elles sont trop répétitives.

- En anthropologie, les recherches sont actives mais on manque cruellement de chercheurs plein temps mais comment les choisir sans pénaliser les autres tâches que les universitaires doivent remplir? Solution: la création d'un Centre National de la Recherche Scientifique où des chercheurs pourraient travailler une tranche de 3 ans sur une recherche fondamentale.

  C'est la multiplicité des tâches, les critères de promotion, etc. qui sont en bonne partie responsables de la dispersion de la recherche.

Question 3.

- Il est toujours utile de travailler à la précision des termes du langage naturel utilisé par les sciences sociales mais sans illusion car ces termes doivent être exploratoires et donc toujours redéfinis.

- Quant aux langages formels, ils sont supposés être précis et chaque chercheur confectionne les siens trop souvent.

Question 4.

- Il est difficile de répondre à la question.

- Les faits sont innombrables et aucune méthode n'est capable d'en rendre compte, le seul jugement sur la méthode comme méthode dépend des objectifs de la recherche et de la cohérence de la méthode.

- Il me semble qu'aucun jugement général n'est possible ici.

Question 5.

- J'ai beau réfléchir à la question, je ne vois que deux lignes de possibilités:
  1. Recourir à des experts reconnus, au sujet de recherches précises, pour leur faire évaluer, sur la base d'une grille de facteurs répondant aux objectifs de l'évaluation souhaitée, un échantillon de recherches financées par le CRSHC dans les 3 dernières années.

2. Faire connaître à l'avance aux chercheurs la grille précise sur laquelle leurs recherches peuvent être évaluées,

II Question 6.

- Importante question.

- Les bénéfices sociaux sont évidents mais ne sont pas de l'ordre de l'outil. Ils sont plutôt de l'ordre de l'influence sous forme d' une dérivée progressive des jugements qui fondent les décisions à conséquences sociales.

- Si on parle des moyens à prendre pour atteindre des objectifs sociaux, les sciences sociales sont sûrement utiles pour mieux éclaircir des décisions mais s'il y a bénéfices sociaux suite à ces décisions il sera très aléatoire de savoir si ces bénéfices sont dus à la recherche en sciences sociales.

- La diffusion des résultats scientifiques est essentielle auprès du grand public mais je serais incapable de justifier ceci en raison des effets de cette diffusion.

- L'obstacle principal à l'utilisation sociale adéquate des résultats scientifiques, c'est que la décision politique intervient, qu'elle est inévitable et nécessaire et qu'elle ne vient jamais en déduction d'un discours scientifique.

Questions 7 et 8.

- J'ignore tout, sinon des perceptions et impressions personnelles, de l'utilisation des sciences sociales par l'administration publique ou parapublique ou encore par l'entreprise privée.

Question 9.

- Je ne pense pas qu'il y ait d'utilisation directe de la recherche en sciences sociales dans le grand public.

- Certes, il y a un rôle de formation intellectuelle du grand public mais par des courants de recherche très diversifiés et à fort quotient idéologique.

- Il y a, à mon avis, opposition de principes entre la recherche en sciences sociales et son utilisation. L'utilisation n'est pas du même ordre que la connaissance et d'ailleurs n'est jamais déductible de la connaissance.

Question 10.

- Tâche impossible comme objectif général, mais on peut se fixer des objectifs particuliers dont on peut ensuite évaluer les résultats.

- L'utilisation sociale (politique ou économique) de la recherche en sciences sociales n'est évaluable qu'à long terme. Encore une fois, la seule évaluation possible me paraît liée aux rapports qu' il peut y avoir entre une recherche dont le but est d'application et cette application. La recherche atteint alors ses objectifs mais le débat est quasi interminable sur la valeur de l'objectif.

III Question 11.

- Les organismes qui donnent des subventions pourraient dans certains cas être plus exigeants sur les rapports de recherche.

- Les organismes d'Etat pourraient se donner des % de fonds alloués par des recherches urgentes ou à application pratique prévisibles clairement.

- On peut toujours rationaliser l'organisation mais gare à la perte adaptative au-delà d'un certain seuil.

- Surtout pas d'unification théorique.

Question 12.

- Le Canada est un pays privilégié pour les chercheurs pour ce qui est des fonds mais les chercheurs ont du mal à se dégager pour faire de la recherche.

- Pas assez de ressources pour les sciences sociales sur la recherche fondamentale de groupes et de longue durée.

Question 13.

- Tout projet devrait avoir un numéro de code, être résumé en quelques lignes, placé sur ordinateur et l'information transmise rapidement aux universitaires pour éviter trop de doubles emplois, l'isolement des chercheurs, etc. Une sorte ISSN ou ISBN pour projets de recherches subventionnés. Cela se fait déjà d'une certaine manière mais après coup ...

- Sur le plan international, il faudrait définir quelques expériences pilotes que l'on suivrait très sérieusement.

Question 14.

- En général, les disciplines en sciences sociales restent beaucoup trop cloisonnées et leurs recherches respectives restent trop inconnues.

- J'ai constaté que le gouvernement provincial a plusieurs abonnements de la même revue scientifique, ce qui n'est pas le cas des services fédéraux, me semble-t-il.

- L'entreprise privée, c'est quasi nul sauf des revues la plupart du temps directement utiles aux objectifs de ces entreprises.

- Auprès du grand public, la diffusion est assez bonne mais la distinction entre les livres et revues de recherches et les livres et revues de vulgarisation n'est pas assez claire.

Question 15.

- Le système de bourses est satisfaisant.

- Il n'y a pas trop de chercheurs mais trop de dispersions en recherche fondamentale. Il faut promouvoir des groupes sur des recherches de plus longue durée.

- Il est très difficile de lier recherche et marché du travail.

Question 16.

- Point important: connaître l'organisation du temps des chercheurs. Ne font-ils que de la recherche? Que font-ils en plus? Leurs institutions les libèrent-elles pour la recherche?

- L'organisation de la recherche est d'abord fonction du temps disponible pour la recherche.

- Développer les jeunes chercheurs est important. Voir par conséquent quelles recherches prolongées se font par de jeunes chercheurs et dans quel cadre institutionnel.

Question 17.

- Rien de spécial pour le moment.

ANSWERS FROM:

SHARON L. SUTHERLAND

School of Public Administration

Carleton University, Ottawa

Note: Dr. Sutherland send us with her answers a copy of the introduction of Mr. William Buxton's Ph.D. thesis Social Science as a Strategic Vocation (Berlin, 1980). This text will be available for consultation at the conference.

I. The Cognitive Value of the Social Sciences

Question 1. What kinds of scientific results should social sciences preferably seek to produce?

I can only approach this question by asking myself "What do you most need in your own areas of interest (social psychology, political behaviour) to enable you to be more involved and more productive...". My answer concerns not so much new knowledge, or problems solved, as it concerns the need for powerful, illuminating, critical review of what already exists.

I locate "the literature" with difficulty through my library resources, much research is eclectic, fragmentary and seemingly isolated from any large coherent tradition or body of theory, and when I attempt to evaluate it, I find myself with as many scales as contributions to weigh. Each time that I have taken on a new research interest I have been surprised by a lack of real consensus among researchers in the general area about what comprises the core of the current "blue chip" literature.

Accordingly, I would like to see groups of scholars working co-operatively to identify the contributions which have been made to various problem areas, and to separate them into appropriate "schools" on the basis of assumptions, methodology, etc.

I would also think more and better basic descriptive social science is necessary. I do not, however, think it is possible to generate and maintain large bodies of quantified information without the involvement of the state, and think this is problematic.

In short, my view is that much basic consolidating and reflexive activity is necessary before we can know which approaches, used in what ways, have the greatest potential of inspiring creative activity.

Question 2. What is your personal evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level?

My main area of interests within social psychology has revolved around attitude theory. Because of its nature, the research must always be allied with one theory or another. In the last forty years, it is only slightly an exaggeration to say that theory has gone full circle,

and we "know" no more than we did at the beginning. It seems to me that it is also fair to say that the theoretical aspects of the work have not been rigorous enough: theory has seemed most often to be an overlay or a rationale for claiming publication rather than the inherent motive for the research. People have held an implicit view that "facts" would gradually acrete to large and undeniable "truths". Further, because of the fragmented nature of disciplinary traditions in North America at least, many researchers have assumed foundational "truths" from allied areas which were under attack or had been rejected in the fields which generated them. I would say that more than 90 percent of the work in my own field suffers the effects of such isolation, my own work included.

Question 3. What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?

I think I think that terms have meaning not only from their own stipulated definition, but also from the body of theory to which they belong. I do not know if this condition is necessary as well as contingent. Thus I would suppose that some areas would be more suited to a "thesaurus" approach. In my own fields I would like to see languages separated/ disentangled rather than standardized across any natural boundaries. My view about use of mathematics is that too much has been misapplied to unsuitable problems - that it has been more a matter of fashion than of "science". Similarly, context has been lost as terms have been insufficiently linked to "observables".

Question 4. What is your personal evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences?

With reference to your third sub-question, I have found that routines for collecting, analysing and preserving empirical data are woefully inadequate. Measures are so unstandardized that systematic comparison of results across research projects is often impossible: it is a pious, routine fiction. Further, the individual scholar simply does not have the resources or the time to attend to "field courtesy" - to keep documentation current, definitions standard, working papers accessible, etc. The logical thing is to provide for "archives" or libraries for primary research materials, but this activity has been cut back in recent years. It is hard to know, also, whether it is a necessary step in the advancement of the empirical social sciences. I was deputy director of the main "data bank" in England a few years ago, and we were often unconfident about whether

we were collecting "the right stuff". In the last few years, however, the British data bank has thrived and has become a central actor in the British social science community.

Question 5. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the state of research in the social sciences on the cognitive level?

I think a distinction might be made between the conduct of systematic studies and the systematic provision for the conduct of any kind of study. The second would be easier to manage. I suppose SSHRC could provide grants to established scholars in order to enable them to undertake comprehensive reviews of the state of research in their field. A group of established scholars could then read and comment upon drafts, in a detailed manner, and could perhaps even provide dissenting or qualifying positions on major issues. Professional associations could be used to gather comments from independent scholars. Final summaries of major issues and positions, plus an opinion on what it all added up to, could be commissioned to cap the process in each area.

Such studies would be in order at this time, I think. A start could be made in a few areas, to see whether any material of interest could be generated in this rather artificial manner: I suppose it is the task that the Journals are supposed to accomplish in a spontaneous fashion.

II. The Social Utility of the Social Sciences

Question 6. What kinds of social benefits should our societies expect from research in the social sciences?

It seems to me that social science can tell us, given the current definitions in use in society and given the current value understandings, what the current situation is. This is if we are lucky, and sufficient base-line information exists so that a description can be cobbled together with a manageable amount of work. The substance of the description can then have some implications for change in goals and values, if it challenges the assumptions on which they rest. Otherwise they seem to remain rather invisible.

Social scientific "knowledge" can of course serve as only one resource in decision-making processes. The main use at present, in my view, is to cloak political (value-driven) decisions as rational decisions (fact-driven). Social science is in many ways a disguise which prevents us seeing

more clearly what is going on, and on what grounds decisions could be taken. This sounds dogmatic, and I apologise. In my view "social science" is over-used, or wrongly used, and I would not encourage more use in the present context.

Question 7. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by public administrations?

Social science in the areas I know is "used" in two main manners in goverment: 1) as general illumination/background to a problem in which a set of beliefs are accepted as non-problematic, whether they are or not, and 2) in specific knowledge-seeking ways as when information is purposefully gathered or new research is purposefully undertaken.

I do not think that research is under-utilized: rather I think that social scientific "truths" are insufficiently examined and that much government-sponsored research is a wasteful expenditure of funds in a misconceived manner. I think Lindblom and Cohen's book Usable Knowledge is very illuminating in this regard. No grand ideological deceptions need be posited: much research is foredoomed simply because the terms of reference for the research presuppose that a solution to some broad problem will be found within the jurisdiction of some current minor facet of the state apparatus.

The only contradiction I perceive between democracy and the political use of specialized knowledge comes in the pretense that more of such knowledge is "objective" or value free than is the case. It seems to me that many properly political debates are cloaked as matters for expertise or technology.

Question 8. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by private enterprise?

My only experience is in journalism, where "research" tends to be into preferences and characteristics of the readership. This can be very sophisticated and useful to management. There are more serious concerns, however. In Canada in particular, the media do not perform an adequate job of conveying to the public either the status of research into various problems, nor the gist of current knowledge (scientific or social scientific). The gap arises as a result of the structure of the media in this country. One

outcome is, I think, the absence of an informed and critical policy community for many key issues of our time. Government is left to deal with issues as though it alone were concerned.

Question 9. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences among the general public?

Of course social science "results" affect the beliefs of the general public: Freud, Adam Smith and Darwin, for obvious examples, inform everyone's thinking, every day. In a more trivial sense, more specific "social scientific truths" powerfully inform the helping professions. One sees social workers, for example, acting on the basis of labeling theory or on a medical model of delinquency. Much of this is mystification, as you suggest, pure and simple. But one must always act as if something were true. I suppose that I think that the choice of operating assumptions in all aspects of public life should be more conscious, so that the basis for choice would be more readily examined. Popular culture in English Canada seems to be virtually devoid of attempts to foster such awareness. Again I put this down to the media.

Question 10. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences?

I doubt that one can establish a highly accurate method of evaluating the social functions of research in the social sciences. Rather, I think that one can only hope for analysis which expands upon these functions.

I am presently reading parts of a dissertation completed in 1980 by William Buxton (for the doctorate in Economic and Social Sciences in the Department of Political Science of the Free University of Berlin) called Social Science as a Strategic Vocation. Buxton argues that the "knowledge" generated by Parsons and his admirers was explicitly addressed to the perceived knowledge requirements of the American state in the changing world order, i.e. that rather than being intended to be "value free" their work was addressed to the practical (if abstracted) social-political problems of the day. He ties his arguments to the historical context. This is the kind of analysis we require. I do not know how to orchestrate its provision, other than to say that North American social science should perhaps become more European, more subtle.

III. The Organization of Research in the Social Sciences

Question 11. What should be, in the existing state of affairs, the main objectives assigned to the organizational process of research in the social sciences?

Question 12. What is your personal evaluation of the current system of funding in the social sciences?

Question 13. What is your personal evaluation of the current system of production of research in the social sciences?

I do not know enough about the present funding arrangement or its capacity in comparison to need to add to this discussion.

Question 14. What is your personal evaluation of the current system of transmission of the results of research in the social sciences among non-specialists?

In a word, there is not enough "vulgarization" of research results. But I also think the word "results" is often misleading: perhaps we should re-name research outcomes as "hints" or "suggestions" so that they are presented as more properly tentative.

The transmission of research hints to special expert publics is a different question. Perhaps transmission is less important than encouraging a sense among potential "users" that many problems require more attention and analysis than they get in their earliest, formulation stages. They will then actively search out information.

Question 15. What is your personal evaluation of the current system for the training of researchers in the social sciences?

My perception is that many people currently working as social scientists in the federal government and also in the Universities have been trained too shallowly and too narrowly in both the substantive concerns and the methodological tendencies of one or another discipline. There is too little recognition of the generic nature of many problems. Further, methodological training seems often to be insufficiently grounded in what one might call basic analytical skills. I would be in favour of early grounding in the kinds of formal skills traditionally taught in philosophy departments.

Question 16. What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the current organizational process of research in the social sciences?

I think we must begin with description and some detailed comparative work.

IV. Miscellanea

Question 17. Do you have any further relevant remarks (i.e., which have not already been included among your previous answers) concerning the themes of the conference? If so, please feel free to make them.

I have no further relevant remarks, being indeed unsure if any of the foregoing are relevant, but thank you for the opportunity.

ANSWERS FROM:

JOHN E. TRENT

Social Science Federation of Canada

Ottawa, Ontario

I. The Cognitive Value of the Social Sciences

Question 1: What kinds of scientific results should social sciences preferably seek to produce?

As far as society is concerned, that is, those who pay for and may use the results of our social science establishment, the first task at this time is to provide systematic, empirical evidence, carefully stating on each occasion how (method, values if relevant) the knowledge was arrived at.

Aside from the production of basic knowledge, the main task within the social science community is to improve our methodology by (a) integrating values, (b) becoming interdisiciplinary, (c) seeking broad social explanations as well as (d) methodology for applied research.

While we are capable of going beyond description and data gathering to analysis and explanation, we should venture into prediction with much less assurance than some have become guitly of (especially "futurologists" on one extreme and "one-variable linear extrapolators" on the other). In particular, we should recognize to a greater extent the "low level" explanatory role of current social scientists. While we are searching for the perfect micro theory or the great explanation of human nature and society, most potential consumers are wandering around wondering what inflation, or productivity, or left and right, or paranoia mean.

Question 2: What is your personal evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level?

I heard it said recently that we should get on with doing the best social science research we can in the country at this time and not wait for perfect methodology and theory. Practice will lead to improvement. Social scientists, when judging each others' work, should keep this in mind and not just try to demonstrate their own superiority by only underlining the imperfections of others. Otherwise, we will be sitting around and never achieve. It is interesting these remarks were made in Germany, a country many consider to be quite advanced in the social sciences. Nevertheless, it is perfectly applicable in Canada where we thinkg we must be decathlon experts before we can even walk properly. This thought should be keep in mind when considering the following which will point out some of the general weakenesses of the social sciences - in Canada as elsewhere.

These appears to be a generalized frustration within and without the social sciences concerning the inadequacy of our theory. Few expect now us to fulfill the hopes of the 1950's for generalized theory and laws of social conduct, to manage the economy, to prevent or manage political and social crises, to radically improve education and learning, to explain individual psyche and behaviours.

Some particular areas of difficulty:

The breakdown in general theory due to (in part):

- the sterile debate between "Marxists" and "liberals" which has seen both sides hardening their ideological and (out-of-date) academic stances, refusing to admit the value in each form of theory, and not seeking the breakthrough of a new synthesis or forming the working groups to bring it about.
- the fractioning and individualization of social science effort because of tendencies inherent in behaviourism, the decline in both funding and respect for the social sciences, inappropriate funding strategies and lack of centres for coordinated and concerted efforts.
- the colonialist mentality of Canadian researchers which makes them seek security in American and European models and orients them away from concentrating on broad theory derived from and applicable to Canadian experience.
- the growing realization by many that after the hopes of graduate school, we each learn in (even our specialized) fields of research that the more we know the more we need to know. Each discovery opens vistas of ignorance. We have not attacked this problem by systematically and collectively building on areas of competence. Each of us develops a growing feeling of inadequacy which we mask behind a plethora of knowledge and (partial) explanations. This problem is augmented by the veritable avalanche of articles and books from around the world reporting on new partial knowledge and theory. Each of us finds it so difficult to keep up with it -even in very narrow, specialized fields. In turn, many scholars are tempted towards the new scholasticism which consists of spending all our time quoting other sources of research and explanations without taking the time to think creatively. Few overviews and syntheses are produced. The publishing mores for advanced career attainment only serve to enhance this trend.

Not only is careful, broad-based, long-term research rarely prized by this predominant style of scholarship, but it is stifled by administrative, professional and community duties. In other words, few, if any individual scholars, find the concentrated periods of time necessary for intensive theory construction and we have neither developed the techniques nor provided the infrastructure for collective theory making.

Together, these conditions have tended to push Canadian scholars towards partial theory-making rather than general theory construction. It should be noted that the problem seems to be environmental rather than hereditary. Some of the leading American and British theorists are Canadian born.

There are several other areas of weakness in the social sciences that combine both theoretical and methodological difficulties. Only recently has a start being made on the development of theory and methods for applied social science research. The same can be said about the theory and practice of the transmission of social science knowledge to social groups and decision makers. To my knowledge, virtually nothing is being done in either of these areas in Canada.

We still are on the point of indecisions with regard to the role of values in social science research. There seems to be wider acceptance that social research, by its nature, cannot be value free. There also seems to be some agreement that ceteris paribus statements or an attempt to make clear one's values and approach are not sufficient solutions. Some academics have have told me that this situation gives them the licence to instill their own values, at least in their approach and their teaching, in any way they wish and that even the traditional scholarly search for truth is no longer applicable. On the other hand, although several books have been written on the subject during the past half dozen years (at least one of them being Canadian), I am not aware of a sufficient attempt to integrate values in our theory and methodology in the manner that still permits objective, empirical research and general theory construction.

It would appear the criticism that there has been too little socially relevant theory in Canada is justified. On one hand, much published theorizing in Canada is on academicaly obscure fine-points (however important they may be) while, on the other hand, Canadian social scientists have been generally (ie. there are major exceptions) absent from debates on major issues or too late to have an impact on them. It is difficult to imagine all the variables affecting this tendency or to declare the key factors. Some would flow from the considerations mentioned above. Others would include: a peer system which gives precedence to academic discourse; a funding system which favoured individual entreprises and esoteric consideration; the very great difficulty for the average academic with all his others obligations, to keep up with rush of public events; a certain repugnance for "dirty" public debate and a desire to remain neutral and non-politicized; and the sheer lack of numbers of social scientists.

The last point requires expansion because it is central to much of the evaluation of social sciences in Canada. While there has been an extraordinary expansion in the number of academic social scientists in Canada during the past two decades, there are rarely more than a thousand of them

in any given discipline. These thousand or so professors are expected to carry out full-time teaching and administration loads, including course research and preparation in most of the universities and colleges. They must also cover for the 1/7 to 1/5 of their members who are continously absent on one form of leave or another. They are also responsible for teaching and research in a growing myriad of sub-disciplinary and interdisciplinary areas. They must produce research and publications. To some degree, they are expected to be active in their communities. They are individually responsible for promoting their professional standards through regional, national, and international professional associations in their discipline, their specialization and inter-disciplinary activities. They are often offered considerable funding to do contract research which is seldom published. They are expected to be ultra competent in various specialized areas which usually makes it difficult to find available brain power to respond to new public issues. In fact, intense activity in research areas usually follows, and does not preceed the appearance of a public issue. This is not to deny the importance of the "llok-out" or "radar" function of individual social scientists who announce public before they are fully upon us. However, they are usually considered to be critics and gadflies rather than socially relevant.

Despite all the above difficulties, one must note that in recent years there have been considerable achievements in data production, analysis and explanation. Our social indicators are much more powerful.
In a number of areas, intense work has done on pre-theory and narrow gage theory. The question now is how to bring a lot of this together. So my answers to the specific questions above are that we do not have enough theoretical research in Canada, that a part of our problem has to do with the fractioning of the social sciences, and that we require much more research regarding the social sciences in Canada.

Question 3: What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?

The problem of social science language has become infinitely complex. On the positive side, we can say there has been a great awareness of the inherent difficulties and some efforts to overcome them within various fields of specialization. On the negative side, there is no general agreement on terminology and, even within the social sciences, it is often difficult to follow all that is going on in one discipline outside one's field of specialization, let alone in other disciplines or specialized interdisciplinary areas. In some cases, we even seem to be making progress backwards. The International Political Science Association has just received a proposal to set up a study group which would have among its aims the further analysis of such concepts as jutice, democracy and liberty!

The reasons given for this situation are often cynical. Social scientists are supposed to be developing jargon to camouflage their ignorance or to gain professional status. While there is probably an overuse of jargon, most of us know from our personal experience that it stems from a real desire to develop acceptable, shorthand terminology that allows people within areas of specialization to better communicate with each other. We all know how difficult it is, on an individual basis, to make the definition of an other scholar perfectly fit the approach we are taking in our research. At a more fundamental and general level, we find that our real problems are with the concepts behind the terminology and that these concepts have a real basis of differentiation deriving from linguistic, ethnic, regional and time-bound configurations.

Great attempts have been made to come to grips with these problems at the international level during the past decade. A research committee on Conceptual and Terminological Analysis (COCTA) was formed within the International Political Science and Sociological Associations. It has become a Committee of the International Social Science Council and a consultant to Unesco. Unesco itself has established several projects to further the work of preparing international encyclopedias of basic social science concepts.

Canadian scholars should assist in these efforts at conceptual clarification which can only be legitimately undertaken at the international level. With regard to communications between social scientists and the general public, I wonder if we must not sadly come to the conclusion that given the tendency towards the formulation of specialized, short hand terminology, there is less and less hope that the general public will be able to easily comprehend social science research. If this is so, then it means we must make a continual and organized effort to communicate the results of social science research to decision makers, various specialized audiences and the general public.

Question 4: What is your personal evaluation of the current state of empirical methodology in the social sciences?

Generally, I think that our empirical methodology is quite good, that is, it is adequate now and improving all the time. Rather, I suspect that a sufficient amount of the social science research done in Canada does not always live up to the methodological rigor that has already been devised.

I have the impression that hypotheses that are supposed to direct research and that are supposedly to be tested, more often than not turn out to be post hoc explanations of what has been found. While it leads me to question strict adherence to the method of hypothesis testing and to prefer posing questions and specifying dependent variables (especially in large scale research), I am not sure it is a crucial issue.

The methods of data processing are adequate and improving all the time but it is not so clear that our data banking, archiving and libraries are so adequate. Comparative and secondary use of data will suffer because of the closing down of the "Data Clearing House". This was an area in which Canadians had moved ahead of other countries and it is to be hoped that the functions of the Data Clearing House can be picked up by some other institutions.

Question 5: What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the state of research in the social sciences on the cognitive level?

Let me start by responding to the last element of the question. I do not think we can proceed much further with the development of the social sciences in Canada until we have adequate empirical and evaluative studies of our disciplines and interdisciplinary studies.

In seeking systematic information on the development of the disciplines and evaluating the state of research, there is a significant distinction to be made between description, analysis and evaluation.

Descriptions can best be undertaken on an annual or bi-annual basis by the disciplinary and inter-disciplinary associations. It should be clear from the above that if we are to evaluate the state of research we must have basic information, both on research activities and the infra-structure of research. It is difficult to direct additional resources towards areas of weakness or strength if we do not know where they exist. And there is the infatuation of the research councils with what they call the "rate of participation in research grants"; the incomplete figures presented by the SSHRCC in its Five-Year Plan have done considerable harm to our ability to obtain funding. Are social scientists overworked or underworked? How much more can be expected of the existing corps of professors? The associations should collect information from all departments on the number of professors and all their current research activities and interests(research grants, contract research, personal research, etc.); this means we will also have to define research. For instance, I define as research that work which will lead to a written report, article, chapter or book. The report will be made to an organization, the other material will be published. Excluded is work that is done uniquely with regard to preparation of a course.

The material should be collected as anonymously as possible. Reports from departments should indicate professors by a letter or a number. Departmental reports should be sent to associations without the name of the department.

Up to this point, my proposals suggest that all social scientists in Canada are to be found in universities. Of course, social scientists are to be found to a growing extent outside universities. If we are to have a complete picture of social science research in Canada, reports should also be made on research activities in government and business.

Associations and other reporters of research activity will probably want to analyze the current state of development and research in their discipline. This may be done using criteria of interest to the association, the funding Council, univeristies and educational authorities or other government bodies, etc. The criteria may include the completeness of the range of fields under research; the depth of research in particular fields; its compability with pertinent international standards, i.e. is it world class?; availability of broad and narrow gauge theory; pertinence to the Canadian scene; applied versus theoretical balance; critical versus analytical balance; the availability of sufficient researchers to handle the task at hand; the amount of published research; etc.

The evaluation of the state of development of a discipline and of the quality of research, however, is an entirely different kettle of fish. Due to professional biais and jealousy, it is very unlikely that this sort of study can be carried out by a committee in an association. It is possible that associations will want to sponsor such studies simply to make sure that they are carried out. But after that it should be left to scholars to do what they do best - scholarly analysis. One or two editors should invite specialists in various sub-disciplinary areas to undertake brief studies of their field. Most of our disciplines are now too broad and have too many fields of specialization for any one scholar to be able to have an adequate overview of the entire area. It may be that the editors will want to specify some criteria or some theoretical guidelines for the studies. However, this is a very difficult area. Dominant interests or just plain "fads" change from period to period. For instance, just half a dozen years ago, critical analysis and the Marxist approach were in their zenith. Today, the predominant trend is towards policy relevance and applied social sciences. I still think that the best antidote is rigorous scholarly analysis that is published and a pluralism of voices. It is, in fact, the doing and the publishing of such studies and the debate that follows them that makes for the progress of the discipline. It will, of course, also be helpful if the editors are cognizant of the sociology of the discipline and the history of its shifting paradigms as well as of the predominant social and political interests of the moment. It is out of this mix that a given set of criteria will be produced for the study of a discipline at any one time. Finally, we should be open enough to recognize that social scientists are not much better at taking their own medicine that are doctors. All too often, we have seen that predominant ideologies or research paradigms have hobbled the objective evaluation of the state of a discipline. It is probably, therefore, useful to obtain "outside" evaluation of the discipline from other countries and from neighbouring disciplines and from professional and relevant applied fields of activities. Both the editors and the individual authors of the studies will be able to study the quality of the research itself (as opposed to the state of the development of the discipline) by using the most rigorous methodological criteria currently existing. I would assume that it is only worthwhile undertaking such studies every ten or twenty years. In between time, one can count on individual scholars undertaking critical studies of the field on their own impulse.

II. The Social Utility of the Social Sciences

Question 6: What kinds of social benefits should our societies expect from research in the social sciences?

The question is deceptively simple and clear. In fact, it is neither. What do we mean by "our societies"? Are we talking about collectivities or individuals? About government, business, labour, community action groups or the general public? What is meant by "should expect"? What I think they should expect? What those who pay for research should expect? What the social sciences ideally should provide? Or what the current state of the art permits? Even the simplest of these questions, "who pays", is frightfully complex because the taxpayers and consumers provide the funds for government and industry. If we were to ask what should the morally-responsible, individual social scientist offers to society, we are into another whole ball game. Similarly, what is the meaning of "research in the social sciences"? Do we mean the work of independent scholars? contract research? or applied research? or all of them put together? I raise these questions because we should probably discuss them at the conference. In a short answer one can only be frightfully arbitrary.

My arbitrariness takes me toward the description of what I would call " a practical ideal" of advantages that social science research both can and should offer society. I fear, however, that my practical ideal is more traditional than original. First, social science is the modern method for providing a society with basic knowledge, information, data, etc. This is the major function fo social science. It provides a society with self knowledge based on evidence that is better than opinion, faith, or common sense. Second, social science should provide a technique for the evaluation of policy choices, and decisions for groups and individuals. A rigorous methodology, the exposition of competing values, variables, comparative experiences, and potential outcomes presented in a systematic and objective fashion is the advantage here. Third, social science research can offer a systematic and rigorous analysis of current situations, behaviour, social problems and issue areas as well as an analysis of their background and their causalities. Fourth, social science provides a criticial evaluation not only of specific social conditions and policies but also of the general structure and functioning of society. I call this the "feed back" function. Having spent a fair time in a number of socialist countries, I would almost be prepared to say that it is the most important advantage of social science because it is the one that leads to progress and evolution rather than social breakdown and revolution.

When we think of advantages of the social sciences, there may be some tendency to think in large scale terms. It is important to note that all the above advantages apply equally to knowledge about individual and small group behaviour as they do to major policy issue areas. What has been left out of the above list of advantages is a consideration of the impact of social and behavioural theory, generalization, laws (or even social engineering?). This is because I am somewhat ambivalent on the subject. On the one hand, some areas of social science (e.g. political science, history, education, law) are constantly and even maliciously accused of having non-theoretical bases while disciplines which have been considered to be theoretically sophisticated are now having their whole foundations called into questions. On the other hand,

there is constant proof that we have a considerable number of generalizations and bits of theory about both behaviour and social relationships that have a lot of in daily uses in education, politics, the economy, psychology, and management, etc. There is even a growing concern that we are losing large chunks of knowledge and theory because of our penchant for attacking supposedly new areas of research and never foot-noting anything that is more than a year or two old. Nevertheless, I think there might be some general agreement that with regard to broad social theory, our work is not very conclusive. Both liberal, capitalist, and even socialist macro theories appear to be in complete stagnation with a requirement for a new synthesis being one of the most accute problems in the social sciences. We should, therefore, be sponsoring more individuals and collective efforts at theory building.

The social sciences can aid in the definition of social goals but not in their choice. We do this through independent political criticism and general theory building which throws current goals and potential goals into relief. We also help by clarifying the values that are being pursued (explicitly or implicitly) and the conditions that will effect the possibility of attaining goals. Much the same can be said about the choice of measures to be taken. Social scientists can delineate the majority of variables that affect potential measures, weigh alternatives and evaluate existing programmes. The capacity of social scientists to do this effectively depends on when the decision-makers ask them to participate in projects (i.e. can they help to define the projects and what latitude is given to them in their research). It also depends on whether or not time, money and conditions will be made available for testing and evaluating alternative measures and perhaps comparing them with the experience of other countries or whether we are simply being asked for hypothetical solutions. One often hears these days that social scientists are not able to answer the "hard questions". Often this depends on whether social scientists can put their tools to work. In general, it appears that social scientists have to be very careful, especially if they are working on contract, about specifying priorities and choices rather than simply indicating alternatives.

Researchers in the social science can and do play many roles in the decision-making process ranging from the provision of independent opinion and basic knowledge sources to contract research, surveys, and acting as analysts, counselors and critics for decision-makers. While I think social scientists by the nature of their knowledge and methods of analysis will probably make more rigorous advise to decision-makers than would the average citizen, I would maintain that the most fundamental contribution of social science is through the development of basic knowledge and general theory and critical analysis. Clearly these contributions are seldom appreciated at the time and usually take a long period to make an impact, but they are nonetheless the most fundamental.

The reaction time of society to the contributions of the social sciences would be greatly reduced if we had a more effective means of publishing the results of research among the general public. But there is no use publishing our work unless an equal attempt is made to transform it for general consumption. Equally fundamental is a need for greater awareness of the research, analysis and thinking that is available.

I am not sure what is meant by technological applications. If it means, our social science methods used in the market place, then my answer is yes as will be seen under question 8. If it means, does social science contribute to technological development, my answer will still be yes. In fact, it may well be that the latest contributions to productivity are made through management, education, industrial relations, science policy and psychology. But I fear I have passed beside the essence of the question.

I imagine that the current main hindrances to an adequate social utilisation of our research is the current general attitude of business and government towards universities and academe in general and the social sciences in particular. As I understand it, business and government simply do not even even consider the universities as a useful resource. Beyond this factor, one could name three others: (1) no one up to the present has really undertaken the task of insuring adequate social utilization of research (although the Social Science Federation is now accepting this challenge); (2) we give very little training in applied social research; (3) decision-makers rarely set up adequate conditions for effective research. Nevertheless, I would maintain that decision-makers are getting better social science advice that they use in their decisions.

Question 7: What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by public administrations?

The basic answer to the question is that we simply do not know and that we are somewhat behind in this area of study. The OECD and some of its members have already undertaken studies in this field. Recently, The Utilization of the Social Sciences in Policy Making in United States was published by the OECD and I will bring along to the meeting a copy of the Table of Contents and the Introduction by Suzanne Burger. I understand that one similar study was undertaken in the health sciences field in Canada and I believe a report by Dr. D'Arcy of the University of Saskatchewan Hospital will be presented at the Learned Societies this year. Paul Lamy of the Department of Sociology at the University of Ottawa is interested in undertaking further studies on the utilization of social science research in Canada.

As I understand it, there has been a considerable decline in the use of research by the federal Government. One estimate I have heard is that there were in 1970, 8 planning and research divisions in various departments in Ottawa, by 1976 this had climbed to 32 and now it is back down to 9. There are few large projects like the Social Welfare Review and the Study of Guaranteed Annual Income (a case history we should analyze because it has never been completed) in the works at the present time. Many social scientists are managers in the public service but even they tell me they do not consider social science research to be timely or to answer "hard questions". What research is being done does not seem to be very systematic. There is some polling, some planning and a great deal of ineffective contracting.

Social science research is under-utilized in the public service because no effective administrative units have been developed for integrating the research process, we have a lack of applied techniques, the contracting system uses the "friend and old boys" network without adequate controls and because social scientists are rarely in on the planning of the projects.

I have no basis for saying that social science and public administration serves certain social interestsbut I imagine such a case could be substantiated. Nor do I see, in principle, the contradiction between democracy and the political use of specialized knowledge. The only obstacle is a practical one that is the fair and open distribution of the knowledge that is produced. Personally, I would rather have decisions made on the basis of specialized knowledge than on biais and ignorance.

Question 8: What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by private enterprise?

This answer is restricted to what little I know about the use of social science in business. Again, we lack systematic knowledge. From what I have observed and heard, it seems that many businesses have picked up the most recent developments in behavioural research and actively put it to use in their analysis of market behaviour, communications and consumer trends and targeting of potential clientele groups. It would also seem that there is more attention to and utilization of recent research in psychology, management, forecasting, economics and statistics, and industrial relations. Many corporations have also moved into the field of public affairs and have a much greater awareness and sophistication when it comes to dealing with their political environment.

However, I am not so sure I would go as far as saying that social science is used in an optimal way by business, especially in Canada, where less research is done, I still get the impression from my contacts with business men that many of them still harbour many of the classical myths concerning systematic social knowledge: that good common sense is sufficient: that one can still fly by instinct; and that one can generalize from one's own personal knowledge (as I have just done). There also still seems to be a fear of radicalism and/or Marxism in social science.

There may well be a contradiction in principle between the interests of private enterprise and those of research in the social sciences. This would be based on the contradiction between the profit motif and the time and cost that are often implicated in effective social science research. Second, there may be more relunctance in the business sector to internalize unpleasant research results.

Question 9: What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences among the general public?

The first major use of social science knowledge by the public is through the gradual, long term seeping down process. I still have no reason to believe that major social knowledge changes take place other than by the process of forming and modifying life style ideologies as reported in the research of Robert Lane. It still seems that it takes quite a period of time for major changes of knowledge to be generally accepted although I don't think we have adequate knowledge of the impact of the electronic media.

The other form of utilization would be by community groups and lobbies. These generally will use as much social science research as they can get their hands on. Their problem is a lack of funding for research and a lack of access to public research that has already been done. Thus, I would conclude that social science research is definitely not used in optimal fashion by the general public because of a lack of money and access. In addition, there is a problem of understanding (read popularization) apathy and fear of new ideas. Again, I don't think there is any particular contradiction between social science knowledge and its use by the public although all of us have seen certain aspects of human nature working against us such a the difficulties of breaking down cognative disonnance and the hard work that is required to absorb some social science material.

Question 10 : What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences?

Our regular social science techniques are perfectly capable of evaluating the social function of research. The question is not there. It is rather a question of who has the mandate, responsibility and will to undertake such study. The second question is the level at which the studies should be pitched and what one expects to be the output. Such decisions will define the indicators. I do think that one should make sure that such studies are undertaken on a regular basis and that the disciplinary associations and the Council should collaborate in undertaking them.

III. The Organization of Research in The Social Sciences

Question 11: What should be, in the existing state of affairs, the main objectives assigned to the organizational process of research in the social sciences?

This questionnaire has been explicitly aimed at evaluation of social science research. Nevertheless, in many questions, one only refers to the social sciences, in general. The distinction is worth noting. Restricting analysis to research concerns in part 1 and 2 of the questionnaire was appropriate. But when we come to consider the organization of research, we must recall that the social sciences are not an abstract but a concrete phenomena in their organizational manifestations. There are four main domaines of activity which are intimately inter-related and inter-dependent. They are teaching, research, social criticism and counselling. Each of these calls for adequate financial, institutional and social support. Therefore, my first answer to this question is that our main objective should be to see that there is an on-going balance of support and an on-going interaction among these four domaines of activity.

My second answer is simply to agree with the primary objectives that are listed in the question. That is, we must at one and the same time accelerate the production of knowledge, give some attention to the concentrating of research on particular social problems, continue to develop our theories and methodology, look to the democratization of knowledge and maintain international contacts at the same time as we concentrate on national problems. It is not a question of either/or but both/and ...

Thirdly, between representatives of the SSHRCC, the research community, the teaching community, and university administrators, we require on-going mechanisms to provide us with an overview of the organizational development of the social science and to increase networks of contacts between social scientists. As two examples of initiatives in these directions, I append a document on "Organization and Harmonization of the National Social Science Community in Canada" prepared by John Adair for the Federation and a copy of the text by the Société québécoise de science politique on the development of new "Réseaux".

Question 12: What is your personal evaluation of the current system of funding in the social sciences?

To give a balancedanswer, I would have to state at the outset that social science research funding is considerably better in Canada than in other countries. Which is, perhaps, simply to admit that the research funding of the social sciences is inadequate throughout the world. The main problem has to do with the amount of funding, especially for independent research. There is a growing imbalance in funding between the life and natural sciences and the human sciences. This is being increased by the entry of the provincial governments into the research funding field and the fact that all their money is going to the natural and life sciences.
Third, there is inadequate funding by corporations and foundations, mainly because of the branch plant structure in Canada but partly because we have not developed adequate structures of liaison between universities, business and the foundations in the field of social science research. A fourth area of difficulty is that the majority of research funding in Canada is based on contracts with governments and we still do not have a professional system for handling contracts.

If one is to judge by the poverty of research funding in the poorer and more isolated provinces, one might say there is an over centralization of resources and decision-making. But this is partly a problem for the provincial governments on the one hand, and, on the other hand, the SSHRCC seems to be cognizant of the difficulties and is moving to overcome them. There are, for instance, its regional meetings and its proposed new programmes of research exchanges for small and isolated universities.

It is my personal belief that the Council is moving toward a better balance between directed (oriented) and undirected (independent) research, at least as far as the public paymasters are concerned. The task now is to make sure that the Council does not go too far in the direction of oriented research and to this end the research community has submitted to all three Councils a set of recommendations on the policy for the administration of strategic research. Copies will be made available to the conference organizers.

The SSHRCC evolved in the past an effective system of research evaluation. The new system it is implemeting will have to be analyzed at it proceeds. One major fear is that the new system will hamper the process of communication between researchers and the Council and will not allow for the improvement of research proposals. As mentioned above, the process of evaluating contract research is throroughly inadequate.

Question 13: What is your personal evaluation of the current system of production of research in the social sciences?

It is my impression that the current structure of institutional units for the production of research in Canada is thoroughly inadequate. At the end is appended a short article on the multiple problems caused by the fractioning of our disciplines. In essence, I would suggest that all our institutions (departments, journals, associations, etc.) are based on an educational infrastructure rather than being oriented toward production of research. The solution I would propose is integration through differentiation. More research oriented institutes, journals and networks should be integrated into our universities, journals and associations.

The new international division of the SSHRCC has been a tremendous shot in the arm for the development of international exchanges and interactions of social scientists; it is too soon to judge its results. But up to the present, the Canadians have often been remarkable for their absence from international frontier research.

With regard to the internal control of the quality of research by the scientific community itself, we may say that it is adequate within the limits of laissez faire liberalism, the behaviouralist paradigm, current methodology and the academic reward system. However, these are considerable limitations. The problem arises when such a system is faced with a necessity of establishing some minimal set of priorities.

Question 14: What is your personal evaluation of the current system of transmission of the results of research in the social sciences among non-specialists?

This will be my most violent answer. In thoroughly non-academic language, I think the current state of vulgarization of research in the social sciences stinks. Aside from a few fledging efforts by the Social Science Federation, no thought, energy or money has been expended on improving public awareness of the results of social science research. Nor is a positive attitude towards popularization of the social sciences been built into the mores and rewards system of academia. Quite the contrary. When popularization takes place, it happens by accident or by personal interest, talent and dedication of a few individuals.

We urgently require both an improved system of popularization and new methods for helping decision-makers know what current research is being produced. The SSFC is working towards both these goals.

Question 15: What is your personal evaluation of the current system for the training of researchers in the social sciences?

In general, the training of social scientists in Canada is of a high caliber. The main problem as regards the research function, is that the training if still too discipline-based, basic rather than applied, and aimed at producing new professors rather than researchers. Again, this is not a question of either/or but of striking a more appropriate balance between the types of training.

It is my personal opinion that despite a current glut in some areas Canada will continually need more high quality graduates trained in social science research.

Question 16: What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the current organizational process of research in the social sciences?

I can only reiterate what I have said above. I think it is within our means to undertake such studies. The requirement now is for the SSHRCC and the social science community to jointly establish a mandate and process for undertaking the analysis. Such an analysis should include the organizational interaction among the teaching, research, social criticism and counselling functions.

OCIAL SCIENCE FEDERATION
F CANADA

FEDERATION CANADIENNE DES
SCIENCES SOCIALES

ORGANIZATION AND HARMONIZATION OF THE NATIONAL SOCIAL SCIENCE COMMUNITY IN CANADA

Anyone observing or participating in the national social science community (what many would refer to as infrastructures) in Canada in the 1980's cannot help but notice discontinuities, frictions, misunderstanding, confusions of responsibility. Although happily much constructive and positive activity results from our efforts, the complex intereaction of the Council, Federation, Learned Societies and individual social scientists is not always smooth, not always collectively moving in the same direction, and the actions of separate components not always understood by the others.

From time to time individual social scientists wonder what their Associations does for them; why the bureaucracy of the SSHRC is not more humane, and, on rare occasions, ask, who is the SSFC? Association Executives, working diligently on behalf of the entire discipline, wonder why their colleagues fail to support their organization, why the SSHRC doesn't listen to them, and in other terms, why the Federation is investing so much time and activity in certain ventures and not enough in others. Federation Board members are often frustrated by the in-fighting of their colleagues from other disciplines, baffled by the lack of support by some for the Federation, and puzzled still more by how Council could arrive at this or that decision, why their views were not received more favorably, and whether Council was not intruding upon an activity that rightfully should be done by the Federation. On the other hand, the SSHRC, its Academic Panel, and/or its administrators, have become skeptical of the real contribution of the Learned Societies, cautious in their expectations for the Federation and increasingly inclined, in the absence of any uniformity of opinion, to decide unilaterally upon future directions for the social sciences. This often results in an outpouring of negative opinion from all levels of the social science community, fueling once again the frictions, misunderstandings, and confusions of responsibilities. This picture of interrelationships and responsibilities is further blurred when interactions with government and the public are thrown into the mix.

This is not a figment of the imagination. There are real issues in which the confusions, frictions and divided opinion may be readily identified:

1. The negative views of the SSFC held by a few Learned Societies, such as CPSA and CHA and the corresponding views of the SSFC Board toward these Association concerns.

2. The academics' negative views toward the SSHRC policy of support for research in the national interest and the corresponding lack of understanding by Mr. Fortier of their intensity and persistence (see his speech to the Canadian Association of Graduate Schools).

151 Slater, Ottawa, Canada K1P 5H3 Tel: (613) 238-6112 Telex: 053-4862

3. Misunderstanding among and between all sectors of the social science community, including the SSHRC, over the needs, levels of funding and contribution of the Learned Societies and of the Federation.

4. Public Awareness - who should do it and how should it be done?

5. Government funding of the social sciences - how can the Associations, Federation and Council participate toward a common objective and not undercut one another.

6. Who speaks for the social sciences - individual social scientists who happen to be members of the Academic Panel, members of Council, Learned Societies, the Federation?

7. What is the interface between the Federation and Associations, between Associations and the Council, between the Federation and Council?

8. What views do each of us have regarding the role of others? For example, what does the Council think should be the role of the Federation? of the Learned Societies? On the other hand, what is the Federation's view of the role of Council? of its Academic Panel? of Associations? Do all of these views effectively mesh?

9. How might the infrastructure of the social sciences in Canada in the 1980's be better harmonized to ensure that our collective objectives are met. What can the social science community do to better fulfill the Council's mandate and vice versa?

These are important questions. The future of the social sciences in Canada, the ultimate concern of all of us, depends upon their answers. Yet each of us, working intimately within the infrastructure or at the grass roots of the social science community, does not know the answers. The questions have not been posed and have not been addressed except on limited occasion created by necessity. It's not through anyone's fault. The Council was newly created in April 1978. The Federation has been undergoing a radical reorganization over a comparable period. The Learned Societies are individually attempting to increase their services to members, yet are stifled by even more rapidly developing budgetary constraints. We've all been attempting to put our houses in order and relatively little serious attention has been to how we relate to one another. The time for that serious discussion, however, is now upon us. The social sciences in Canada are at a crossroad. The proposed Conference outlined below, is designed to provide the forum to address these issues.

Proposed Conference:

What is proposed is a conference (or think-tank) on the Organization and Harmonization of the National Social Science Community in Canada. The focus of the conference will be on the national infrastructure; specifically upon the interface and appropriate contributions of the Learned Societies,

the Federation, and the Council. Consideration will necessarily be given to the issues which these bodies must address, e.g., science policy, funding, dissemination of research results, etc., and to a number of targeted groups, e.g., individual social scientists, the government, and the public. Nonetheless, the focus of the conference will be on the national infrastructure and how their leadership might be improved through an increased understanding and coordination of their activities.

The Conference presumably would be similar in format, though not in topic, to the Grand-Mère Conference on "The Evaluation of Research in the Social Sciences". This would enable the participation of a representative group from the various agencies and societies and would enhance the credibility of the conference reports and recommendations. It would be expected that the impact of the conference might be extended by the publication of the conference proceedings and recommendations in a cahier or some other appropriate form.

SQSP

Société québécoise de science politique

Membre de l'Association internationale de Science politique (AISP-IPSA), de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) et de la Fédération canadienne des Sciences sociales

RESEAUX

No. 1, le 1er avril 1981

La formule des réseaux est très souple: elle a pour but de permettre à des politicologues qui travaillent dans un domaine particulier de la science politique de se rencontrer de temps en temps et de faire les choses ensemble.

Chaque réseau, par conséquent, décidera de ses activités. Il peut s'agir d'un séminaire qui se réunit deux ou trois fois durant l'année autour d'un thème particulier. Il peut s'agir de séminaires libres où chacun vient présenter ses travaux en voie de réalisation. Il pourrait s'agir, à l'occasion, d'une discussion avec un éminent spécialiste étranger. Mais ces activités pourraient aussi déboucher sur des projets plus concrets: par exemple, un numéro spécial de la reuve Politique, la responsabilité d'un congrès annuel de la Société autour d'un thème particulier, l'organisation d'un colloque international avec l'un ou l'autre de nos laboratoires départementaux. Il pourrait même s'agit d'un atelier à l'intérieur du congrès de l'Association internationale de science politique. Enfin, il pourrait s'agir d'une recherche conduisant, au bout de deux ou trois ans, à un ouvrage collectif.

Bref, les formules sont nombreuses. L'essentiel est de permettre un niveau constant de communications scientifiques à l'intérieur de la Société autour d'objectifs assez bien définis.

L'organisation pratique de ces réseaux sera également très pragmatique. Chaque groupe se choisira un coordonateur à chaque année. L'ensemble des activités des réseaux sera coordonné par un membre du conseil d'administration. Celui-ci, à chaque année, prévoiera un budget et des modes de financement pour assurer le fonctionnement des réseaux, notamment les frais

SECRETARIAT tel 514 282 4582

Société québécoise de science politique.
a/s dép. de science politique.
Université du Québec à Montréal.
Case postale 8888 Succ "A"
Montréal, Qué H3C 3P8

de déplacement d'une ville à l'autre pour les séminaires ou colloques, les publications, etc. Enfin, c'est le secrétariat de la Société qui devrait normalement assurer les convocations et l'exécution technique du programme de chaque réseau.

Un petit bulletin, dont nous inaugurons la publication aujourd'hui, informera également tous les membres de la Société des diverses activités des réseaux. Il n'est pas exclu, en effet, qu'une même personne participe à plus d'un réseau. Par ailleurs, certains de ces réseaux pourront être créés sur une base ad hoc autour d'un sujet bien défini: au bout d'un certain temps, ce réseau pourrait donc dissout. Il est important que tous les membres de la Société soient informés de ces projets nouveaux afin, si nécessaire, d'y participer. Ce bulletin sera placé sous la responsabilité du délégué aux activités scientifiques, poste dont le conseil étudiera la création à sa prochaine réunion.

Nous avons déjà invité cinq collègues à prendre la responsabilité d'un réseau.

- Théories, idéologies, et idées politiques:
  André J. Bélanger

- Economie politique:
  Kenneth Courtis

- Relations internationales:
  Baghat Korany

- Politiques et administration publiques:
  Vincent Lemieux

- Systèmes politiques comparés:
  Jacques Zylberberg

Il va de soi que les contours de ces réseaux ne sont pas définitifs. Certains pourraient se diviser en deux réseaux. Ce sera aux participants d'en décider.

Chacun de ces réseaux,en effet, se réunira dans le cadre du prochain congrès de la Société à Sherbrooke, ventredi matin, le 15 mai. La Société remboursera les frais de participation à ces réseaux aux membres qui auront été inscrits au congrès.

Auriez-vous l'obligeance de remplir le formulaire ci-joint et de la retourner au secrétariat de la Société dès que possible? Aux cinq premiers réseaux, nous auvons ajouté d'autres sujets qui n'ont pas encore de responsable, mais qu'il nous paraît utile de mentionner. N'hésitez pas non plus à suggérer des sujets de réseaux permanents ou ad hoc.

Dans un prochain numéro de ce bulletin, nous fournirons plus de renseignements sur la mise en route des réseaux.

LE FRACTIONNEMENT DE NOS DISCIPLINES: MATIERE A REFLEXION

John Trent

En Amérique comme en Europe, le fractionnement des disciplines des sciences sociales est devenu depuis plusieurs années, un des problèmes le plus difficiles que nous avons à résoudre. Par fractionnement j'entend: la création de nouveaux regroupements interdisciplinaires et sous-disciplinaires. De plus en plus ces regroupements cherchent à se doter de forums de communication tels des revues et des associations.

Le problème n'est pas la parution des groupes de recherche interdisciplinaire qui est en soi une tendance désirable. Souvent ces regroupements sont à la fine pointe de la recherche. Certainement, ils répondent aux demandes actuelles pour la recherche appliquée et pertinente. Le problème est autre: celui de la cohabitation des disciplinaires traditionnelles et des regroupements interdisciplinaires, surtout sur le plan institutionnel.

Le problème se manifeste de maintes façons:

- Depuis plusieurs années au CRSH (et avant lui au Conseil des Arts) la politique de financement des revues savantes a consisté à réduire les subventions aux grandes revues traditionnelles, les vaisseaux amiraux des disciplines au Canada, afin de subventionner de nouvelles revues. Aujourd'hui les grandes associations disciplinaires sont aux prises avec la faillite tandis que les nouvelles revues ont de la difficulté à se faire reconnaître.
- La création de nouveaux départements à l'intérieur d'une université et la reconnaissance de nouvelles associations soulèvent inévitablement des luttes internes. Certainement, l'éparpillement et l'effritement minent la force commun des grandes associations disciplinaires.
- La Fédération des sciences sociales, qui s'est développée, en partie, comme porte-parole des 9 disciplines traditionnelles se trouve en face d'un nombre croissant de demandes d'adhésion de petites sociétés interdisciplinaires. Cet accroissement du nombre de ses membres a eu comme effet de réduire le poids et la visibilité des associations traditionnelles et de les rendre méfiantes vis-à-vis les activités de la Fédération. De plus, la Fédération pourrait se voir accuser de complicité, voulue ou non, dans le fractionnement des grandes associations disciplinaires.
- Le CRSH, et d'autres agences subventionnaires similaires, sont aussi témoins de la bataille entre représentants de disciplines différentes. A plusieurs reprises, le Conseil a été accusé de favoriser les disciplines établies aux dépens des nouvelles orientations de recherche, que ce soit dans la sélection des jury ou le financement de programmes. Suite à la création des programmes de recherche thématique, qui sont par leur nature interdisciplinaires, il est possible que ce soient les disciplines qui se croiraient défavoriser!
- Enfin, faute d'une orientation suffisamment appliquée et d'un rythme de production de recherche 'adéquate' dans les universités, les milieux d'affaires et les gouvernements cherchent de plus en plus à appuyer la recherche à l'extérieur des universités. La quantité de recherche directement exécutée ou financée par les gouvernements dépasse de loin maintenant le montant de recherche universitaire. De plus, on a fondé au Canada une demi-douzaine d'instituts de recherche privés en autant d'années.

A la source de ce problème, il faut voir, il me semble, les contradictions entre l'enseignement et la recherche. Je prend pour acquis (quoique on pourrait douter de ce postulat) que la vaste majorité d'universitaires croient toujours à l'intégration nécessaire de la recherche et de l'enseignement dans la carrière d'un professeur. *Néanmoins cette croyance peut nous aveugler devant les contraintes imposées par cette arrimage et nous pousser à ignorer les formes diverses d'activité et d'organisation possibles à l'intérieur même de cette perspective traditionnelle.* Au Canada, depuis un demi-siècle nous avons institutionalisé les sciences sociales en fonction des disciplines d'enseignements. Cette tendance n'a pas été équilibré comme en Europe et aux Etats Unis par l'existence de chaires et d'instituts de recherche. Faut-il maintenant développer des institutions de recherche propres à nos besoins?

Le problème, une fois posé, exige qu'on imagine des solutions possibles:

- Peut-on faire une distinction entre les besoins de représentation et de *regroupement* de ces nouveaux domaines interdisciplinaires et leurs besoins d'*organisation* administrative *indépendante*? Autrement dit, est-il nécessaire que chaque nouveau domaine de recherche qui pourrait surgir à l'avenir soit représenté par la formation d'une *nouvelle* association, un nouveau département universitaire ou une nouvelle revue?
- Est-il possible de chercher la solution dans une organisation plus *flexible et plus hétérogène* des grandes associations, départements, et revues de sorte que les regroupements de nouveaux domaines de recherche puissent être représentés et trouver un appui administratif et institutionnel?
- Ne devrait-on pas chercher à créer à l'intérieur même des universités de nouveaux instituts de recherche interdisciplinaire et appliquée et de trouver les moyens financiers et administratifs permettant aux professeurs-chercheurs d'être affectés aux instituts pour des périodes suffisamment longue pour compléter des projets importants.

John Trent est Directeur-général de la FCSS.

THE POLITICS OF FEMINISM: HISTORY, PHILOSOPHY, STRATEGY, AND SIGNIFICANCE

An interdisciplinary day long feminist session is being planned by the Canadian Political Science Association for the 1981 Learned Societies, meeting this year in Halifax.

It is the intention of the organizers to provide a context within which feminists, in a wide variety of disciplines both inside and outside the universities, can engage in dialogue about the theory and practice of feminist politics and scholarship.

Submissions are invited from people who are interested in presenting formal papers on questions of feminist politics and methodology or speaking informally about the political and methodological questions raised by the development of their work. Please submit proposals to: Angela Miles, Social Science Dept., Atkinson College, York University, 4700 Keele Street, Downsview, Ontario, M3J 2R7.

ANSWERS FROM:

JILL VICKERS

Associate Professor of Political Science

Carleton University, Ottawa

Note: Dr. Vickers attached to her answers a paper entitled "The Methodological Rebellions of Feminist Research" (presented by her to the post-positivist social science study group, October 1980, Ottawa). This paper is here reproduced at the end of Dr. Vickers' contribution.

QUESTION ONE:"What kinds of scientific results should social sciences preferably seek to produce?"

The question appears to presume a positivist view of social science with which I have generally taken issue. [I have enclosed a copy of a recent paper which tries to locate feminist "rebellions" against certain aspects of the positivist project but which also tries to distinguish between the character of these rebellions and the character of post-positivism.

Leaving aside the general bias of the question,I find the distinctions you appear to be making in the "Explanations" section rather curious. A science whether in a positivist or non-positivist mode surely requires each of the elements of: description,analysis,explanation,theory building -middle-range and general. Where the disagreements are introduced are (1) In the purpose and character of prediction (see pp.8-9 of the attached paper) and (2) in the purposes of the enterprise as a whole which may range from control as is the case in most "natural" science to an understanding of "meaning-in-context" (Mishler,see p.8) or to a change-related enterprise such as Marxism or feminism.

Clearly,the positivist/anti-positivist (or post-positivist) argument results from the insistance that only its canons of "proper methodology" are acceptable and give the "good-housekeeping seal of approval". As I state(pp.15-17),I do not share the view of some post-positivists that a SCIENCE in the sense of axioms,laws and dominant paradigms is impossible. Rather,I would argue for a pluralist conception which views the human species as a "self-making species" which is constrained by material conditions and parameters. Given such a conception,it is my view that the social sciences should be producing knowledge along several distinct fronts. The first embraces the positivist project with its assumptions of linearity,regularity and predictability with products of axioms,laws,etc. The second relates to the self-making character of the species and would involve the aspects of re-contextualization, assertion of agency,etc which I discuss in detail in the paper attached.

Question Two: What is your personal evaluation of the current state of the social sciences at the theoretical level.

In general, the social sciences in Canada have little epistemological self-consciousness. Since, as a feminist, I feel something of an ontological and epistemological exile within social science, I have been forced to examine these issues on a day-to-day basis. In political science, the "main-stream" discipline is deeply divided between those married to "the American Science of Politics" approach which remains a-theoretical at the conscious level although its methodological propositions contain the basic elements of positivist behaviouralism and the "structuralists" and Marxists who are, in the first instance, anti-behaviouralist and, in the second, mission-oriented. This conflict is not the result of "the need for stronger theoretical bases". Nor is the conflict unhealthy in my view. Behavioural research in the discipline is largely immitative of the categories of the American discipline. It has adopted the very general framework of systems theory to bind micro and macro concerns and is lar gely concerned with process at the macro level. Its major opponent has limited usefulness at the micro level and is pre-occupied as much with structure as with process at the micro level. Neither deals adequately with the major issue of change - the one being derived from a static, formalistic theory and the other being encumbered with the limitations of Marxist or neo-Marxist change concepts. The structuralist/Marxist contender deals best with Canadian reality in its attempts to develop and adapt such concepts as the state. The political economy focus of this strand had involved a re-orientation of method to include economics, history, etc which gives it greater depth.

In general, therefore, the existence of competing schools or tendancies has created a theoretical dialogue which is both healthy and productive. In the largely positivist disciplines, on the other hand, theoretical stagnation is more evident although in several other challengers (feminism in social psychology, structuralism in social work, etc) are beginning to liven the scene.

From the more general point of view of epistemological debate, these disciplinary conflicts are seen from within as being ideological. The sorts of questions you are asking (eg..is theoretical research working along lines which you judge to be the most fruitful?) make relatively little sense unless you've defined what the "fruit" is. If the "fruit" is a deeper understanding of human reality -especially in the Canadian context -it is my view that those disciplines which are the most "scattered" in the sense of being engaged in heated theoretical debates are the most fruitful. Where a single paradigm reigns supreme stagnation seems to be the result. Not vintage Kuhn but my observation nonetheless.

Question 3: "What is your personal evaluation of the current state of the languages of the social sciences?"

In my view,language is in no sense a netral instrument.[See my discussion of this in the paper attached to Question 1. The notion which appears to under-pin the question is the positivist conception that only with a common language can social science be truly "scientific" by knowing what it is measuring and by ensuring genuine replications. And yet the project of standardizing language is,in the final analysis,a political process and is a particular danger from a number of points of view. As Mary Daly and other feminists have argued,the "power of naming" is key to any project of self-definition and understanding -whether it be national or feminist in character.

Rather than pursuing a project for standardization,I would argue that far better techniques for definition within conflicting theoretical projects would improve dialogue. Unfortunately,for many social scientists,definition largely takes the form of jargon proliferation which has the effect of limiting the usefulness of the results of social science research to the various publics which might otherwise find these results useful. Plain language definitions are far more useful tools IF the goal is communication between disciplines and tendencies and with the public.

The issues you raise concerning formalization seem to me to be red herrings. Mathematical tools are just that -tools. They are useful in many contexts where the data are suitable. In situations in which meaning-in-context is the proper goal,they are less useful and may not be appropriate at all.

I would argue [See again the paper attached to Q.1] that the current language of much social science research contains few "intentional terms" ignoring the human agency of the self-making aspect of the species and hiding information through the construction of apparently "natural" forces where this is inappropriate. From this it follows that the social sciences should pay far more attention to understanding the boundaries between the sphere of humanity as a self-making species (where evaluation is important) and the sphere of material constraints & parameters. Clearly,it is inappropriate to use intentional terms and evaluative language when we are dealing with the latter sphere. It is equally inappropriate to ignore agency,etc when we are dealing with the former.

[As I have dealt with these issues in more detail in the enclosed paper,may I refer you there again - especially for the instances of confusion between the "natural" sphere and the socially-constructed.]

Question Four: "What is your personal evaluation of the current state of of empirical methodology in the social sciences?"

Because of the commitment of most methodological developers to the positivist project,the trend is to ever more rigid control to obtain ever "harder" and more "reliable" data. [Again see paper attached to question 1.] As a result,measurement tools and methods of data collection are very sophisticated within the social sciences as a whole. In many cases,however, the credo of positivist methodology leads to the choice of inappropriate methods of observation and data collection. For example,in my own discipline, very few political scientists are or have been willing to use the method of participant-observation to gain an understanding of how political parties and political institutions actually work. Rather they use the "objective", man-from-mars approach leaving the field open primarily to politicians to write the participant-observation pieces that are so valuable. The latter efforts,however,are generally done without the controls so important to the method as developed in anthropology. The observation,therefore,is that useful methods exist within the social sciences[in this case participant-observation] but have not been effectively transferred from one discipline to another.

A second problem is that of methodological and technological determinism. What we study is far too often determined by the lastest fad in method [now we can do multiple regressions,we will regress everything in sight] rather than by theoretical or social relevance. In many cases,this results in the use of large hammers to crack very little nuts.

The development of data archives to permit re-utilization is in its infancy in Canada and should certainly be further encouraged. Far too often researchers are forced to re-invent the "square-wheel" because they are not aware of data already generated. This reflects the difficulty of scholarly communication in Canada;the scarcity of Journals for the dissemination of results,etc.

Question 5: "What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the state of research in the social sciences on the cognitive level?"

The project currently being developed by the Science Council for the assessment of research fields in the "natural" sciences is one way of achieveing the systematic evaluation you are suggesting. It has some very real difficulties given the paucity of communications vehicles in the social sciences compared to the natural sciences,however,and would preclude any understanding of the development of new fields (such as womens studies). It would also be difficult to incorporate the large volume of in-house governmental research in the social sciences.

The method employed by the ACAP group in Ontario (a complex form of peer assessment) may well be more appropriate given the nature of social science research in Canada at the present time.

Because social science research is so frequently driven by (1) bandwagon faddism and (2) geographic and generational dominance, the use of simple citation index methods seems inappropriate as a way of generating indicators. It would be my view that the current state of communications in the social sciences in Canada means that some form of controlled peer assessment is the best method of gaining a preliminary evaluation. In constructing peer panels,however,it would be important to ensure the representation of minority schools and disciplinary "out-groups" the members of which are frequently blocked from publication. Frequently such groups operate a kind of "under-ground" organization -caucuses within learned societies,mailing lists for the distribution of mimeographed papers,etc.-so they are identifiable.

Question 6: What Kinds of social benefits should our societies expect from research in the social sciences?

The view of social science as a neutral or instrumental activity is certainly a key feature of the positivist's self-image. But as many studies have demonstrated [See eg Rose & Rose, The Political Economy of Science] this view is naive even for the "hard" sciences. Social science can be expected to contribute to the definition of goals of groups within society [rather different from the definition of social goals] and can be expected to play a role in determining what goal-directed policies will "work" to the degree that this can be determined. The role I myself play as Co-ordinator of the NDP's Social Policy Committee illustrates what can and cannot be expected rather well. I can, as a social scientist, identify empirically that Canada is a social welfare laggard in comparison with 21 other industrialized countries. I can determine empirically the attitudes Canadians have to various aspects of the social security system (eg insurance-type plans vs assistance plans, etc). What I can't do, either for a government or for a party is to determine which goals they ought to prefer. I can present evidence that X or Y plans elsewhere have/have not enhanced the real welfare of the recipients or that the policies are likely (or ulikely) to be well-received by out constituency. But, again, I cannot demonstrate that we ought (in a normative sense) to accept the goal or give it first priority. I can argue about such choices on other grounds and do.

There is no particular kind of research which is more or less useful in this regard. Each of the types you specify has value in some contexts. Personally, I think the "how policy gets made" type has been rather over-done in Canada with too little attention to decision-making in non-governmental settings but this is a matter of emphasis. If you mean by social and economic predictions the sort of senario work many economists do based on models with weak empirical bases, I find this type of work less than useful. It frequently results in politicians who don't want to make choices substituting pseudo-scientific predictions for choices. The application of monetarist senarios is a good example.

Findings should be published and, from experience, I find that much in-house government and contract work in which non-publication is a condition is inferior in quality. Social scientists are far too adicted to jargon and abstract models and make few efforts to inform the general public in a readable style. By contrast such groups as the National Council on Welfare (eg Women and Poverty) and the Canadian Council on Social Development (eg Women and Pensions) do this extremely well. More outlets like Perception

are necessary and secure support for Journals of an intermediate level (acessible to the general public but also scholarly) like Canadian Women's Studies, Atlantis, etc is required.

The main hindrances to an adequate utilization of research by social groups (as distinct from governments) must be placed at the door of social science. While many social scientists are very interested in communicating with governments, they are not interested in communicating with the general public or with the many groups and organizations which could utilize social science research.

Question 7. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by public administrations?

Query? Do you mean governments & public servants?

Obviously political science is a field heavily relied on by governments & public servants. In general,their utilization of social science research is poor when it relates to structure & process;rather better when it relates to substantive findings on policy matters. Eg.Trudeau & others were determined to use the "insights" of systems theory to re-organize the policy process. This created initial chaos but eventual return to the status quo ante in department like External Affairs. The notion of "scientific management" of the business of governments has been mis-applied consistently.

In terms of substantive findings,the utilization is consistent but clearly biased. Since social science research which focuses on the needs and aspirations of "out-groups" (women,labour,native peoples,etc.) finds it hard to establish credibility within social science,the control function in favour of established groups doesn't even need to be & performed by governments but is often performed by the social sciences,their journals,granting councils through peer review,etc. Public administrations rarely hear or read much other than "kosher" research findings..

In principle,there is no contradiction between democracy and the use by governments of specialized knowledge as long as political decision-makers don't defer to social scientists when it comes to making political choices. In practice,several problems are evident: (1) Social scientists often argue that there is a "scientific" choice,(2)Politicians often choose the research findings which appear to support the option they have already chosen,(3) because access to social science research and expertise is un-evenly distributed through-out the society,the net result of the process can be un-democratic. Surely,the object is to improve the level of knowledge all decision-makers (including voters) have when they make choices. This places a special responsibility on social scientists. If they will not make their findings genuinely accessible to all interested parties and the public they enhance the government's ability(not necessarily willingness) to control the process in a way favourable to friendly & established groups.

Question 8. What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences by private enterprise?

Private enterprise seems only interested in the research in a few areas:economics,labour relations(ie "scientific" management) and in survey research. I just realized that you've somehow included trade unions & voluntary associations in the same "bag" in this question. They shouldn't be as the patter is quite different. The latter two groups at the national level utilizae social science research in many substantive areas as their interests are much broader than those of private companies and corporations. Certainly multi-national corporations extensively use the research of psychology,sociology & political science. This is in-house and little is distributed for public scrutiny. Several of my previous graduate students are thus employed working out senarios of what the company should do if Quebec seperates,if the NDP is ever elected,etc,etc.

In general,private enterprise employs social science research to enhance its control over its work-force. Unions get much less "use" because so little social science research is usefully directed to their needs. Some,therefor have developed their own staffs of social science researchers as have some voluntary associations.

Question 9: What is your personal evaluation of the current state of the utilization of research in the social sciences among the general public?

They certainly use public opinion polls but no one quite knows how? Most social science research just isn't available. We have very few Psychology To-Day types of publications in Canada and few TV programmes that transmit material as is done in the natural sciences. TV Ontario has made real efforts in this direction -several good programmes transmitting research on sex and gender roles have appeared,for example. Most research is jargon ladened and displays a severe case of "physics" envy. Designed to impress collegues,it says little the general public chooses to try to understand. People especially resent political scientists telling them how politics "works" although,as I've noted everyone seems interested in "polls".

One important reason for this negative situation is the absence of materials for the high schools and the light emphasis on social science there. Even where curriculum reform has introduced courses,the sources available are inadequate. The community colleges do much better and,as I've already noted, the Journals coming out from them are much more accessible to the general public.

The specialized character of the social sciences should not prevent their utilization by the general public. The success of National Geographic (Anthropology & geography),Psychology To-Day,etc. should indicate this. In Canada,hwoever,the social science disciplines consider even the authoring of text books for university use to be something of a "black-mark" against " serious academics". The task of popularizing (ie rendering into readable English or French) social science findings brings an even worse "black mark". The fact that it can be done with effect is demonstrated by the successful response to material used in magazines like Home Maker. My own research (women and politics in Canada) was summarized there and I received over 400 letters asking for more information. It went to over a million house-holds which no academic Journal ever will. We also need to pay much more attention to the education of Journalists in the social sciences. Even those who have been through journalism schools seem to find the social sciences hard to understand.

Question 10: What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the social functions of research in the social sciences?

It would be possible to devise a modified citation index system which described the use of social science research in the public arena. Access to government use and corporate use is far more difficult. You could certainly describe what kinds of social scientists these agencies,etc employ but the secrecy of documents and the failure of many researchers in these areas to actually cite sources or to publish results would close of a full account. Frankly,given that governments and corporations are currently the major users of social science research,the project seems unlikely to succeed under current circumstances. It would be easy enough to describe, analyse & evaluate the use made by agencies which don't keep the process secret -eg parties,unions,Canadian Council on Social Development,Economic Council,etc.,etc. This would probably be a useful enterprise if done on a limited,sample basis. In addition,a questionaire could be devised to tap the familiarity of key decision-makers in these spheres with the research most useful(in theory) to their activities. [It would also be interesting to find out why they don't use social science research if they don't.]

I think such studies are only "in order" if they don't divert funds away from the training of social scientists,the doing of the research & the communicating of the work.

Question 11: What should be, in the existing state of affairs, the main objectives assigned to the organizational process of research in the social sciences?

My answer to this question is based on the premise that service functions quickly become control functions in any organizational process. It is tempting to argue a "let a thousand flowers bloom" thesis since there is so much evidence that attempts to unify theories & methods and to rationalize organization quickly suppress those very divergent points of view that the social sciences need. Since a rational production of scientific information is generally considered a less realistic model than the serendipity model, this supports democratization. In fact, I think the answers are more complex. Clearly, governments and corporations will continue to orient research they fund (either directly or indirectly) towards issues and goals they consider pressing. That is a fact of the system as it is. Peer review in the granting system currently does little to alter this pattern because generally only "established" peers participate and divergent views find it hard to penetrate. I think it is, therefore, rather key that social science research in the Universities be directed to the pursuit of divergent social goals where researchers are pursuing them in an orderly way. The development of social science research cadre's within unions, the womens movement, native people's groups, etc will also foster projects related to alternate goals. Such things as the Government's labour education funding programme have stimulated this development -fragile though it is.

Attempts to unify social science theory cut in two directions. On the one hand, the development of multi-disciplinary approaches is crucial to deal with real social problems. On the other hand, some plans for unification are really demands for theoretical orthodoxy and loose the meaning-in-context types of research which are so crucial if social science in Canada is to respond to Canadian realities and problems. Similarly, the national/international question is similarly a false dichotomy. Certainly, I have more in common with a New York or Chicago, London or Paris feminist than I do with many of my male collegues in my own discipline and many of my publications are international rather than national. Nonetheless, the social sciences have a special responsibility for their own societies and so both sets of links must be facilitated. Thus, making more rigid (rational) and organization in either dimension threatens both sets of links & both sets are crucial. In practice, Learned societies in the social sciences generally maintain both national & international links as they must.

Question 12: What is your personal evaluation of the current system of funding in the social sciences?

Although the levels of funding for all research are too low, it is my view that the balance of sources is not satisfactory. The lions share of the money is spent in-house by governments & corporations for limited goal-related research. Far too little comes via other groups. For example,even in terms of the tax system,while corporations can "write off" their R&D in some contexts,voluntary associations,unions,etc.etc. have no such incentive and little funding to sponsor social science research in their areas of interest. The funds coming into the Universities are almost all from government sources [directly or indirectly] hence the absence of support for research geared to exploring goal alternatives and programme alternatives.

In general,the granting system in the social sciences is much less well developed than in the natural sciences. This makes it hard for the development of divergent research. Our experiences with regard to feminist research are one example. Relatively few significant projects have come out of the universities. By contrast,groups like The Council on Social Development & the Council on Welfare have produced a rich array of materials. From personal experience,I know the problem with government contract research in this area. Indeed I had a major project funded to study the political participation of Canadian women. The results were not only not used but were unavailable because I could not get permission to study them. Again in contrast the Royal Commission on the Status of Women produced a wealth of publically available studies of great value. Hence,it isn't so much where the money comes from,it is how it comes and the conditions involved. All publically funded research should be publically available. Far more indirect funding [like the Labour Education Project] would stimulate a more effective use of funds. While I'm sympathetic to the view that society should fund research in the social sciences at a higher level,I don't think that the public can be expected to do so cheerfully until there is a demonstrable social benefit [and not just to governments & corporations]. If the many groups in society which currently find social science research inacessible for the reasons previously discussed came to see the value of a sound empirical base to their efforts in various fields we would have far more allies. After all social scientists aren't"entitled" in some special way to research funding especially when the results appear only to benefit the researchers,governments & corporations.

Question 13: What is your personal evaluation of the current system of production of research in the social sciences?

Exchange, interaction & communication within the social sciences are all weak. This is the basic area of weakness in my view. The "learned society" model does not bring to-gether the "producers & consumers" of research to-gether in a way which makes social science research useful, relevant or meaningful. A few organizations exist (CRIAW for example) which are explicitly designed to do this within the women's movement. In general, however, existing structures serve at best to facilitate social scientists talking to collegues in the same discipline.

The issue of internal control of the quality of research is a difficult one. Clearly, the first level of quality control is in graduate training. Here is seems to work quite well although the demand for orthodoxy tends to delay the development of originality. Internally, university departments and government research establishments do little to control for quality. Peer review vets proposals but not finished work. What is more, where there is only one (or several) journals in a field, the normal vetting process of publication is truncated.

The structuring of the social sciences into disciplines with quite high walls and disciplinary defenses is a major weakness. Far more multi-disciplinary exchange is necessary. General departments of social science are far more likely to be productive in research terms than the balkanized field we now see in most cases. Where this has happened -eg research institutes such as the Canadian Council on Social Development, National Council of Welfare, etc, research which is of high quality and more meaningfully related to Canadian society is the result.

Question 14: What is your personal evaluation of the current system of transmission of the results of research in the social sciences among non-specialists?

First,I presume your rather offensive term "vulgarization" means to disseminate findings to the non=specialist public? Ie I don't consider it vulgar to render findings into ordinary language for the lay person. Many social scientists,however,are unwilling to do so.

Communication,in general,is a major problem of scholarly discourse in Canada & this is especially the case in the social sciences. Journals aimed at a broad public can rarely receive publication support and,because these are not "refereed" journals,few social scientists are willing to write for them. I have already mentioned a few publications which perform this task well but they are constantly "on the brink" financially and find it very difficult to maintain a supply of material because of the reluctance of social scientists to write for such purposes.

A general Social Science To-Day sort of publication would be invaluable. Currently one of the few sources I can go to for a survey of other social science disciplines is SIGNS: A Journal of Women and Culture which offers two or three Review articles ["The New Scholarship"] each issue. No such source is available outside of womens studies to my knowledge. Nor are there the excellent "state of the art" type TV programmes which exist for the natural sciences. This is a really critical area. It seems to me that the establishment of a high profile journal to survey the social sciences in a readable manner is a project of the highest priority.

Question 15: What is your personal evaluation of the current system for the training of researchers in the social sciences?

In my view,we are training enough researchers but we are not educating them very well. Most often,they receive a narrow kind of "training" which leaves them largely ignorant of other social science disciplines and with little understanding of natural science or of Canadian culture. Nor is this something that can be "solved" by improving the awards system,etc., etc. The key problem,in my view,is to design graduate programmes of education which [1] continue the high-level of disciplinary training,[2] provide a broad education in other social science disciplines and [3] ensure that all relevant research skills are learned.(eg we have many people who can computer us to death but don't know how to use an archives,display weak logic and can't write in ordinary language. The pomposity with which the social sciences perceive their "missions" is a real problem here. So pre-occupied with being "scientific", our students are given little time and less incentive to become educated people. Hence few Canadian social scientists are familiar with Canadian literature,politics or history. This weakens their research and limits their ability to communicate with educated people outside of their disciplines. A broader education would,in my view,also make our students more employable and employable in more diverse areas of society.

Question 16: What should be done to establish a highly accurate method for evaluating the current organizational process of research in the social sciences?

A socio-metric analysis of the process is certainly possible. A basic mapping [of the sort the Science Council is currently doing for the natural sciences] would identify the key research fronts & research teams.

The indicators to be used would have to include [1] key research "training" centers,[2] key channels of communication,[3]co-operative user/producer institutions around research fronts,etc.

Bluntly,while such studies could be done,I don't think the expense is justified. Rather I would like to see some more specific studies dealing with channels of communication,for instance,and surveying the character of training received in the social sciences. Descriptions of some of the more successful ventures in developing inter-disciplinary research projects and in effective communication of results seem more fruitful.

Question 17: Any further relevant remarks...

Most of the questions in this questionaire seem based on a particular view of the character of science and social science. I trust the the conference will provide for significant input from those who do not share this view of social science as a linear activity within a positivist mode. Frankly,I don't think that the project of describing and evaluating what the social sciences are like in Canada is a particularly difficult one. What is much more difficult is identifying what they ought to be like if they are to serve a social function such that their support by society is justified. This doesn't mean that I fail to support "pure science" ventures. Rather,I am not persuaded that marshalling data to persuade governments to increase support will improve the social utility of much social science research.

PRESENTED TO THE POST-POSITIVIST SOCIAL SCIENCE STUDY GROUP, October,1980,Ottawa

THE METHODOLOGICAL REBELLIONS OF FEMINIST RESEARCH

JILL VICKERS

In following these debates from afar, I was struck by the fact that they would not have taken place within a group of feminist researchers - at least not in any recognizable form. And yet feminists are highly sensitive to the sorts of issues raised although few would describe themselves as post-positivists. If pushed to self-definition, most would describe themselves as non-positivists. The critiques of method (scientific, philosophical, scholarly or theological) offered by feminists differ from those the group has been exploring primarily because they are the product of hind-sight; that is, they have emerged as reflections of research necessarily done in a manner which violates many of the methodological cannons of the researcher's discipline. These methodological violations are, of course, the basis of charges by disciplinary traditionalists that feminist research is not "real" research, especially in the sense of certifying the researcher for such things as tenure and promotion. For some feminists, therefore, a guerilla war environment prevails as indeed it does for many prominant natural scientists who voice their "deviant" premises derived through "incorrect" methods in the form of science fiction.[1]

Conducting "proper" research for disciplinary consumption,feminists have created an under-ground, described as a cognitive minority by Elizabeth Gould Davis and Mary Daly,[2] in which the norms of feminist research have emerged. Since

---

1 The existence of a science fiction under-ground on the periphery of the natural science disciplines is an important fact in the sociology of science. Exploration of this evidence of the constraints of natural science methodological orthodoxy may also help illustrate the elusive process of "creativity" in science.

2 Davis, The First Sex, Daly, Beyond God the Father and Gyn/Ecology.

most have endured the sort of disciplinary "education" so well described by Cooper Langford, the sort of open discussions of the newly emerging principles of feminist method which make for logical and normative reconstruction are rare. Rather I can observe a convergence which is usually made explicit only in passing or in meetings of the under-ground.

You will have noticed that observations pertaining to the sociology of science are thus far central to my discussion. This is necessarily so from a feminist perspective which perceives the power structures within disciplines and within society is an important starting place for understanding why traditional methods are inadequate for women who wish to understand and change their circumstances. Women, after all, have been studied as objects for centuries just as slaves, barbarians and workers have been studied. What happens, however, when women, slaves, barbarians or workers wish to become actors in the discovery process while they remain an oppressed or at least powerless group, caste or class? Since there is a high convergence between those who hold power over them and those who make the tools of thinking which "explain" and "justify" reality, they will learn little of themselves useful for achieving change using the tools of their oppressors.[3]

Many feminists have followed Mary Daly in her use of the analogy of a journey to illustrate the process of discovery which has led increasingly to methodological "violations" or transcendences. The first phase of the journey

---

[3] In this context, the Canadian sociologist Dorothy Smith has argued for the development of a sociology for women (ie for their purposes) rather than a sociology of women which to her mind can only increase the ability of those in power to increase their control by greater understanding of the mechanisms of that control.

involves studies of women within the framework of disciplinary method (in the social sciences usually positivist). In this phase, the researcher either detaches herself from the objects she is studying (becomes a methodological male), in which case her journey ends, or she identifies with those she is studying. This leads to the second phase in which her "objectified knowledge" and that of her disciplinary collegues concerning women conflicts with her personal experience, intuition, or aspirations. For example, positivist psychology concerning women will, in the present context of sex stratification, describe us as passive, preoccupied with the approval of others, nurturant, etc., etc. The theories of the discipline will "explain" these findings as "natural", mature and good for the human race.

The searcher's dilemma is clear. The weight of her own evidence produced by the methods "proper" to her discipline as "explained" by the dominant theories which express her discipline's consensus "prove" either that she is a freak (not being passive, preoccupied with the approval of others or nurturant) or her "intuitive" knowledge that women are not all alike and that they all ought not to be passive, etc. calls into question both her own evidence and the great weight of the disciplinary consensus. If she is an isolate in the social system of science as many potential feminist searchers are, she may again abort the journey and even take pride in her differentness (this "queen bee" syndrome is described in other contexts as producing compradors - black white men, scholars from working class backgrounds who despise the working class, etc). If, on the other hand, the searcher is courageous or can look to the emerging consensus of other feminists, she enters the phase of critiques in which the main preoccupation is to discover and illustrate the sexist bias in the theories and paradigms of her discipline.

It is only in the third phase of the journey aimed at the creation of feminist theory oriented to the problems of her life and those of other women

that the link between patriarchal theories, etc. and the straight-jacket of "proper" method is fully revealed. In this context, she learns through the experience of searching and discovery that "proper" method hides, deliberately or unconsciously, many of the things she must reveal. In order to reveal that which has been systematically hidden, therefore, she must recognize that method is not neutral even if it is productive and "gets results".

The next step in the journey is both the most crucial and the most difficult. Having been trained to believe that science or scholarship require these methodological cannons to produce products with the "good-house-keeping" seals of reliability, inter-subjective transmissability, capacity to predict, etc. she realizes how truly radical and daring she must be to transcend them without loosing sight of the goals of the journey which involve both understanding and changing what has been called reality. She quickly learns that this is also a dangerous quest. While you don't go to jail or get sick from it you may well loose status and be punished in hurtful ways.[4]

With these preliminaries, what are the methodological rebellions and transcendences which have achieved the richest tradition of post-positivist or non-positivist research and scholarship? There are five identifiable rebellions some of which will be more familiar than others. They are from a variety of disciplines because the <u>collective journey</u> entered into in phase three involves a rejection of disciplinary boundaries which hinder our ability to discover. In

---

[4] The case of Marylee Stephenson fired (ie denied tenure) from McMaster because "feminist research isn't really research" because "it rejects the methodological cannons of sociology" is only one of many cases which illustrate the risks involved.

many cases they are inter-related.

THE REBELLION AGAINST DE-CONTEXTUALIZATION

In one of the very few books which looks explicitly at some of the methodological rebellions feminism involves, Arlene Kaplan Daniels argues that in order to do feminist research ". . . we are forced to rethink the structure and organization of sociological inquiry . . . "[5] She demonstrates the impossibility of reconstructing sociological theory (by removing its sexist assumptions) because of the methodological inadequacies of the process of inquiry itself - whether functionalist, structuralist or Marxist theories are involved. Her main complaint is that the "issues", problems and questions which feminist agree are important (even if they wouldn't agree on their ordering or solution) relate to experiences which disappear or are invisible using the de-contextualized analytic method of social science. In the same work, Thelma McCormack (in "Toward a Nonsexist Perspective on Social and Political Change") shows how to re-contextualize the study of women's political behaviour in contemporary liberal-democracies. She argues that the assumption of a "single-society" in which generalizations can be made about all participants hides the fact that men and women may inhabit different social worlds and that their behaviour can only be understood (and changed) by refusing to adopt techniques of analytic method. She notes, for example that the sex of an actor is frequently not taken into account as a "factor" in understanding political behaviour although it may often be the most important part of the context of that person's action. Finally, she notes that certain methodologies (frequently quantitative) and research situations (such as having male researchers studing worlds involving women) may syatematically prevent the elicitation of certain kinds of information - information which may be the most important for explaining the phenomenon being studied.

---

5 Millman and Kanter, Another Voice: Feminist Perspectives on Social Life and Social Science, p. 340.

McCormack's own research views most women as living in a distinct political culture with quite distinct norms of political behaviour. By re-contextualizing women behaving politically, she demonstrated how the Big "P", political contexts studied to the exclusion of almost everything else by most male political scientists alienate many women (who are then described as apathetic by the traditional discipline) because "the really important political issues" aren't discussed or decided there.

The rebellion against de-contextualizing research is dealt with over and over again in many different forms. Clearly the rebellion is most necessary and more intense in the "most scientific" social sciences (or those with the worse cases of "physics envy" as one feminist psychologist has quipped). The "New Scholarship" reviews of feminist work which appear in each issue of SIGNS (The University of Chicago's Journal of Women in Culture and Society) reveal these differences. In History and Classics, for example, method is not generally as de-contextualizing. In these disciplines and, to a lesser degree in Anthropology, the main task is using methods which do recognize the importance of meaning-in-context to "fill in" the missing-half and to research problems and issues which emmanate from women's experience. Psychology, on the other hand, offers the hardest case of the rebellion against de-contextualizing. Economics which might be expected to offer the hardest case does not simply because of the near total absence of women, let alone feminists, in the academic discipline and the extreme rigidity with which methodological cannons are enforced against any "deviants".

The most recent Review Essay dealing with psychology by Mary Brown Parlee illustrates the problem well. As Parlee notes many women psychologists, while ignoring (or critiquing) many of the discipline's conclusions, concepts and questions of the past, keep a basic commitment to a positivist view of scientific method. From a feminist perspective, however, most of the problems

of discovery and change so crucial to women cannot even "begin to be completely comprehended by any of the conceptual or methodological paradigms of traditional psychology." [6] Indeed feminists are concerned with phenomena "which cannot readily be abstracted, even conceptually, from the complex, rich and varied world of human experience-phenomena which clearly cannot be simulated in laboratory experiments." (p. 129) Parlee gives examples of rape, wife-beating and child battering. I might add Mary Daly's list of witch-burning, genital mutilation, suttee, foot-binding, and genocide which have crucial psychological dimensions but which are not ammenable to the methods sanctified by a positivist view of science. Parlee notes that many feminist psychologists have simply accepted as a priority the importance of questions of this sort and have improvised methods which help them find the "best possible version of the truth about the subject matter rather than adhering strictly to a particular method." (p. 130) She notes that this rebellion is perceived as a severe challenge by the discipline which is "punished" in a variety of ways (exclusion of the searcher, ignoring the findings as non-scientific, trivial, biased, etc.).

Parlee also notes that this rebellion is a disciplined rebellion; that is, rules have emerged in which the usual scholarly principles of reliability, consistency, logical inference and honesty are maintained with the addition of the principle of the investigator continually testing the plausibility of the work against her own experience as well as the experience of other women. This test of subjective relevance and truth is the most condemned aspect of feminist social science, despite the fact that introspection and intuition have always been key parts of the discovery process.

---

6 Mary Brown Parlee, Review Essay/Psychology, SIGNS, (Autumn, 1979), p. 127.

Parlee also notes that this by-product of the real-life dilemmas of feminist psychologists displays correspondences with the post-positivist critiques of the discipline. She quotes in particular E.G. Mishler's "Meaning in Context: Is There Any Other Kind?"[7] noting, however, that despite the sustained criticisms of positivism "no new approach or paradigm has emerged". In stating that she agrees with Mishler's general analysis of the problem (context-stripping in which "Concepts, environments, social interactions are all simplified by methods which lift them out of their contexts, stripping them of the very complexity which characterizes them in the real world." (p. 131), she concludes that the sterility of post-positivism ", . . . is because those who are critical have no analysis of what is wrong with their field and no subject matter they are eager to explore." (p. 131) This insight is, I think, particularly germane. Feminists have a subject matter they are eager to explore and reject a methodological determinism which suggests that they not explore a problem they consider crucial because their discipline's "proper" methods cannot aid in discovery. In psychology, context-stripping which portrays the individual as an isolated private entity clashed with the feminist premise that the personal is political therefore giving feminists a basis from which to challenge context-stripping methods but critiques of what is wrong with the field could come from other sources.

You will note that the issue of prediction has not yet arisen. This is because the context out of which the feminist rebellions arise does not identify prediction as a problem in quite the same way as post-positivist critiques appear to. It is only in the sense that the desire to predict produces context-stripping methods and seems to demand ever-"harder" data and ever-"firmer"

---

7 Harvard Educational Review 4a (1979): pp. 1-19.

control through laboratory experiments that the ultimate goal of prediction is a problem. Of course, the ability to predict within the context of existing social systems is a limited goal. Rather more common in feminist research is historical "prediction" such as we see in anthropology when a model of the sex stratification system is constructed from a set of societies and "predictions" made to be tested in the context of other societies. Accurate future prediction on the other hand probably assumes the endurance of patriarchy and feminists are committed to the idea of social transformations which involve both human choice and agency.

THE REBELLION TO RESTORE AGENCY

The next two rebellions are in fact aspects of the feminist efforts to restore context in discovery. They also look to the issues of the language we use and the "power of naming".[8]

Mary Daly, following the methodologically important cadre of feminist linguists, has argued that the power structures of societies and civilizations are reflected in the language which is available to discuss reality. Cooper Langford's discussion of mathematics as the most consensible language for science is relevant here since mathematics as a language for the expression of feminist reality maybe the most context-stripped of all. If the goal of the process of discovery is transformation (self and societal) as much as understanding, context must first of all be restored to language. This problem has many aspects one of which, to quote Daly is ". . . the fundamental fact that women have had the power of naming stolen from us. We have not been free to use our own power to name ourselves, the world, or God."[9] Again we can draw many parallels such as the progression from nigger or coon to negro and now to black to show that the power of naming relates

---

8 Daly, Gyn/Ecology.

9 Daly, Beyond God The Father, p. 8.

to power and powerlessness. In fact, Daly suggests that so-called women's intuition may involve mental processes for which we haven't invented the words because we haven't had the power of naming.

This attention to language, especially as a hider of context, runs throughout the methodological rebellions. Although its roots have only been briefly out-lined, it is important to note these challenges to context-stripping methods are based on feminist research on linguistics which began with the identification of "specious generics" or universals such as man, and mankind. To most patriarchal thinkers, man does not frequently include woman anymore than liberal thinkers meant workers when they talked of men consenting to governments. Nor did the framers of constitutions mean slaves, women or workers when they referred to men with rights. This attention to the actual context-meaning of words is a key and extensive part of feminist discovery. In this section, I will only deal with one relevant aspect.

The language, concepts, theories and methods of most academic disciplines abolish agency in their re-constructed images of the world. Mary Daly who begins by quoting Bergson "The way back to reality is to destroy our perceptions of it.", notes that deceptive perceptions were and are implanted by language - "the all pervasive language of myth, conveyed overtly and subliminally through religion, great art, literature, the dogmas of professionalism. . . grammar."[10] A key element in the deception of language and method for Daly is the elimination of human agency for which are substituted forces, factors, roles, structures, stereotypes, constraints, attitudes and influences. "The point is that

---

10 Daly, Gyn/Ecology, p. 3.

no agent is named - only abstractions." (p. 29) And who can blame an abstraction for starving you, mutilating you, murdering you through suttee (a "custom") or crippling you through foot-binding (an "erotic custom")? Witch-burning is deceptively described as "a process of religious legitimization", genocidal intent as an "attitude" or "prejudice". Examining in detail much academic literature, we would conclude that no human agent is ever to blame, ever profits or ever plans. Human action is sterilized and pasturized into a parade of forces, factors, roles structures, institutions, stereotypes, rites, rituals, constraints, customs, attitudes and influences - to name but a few.

Daly illustrates that only a few catastrophic events ever escape this kind of treatment. She suggests that we would be shocked into reality if social scientists talked about the German "custom" of genocide because of the horror conjured up by the event and the word genocide. A description of the hindu "rite" of suttee which "spared" widows from the temptations of impurity by forcing them to "immolate themselves", Daly observes (p. 115), seems not to shock male researchers despite the fact that no rite, custom, etc is ever an agent in human life. At some point, human agents (in this case Hindu men) created the "rite" for their own purposes and others continued the rite with some benefit to themselves.

It is clear that categorizing something as a custom, rite or whatever explains little of its origins, purposes or who it benefited. In fact, it appears to explain away just those things we need to understand. This is context-stripping on a grand scale.

THE REBELLION AGAINST REVERSAL

Reversal is the worst sort of context-stripping in which academics engage instance, agency in the custom, rite, etc, is attributed to the victim

through a trick of language and grammar. To continue with the suttee illustration, Benjamin Walker "explains" "At first, suttee was restricted to the wives of princes and warriors. . . but in the course of time the widows of weavers, masons, barbers and others of the lower caste adopted the practice."[11] (Gyn/Ecology, her emphasis). Given the facts that widows were dragged from hiding places, often by their sons, and heavily drugged before being flung onto the pyre, again often by their sons, this is like saying that although the practice of being burned in gas ovens was at first restricted to political disidents eventually millions of Jews adopted the practice.

Reversal is used to suggest that Chinese women adopted the custom of having their feet bound into three inch festering hooks which required that they be carried or move on their knees effectively crippling them as they might adopt the custom of shorthair. This grammatical, theoretical and methodological trick also makes it appear that baby african girls adopt the custom of having their genitals mutilated with stones or glass and their vaginal opening sewn up to a tiny hole after having been rubbed with salt. The point is that words like custom, rite or practice are neutral, even casual, terms which de-contextualize hideous events with reversal, making it appear that the victims embraced (adopted is equally casual) their own pain, mutilation or death.

Feminist research works on the presumption that just as the Jews didn't willingly adopt the custom of being murdered in gas ovens, women didn't willingly adopt genital mutilation, foot-binding, suttee, nutritional deprivation (the "custom" of women eating after the men are finished - if there is anything left) or being burned at the stake. It further assumes that the presence of token females in these events no more proves willing adoption than the presence of some Jews as gas oven attendants proves the willingness of Jews to be massacred. Contextualized

---

11 Walker, The Hindu World, quoted in Daly, Gyn/Ecology, p. 117.

research in which agency is established and reversals avoided has much the same powerful effect as tours of the death camps had on allied soldiers - it frequently makes students physically sick. Similarly the re-contextualized evidence of Hiroshima would abolish forever such hideous social science delusions as mega-deaths and deterrance. Any humane social science must name these things for what they truly are.

THE REBELLION AGAINST "OBJECTIVITY"

As should already be evident to anyone who has read this far, feminist discovery rejects many aspects of what the positivists and others have called objectivity. This can either mean treating those you study as objects and objectifying their pains in words which hide the identity of their oppressors or it can mean being detached from that which is studied. Neither meaning is accepted by feminist searchers who insist on testing views of reality against their own experience and that of other women. Rather feminists have adopted the simple word honesty - which involves exposing your "bias", not fudging the facts or the foot-notes and pursuing with passion some of the thousands of researchable questions feminism throws up.

Of course, the concept of objectivity has a deeper purpose in science well revealed in Cooper Langford's discussion of intersubjective transmissibility, testing, replication, etc. At the hinge point between phases two and three of the journey I outlined above these issues are not clearly enough exposed to understand very well. Few feminists in the third phase are willing to waste time and effort over the receptivity of traditional disciplines to their discoveries and insights. Far more important is the transmissibility to the community of feminist scholars and researchers which is taking on the character of a meta-discipline. Hence the process does not "fit" Kuhn's theory of scientific revolutions since for the moment the

traditional disciplines seem largely like stifling tombs and revolution through persuasion or demonstration seems unlikely. Perhaps a rather long period of parallel development rather like that we have seen with Marxist social science is the likely future. One of the important points, however, is the perceived necessity by feminists that their discoveries be transmissible beyond disciplinary boundaries and beyond the intellectual environment. This introduces the rather different goals to which objectivity is aimed.

THE REBELLION AGAINST LINEARITY, INEVITABILITY AND LAWS

Positivism insists on the unity of human knowledge with a goal of linear progress towards a set of ever-more secure laws capable of permitting us to control ever-more phenomena. In trying to understand the seperate aspects of this project against which feminists have rebelled, the character of the positivist project has to be broken down somewhat. The first problem has to do with what has been called the "regularity principle" which hold that there are discoverable uniformities in human behaviour which can be discovered and expressed in the form of laws which Hempel has described as "statement(s) of universal conditional form. . . capable of being confirmed or disconfirmed by suitable empirical findings."[12] In amplifying the meaning of the universal form, Hempel argues that a sentence can be regarded as a law only if its predicate is purely universal or "purely qualitative in character"; that is, only "if a statement of its meaning does not require reference to any one particular object of spacio-temporal location."[13] Thus concepts like "soft",

---

12 Hempel, "The Function of General Laws in History", first published in Journal of Philosophy (1942), reprinted in Partick Gardiner, ed., Theories of History (Glencoe, Ill., 1960), 344-56.

13 Hempel & Oppenheim, "The Logic of Explanation" Philosophy of Science, 15 (1948), reprinted in Readings in the Philosophy of Science, Part III, Logical Analysis of Law and Explanation, 337-50.

"as long as" or "electrically charged" are permissible predicates of general laws whereas expressions like "western", "modern","Greek slavery" or "more oppressed than male workers" are not because they clearly require some reference to particular objects or spatio- temporal location.

The basic point is not that some aspects of human behaviour cannot be generalized into laws (clearly they can) but whether the things we want to understand and to change can be dealt with within the framework of the positivist project. To use an example from my own discipline, a law-like statement explaining the phenomenon of revolution can be constructed: "Multiple dysfunctions plus elite intransigence cause revolution."[14] The point is that not all universal statements are meaningful quite simply because they strip context beyond the point which is useful. Yet some universal statements are both useful and important to the feminist project. The statement "Only women bear children" is one such provided we also recognize (1) that it doesn't mean that women cause babies, (2) that it doesn't mean that all women bear children, (3) that it doesn't mean women must bear children and (4) that it could well be technologically transcended.

The reason this issue is of real concern to feminists is that many of our core questions hinge on such things as the distinction between sex and gender. Since, for thousands of years, male scholarship and science (from Darwin, Freud through the ethnologists to modern analysts of "hemisphere lateralization" and hormone differentials) has assigned female characteristics to the sphere described as "natural" about which most would conclude that meaningful universal statements can be made. Hence the issue in much feminist research is to distinguish between things governed by "laws" (that is, which cannot be changed) and things which have only seemed to have been universal. What is more since the feminist project is also aimed

---

14 Chalmers A. Johnson, "Revolution and the Social System" quoted in K.N. Kim "The Limits of Behavioural Explanation in Politics", in McCoy & Playford, Apolitical Politics: A Critique of Behaviouralism, p. 45.

at transcending some things which empirically have been universally true (such as the exclusive responsibility of women for rearing as distinct from bearing children) the regularity principle of positivists has a danger beyond its context-stripping character. In general, feminists view the human species as a self-making species which exists within limiting material parameters. Hence, its rebellion against the exclusive search for "laws" and its recognition that the species, if not individual members, is subject to laws. As an example, while feminists have argued that there is no universal law which dictates that women as a sex or particular women must rear children, they have also recognized that the species is subject to a universal law that its young be cared for for a distinctively long period of time.

The issue raised by the rebellion against linearity is also raised by Marxist feminists against the linearity perceived in dialectical materialism. Inevitably it relates to the assessment of the impact of change. What patriarchal thinkers perceive as progress is frequently viewed quite differently when the searcher proceeds from a woman-centered point of departure. A great deal of feminist research has, for example, documented the loss of power and status and the deterioration of condition which women endured in passages of "progress" from one stage of social life to another. This of course raises the point that descriptions of the process of change in social science are frequently teleological in character despite the ostensible norms of value-neutrality. In general, feminists have argued that androcentric theories of change have been assumed to have a universality which they do not just as androcentric scholars have assumed a unity of "human" knowledge which can only be maintained by the exclusion of insights and self-knowledge of powerless people. The question of some future synthesis of many partial systems of knowledge into a true unity remains open, of course, although it is not for the moment a stated goal of the feminist project.

CONCLUSION

The release from the strictures of methodological cannons which has been the result of these rebellions has been enormously productive. In the course of less than fifteen years, thousands of new works in over a dozen disciplines have appeared in at least five languages. In rejecting the masculine usurption of universality and masculine appropriations of reality, feminists have also been forced to reject many of the methods and norms which seem so sacred to others. In general, most feminists conclude that the criterion for our methods is productivity in the sense of answering the kinds of questions the project posits as important. There is no particular uniform re-construction of method which has emerged as yet although that may come and the dangers of a new orthodoxy with it. That the process is painful is evident and well described by a male feminist J. Martin Graham:

> Coming out of the "real" closet of mainstream psychology into the bright feminologist's world of "pseudo-science", "fad ideas" and "personal politics" can be a frightening experience. . . It means giving up allegiances with a powerful, respected group who have all the "real science", "legitimate ideas" and "value-free logic" on their side. It is perhaps somewhat akin to denouncing the church with all the related stigma associated with the role of heathen and outcast.[15]

There is of course always the danger that some of the product of these methodological rebellions is and will be "pseudo-science", and faddish. And here the discipline of a collective endeavor in which ideas are openly criticized and discussed is the key as it is in more traditionally defined science. This is, however, the lesser danger. Far worse is the use of our collective skills and talents to the ends of hiding reality and "legitimizing" the status quo.

---

15 Graham, "On becoming a male feminologist", Resources for Feminist Research, Vol. IX, No. 2, (July 1980), p. 5.

REPONSES DE:

PAUL VILLENEUVE

Professeur agrégé

Département de géographie

Université Laval, Québec

Note: M. Villeneuve nous envoie avec ses réponses un cahier intitulé Epistémologie et géographie (contributions au séminaire d'épistémologie de l'hiver 1979, éditées par Gilles Ritchot, Québec, Université Laval, 1979, 148 p.). Ce cahier sera disponible pour consultation au moment du colloque.

L'EVALUATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Réponses de Paul Villeneuve

Je dois dire, dès le départ, que je suis très favorable à la variété des objets et à la diversité des méthodes en sciences sociales.

Je suis par contre moins favorable à la structure disciplinaire qui hante les sciences sociales au moins sous deux angles: les disciplines sont la plupart du temps des formes désuètes sans rapport à l'objet réel; les disciplines sont le creuset où se reproduisent les rapports asymétriques entre chercheurs (le "pecking order" de chaque sous-culture disciplinaire).

Ces deux positions informeront probablement l'ensemble des réponses apportées aux 17 questions.

I. LA VALEUR COGNITIVE DES SCIENCES SOCIALES.

QUESTION 1

Il est difficile d'établir des priorités parmi des objectifs de connaissance. Il est, à mon avis, indispensable que la recherche soit menée sur plusieurs fronts à la fois: nous avons besoin de grandes synthèses, à la Parsons, ou mieux, à la Fossaert; nous avons aussi besoin de "middle-range theories" telle la théorie des lieux centraux ou celle

de la diffusion spatiale des innovations; enfin, nous avons besoin de théories non-déductives, qui ne sont que des généralisations d'un corpus empirique et qui ne servent qu'à synthétiser un certain nombre d'informations: je pense aux généralisations de Burgess, Hoyt, Harris et Ullmann sur l'organisation interne des villes.

Ces trois formes de théories se nourrissent les unes les autres. Elles construisent des objets de connaissance situés à des niveaux divers d'abstraction et les débats qui prennent place entre les praticiens de chaque forme sont, à mon avis, plus fructueux que ceux qui prennent place entre les régnants et les tenants de chaque discipline.

En ce qui a trait à l'axiomatisation, je pense qu'il est intéressant de tenter de la pratiquer en sciences sociales. Nous avons l'excellent exemple de la théorie des jeux de Von Neumann et Morgestern. Toutefois, il me semble qu'il ne faut pas se leurrer au sujet de ce type de théorisation. Présentées, sous couvert de vigueur et de formalisme, ces théories axiomatisées n'ont pour moi qu'une valeur heuristique: elles suggèrent des questions à poser au réel et des façons de les poser, c.f. l'expérimentation en laboratoire à partir de la théorie des jeux.

Ne devrions-nous pas concevoir les théories descriptives, expli-

catives et interprétatives comme étant imbriquées les unes dans les autres, plutôt que mutuellement exclusives et s'opposant les unes aux autres. Je reprend l'exemple des lieux centraux. Il s'agit d'une théorie explicative et déductive visant à rendre compte de la localisation des villes. Toutefois, Christaller, le pionnier de cette théorie, l'a construite à partir de sa description du paysage urbain-rural de l'Allemagne du Sud. Lösch l'a ensuite déduite des principes économiques néoclassiques. Pendant un temps, la théorie des lieux centraux fut considérée comme étant très générale. Ce n'est que tout récemment que Claval a suggéré qu'elle ne s'applique bien qu'aux paysages issus de rapports de production du capitalisme commercial et agraire. Je dirais donc qu'une théorie descriptive et déductive peut avoir une valeur cognitive intéressante à condition d'être imbriquée dans un contexte interprétatif plus large; ce n'est qu'à ce niveau que l'on peut parler de véritable compréhension. Par exemple, il y a présentement un débat animé entre chercheurs qui se préoccupent de l'espace comme objet d'étude. D'une part, certains avancent l'énoncé suivant lequel "l'espace serait un produit social" tandis que d'autre part, d'autres veulent fonder une "science de l'espace humain" relativement autonome des autres sciences humaines et sociales. Les premiers accusent les deuxièmes de pratiquer un "fétichisme de l'espace" et les deuxièmes accusent les premiers de ne pas tenir compte de la contribution autonome du "facteur espace" à l'explication des phénomènes sociaux. Ce n'est qu'en se placant d'un point de vue "interprétatif" que l'on peut dépasser cette opposition. En effet "l'espace comme produit social", c'est bien sûr un produit matériel et tangible, mais c'est peut-être avant tout un produit "signifiant", de telle

sorte qu'un espace vierge, non touché par l'homme est aussi un produit social à partir du moment où l'on considère comme imprégné de signification le fait de le laisser vierge.

N'est-ce pas dans ce domaine, celui du sens à donner aux phénomènes que se situe présentement la frontière de la recherche en sciences sociales? N'est-ce pas à ce niveau que les sciences sociales acquièrent leur spécificité par rapport aux sciences physiques et biologiques?

QUESTION 2

A mon avis, les sciences sociales sont faiblement développées théoriquement si on évalue ce développement selon les mêmes critères que l'on emploierait pour les sciences physiques et biologiques. Mais peut-on employer les mêmes critères?

Je ne le crois pas, et mon opinion se base sur le raisonnement suivant: l'objet social est trop différent de l'objet biologique, et l'objet biologique est trop différent de l'objet physique pour que ces trois objets soient étudiés avec les mêmes méthodes. A partir du moment où l'on se préoccupe de cette nécessaire adéquation objet-méthode, à l'encontre de l'universalité de la méthode scientifique pronée par Auguste Comte, il est impossible d'appliquer à toutes les sciences, les mêmes critères d'évaluation du développement théorique. En sciences physiques, les théories axiomatisées et mathématisées permettent d'exprimer la connaissance dans un langage hautement

univoque. En sciences biologiques et sociales, le langage est moins univoque mais cela ne veut pas dire pour autant que le développement théorique soit moins avancé car il n'y a probablement pas moyen d'enfermer la signification dans des langages formels. A mon avis, il n'y a pas de linéarisme, ni d'historicisme, dans le développement des sciences, et les sciences sociales devraient se développer selon une logique propre qui correspond à la spécificité de leur objet.

Il n'y aura jamais trop de recherches théoriques en sciences sociales. L'épistémologie des sciences sociales ne fait que commencer, à se constituer. Ma crainte est que ces recherches théoriques et épistémologiques soient freinées et même biaisées indûment par l'étroitesse des perspectives disciplinaires. Mon espoir est que dans les contextes québécois et canadien nous puissions arriver à minimiser cette hyperspécialisation en raison, au moins, de deux facteurs: la faible taille de la communauté des chercheurs en sciences sociales et la largeur de vue de pionniers tels qu'Innis.

Il me semble qu'après une période d'une vingtaine d'années consacrée surtout à des travaux empiriques dominés par les perspectives positivistes et fonctionnalistes, nous assistions depuis peu à l'émergence d'un questionnement épistémologique beaucoup plus sophistiqué et cela, même dans les contextes canadien et québécois. Cela n'empêche pas l'orientation empirique de continuer à produire des études valables,

bien au contraire. Je me demande si ce nouveau questionnement est relié à l'état de crise larvée dans lequel nous vivons depuis le Kippour?

QUESTION 3

Le langage utilisé dans les sciences sociales est le plus souvent non univoque et polysémique. Les divisions disciplinaires me semblent être celles qui sont responsables au plus haut point de cette situation. Pour moi, les disciplines sont des sous-cultures au sein desquelles les signifiants renvoient à des signifiés spécifiques: les mêmes termes n'ont pas le même sens pour des chercheurs de disciplines différentes. Il me semble que les divisions disciplinaires ont beaucoup plus d'impact sur ce phénomène que les divisions idéologiques ou théoriques, la base des divisions disciplinaires étant éminemment matérielle.

Une entreprise internationale de normalisation du vocabulaire me paraît hautement souhaitable. Déjà certains textes, comme le Fontana Dictionary of Modern Thought, jouent un rôle utile dans le monde anglo-saxon.

Parmi les procédures de définition habituellement employée, j'en vois deux qui sont couramment utilisées: la méthode des "types idéaux" de Max Weber et celle des "combinaisons spécifiques" associée quelquefois à Althusser. La deuxième me semble de beaucoup supérieure, non pas parce qu'elle est moins arbitraire, mais parce qu'elle permet une articulation

beaucoup plus fine entre l'objet réel et l'objet de connaissance.

La formalisation a certainement une place en sciences sociales, bien que personnellement, je pense de plus en plus que l'on a, dans le passé, eu tendance à la surévaluer (voir là-dessus les remarques de Norbert Wiener citées par Lévi-Strauss). Au niveau des formes, plusieurs équivalences (isomorphisms) peuvent être repérées entre l'objet physique, objet biologique et objet social. Le langage de la topologie (René Thom: théorie des catastrophes) est approprié à l'étude de ces homothéties. A mon avis, la mathématisation ne peut toutefois pas être appliquée aussi aisément au niveau des processus. En d'autres termes, en reprenant la dichotomie structure-pratique des althussériens, la mathématisation serait plus applicable au niveau des structures qu'à celui des pratiques.

Le langage des sciences sociales, surtout ici en Amérique du Nord, n'accorde pas trop de place à des termes intentionnel. Les processus sociaux ne sont pas, surtout à micro-échelle des processus mécaniques ni même des processus biologiques et le langage doit être assez souple pour nommer de tels processus. Tout le problème réside dans la nécessité de développer un langage à la fois souple et précis.

Ce problème est intimement relié à celui du jargon et des discours spécialisés. Ne faut-il pas penser que cette spécialisation est elle-même reliée à la spécialisation disciplinaire? N'est-ce pas en tentant

de réduire la deuxième que l'on parviendra à réduire la première?

QUESTION 4

La pratique de la méthodologie empirique dans la recherche en sciences sociales est relativement polymorphe. Il y a bien sûr une pratique dominante, mais Dieu merci, elle n'est pas la seule.

Ma perception de la pratique dominante, que je définis comme consistant en l'analyse de données quantitatives provenant de sources officielles ou d'enquêtes-sondages, est la suivante: nous semblons, au Canada, nous acheminer vers une standardisation en ce qui concerne cette pratique. De plus en plus de chercheurs peuvent appliquer les procédures habituelles de tests d'hypothèses à l'aide de données quantitatives et les recherches individuelles s'inscrivent de mieux en mieux dans un processus collectif où les résultats des uns servent de point de départ aux autres. Il y a donc, à l'image de ce qui se passe en sciences physiques et biologiques, et au sens de Kuhn, une sorte de "pratique ordinaire" en sciences sociales.

Je me demande toutefois si cette "pratique ordinaire" n'est pas soumise, présentement, à la loi des rendements décroissants. Il se peut qu'une meilleure organisation des banques de données permettre de contrer cette tendance, mais ne faut-il pas faire plus de place aux tentatives de mise au point de méthodologies spécifiques aux sciences sociales? Je pense, entre autres, à la recherche-action et

à l'observation participante. Je pense qu'il s'agit-là de plus que des méthodes heuristiques de découverte d'hypothèses nouvelles dans la mesure où la vérification et la falsifiabilité du savoir, au moyen de ces méthodes, passe par la mise en rapport, de la théorie et de la pratique sociale du chercheur, plutôt que par celle, beaucoup plus limitée, de la mise en rapport de la théorie et de l'empirie.

En somme, les études empiriques, surtout de nature quantitative, sont de plus en plus sûres et bien menées, mais c'est l'interprétation que l'on donne à leurs résultats qui est souvent trop étroite et dénuée de signification. Par ailleurs, les études faisant appel à des méthodologies empiriques mais portant sur des données qualitatives (analyse de contenu par exemple) me semblent nettement sous-développées.

QUESTION 5

Il est à mon avis très difficile d'évaluer rigoureusement l'état de la recherche sur le plan cognitif, plus en tout cas que sur le plan de l'utilité sociale. Je crois que c'est d'ailleurs là le sens des informations prises là-dessus par le CCRSH.

Si vous le permettez, je vais répondre par analogie à cette question. Evaluer la recherche en sciences sociales, c'est dans

mon esprit une tâche aussi complexe que celle d'élaborer un plan de développement pour le Québec. Les quelques tentatives en ce sens nous indiquent qu'il est illusoire, dans notre type de société, de vouloir faire des plans quelque peu globaux. Le constat d'échec de la planification centralisée n'empêche pas chaque individu et chaque institution de manifester une attitude de plus en plus "planificatrice". D'ailleurs, les velléités d'évaluation font partie de cette tendance. Si la planification centralisée est un échec, "l'attitude planificatrice", elle, est toujours possible. De la même façon, je ne vois pas trop comment on pourra en arriver à une diagnostic évaluatif global de l'état de la recherche en sciences sociales sur le plan cognitif, un diagnostic autour duquel il y aurait large consensus. Je vois par contre qu'il est très possible de développer une "attitude évaluative", de développer également des formes d'évaluation décentralisée de la recherche. Il est même possible d'entreprendre des analyses empiriques des projets de recherche subventionnés si l'on est bien conscient que ce type d'analyse ne capte qu'une petite partie du réel.

En somme, j'ai le net sentiment que c'est par le moyen de la recherche épistémologique que l'on en viendra très graduellement à évaluer les aspects cognitifs des sciences sociales. S'il y a place, au niveau épistémologique, pour une recherche systématique comprenant une analyse empirique de l'état des sciences sociales, à côté de (ou en rapport avec) la réflexion philosophique et logique, tant mieux!

II. L'UTILITE SOCIALE DES SCIENCES SOCIALES

QUESTION 6

A mon avis, et cela était d'ailleurs l'une des principales conclusion de la Conférence nationale sur les sciences sociales et la politique au Canada tenue à Ottawa en 1975, il faut que deux grands types de recherche soient maintenus pour que nos sociétés bénéficient pleinement du travail des chercheurs.

Il faut d'une part qu'il soit possible, surtout à l'intérieur des ministères et des instituts de recherche officiels, genre INRS au Québec, de poursuivre des recherches menant plus ou moins directement à la formulation de politiques gouvernementales.

Il faut par ailleurs que la possibilité pour d'autres chercheurs, surtout ceux des universités, existe de critiquer et de remettre en question de façon fondamentale les résultats des recherches dites appliquées.

Cette dialectique entre l'action et la réflexion (de plus en plus difficilement praticable par le même individu), entre le "social engineering" et la critique, doit absolument être préservée. C'est bien entendu le deuxième terme du rapport dialectique, la critique, qui est trop souvent remis en cause dans les milieux officiels. La critique, même virulente est rarement inutile. Si elle est mal orientée

ou superflue, un processus de contre-critique peut contribuer à le démontrer. Un tel processus pourra paraître long et lourd à certains, mais a-t-on vraiment besoin de hâter le changement social dans des sociétés dont on dit par ailleurs qu'elles sont en perpétuelle transformation?

Si ces deux pôles sont maintenus avec autant de vigueur l'un que l'autre (et ce n'est pas le cas présentement), je crois que la recherche en science sociale peut jouer un rôle extrêmement important dans nos sociétés. Au sens le plus large, les sciences sociales offrent des moyens et des méthodes de traitement de l'information. Elles assurent un contrôle de la qualité de l'information, et elles permettent d'arriver à des synthèses pertinentes de celle-ci.

En somme, ce qui est important à mes yeux, c'est de maintenir la parité entre deux contextes institutionnels où se pratiquent deux types de recherche dont l'utilité de l'une est fonction de l'autre, et vice versa: d'une part, un contexte gouvernemental où la recherche joue un rôle dans la prise de décision, et d'autre part, un contexte universitaire où la recherche sociale est fondamentale et critique. Quand au rôle de l'entreprise privée dans la recherche sociale, il faudra d'abord que l'on me convainque que ce type d'entreprise est capable de poursuivre des objectifs d'intérêt collectif avant que je le crois possible.

QUESTION 7

L'administration publique et para-publique utilise une part importante de la recherche totale faite en sciences sociales. Il s'agit toutefois d'un certain type de recherche, celui dont les résultats peuvent être traduits en termes de mesures politiques et de programmes qui s'inscrivent dans des orientations déjà prises. Au Québec d'ailleurs, l'expression de "recherche orientée" est de plus en plus employée pour décrire ce type de recherche.

Par le biais de la recherche orienté, mais aussi par le rôle qu'elle joue au moyen des sondages d'opinion par exemple, la recherche sociale me semble plus influente qu'on ne le croit généralement. Les économistes sont devenus plus influents que les ingénieurs et tout autant que les avocats dans nos administrations et nos gouvernements. Ceux qui ont une formation d'administrateurs intègrent beaucoup des résultats de la recherche en sciences sociales.

Ceci étant dit, je ne crois pas que les résultats de la recherche en sciences sociales soient utilisés de façon optimale dans l'administration publique et para-publique. Pour des raisons diverses, dont certaines sont d'ordre politique et d'autres d'ordre cognitif, il s'effectue dans ces milieux une sélection des résultats de la recherche, de telle sorte qu'un savoir non-exprimé dans le langage

"admissible", ou un savoir qui "dérange" trop, ne peut trouver droit de cité.

Ceci ne veut pas dire que la recherche sociale sert toujours les mêmes intérêts sociaux particuliers. L'Etat est devenu trop complexe, la "société politique" est maintenant trop ramifiée, pour que l'on puisse parler de monolithisme à cet égard. Il y a toutefois des rapports privilégiés entre savoir et pouvoir dans les sociétés industrielles les plus développées, celles où le pouvoir se fonde plus sur le consentement que sur la coercition. Il est tentant pour les spécialistes des sciences sociales de travailler surtout pour le compte des administrations publiques. Peu d'entre nous mettent leur expertise au service des groupes qui ont le moins accès à l'information et au savoir. A l'intérieur des sous-cultures disciplinaires, ce dernier type de recherche n'est pas valorisé. En fait, il se pourrait bien que le principe de la liberté académique (encore défendu dans nos universités) ne devienne la garantie de dernière instance pour que subsiste la possibilité de pratiques ce type de recherche.

Il n'y a pas, pour autant, opposition de principe entre la démocratie et l'utilisation politique de savoirs spécialisés. Dans nos sociétés, il n'y a plus place pour les "intellectuels traditionnels" de Gramsci. Presque tous les intellectuels sont devenus "organiques" à une classe ou un groupe. Dès lors, les spécialistes des sciences sociales sont "engagés" qu'ils le veuillent ou non. Dans la mesure où leur

savoir relève de la conjecture, beaucoup comme celui des avocats, ils peuvent aussi "plaider" des causes qui sont plutôt socio-politiques que strictement juridiques. Ce qui est capital, et ce l'est pour la survie même de nos sociétés qui fonctionnent à la démocratie formelle, c'est que toutes les parties soient entendues. Sinon, on ne pourra même plus parler de démocratie formelle dans des systèmes où les administrations gagnent chaque jour du terrain face aux institutions parlementaires.

QUESTION 8

Je dois d'abord dire, qu'il m'est difficile d'inclure dans la catégorie "entreprise privée" des institutions telles que les syndicats et les associations à but non-lucratif. Il s'agit pour moi d'institutions qui sont qualitativement différentes des compagnies privées à but lucratif.

C'est précisément parce que le but des compagnies privées est lucratif que je les crois incapables de pratiquer une science sociale minimalement "désintéressée". Je vois deux grands types de recherche sociale pratiqués par l'entreprise privée: les études de marché et celles portant sur le comportement dans les groupes (organizational behaviour). Ces deux types de recherche sociale font surtout

appel à la psychologie sociale comme domaine de savoir. A beaucoup d'égards, il s'agit d'un savoir menant directement, sans détour critique, à des formes précises de "social engineering", sinon de manipulation du comportement humain. Je ne crois pas que ce type de recherche devrait être interdit par diktat, pas plus que la recherche biologique dans le domaine de la manipulation génétique. Je crois toutefois qu'une société doit se donner les moyens de critiquer ce type de recherche dans ses principes et ses postulats et pas seulement de "l'intérieur" du paradigme qui informe sa pratique.

Quant à la recherche sociale mise en oeuvre par les syndicats et les associations privées à but non-lucratif, je crois que son utilité sociale est plus grande à la condition que ces institutions représentent les intérêts de secteurs numériquement importants et politiquement sous-représentés dans la société. Si la recherche menée dans ces institutions est encadrée dans un processus décisionnel démocratique, ce qui est plus rarement le cas dans les compagnies à but lucratif, je crois qu'elle risque de produire des résultats plus utiles en termes de justice sociale. Il y aurait toutefois ici à établir de multiples distinctions entre types de syndicats et types d'associations à but non-lucratif. A mon avis, il est important, dans chaque cas, de considérer le processus décisionnel dans lequel s'insère la recherche.

QUESTION 9

Personnellement, je crois de moins en moins en l'existence d'un "grand public" si l'on veut désigner par cette expression une masse plus ou moins informe qui constitue l'ensemble de la société ou presque.

Le grand public est segmenté. N'est-ce pas d'ailleurs le propre des sociétés capitalistes avancées que de sécréter de multiples sous-cultures souvent identifiables par ce qu'elles consomment? Or, je pense qu'un petit nombre seulement de ces sous-cultures consomme consciemment, et avec avantage, les résultats des recherches en sciences sociales. Ce serait celles où les sciences jouent un rôle de formation intellectuelle. Quant à la plupart des sous-cultures qui composent nos sociétés consommatrices de signes, ne font-elles pas les frais du rôle mystificateur auquel on emploie trop souvent les résultats des recherches sociales.

Je dirais donc que dépendamment des segments du grand public qui sont affectés par la recherche sociale, le rôle dominant de celle-ci est soit formateur soit mystificateur, mais qu'il est impossible de conclure là-dessus pour ce qui est de l'ensemble du grand public.

En ce qui concerne le rôle de la recherche en sciences sociales dans l'élaboration des visions du monde, je crois qu'il est encore important mais très différent de ce qu'il était à l'époque des

"intellectuels traditionnels". Il suffit de voir quel rôle ces derniers ont joué dans la montée des nationalismes dans les pays aujourd'hui très développés, et comment ce rôle est interprété maintenant, alors qu'il y a encore des intellectuels qui contribuent à l'élaboration de "projets nationalistes" mais dans un contexte mondial tout autre, un contexte où la plupart des mouvements nationalistes mènent une lutte défensive.

Par ailleurs, le caractère éclaté et spécialisé de la science sociale actuelle modifie grandement le rôle de ses praticiens dans l'élaboration de visions du monde. L'historicisme "grandiose" n'est plus de mise. Il est remplacé par le "piecemeal social engineering" à la Popper. Je fais ici miennes la plupart des remarques de Marcuse et d'Habermas à ce sujet.

QUESTION 10

Je crois qu'il est possible de fournir une description et une analyse de l'utilisation sociale de la recherche en sciences sociales à l'aide des méthodes et des techniques développées en sciences sociales même. J'ai bien dit une description et une analyse et non pas une évaluation, car je ne crois pas qu'une évaluation globale soit possible en termes autres qu'intuitifs et discursifs.

Je crois qu'il est important d'analyser et de décrire avec soin et systématiquement les diverses pratiques de recherche en sciences sociales. A cette fin, plusieurs indicateurs sont possibles. Ainsi, l'utilité sociale de cette recherche sera, à mon avis, favorisée si les fonds sont répartis équitablement entre les recherches orientées et les recherches fondamentales et critiques. La répartition des fonds de recherche est alors un indicateur important.

Si le but est de décrire le rôle joué par la recherche dans l'élaboration de visions du monde spécifique, la méthode historique peut alors être d'un grand secours. Quels furent les rôles respectifs de l'école de sciences sociales du Père Georges-Henri Lévesque et de l'école d'histoire du Chanoine Lionel Groulx dans la construction de l'état québécois moderne? Quel fut le rôle de l'école d'économie politique de Harold Innis dans l'élaboration du nationalisme canadien? Sur ce dernier thème voir par exemple R. Neil, A New Theory of Value, The Canadian Economics of H.A. Innis. Je me demande si ce n'est pas ce type d'ouvrage qui, en dernière analyse, constitue la meilleure approche à la question de l'évaluation de l'utilité sociale des sciences sociales?

III. L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

QUESTION 11

Les objectifs prioritaires du processus d'organisation de la recherche en sciences sociales devraient être tels que la recherche fondamentale et critique puisse être préservée et se développer au même rythme que la recherche orientée. Un corrolaire de ce principe me semble être que la recherche universitaire en sciences sociales est absolument cruciale. Dans les universités toutefois, les les barrières disciplinaires constituent des frontières périmées qui bloquent le processus de production et d'échange des connaissances. Les universités en général devraient au moins donner le même statut institutionnel à leurs centres de recherche thématique que celui qu'elles donnent à leurs départements disciplinaires.

Etant donné la conjoncture économique actuelle, il me semble que l'attitude des gouvernements est d'aller au plus pressant, ce qui veut dire favoriser la recherche orientée. Pour garder un certain équilibre, n'est-il pas dès lors souhaitable que la communauté canadienne des sciences sociales fasse pression pour que le long terme ne soit pas oublié non plus que la connaissance désintéressée?

Un autre objectif organisationnel important me semble être de contrer la tendance à la spécialisation toujours plus poussée. Ceci veut dire que la fluidité et la transparence doivent être maintenues dans le réseau des sciences sociales au Canada. N'est-ce pas à ce prix que l'unification théorique et méthodologique pourra se poursuivre surtout par la recherche épistémologique; que la démocratisation des savoirs sociaux sera possible; que l'internationalisation pourra progresser; et que la rationalisation des institutions canadiennes oeuvrant en sciences sociales sera possible. Dans les réseaux sociaux, la spécialisation n'a pas à être un corrolaire nécessaire de la croissance. Elle ne l'est que dans ceux où les critères d'efficacité immédiate dominent tout.

QUESTION 12

Au sujet du système de financement de la recherche en sciences sociales, il est, à mon avis, important que ce soit les universités qui continuent à assumer le rôle majeur. A cet égard, la situation financière difficile dans laquelle se trouvent plusieurs universités risque de compromettre le développement des sciences sociales..

Dans la mesure où les universités continuent à assumer le rôle majeur, le système de financement peut demeurer relativement décentralisé, ce qui m'apparaît préférable. Dans beaucoup d'universités, les spécialistes des sciences sociales commencent à être mieux représentés aux diverses instances décisionnelles, ce qui a pour effet d'assurer une meilleure répartition à l'intérieur des institutions universitaires.

Je ne crois pas que nos sociétés consacrent suffisamment d'argent et de ressources à la recherche en sciences sociales, comparativement à celles qui sont consacrées aux sciences qui débouchent sur des solutions technologiques aux problèmes humains. Or, les solutions technologiques à des problèmes engendrés par la technologie ne font que rapprocher l'échéance énergétique et taxer davantage des ressources dont on sait qu'elles sont non-renouvelables.

Quant à la répartition des ressources actuelles, les systèmes en vigueur d'évaluation des projets par les pairs sont à mon avis satisfaisants. J'ai toutefois l'impression que les administrateurs des institutions qui financent la recherche voient leur poids relatif (par rapport à celui des pairs) augmenter en fonction de l'importance des budgets en cause. Ainsi, un programme de recherche impliquant une concertation institutionnelle à la pièce me semble donner plus de place, dans l'ensemble du processus, aux administrateurs du programme qu'un programme de petites subventions destinées à des chercheurs individuels ou à de petits groupes.

QUESTION 13

Il faut dire, au départ, que la production de la recherche en sciences sociales, même si des moyens techniques imposants sont mis en oeuvre, se fait encore dans le cadre de rapports sociaux de production relativement artisanaux. Qu'il s'agisse des rapports d'apprentissage dans lesquels se trouvent les étudiants gradués, ou de la production comme telle d'un article scientifique, il n'y a que faible division technique du travail, et cela est tant mieux.

Par contre, les divisions sociales et sectorielles du travail sont très poussées et ses divisions sont souvent contre-productives. J'ai dit plus haut ce que je pensais des divisions disciplinaires. La seule division qui me semble fondée parce qu'elle consacre institutionnellement la possibilité d'une dialectique entre recherche orienté et recherche fondamentale et critique - est celle qui sépare les milieux gouvernementaux des milieux universitaires.

Les occasions d'échange et d'interaction entre chercheurs sont à mon avis suffisantes. Il est toutefois regrettable qu'en raison des lourdes tâches qu'ils ont à assumer dans leur universités (c.f. le ratio professeurs-étudiants en sciences sociales versus en sciences physiques et biologiques), les chercheurs ne puissent profiter à fond de toutes ces occasions.

QUESTION 14

Les résultats de la recherche ne sont pas adéquatement diffusés entre les disciplines sauf dans les domaines où une thématique transdisciplinaire est déjà en place, en études urbaines par exemple.

Ils ne sont pas non plus adéquatement diffusés auprès des autres scientifiques, ni auprès des administrateurs publics, ni auprès de l'entreprise privée, ni auprès des sous-cultures du grand public en général. Il y a de bons organisateurs des résultats de recherches (Toffler par exemple), mais la plupart pervertissent ces résultats (Desmond Morris et ses semblables, par exemple).

Il y a donc, dans l'ensemble, un effort important de vulgarisation des résultats de la recherche à faire.

QUESTION 15

Il y a trop peu d'institutions au Canada qui décernent régulièrement des doctorats en sciences sociales. Plusieurs aspects des sciences sociales sont plus spécifiques à des sociétés données que cela est le cas en sciences physique et biologique. Il faut donc que la possibilité existe de pouvoir faire des études avancées dans le milieu étudié lui-même, avec des personnes qui connaissent bien

le milieu en cause.

La formation actuellement dispensée aux chercheurs n'est pas adéquate par rapport aux besoins. Depuis quelques années, ces besoins se situent de moins en moins dans les institutions officielles. Peu de docteurs en sciences sociales sont en chômage, à ma connaissance, du moins au Québec, mais la situation est telle que l'on peut prévoir une pénurie de postes d'ici peu. Ne s'agit-il pas alors de donner à ces chercheurs, qui seront avant tout des chercheurs d'emplois, une formation suffisamment polyvalente? Une telle formation permettrait d'élargir les possibilités d'un marché du travail encore peu structuré pour profiter des apports des sciences sociales, hors de la sphère des maisons d'enseignement.

QUESTION 16

Des trois aspects couverts par le questionnaire, l'aspect organisationnel est peut-être celui qui se prête le mieux à une étude empirique.

Il s'agirait en somme, d'étudier le processus de production de la recherche comme on étudierait un processus de production quelconque, en dégageant les rapports techniques et les rapports sociaux de

production. Par exemple, le statut social des sciences sociales est-il le même partout au Canada? La distance par rapport à l'Etat est-elle la même? Les réseaux officieux débordent-ils les frontières disciplinaires?

Pour répondre à ces questions, plusieurs méthodes et techniques habituelles de recherche des sciences sociales sont disponibles. De telles études m'apparaîtraient hautement révélatrices.

QUESTION 17

Je voudrais seulement noter qu'il m'apparaît que le danger qui guette les entreprises "d'évaluation", comme celle dont il est question ici, est de tomber dans un certain bureaucratisme. Nous savons que la plupart des travaux valables réussissent le test capital, celui du temps. Par ailleurs, nous avons déjà des mécanismes d'évaluation des projets individuels, soit les demandes de subvention, soit les soumissions de livres et d'articles.

Dans ces conditions, il faut souhaiter que l'attention que l'on porte à une possibilité d'évaluer globalement la recherche en sciences sociales n'a pas pour principal objectif d'élaguer ce qui serait évalué comme superflu, mais bien de permettre une réflexion collective.

ANSWERS FROM:

JACK C. WELDON

Department of Economics

McGill University, Montréal

ANSWERS TO QUESTIONNAIRE

Question 1 - I would be uncomfortable to move outside economics in offering an answer, although I think it unlikely that one social science is likely to be greatly out of step with the rest.

Economics, it seems to me, long ago established its own rhythm of development - so that from Marshall on the underlying general science was being revealed successively and naturally to twentieth century investigators. Exogeneities have been influential here, as they always are. great shocks to the system, great political events, these caused one kind of problem to be looked at rather than another, and technological developments from outside economics (especially the creation of vastly improved computing facilities) caused methodological approaches to take such and such forms. Nevertheless a science that looked as though it had unity has so far been more and more confirmed to be a single, connected discipline.

My view would be to let the development of the subject take its own course without frantic worries by the professionals. The exogeneities will continue to occur, including the sponsorhsip of research by "customers", notably by the State. I would worry only about the integrity of work and not its form. It is clearly unscientific to report lies to compete with what is hoped will be true - economists have themselves and society to protect in assuring that the profession does indeed deal in knowledge. For the rest, though, I think to assign priorities is to declare an orthodoxy, a most unscientific orthodoxy.

P.S. - Obviously there will be description AND explanation AND interpretation AND comprehension AND prediction - and for that matter, PRESCRIPTION. All of this is bone and sinew within economics and within SCIENCE.

Question 2 - Within economics I think theory (measured by first differences with respect to time, for theory is cumulative over time) has advanced very slowly in the past dozen years. The explanation, though, is classical. In the outside world a new range of phenomena was encountered. There has been the response experienced several times before in the history of economic thought (with J.B. Say, with J.S. Mill, with A. Marshall, with J.M. Keynes - inter al), that is, a retreat from the world of reality to a world more and more fantastical in its abstractions, and this for the very good reason that intellectual conservatism causes a retreat from new realities until some consensus is found as to how the realities are to be described (very, very difficult problem) and then explained. Much of the theorizing is, today, second-rate scholasticism, but not all is; and in due course (if the real world will be patient enough to remain in existence) I would expect visible, certain progress to be resumed.

P.S. - Ideological pressures? I doubt they are exogenous, but expect rather that they have the same parentage in real experience that the vacuous economics has. Epistemology? Important indeed, but only beginning to be the focus it should be.

Question 3 - This question has force for the other social sciences, perhaps, but not for economics. Standardization of terminology would be no remedy for sloppiness of thought - which admittedly produces the great proportion of all debates in economics - but then reasonable care with sources, attention to the problems of definition, these routine precautions should serve quite hardily to deal with "standardization". Mathematics? It has advanced in the subject according to need. There are many mathematical-economists who are mediocre mathematicians doing useless economics, and who are protected from each of their worlds by belonging to both. This is wasteful, but probably would cost more to prevent than to endure.

Question 4 - Econometrics has now had a good run characterized by (a) better and better results in describing and summarizing what has already happened and (b) quite disappointing results in predicting variables outside the range of the source-data. Powerful critiques have been appearing, indeed, condemning almost without exception the once highly touted models built within Keynesian macro-economics. The critics propose to push ahead on new (or rather, differently articulated) econometric programmes - via rational expectations - but have been sufficiently successful negatively as to persuade many listeners that the death of the old will carry over to the life-span of the new. Economic reality, alas, has not yet - and may never - become amenable to statistical inference about its structure: the data are always far, far too few for the demands of the models (as the absence of a laboratory makes nearly inevitable). This does not doom empirical work as a whole, naturally, for else there would be no science with a future on which to report. I suppose the case study, institutional forms will be the firm support in the future they have been in the past. Our empirical problems, in brief, are inherent - not our own creation by sins of omission.

Question 5 - The central problem with question 5 is it asks about a comparison in the form of the enquiry about an absolute magnitude (viz., evaluating the state of research). To revert to comparison is not sufficiently precise. What matters, surely, is comparison of first differences, thus, how rapidly the level of research has been improving recently as compared with how rapidly it improved either in the immediately preceding interval or in some early, reference interval. This leads to fresh difficulties, for while I think this sort of comparison could be made its significance would be so slight as to be nearly worthless (except in such contexts as that of question 2), it is only sudden changes in the rate of development that would be informative. Other changes would have a diluted

significance because, first, they would be functions of ever-changing resources directed to the science and, second, because of the varying difficulty of making progress at one stage of the science as contrasted with another. In brief, I would answer question 5 as it might bear on question 2, but cannot imagine answers that carry beyond that still informal format.

Question 6 - In economics the benefits are two. First, predictions that are a stage beyond ingenuous extrapolation are possible, and are therefore valuable to INDIVIDUALS in ordering theor own lives. Second - critically, and at the heart of the analysis of almost all the economies that history has declared - appraisals of state policy are possible that are very useful to the state in appraising and implementing its general purposes. Production with policy and prediction with respect to hypothetical policy - here are the benefits. I think the contributions are large, in the categories you mention, except that they do not reach to the definition of social goals (and even there an indirect contribution might be attributed, by way of showing such and such a goal not thought of is definable and realizable). Hindrances? These appear in the domain of the users, I think: within the profession all is routine.

Question 7 - I repeat a sermon often preached. Public (and private) administrations have to be restructured so that they can plan rather than merely manage. The exogenous fact is the growth of the public sector in the last forty years. The consequence has been an institution with responsibility for half the economy fitted with an apparatus appropriate to the planning of very little, the reform and control of not much more, and the planning of a sector according to norms for one-tenth of the system. Planning cabinets, planning bureaucracies are essential. Yes, of course, public administrations have particular social welfare functions,

viz. particular groups that are favoured, particular groups that count for little. This is not contradictory of democracy, though it means that the preferred choices of democracy are always to be striven after instead of being settled to eternity.

Question 8 - Private enterprise does not seem to me very well managed by the standards applied in the public sector. I suppose this springs from the insecurity of life that is attached to work in that sector. One conforms or one is not hired. Once hired, one conforms or one is let go - or if the degree of non-conformity is small, one is only not promoted. Once promoted, one conforms or is not promoted to a still higher plateau - and so on, and so on. Since few people in a state of natural liberty would elect to conform to any pre-set pattern, private enterprise (by natural selection) acquires a disproportionate share of second-rate talent. I believe it under-uses research: the second-rate hires the second-rate.

Question 9 - I think the general public only receives economic research by way of popularizations - at the best, and even then only amongst "informed laymen" - and of vulgar, polemical bits of propaganda - for the most part, and as represented in the press particularly. This does not profoundly disturb me, for in fields outside my own I see soon enough that to get beyond popularizations would take a great deal of hard work. This is indeed the reality of knowledge I fear: recall that such a first-class thinker as Bertrand Russell could discuss economics at length with Keynes and still have no economic knowledge beyond the level of Grandma Moses. It is the problems that are noticed and that constitute public "knowledge" of explanatory research. Economists who work in

the abstract communicate with reality via their colleagues who turn to applications, and economists who turn to applications communicate with reality via the politicians or businessmen or labour-leaders or organizers of opinion who have immediate interest in and authority for problems.

Is economic research used optimally? Its use in any event is determined by the politicians (and the rest), not arbitrarily but by the problems they face. To my judgement those who organize political (and other real) events indeed have the most serious reforms to contemplate - their methods are badly dated - but the need for contemplation on such matters is theirs, not ours.

Question 10 - I am wholly sceptical of the availability or usefulness (or scientific quality) of any such indicators.

Question 11 - Again - the theme must by now be clear and repetitiously declared - I think that what happend within our science should be and certainly will be endogenously decided. We have a collective interest in protecting the scientific integrity of the profession we share. We have no collective interest in shaping the programme of research within the science.

Question 12 - This is a legitimate enquiry? With respect to economics I think the allocation of funds (all sources considered) is enough, is indeed lavish. That part of the allocation that arises from direct needs (political, commercial, and so forth) is self-adjusting. What, though, about UNIVERSITY - more broadly, academic - funding? Routing of funds through Canada Councils and their contemporary and successor organizations is clumsy, time-consuming and (so far as it leads to ANY pattern) directed towards safe names, orthodox projects, fashionable projects.

I have done a good deal of reviewing in my time for such centralized bodies, and have found that my colleagues and I have been well intentioned, reasonably diligent, not visibly corrupt, but despite ourselves drawn to outcomes that were biased towards "safety" but otherwise random. Routing through the universities themselves? The opportunists seek out such chances to multiply salaries far more rapidly than the serious and honourable do. I am not sure what reference there is against which to compare our arrangements, but I suspect the ignorance is comforting. Very large reforms would be needed, centrally and locally, to make such difference.

Question 13 - Yes, subject to some protection against the expropriation of Canadian institutions by branch-plants of foreign institutions.

J.C. Weldon

J.C. Weldon
McGill University